



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





From the Library  
of the  
Foreign and Commonwealth  
Office

Transferred under the terms of the  
Foreign and Commonwealth Office  
Library Trust Deed 1991

LAW

France 510 F919a











**SCIENCE  
DU PUBLICISTE.**

*Cet Ouvrage se trouve aussi chez les Libraires  
suivans :*

<i>A Paris,</i>	{	BOSSANGE frères, rue Saint - André - des- Arts, n° 60.
	{	REY et GRAVIER, quai des Augustins.
	{	J. DECLE, place du Palais de Justice, n° 1.
	{	J. P. AILLAUD, quai Voltaire.
	{	FANTIN, rue de Seine.
	{	ARTHUS-BERTRAND, r. Hautefeuille, n. 23.
<i>Madrid,</i>	{	DELAUNAY, au Palais-Royal.
	{	JUAN PAZ.
	{	ALFONZO PEREZ.
<i>Lisbonne,</i>	{	VEUVE RAMOS.
	{	PIERRE et GEORGE REY.
<i>Coimbre,</i>	{	J. P. AILLAUD.
	{	J. A. ORCEL.
<i>Naples,</i>	{	BOREL.
<i>Amsterdam,</i>	{	G. DUFOUR.
	{	DELACHAUX.
<i>Genève,</i>	{	PASCHOUD.
<i>Vienne,</i>	{	SCHALBACHER.
<i>Berlin,</i>	{	AD. M. SCHLESINGER.
<i>Milan,</i>	{	GIEGLER.
<i>Florence,</i>	{	PIATTI.
<i>Livourne,</i>	{	GLAUCUS MAZI.
<i>Rome,</i>	{	DE ROMANIS.
<i>Turin,</i>	{	PIC.
<i>Manheim,</i>	{	ARTARIA et FONTAINE.
<i>S. Pétersbourg,</i>	{	SAINT-FLORENT et comp.
	{	C. CERCLET.
<i>Moscou,</i>	{	JEAN GAUTIER.
<i>Odessa,</i>	{	ALPH. COLLIN.
<i>Stokholm,</i>	{	EM. BRUZELIUS.
<i>Breslau,</i>	{	G. THÉOPHILE KORN.
<i>Wilna,</i>	{	JOSEPH ZAWADSKI.
	{	FR. MORITZ.
<i>Nouv. Orléans,</i>	{	ROCHE frères.
<i>Mont-Réal (Canada),</i>	{	BOSSANGE et PAPINEAU.

---

IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT, PÈRE ET FILS,  
IMPRIMEURS DU ROI ET DE L'INSTITUT.

4623  
**SCIENCE**  
**DU PUBLICISTE,**

**OU**  
**TRAITÉ**  
**DES PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES**  
**DU DROIT**

**CONSIDÉRÉ DANS SES PRINCIPALES DIVISIONS;**

**AVEC DES NOTES ET DES CITATIONS TIRÉES DES AUTEURS**  
**LES PLUS CÉLÈBRES.**

**PAR M. ALB. FRITOT, AVOCAT.**

**TOME PREMIER.**

---

C'est devant les Rois eux-mêmes que nous entreprenons  
de plaider la cause de l'humanité, des peuples et  
des Rois.

Puissions-nous parvenir à les éclairer tous sur leurs  
véritables et communs intérêts !

*« Et loquebar de testimoniis tuis in conspectu Regum; et  
« non confundabar. » Ps. 118.*

---

**A PARIS,**

**CHEZ BOSSANGE, PÈRE ET FILS, LIBRAIRES,**  
rue de Tournon, n° 6 bis.

**A LONDRES, CHEZ MARTIN BOSSANGE et Compagnie,**  
Libraires, 14 Great Marlborough street.

~~~~~  
1820.







---

## AVERTISSEMENT.

---

» *Nil lingua, nil peccet manus ;*  
» *nil mens inane cogitet :*  
» *in ore simplex veritas ,*  
» *in corde regnet caritas. »*

Nous avons eu plus d'une fois l'occasion de nous convaincre que , si les hommes éclairés et de bonne foi diffèrent souvent d'opinion sur tout ce qui est relatif aux principes dont traite cet ouvrage , sur tout ce qui concerne le perfectionnement des institutions sociales , c'est uniquement parce qu'ils ont trop souvent négligé de commencer par fixer leur esprit sur les vérités simples et positives , qui seules peuvent servir de base à une sage et utile discussion. Nous osons donc espérer une grâce de ceux de nos lecteurs qui seront du nombre de ces hommes éclairés par qui nous désirons particulièrement d'être lus et de qui nous ambitionnons le suffrage , c'est de ne point porter de jugement sur une partie de cet ouvrage sans avoir lu avec quelque attention ce qui la précède.

Dans un sujet aussi vaste que celui-ci, toutes

les idées doivent se lier et s'enchaîner les unes aux autres par des conséquences exactes et rigoureuses. Il en est de la science dont nous entreprenons de rassembler ici les élémens , comme de toutes les autres sciences : pour résoudre les dernières propositions , il faut d'abord connaître , approfondir , déterminer , fixer immuablement les premières. Dans cette science , il existe , plus qu'en aucune autre peut-être , une vérité primitive à laquelle tous les principes , toutes les autres vérités doivent se rattacher par des conséquences et des vérités successives et intermédiaires ; et , si l'on n'en a pas suivi la chaîne , on ne sentira point l'exactitude et l'importance des principes les plus incontestables et les plus certains (a).

Si, en nous attachant nous-mêmes à suivre avec soin cet enchaînement , nous avons émis quelques idées en contradiction peut-être avec les opinions le plus généralement admises aujourd'hui ;

---

(a) Nous avons fait tous nos efforts pour que , dans le cours de cet ouvrage , toute proposition puisse être jugée d'après celle dont la démonstration la précède ; mais il est pourtant vrai de dire que l'on ne peut parfaitement juger de toutes les parties d'un système avant d'en avoir bien étudié et connu l'ensemble.

si nous avons été ainsi forcément conduits à indiquer dans la forme des institutions quelques changemens comme étant une suite nécessaire des premiers principes , néanmoins (et nous espérons que la lecture de tout l'ouvrage en offrira la preuve) personne ne fut jamais pénétré plus que nous de cette importante vérité , que , pour qu'ils puissent produire le bien qui doit en résulter , ces changemens ne doivent être exécutés que par la volonté et l'action de ceux entre les mains de qui sont placées la puissance et les rênes du gouvernement ; qu'il faut conséquemment s'attacher à les convaincre de la nécessité d'admettre des principes immuables , et non pas tenter de les y contraindre par la violence , qui est elle-même une chose entièrement opposée aux principes.

Le renversement de l'autorité et de ceux entre les mains de qui elle est remise , produit toujours dans la société un trouble et un désordre qui éloignent du bien , loin de pouvoir contribuer à l'établir. Le renversement de l'autorité est un mal que les bonnes institutions ont pour but de prévenir ; et il serait inconséquent et absurde d'y avoir recours pour les créer. Dire que « l'Etat embrasé par les guerres civiles renaît de sa

centre et reprend la vigueur d'une nouvelle jeunesse en sortant des bras de la mort » (a), c'est proclamer un dangereux sophisme ; il est vrai de dire , au contraire , que les crises et les révolutions d'un Etat où les institutions sont défectueuses augmentent le mal , bien loin de le guérir.

Sans doute , lorsque ceux entre les mains de qui repose l'autorité abusent de cette autorité , et la tournent contre les principes de justice et d'équité qu'ils doivent protéger et affermir , ils donnent souvent lieu à la révolte , à des révolutions ; et , d'après cela , de célèbres publicistes , Locke , Sidney et plusieurs autres , ont cru devoir faire leurs efforts pour établir « que ces révolutions sont alors le juste exercice d'un droit imprescriptible » ; mais il est plus sage et plus utile de s'appliquer à démontrer ce qu'il est nécessaire de faire pour que ces abus du pouvoir ne puissent avoir lieu , pour prévenir ainsi ces secousses violentes auxquelles ils donnent , en effet , naissance , et pour repousser ces catastrophes funestes , non pas seulement à ceux qui gouvernent ,

---

(a) Contrat social.

mais encore à ceux-là mêmes qui sont gouvernés. L'auteur de l'Essai sur l'histoire de la société civile a donc dit avec plus de raison : « Ce n'est ni dans le calme de l'abattement, ni dans les convulsions de la licence et du tumulte que les citoyens pourront apprendre qu'ils sont nés pour aimer leurs semblables, pour pratiquer les vertus sociales et pour faire le bien » (a); et l'auteur du Système social a raisonné plus conséquemment aussi lorsqu'il a dit : « Non, ce n'est point par des convulsions dangereuses, ce n'est point par des combats, des régicides et des crimes inutiles que les plaies des nations peuvent se refermer. Ces remèdes violens sont toujours plus cruels que les maux que l'on veut faire disparaître. C'est à l'aide de la vérité que l'on peut faire descendre Astrée parmi

---

(a) FENGUSSON, *Essai sur l'Hist. de la Société civ.*, tom. 1, chap. x, pag. 200.

« Que la liberté se venge elle-même, dit aussi l'auteur de la *Déf. des Const. améric.* (John Adams), par des punitions légales et conformes à la morale; mais les séditions et les massacres sont, dans tous les cas, des crimes et des fléaux qui déshonorent la cause sacrée de la liberté autant que celle de l'humanité » (tom. II, lett. 16).

les habitans de la terre. La voix de la raison n'est ni séditieuse ni sanguinaire. Les réformes qu'elle propose , pour être lentes , n'en sont que mieux concertées. En s'éclairant , les hommes s'adoucissent ; ils connaissent le prix de la paix ; ils apprennent même à tolérer les abus , que , sans danger pour l'État , on ne peut anéantir tout d'un coup. Si l'équité permet aux nations de mettre fin à leurs peines , elle défend au citoyen isolé de troubler la patrie , et lui ordonne de sacrifier son intérêt à celui de la société. C'est en rectifiant l'opinion , en combattant le préjugé , en faisant connaître aux princes et aux peuples le prix de l'équité , que la raison peut se promettre de guérir les maux du genre-humain , et d'établir solidement le règne de la liberté » (a).

C'est en effet par la force de l'opinion que tous les hommes peuvent tenter de contribuer utilement à une amélioration si nécessaire pour tout le monde et pour les souverains eux-mêmes. On l'a souvent répété , et c'est une vérité , *l'opinion est la reine du monde* ; elle peut , si elle est sage

---

(a) Syst. social, par le baron d'Holbach , part. II, ch. II.



et éclairée, conduire vers le bien ceux qui gouvernent ; mais elle est assez puissante aussi pour s'opposer, si elle est fausse et mal dirigée, au bien qu'ils voudraient faire (a).

C'est donc chercher à servir l'humanité que de consacrer ses soins et ses veilles à ouvrir aux hommes un chemin facile et sûr pour arriver à

(a) Il faut appliquer ici la maxime de Platon. Il pensait avec raison que l'on ne doit entreprendre dans un Etat que ce que l'on peut faire accepter aux citoyens par la voie de la persuasion, sans jamais employer contre eux celle de la violence : « *Jubet Plato, tantum contendere ex republicâ, quantum probare civibus tuis possis, vim neque parenti neque patriæ afferre oportere.* » (CICER., lib. 1, epist. ix, ad familiares.)

Suivant d'Holbach, l'affranchissement des peuples ne peut être que l'ouvrage de la justice, de la sagesse, des lumières ; des grandes vues de ceux qui gouvernent ; ou bien, à ce défaut, de la *prudence* des nations que des circonstances heureuses peuvent *quelquefois* mettre à portée de réformer les abus qui les ont long-temps affligées. (*Syst. social*, part. II, chap. v.) « Ce n'est qu'en éclairant les hommes, dit-il encore, que l'on peut espérer de les rendre meilleurs et plus heureux qu'ils ne sont. Les peuples et les souverains sont également intéressés aux progrès des lumières ; et les lumières ne peuvent être que le fruit de la liberté. » (*Ibid.*)

M. Sallier, ancien conseiller au Parlement, auteur d'un

la connaissance d'une science indispensable. C'est chercher à servir l'humanité que de s'appliquer à trouver les moyens de diriger l'opinion et de placer devant elle le flambeau salutaire de la vérité.

C'est un droit et un devoir pour tout homme faisant usage de sa raison, que de rechercher une lumière si précieuse : car il agit en cela dans l'intérêt du gouvernement et dans celui de la patrie, qui ne doivent jamais être divisés ; et dans son

---

ouvrage ayant pour titre *les Annales Françaises*, a dit : « Les changemens dans les mœurs réagissent sur le système politique et moral ; mais les réformes qui naissent de cette cause sont lentes et graduelles. Ces conquêtes de l'opinion sont paisibles, parce qu'elles tiennent à la persuasion ; elles ne provoquent pas de troubles, car elles ont déjà l'assentiment général : les factions seules amènent les révolutions ».

— « Quand une pensée juste et utile a été lancée au sein d'une grande nation, disait M. de Courvoisier, membre de la Chambre des Députés, dans la session de 1816, le germe de cette pensée fermente, croît et se développe. » (*Discours sur les Elections*, Monit. du 6 janv. 1817.)

M. Royer-Collard et plusieurs de ses collègues ont dit aussi : « Lorsque des idées raisonnables ont été jetées au milieu d'un peuple, elles y prennent de si fortes racines qu'elles doivent triompher tôt ou tard. » (*Séance du 7 janv. 1817.*)

propre intérêt, qui, nécessairement, se rattache aux deux autres.

Quels soins, quelle assiduité, quelle application constante et soutenue ne met-on pas à étudier les lois de la nature, par rapport à tout ce qui se rattache à la physique, à la chimie, aux mathématiques, à l'astronomie, etc. ! L'homme emploie souvent sa vie entière à la solution d'un problème d'algèbre ou de géométrie, à la recherche des causes de quelques phénomènes, à approfondir les lois du galvanisme ou de l'électricité; il veut savoir par quels principes secrets tout se meut et se règle dans l'univers. Comment pourrait-il donc rester indifférent sur des vérités qui le touchent et l'intéressent d'une manière bien plus immédiate, bien plus directe ? Comment ne chercherait-il pas à découvrir les véritables principes des lois auxquelles le soumet sa propre constitution et la place qu'il occupe dans le monde, principes qui seuls peuvent servir de règle à sa conduite et à ses actions, qui seuls peuvent contribuer d'une manière efficace à son bonheur ? Socrate était persuadé que ce qui se passe hors de nous ne nous touche point et est plus curieux qu'utile; il plaçait les sciences au nombre des amusemens, et il

croyait que la science de la société, la méthode de contribuer à son propre bonheur et à celui des autres, méritait seule d'être cultivée avec ardeur ; il disait que la philosophie est quelque chose de plus grand que les arts et que ce qu'on appelle ordinairement les sciences, parce qu'elle est la connaissance des choses divines et humaines, qui nous dispose à nous soumettre aux premières, et à conduire et gouverner les autres dans les règles de la prudence et de la justice, de manière à être utile à nous-mêmes et à notre prochain, en combattant le vice et en faisant croître et fleurir la vertu ; que c'est par elle qu'un ami donne de bons conseils à son ami, qu'un magistrat rend bien la justice, qu'un père de famille conduit sa maison et qu'un roi gouverne ses peuples (a).

Selon Saville, il n'est que trois objets dignes de réflexion, la nature, la religion et le gouvernement (b).

---

(a) Les Rivaux, *Dial. de Platon*.

(b) « Des idées plus étendues et plus saines de la morale, dit Helvétius, jetteraient infiniment de lumières sur toutes les sciences ; et surtout sur celle de l'histoire, dont les progrès sont tout à-la-fois effet et cause de la morale »... — « Il est peu de sciences, dit-il encore,

La connaissance qui importe le plus à l'homme n'est-elle pas, en effet, ainsi que l'exprimait l'inscription du temple de Delphes, *la connaissance de soi-même* (a) ? S'il demeure, à cet égard, dans une froide et stupide indifférence, ne ressemble-t-il pas au propriétaire d'un vaste palais, qui n'en voudrait connaître ni la distribution ni les issues, ou à celui d'une machine ingénieuse qui n'en saurait tirer aucune utilité, et pour lequel, au contraire, tout usage de cette même machine serait dangereux ? L'unique moyen de marcher d'un

qui n'ait quelques rapports avec celle de la morale. La chaîne qui les lie toutes entre elles, a plus d'étendue qu'on ne pense : tout se tient dans l'univers. » (*De l'Esprit*, disc. 2, chap. xiv, xv, xvi, tom. 1, pag. 257, 266.)

(a) Ce précepte est aussi celui de l'Évangile : « Considérez-vous attentivement vous-même. » *St. Luc*, 21, 34.

— « Il n'y a rien, dit Bossuet, que l'homme doive plus cultiver que son entendement, qui le rend semblable à son auteur; et il le cultive en le remplissant de bonnes maximes, de jugemens droits et de connaissances utiles » (*Connaissance de Dieu et de soi-même*, p. 70.)

— « *Tu, homo, tantum nomen, si intelligas te! .... O homme! s'écriait Tertullien, être si grand, si tu savais te connaître.* » (*Apologet. adv. Gentes*, cap. XLVIII.)

pas ferme et assuré dans la route vraie de l'honneur et de la vertu, qui seule peut conduire au bonheur, est de chercher à distinguer, à l'avance, les points intermédiaires qui en déterminent la direction et qui en fixent les justes bornes. L'homme entre dans la vie comme un voyageur au milieu d'une immense forêt; s'il est réduit à la traverser sans guide, ou s'il ne s'attache à en étudier préalablement tous les détours sur une carte fidèle, à peine en a-t-il franchi les premières limites qu'il hésite et s'égare : plus il s'avance ensuite, et plus il s'écarte du droit chemin; plus il fait d'efforts pour arriver au but de son voyage, et plus il descend profondément dans l'abîme où souvent les ténèbres d'une nuit éternelle viennent le surprendre et l'ensevelir.

M. de Montesquieu a dit : « Les connaissances rendent les hommes doux. La raison porte à l'humanité : il n'y a que les préjugés qui y fassent renoncer » (a); et Zoroastre, législateur de la Perse, avait écrit : « Celui qui vit dans l'ignorance ne connaît ni Dieu ni la religion.... » (b) — « Pour

---

(a) *Esprit des Lois*, liv. xv, chap. v.

(b) *Sad. der. port.* 65.

bien juger les hommes , il faut , ainsi que l'a dit aussi l'illustre et judicieux archevêque de Cambrai , commencer par bien savoir ce qu'ils doivent être. Il faut savoir ce que c'est que le vrai et solide mérite , pour discerner ceux qui en ont d'avec ceux qui n'en ont pas. On ne cesse de parler de vertu et de mérite , sans savoir précisément ce que c'est que le mérite et la vertu. Ce ne sont que de beaux noms , que des termes vagues pour la plupart des hommes qui se font honneur d'en parler à toute heure. Il faut avoir des principes certains de justice , de raison et de vertu , pour connaître ceux qui sont raisonnables et vertueux. Il faut savoir les maximes d'un bon et sage gouvernement , pour connaître les hommes qui les ont , et ceux qui s'en éloignent par une fausse subtilité. En un mot , pour mesurer plusieurs corps , il faut une mesure fixe : pour mesurer les esprits , il faut avoir de même des principes constans , auxquels tous nos jugemens se réduisent. Il faut savoir précisément quel est le but de la vie humaine , et quel but on doit se proposer en gouvernant les hommes : autrement on marche à tâtons et au hasard pendant toute la vie ; on va comme un navire en pleine mer qui n'a point de pilote , qui ne consulte point



les astres, et à qui toutes les côtes voisines sont inconnues : il ne peut que faire naufrage » (a).

*Nota.* Nous ne devons peut-être pas négliger de prévenir ici nos lecteurs que le plan de cet ouvrage a été conçu et que l'exécution en a été commencée au milieu du trouble et des malheurs dans lesquels le plus imparfait des gouvernements, un gouvernement qui avait tout envahi, qui a tout perdu, et qui n'est plus, avait entraîné la France. Il a été continué et composé en grande partie lorsque les armées des puissances coalisées étaient entrées sur son territoire, et même lorsqu'elles occupaient l'enceinte de la capitale. Dans des temps plus heureux, il est présumable que nos idées n'eussent point été dirigées vers le même but : trop souvent l'esprit de l'homme n'est vivement frappé que des maux présents et dont ses propres yeux ont été les témoins. Mais aujourd'hui, quoique l'horizon se soit éclairci, quoique, dans l'intérieur, la paix semble naturellement devoir s'affermir chaque jour davantage, nous n'avons pas dû renoncer à notre entreprise; car, s'il est vrai que plus ceux entre les mains de qui réside la puissance sont justes, plus ils sont enclins à l'observation des

---

(a) Télémaque, liv. xxiv.

vrais principes de droit, de morale, d'équité, et moins l'imperfection des institutions est dangereuse, il n'est pas moins incontestable que l'amélioration de ces institutions doit favoriser efficacement toute vue bienfaisante, et qu'elle est le moyen le plus sûr d'en perpétuer les bons effets. On sait, d'ailleurs, que c'est précisément dans les temps de calme et de repos qu'il faut surtout songer à construire si l'on veut édifier avec solidité; que s'occuper de l'avenir, c'est déjà publier les bienfaits du présent; que, sous une administration sage, il faut chercher à se mettre à l'abri contre les mauvais administrateurs, qui, maîtres une fois du pouvoir, ne se laissent plus imposer de frein; et dont les excès ne sont plus alors réprimés que par des excès également funestes. Plus les choses paraissent marcher vers leur perfection, plus on doit, loin de se décourager, sentir augmenter son ardeur : l'heureux changement qui s'est opéré dans les personnes et qui doit en amener tant d'autres, nous donne une espérance d'autant plus grande que nos efforts ne resteront pas sans succès, et qu'ils pourront produire un jour, pour la France et pour la terre entière, des fruits véritablement salutaires.

Du reste, nous ne sommes ni magistrat ni législateur : nous ne nous sommes donc pas astreints à

rechercher des vérités purement relatives et de circonstances. Nous avons écrit comme simple citoyen, comme homme, comme publiciste ; et nous avons dû, comme tel, nous attacher à la démonstration des vérités universelles et éternelles, des vérités de tous les pays et de tous les temps ; vérités toujours utiles à connaître, encore qu'il ne soit peut-être pas possible de s'y conformer d'un moment à l'autre, d'y passer brusquement, sans une transition progressive et en quelque sorte insensible.

Déjà des améliorations assez nombreuses ont été successivement opérées en ce sens, et ces améliorations, que nous aurons l'attention de faire remarquer lorsque l'occasion s'en présentera, justifient, appuient, augmentent encore nos espérances. « Le Roi, rentrant en France, a dit M. De Serre, président de la Chambre des Députés (session de 1816), n'a pu s'occuper que du faite de l'édifice social ; il a dû remettre au temps le soin de construire les étages inférieurs, et peut-être même les fondemens » (a).

---

(a) Moniteur, 28 décembre 1816.

---

---

## PRÉFACE.

« *Mirabilia testimonia, ideò scrutata est ea anima*  
» *mea* ». Ps. 118.

DE toutes les connaissances humaines, il n'y en a aucune qui soit d'un intérêt plus général et d'une utilité plus grande que celle du DROIT NATUREL, si l'on sait lui donner toute l'étendue qu'il doit avoir, tout le développement qui lui appartient.

Utilité de  
science dont c  
ouvrage rassem  
ble les premi  
éléments.

Elle seule peut assurer le bonheur individuel, la prospérité publique, l'ordre et la tranquillité dans l'intérieur des états, et la paix des différens peuples entre eux.

C'est par elle que les princes peuvent apprendre que la modération et l'équité doivent être, dans leur propre intérêt, la règle constante de leur conduite; et c'est par elle aussi que tous les hommes peuvent acquérir la conviction des devoirs qui leur sont également imposés par leur intérêt, ainsi que par la nature.

Elle maintient les bonnes mœurs; elle

est la source la plus sûre de toute justice, et le principe de toutes les vertus publiques et privées

C'est par elle que les institutions sociales peuvent être améliorées sans troubles et sans orages, que les gouvernemens doivent être consolidés et affermis, et que l'opinion publique sera enfin, sur ce dernier objet, amenée et fixée à des idées saines, justes, positives, invariables.

Elle est la base de la science du gouvernement, et rien n'est si digne d'occuper la raison que les principes élémentaires de cette science (a).

cette science a  
pour objet l'ob-  
jet de la médita-  
tion des hommes  
éclairés.

De tous les temps, elle a été le sujet des réflexions et de la méditation profonde des hommes éclairés, amis de leurs pays et de l'humanité.

---

(a) « La science du gouvernement, dit M. de Réal, auteur d'un ouvrage connu sous ce titre, a pour objet le bonheur public, et elle est la plus noble et la plus utile des sciences humaines. On n'y trouve aucun principe dont on n'aperçoive l'application, et la théorie s'y tourne toujours en pratique.

» Sans cette science, les sujets ignorent des vérités

Les plus grands philosophes, les plus grands écrivains de l'antiquité, Socrate, Platon, Xénophon, Héraclide, Théophraste, Plutarque, Polybe, Salluste, Tacite, Tite-Live, Cicéron, plusieurs empereurs romains, Denys d'Halycarnasse, Diodore de Sicile; un grand nombre d'écrivains et de publicistes modernes, Thomas d'Aquin, Gilles de Rome, précepteur de Philippe-le-Bel; Charles de Louviers, conseiller au parlement de Paris; Guillaume Budé, Alciat, Dumoulin, Tyraqueau; Mornay, Lanoue et Bongars, qui, tous trois, soutenant glorieusement

---

et des principes qu'il leur importe de savoir, les souverains ne peuvent appuyer leurs conseils sur des fondemens solides, et ces mots de *vertu*, de *raison*, d'*équité*, qu'ils prononcent si souvent, sont des mots vides de sens dans leur bouche.

» Nous y apprenons une vérité essentielle que les bons rois ne perdent jamais de vue : c'est que les supériorités n'ont été établies que pour l'avantage des sujets, et que la domination de la volonté d'un seul homme sur celle des autres hommes n'est juste que parce qu'elle doit procurer leur bonheur. » (*Science du Gouv.*, disc. prélim.)

la cause de Henri IV, se sont autant distingués par leur plume que par leur épée ; Jean Bodin , Scipion Gentilis , jurisconsulte allemand ; Villiers-Hotman , Charles Pascal , Hugues Grotius et Gronovius , Sidney , Locke , Vollaston , Ashley-Sykes , Heinneccius , Hutcheson , professeur anglais à Glasgow ; Cumberland , Smith , Binkershoeck , le baron de Pufendorf , Courtin et Barbeyrac , ses commentateurs ; Wolf , Leibnitz , Burlamaqui , conseiller d'état et professeur de droit à Genève ; Domat , Vattel , Castel de Saint-Pierre , Bossuet , Fénelon , enfin le célèbre Montesquieu et tant d'autres grands hommes , qui ont honoré leurs pays et leurs siècles par leur génie , leur érudition , leurs talens et leurs vertus , se sont livrés avec ardeur à l'étude de cette vaste et noble science , et plusieurs d'entre eux y ont consacré leur vie entière (a),

---

(a) On peut aussi compter au nombre des publicistes modernes Philippe de Commines , Harrington , Grayna , John Adams , Doria , le professeur Fergusson ,



Quelques-uns de ces écrivains, tels que Guillaume Budé, Alciat et Tyraqueau, <sup>l'ouvrage des leçons qui l'ont servi</sup> ont étudié la science du droit beaucoup plus comme antiquaires, comme historiens, et pour constater et commenter les idées fausses adoptées de leurs temps, que pour rechercher les principes, alors en partie oubliés ou inconnus (a). Ils se sont conséquemment livrés à d'immenses recherches, à de nombreuses citations; ils se sont attachés à de longs commen-

---

J.-B. Dubos, secrétaire perpétuel de l'Académie française; Sully, Santa-Cruz, ambassadeur d'Espagne en France; Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre; Frédéric-Guillaume, roi de Prusse; et Stanislas, roi de Pologne, etc. Parmi les anciens, Hérodote, Lookman, Tertullien, Pausanias, Thucydide, etc.

Saint Anastase, saint Basile, saint Grégoire de Naziance, saint Ambroise, saint Chrysostôme, saint Jérôme et saint Augustin ont aussi écrit divers ouvrages qui ont rapport à la même science, et dont la préface du *Droit de la Nature et des Gens* par Burlamaqui donne l'analyse en indiquant leurs principales imperfections.

(a) « Leur constante manière de raisonner, ainsi que l'a dit Jean-Jacques, est d'établir toujours le droit par le fait. » (*Contr. soc.*)

taires, et souvent même à de puériles et infructueuses discussions de mots. Souvent, dans leurs écrits, le savoir étouffe, en quelque sorte, la raison; et l'esprit, fatigué à leur lecture, se rebute bientôt d'une aussi étonnante, mais inutile érudition.

D'autres, au contraire, ont successivement découvert ou retrouvé de grandes et importantes vérités, que des esprits aussi transcendans pouvaient seuls apercevoir au milieu des ténèbres de l'ignorance, et des nombreux préjugés dont ils étaient environnés; mais les obstacles à surmonter étaient alors si grands, et l'obscurité si profonde, qu'ils n'ont pu, malgré leurs soins, leurs veilles et leurs travaux, les vaincre et les dissiper entièrement.

faute de base  
lamentable et  
méthode dans  
s doctrines et  
s ouvrages.

Ils ne se sont pas suffisamment attachés, ce nous semble, à donner, avant tout, la démonstration complète de cette vérité primitive : « *que les hommes sont destinés par la nature à vivre en société.* » Ils n'ont pas, du moins, considéré cette

importante vérité comme la base fondamentale, unique et essentielle du *droit public* (a). S'ils l'eussent fait, ils n'auraient point recherché ni admis la supposition d'un droit idéal *exclusif de l'existence de toute société*, qu'ils ont à tort appelé *droit naturel* ou *droit de la na-*

---

(a) Grotius a bien reconnu, dans son traité *de la Guerre et de la Paix*, que l'homme est fait pour l'état de société; mais on verra par la suite que ce n'est point aux principes *de la guerre et de la paix* que cette vérité peut servir de base.

M. de Cumberland l'a également reconnu, et il en fait résulter la preuve de la construction des membres du corps humain, et surtout de la forme du visage et des mains. (*Traité philosophique des lois de la nature, contenant la réfutation des élémens de la morale et de la politique de Hobbes*, chap. 11, § 29..... Cet ouvrage pèche, comme tous les autres de ce genre, par le défaut de méthode; mais il est rempli d'idées sages, et sa lecture peut être d'une grande utilité.)

— « La main de l'homme offre de si puissans avantages pour l'adresse et la perfection du tact; elle donne des sensations tellement exactes des objets, que le philosophe Anaxagore et ensuite Helvétius n'ont point balancé à lui attribuer la cause de notre supériorité sur tous les animaux ». (VIREY, *Dictionn. des Sciences médic.*, art. *Homme*.)

ture, des principes duquel ils n'ont pas davantage indiqué le fondement; qui est, au contraire, entièrement hors de la nature, et dont il serait d'ailleurs impossible de tirer aucune conséquence utile aux hommes et à la société (a).

Nous ne pensons pas non plus qu'aucun d'eux se soit assez occupé à démontrer cette autre vérité : « *Que la paix des nations n'est pas moins nécessaire au bonheur des hommes que leur réunion en société;* » et que cette vérité doit être la base fondamentale des principes du *Droit politique*.

---

(a) Le premier usage que les hommes font de leur raison les engage à s'unir et à vivre en société, et il ne peut point exister de *droit naturel* dans le sens que la plupart des publicistes y ont trop long-temps attaché; car là où il n'existerait point de société, il n'existerait ni règles ni principes. Toute conduite, ou plutôt toute action dépendrait du hasard, des circonstances et des passions de chaque individu, et le *Droit* n'est rien autre chose, comme nous le verrons, que la réunion des principes et des règles que la raison et l'intérêt des hommes les engagent à adopter dans les rapports et dans les relations que l'état de so-

De là vient que ces mêmes principes du *Droit public* et du *Droit politique*, qu'ils ont en outre presque toujours mêlés et confondus avec ceux du *Droit civil* ou avec ceux du *Droit des gens*, ou encore avec ceux du *Droit organique* ou *constitutionnel*, n'ont point été clairement démontrés, et que la justesse et l'extrême importance de plusieurs des premiers et des plus simples de ces principes, ne sont pas encore également sensibles, même pour tous les bons esprits.

De là vient aussi que ces auteurs sont

---

ciété, pour lequel ils sont organisés, nécessite entre eux.

—Selon Hobbes, le premier principe de la *loinaturelle* est la *conservation propre*. Thomasius veut que ce soit le *bonheur propre*, et son sentiment revient à celui de Hobbes; Grotius, la *droite raison*; Valentin Alberti, la *croyance que nous sommes l'image de Dieu*; Coccejus, la *volonté de Dieu*; Waltenius, l'*honnêteté ou la turpitude intrinsèque des actions*; Strimesius et Burlamaqui, ce principe, *qu'il faut aimer Dieu, nous-mêmes et le prochain*; enfin Pufendorf en vient pourtant à indiquer la *sociabilité* comme principe fondamental de la loi.

tombés dans de graves erreurs , dans d'étranges et continuelles contradictions.

De là vient que la division de leurs ouvrages et les définitions qu'ils ont adoptées manquent d'exactitude (a).

l'artifice de  
leurs défini-  
ou divi-  
important-

Pufendorf et Barbeyrac admettent trois sciences distinctes qu'ils désignent ainsi :

« Le *Droit naturel*, commun à tous les hommes ; le *Droit civil*, qui est , ou qui peut être différent dans chaque état ; et la *Théologie morale*, ainsi nommée, disent-ils , par opposition à cette partie de la théologie où l'on enseigne les dogmes. »

Il n'est personne, sans doute, qui ne conçoive facilement aujourd'hui , et l'on reconnaîtra mieux encore par la suite de cet ouvrage, l'insuffisance et l'inexactitude de cette division.

(a) Helvétius fait judicieusement observer, quoiqu'il soit lui-même tombé, autant que tout autre, dans la même faute, « que c'est principalement au défaut de méthode dans les maîtres qu'il faut attribuer le peu de progrès dans les sciences. » (*De l'Homme et de son éducation*, tom. 1, pag. 258, édit. in-8°.)

Quelques-uns supposent que les hommes peuvent être considérés sous trois états différens , qu'ils appellent le *Droit naturel*, le *Droit des gens*, et le *Droit civil*, distribution également insuffisante et vicieuse.

Voici la définition que donne M. de Montesquieu dans son immortel ouvrage de l'*Esprit des Loix*, livre 1<sup>er</sup>, chap. III.

Après avoir traité, dans le chapitre précédent, des lois qu'il appelle *Lois naturelles*, il parle de celles qu'il appelle *Lois positives*. « Les hommes, dit-il, ont des lois dans les rapports que les peuples ont entre eux; et c'est le *Droit des gens*. Considérés comme vivant dans une même société qui doit être maintenue, ils ont des lois dans les rapports qu'ont ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés; et c'est le *Droit politique*. Ils en ont dans les rapports que tous les citoyens ont entre eux; et c'est le *Droit civil*. »

Or, il nous paraît évident que ce que M. de Montesquieu considère ici comme

le *Droit des gens* est, au contraire, ce qu'il faut entendre par le *Droit politique* ou *Droit des nations* (a); que ce qu'il appelle *Droit politique* serait plutôt le *Droit constitutionnel* (b); et que le *Droit civil*, tel qu'il le définit, serait le *Droit public* (c), dont il ne donne pas la définition, et dont le *Droit civil* n'est qu'une conséquence, et pour ainsi dire une simple ramification (d).

(a) Plusieurs écrivains judicieux ont déjà fait observer que le mot *gens*, imité du latin, ne signifie pas, néanmoins, en français ce qu'il signifierait s'il était traduit littéralement, c'est-à-dire, les *peuples* ou les *nations*. (Voy. ci-après, *préf.*, p. LXVI, note (a). Voy. aussi *Instit. du Droit de la nature et des gens* par M. Gérard de Rayneval, liv. I, note 10, pag. 8.)

(b) Voy. ci-après, *préf.*, pag. LXVII, note (a).

(c) Voy. ci-après, *préf.*, pag. LXV, note (a).

(d) Si nous avons suivi un plan et une méthode entièrement différens de ceux que M. de Montesquieu paraîtrait avoir voulu suivre dans la composition de l'*Esprit des Loix*; si nous avons quelquefois rejeté ses définitions et combattu ses opinions, nous nous sommes bien plus souvent appuyés de son autorité : nous nous sommes même particulièrement attachés à citer cet homme célèbre toutes les fois que son opinion, d'accord avec la nôtre, a dû lui donner un nouveau



En toutes matières, et particulièrement lorsque l'on cherche à fixer les principes d'une science, il est important que les définitions soient exactes; il est essentiel surtout, lorsqu'on les a employées pour fixer le sens d'un mot, de ne pas donner ensuite à ce même mot une acception différente, afin que cette variation ne fasse point naître de confusion dans les idées; et c'est ce à quoi M. de Montesquieu et beaucoup d'autres ne se sont pas assez scrupuleusement attachés.

Mably a écrit plusieurs volumes sur ce qu'il appelle *le Droit public de l'Europe*

---

poids; et peut-être par là serons-nous parvenus à rendre plus fructueuse la lecture de son immortel traité. Nous l'avons considéré en quelque sorte comme un immense et riche amas de matériaux où plusieurs des parties essentielles d'un grand édifice, formé du marbre le plus précieux, se trouvent quelquefois déjà toutes préparées et réunies, et d'autres fois, au contraire, éparpillées et dispersées sous beaucoup d'autres matériaux sans prix et absolument inutiles. Nous écarterons les uns et ferons usage des autres, spécialement dans le second volume de notre ouvrage, renfermant ce qui est relatif aux principes de l'organisation.

*fondé sur les traités*; mais un semblable ouvrage ne saurait être précisément considéré comme un traité de DROIT (mot synonyme de *justice*, de *sagesse*, de *raison*) : c'est plutôt un véritable traité d'*histoire*, un examen, et quelquefois même un simple exposé des conventions contractées entre les puissances; conventions qui, bien loin d'être toujours conformes aux principes du *Droit*, sont, au contraire, assez fréquemment en contradiction directe avec ces principes.

Le mot *public* tient évidemment ici la place du mot *publié*; il faut supposer qu'il le remplace, et cependant, avec cette acception même, il rend encore inexact le titre de l'ouvrage qu'il désigne; car le *Droit* n'est point une chose indéterminée, arbitraire, et que de simples conventions humaines puissent changer. Le *Droit*, de même que la justice, la sagesse, l'intérêt véritable, la raison, existe par lui-même; il est la réunion complète des justes et utiles rapports que les choses ont entre elles, ou,

si l'on veut, la connaissance parfaite de ce qu'il y a de fixe, d'universel, d'immuable dans ces rapports utiles que les choses doivent avoir les unes avec les autres : il doit toujours être la base et la règle des conventions; mais il est peut-être assez rare qu'il en soit la conséquence.

D'autres enfin croient pouvoir réduire la classification des principes du DROIT en général en *droit public intérieur et extérieur*, et en *droit privé intérieur et extérieur*; ce qui semblerait bien, en effet, comprendre dans son ensemble la science entière du *Droit*; mais cette classification laisse encore subsister beaucoup de vague pour être trop générale, et pour ne donner aucun sens aux mots universellement usités : en effet, qu'entendra-t-on alors par *droit civil*, par *droit naturel*, par *droit des gens*? La *politique* surtout, que sera-ce alors ?

On pourrait peut-être, dans ce cas, considérer le DROIT NATUREL comme la base du *droit public et du droit privé*

*intérieur* et le DROIT DES GENS comme la base du *droit public et du droit privé extérieur*; et ainsi les mots *public* et *privé* signifieraient encore l'un et l'autre *écrit, reconnu ou publié*: de telle sorte que la science des *principes élémentaires du Droit*, celle dont nous nous proposons de traiter, devrait être divisée seulement en deux parties, savoir, 1<sup>o</sup> *droit naturel*, et 2<sup>o</sup> *droit des gens*. Mais on reconnaîtra facilement, par suite de la classification que nous avons cru devoir préférer, que les principes du DROIT NATUREL, ou, ce qui veut dire la même chose, *de la justice, de la raison naturelle*, ne servent pas seulement de base à une partie plus ou moins étendue de la science, qu'ils s'appliquent au contraire à tout; ou plutôt, en un mot, que l'ensemble de ces principes est précisément ce qu'il faut entendre par *raison*, par *justice*, par DROIT NATUREL, *droit impérissable et toujours subsistant*, quoique souvent outragé et méconnu.

, A l'égard du *droit civil*, dans l'hypothèse que nous venons d'admettre pour un moment, il se confondrait avec le *droit public* et avec le *droit privé intérieur* ; il en serait au moins une partie intégrante : or, c'est en confondant ainsi les choses que l'on ne saurait manquer de jeter la confusion et le désordre dans les idées. Cependant, pour accroître ce désordre, viendrait toujours ici la *politique*, mot abstrait et vide de sens, qui jusqu'ici ne nous désigne rien qu'une science vague et indéfinissable, dont l'unique objet serait de rendre problématiques et douteux, de saper, de détruire les principes et les règles, que la possession de la science véritable rend, aux yeux de qui l'obtient, sacrés, positifs et inviolables.

Sachons donc fixer enfin, d'une manière raisonnable et vraiment utile, le sens des mots généralement mis en usage, si nous voulons empêcher que, chaque jour, on ne leur donne une interprétation très-dangereuse ou tout-à-fait insignifiante.

Les ouvrages  
des publicistes  
renferment ce-  
pendant, pour le  
pluspart, d'utiles  
vérités.

Toutefois, malgré les fausses définitions et les erreurs très-graves des publicistes les plus célèbres ; malgré le défaut ou l'absence d'une base solide , naturelle et vraie , à laquelle ils aient pu rattacher les préceptes secondaires et les principes qu'ils ont professés , ils ont souvent aperçu ou senti la vérité comme par une sorte d'inspiration ; et si quelques - unes de leurs pensées les plus brillantes peuvent être comparées à ces feux trompeurs qui , frappant subitement les yeux , et s'évanouissant presque aussitôt dans l'obscurité , égarent quelquefois le voyageur et le laissent environné de profondes ténèbres , beaucoup d'autres aussi sont des phares protecteurs , qui servent à diriger et conduire les esprits vers le port au milieu des ombres les plus épaisses de la nuit.

Funebres ré-  
sultats des ou-  
vrages de quel-  
ques écrivains.

Depuis long-temps sans doute l'esprit humain , ainsi conduit et de plus en plus éclairé par de nouvelles et utiles découvertes , aurait enfin trouvé la vérité toute entière et dans tout son éclat , si d'autres

écrivains doués , avec un jugement faux ou une ame dépravée , d'une grande fécondité de pensées et d'une surprenante érudition , n'eussent abusé des dons de la nature et de leurs connaissances acquises , pour envelopper de nouveau cette même vérité de fausses lueurs et de dangereuses erreurs. « Esprits vastes , mais inquiets et turbulens , ainsi que l'a dit Massillon , capables de tout soutenir hors le repos , qui tournent sans cesse autour du pivot même qui les fixe et qui les attache , et qui , semblables à Samson , sans être animés de son esprit , aiment mieux ébranler l'édifice et être écrasés sous ses ruines , que de ne pas s'agiter et faire usage de leurs talens et de leur force. Malheur au siècle qui produit de ces hommes rares et merveilleux. Chaque nation a eu là-dessus ses leçons et ses exemples » (a).

---

(a) (*Petit Carême*, dim. de la Pass.) — C'est à ces sortes d'esprits faussement prétendus philosophiques qu'il faut appliquer ce que dit Cicéron : « *Nescia quomodo nihil tam absurdè dici potest , quod non*

Au nombre de ces dangereuses erreurs sont placées en première ligne celles qui ont été publiées , répandues , par ce politique italien , qui semble n'avoir écrit que pour faire méconnaître les lois les plus sacrées , pour attaquer les vrais principes , pour corrompre et empoisonner le cœur des princes et des hommes d'état ; que l'on pourrait avec justice soupçonner de n'avoir eu pour unique objet que d'amener le bouleversement et la ruine entière de la société ; dont le nom même, devenu odieux à tous les cœurs justes et purs , à tous les esprits droits et non corrompus , s'emploie aujourd'hui pour désigner une politique fausse , perfide et dangereuse.

Machiavel admet pour maximes et pour principes de sa politique tous les principes de ruine et de destruction ,

---

*dicatur ab aliquo philosophorum. (De Divinit., lib. II.)*

— Et ce qu'a dit saint Paul : « *Discentes enim se esse sapientes stulti facti sunt* » ; c'est en se disant sages qu'ils sont devenus foux. (*Rom.*, cap. v, 19, 22.)



l'esprit de division et d'intrigue, l'artifice, l'hypocrisie, la mauvaise foi, le mensonge, la perfidie, l'arbitraire, la violence, l'ambition (a). « *Ecce parturiit iniquitatem : concepit dolorem, et peperit iniquitatem* ». Le méchant a travaillé avec peine pour faire éclore l'injustice : il a conçu le mal, et il a enfanté l'iniquité (b).

Malheureusement, ces pernïcieuses erreurs, ces funestes préceptes, ces faux principes ne furent que trop écoutés sous les règnes tumultueux de François II, de Charles IX et de Henri III, comme ils l'avaient été d'abord pendant la régence

---

(a) Voy. ci-après vol. I, liv. II, et l'Append.

(b) S'il était vrai, ainsi que plusieurs auteurs l'ont pensé, que *Machiavel* n'ait point eu d'autre but dans ses divers ouvrages, et particulièrement dans *le Prince*, que de faire une critique sanglante de certains gouvernemens, l'expérience et la raison prouvent qu'il aurait pris une marche bien fausse et bien dangereuse ; mais il semble que l'on ne doit pas traindre d'adopter à son égard le sentiment de l'illustre auteur de l'*Anti-Machiavel*. « Les peintres et les historiens, dit-il, ont cela de commun entr'eux, qu'ils doivent

de Catherine de Médicis , leur mère ; par qui la pratique et l'étude en avaient été introduites en France.

Malheureusement , le triste sort de ces princes et les désastres de leurs règnes n'ont pas suffi pour écarter ces affreuses maximes , et nous les avons vu , récemment , de nouveau développées , professées , pratiquées dans toute leur force et leur étendue , produire pour nous des fruits encore plus amers et des résultats plus funestes.

« Il a fallu , écrivait M. de Montesquieu , que les princes se gouvernassent avec plus de sagesse qu'ils n'auraient eux-

---

copier la nature. Les premiers peignent les traits et le coloris des hommes. Les seconds leurs caractères et leurs actions. Il se trouve des peintres singuliers qui n'ont peint que des monstres et des diables. Machiavel est un peintre de ce genre , qui représente l'univers comme un enfer et tous les hommes comme des démons. On dirait que sa politique a voulu calomnier tout le genre-humain par haine pour l'espèce humaine , et qu'il a pris à tâche d'anéantir la vertu , peut-être pour rendre tous les habitans de ce continent ses semblables. »

mêmes pensé : car , par l'événement , les grands coups d'autorité se sont trouvés si maladroits , que c'est une expérience reconnue qu'il n'y a plus que la bonté du gouvernement qui donne de la prospérité. On a commencé à se guérir du *Machiavélisme* , et on s'en guérira tous les jours. Il faut plus de modération dans les conseils. Ce qu'on appelait autrefois des *coups d'état* ne serait aujourd'hui , indépendamment de l'horreur , que des *imprudences* ; et il est heureux pour les hommes d'être dans une situation où , pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d'être méchants , ils ont pourtant intérêt de ne pas l'être » (a).

Si M. de Montesquieu eût vécu de nos jours , il eût été bien convaincu que cette vérité n'avait pas encore été suffisamment démontrée , et que peut-être même elle n'avait jamais été plus méconnue.

Hobbes et Carnéades avaient bien re-

---

(a) Esprit des lois , liv. xxi , chap. xx.

connu que le droit naturel , tel qu'il a été imaginé et reproduit avant et depuis eux jusqu'à ce jour , n'est qu'une chimère tout-à-fait contraire à la nature (a) ; mais ils ne s'éloignaient pas moins de la nature et de la vérité lorsqu'ils supposaient que les hommes sont naturellement méchants , cruels et vicieux ; lorsqu'ils tiraient de cette fausse assertion l'affligeante conséquence qu'ils naissent tous pour vivre entre eux dans un état de guerre perpétuelle et universelle que la force seule peut faire cesser ; et lorsqu'ils refusaient de reconnaître une équi-

---

(a) Pufendorf a dit aussi , « que l'état de nature , *avant et sans aucun établissement de société et de relations entre les hommes* , est un état chimérique et qui n'a jamais existé » (*Traité des Devoirs de l'homme et du Citoyen*, liv. II, ch. II, § 7) ; mais il n'a point tiré de cette vérité fondamentale toutes les utiles conséquences qui en découlent d'une manière si naturelle et si évidente. — Nous avons eu dernièrement dans les mains un ouvrage ayant pour titre : *de la Souveraineté et des Formes du Gouvernement* , par M. Frédéric Ancillon. La même vérité s'y trouve parfaitement bien établie.

té primitive ou naturelle, antérieure à la loi ; commandée par l'utilité et par les rapports vrais que les hommes et les choses doivent avoir (a).

Enfin , cet homme auquel une imagination active et brillante, une plume souvent éloquente et quelquefois sublime, ont acquis et mérité de nombreux admirateurs ; cet écrivain que l'on doit toujours craindre de louer trop et de ne pas louer assez lorsqu'on entreprend la tâche difficile de rallier , de concilier tous les esprits ;

---

(a) *Carnéades*, philosophe grec, vint en députation à Rome avec *Diogène le stoïcien* et *Critolaüs*. Ils voulurent répandre leur doctrine et instruire la jeunesse ; mais *Portius Caton* leur fit intimer l'ordre de quitter la ville. — On pourrait encore placer sur la même ligne *Simonide* et *Spinosa*. — Simonide disait : « *que la justice était un art pour s'emparer du bien d'autrui, et que cela est loisible à qui peut le faire avec adresse.* » — Strabon lui-même, d'ailleurs très-estimable, a porté l'erreur jusqu'à dire « *que tout ce qui est utile aux hommes est juste.* » — Ceci peut être vrai toutefois, si l'on considère qu'il n'y a de réellement utile, que ce qui est éminemment juste.

, C'est ainsi qu'on peut faire en effet de l'intérêt ou

mais que l'entraînement et la force de la vérité nous obligeront , cependant , de réfuter relativement à quelques sophismes vraiment dangereux pour une intelligence qui n'a point encore acquis assez de développement et de maturité , J.-J. Rousseau , pour combattre l'inégalité qui s'est introduite parmi les hommes , l'excès et les abus du pouvoir dont ils sont souvent victimes , n'a point imaginé d'autre moyen que de les ravalier au - dessous des bêtes , de considérer l'homme comme un animal stupide d'après sa constitution naturelle , et dégradé lorsqu'il a acquis

---

de l'*utilité* le fondement de la doctrine et des principes les plus sages ; c'est ainsi que plusieurs écrivains de nos jours l'ont bien entendu , et que Bentham , entre autres , prend l'*utilité* pour base de son système. « Si un homme calcule mal , dit-il , ce n'est pas l'arithmétique qui est en défaut , c'est lui-même. Si les reproches qu'on fait à Machiavel sont fondés , ses erreurs ne viennent pas d'avoir consulté le principe de l'*utilité* , mais d'en avoir fait des applications fausses. L'auteur de l'*Anti-Machiavel* l'a bien senti. Il réfute le *Prince* en faisant voir que ses maximes sont fausses , et que la mauvaise foi est une mauvaise politique. » (*Principes de Législ.* , chap. v , tom. 1 , pag. 27. )

la faculté de penser , de réfléchir et de raisonner , ennemi de toute société , plus sauvage et plus insociable que les tigres et les ours , et né pour vivre plus isolé qu'eux , au milieu des forêts et des déserts.

Au lieu de reconnaître et de chercher à démontrer que tous les inconvéniens et les malheurs qu'il déplore proviennent de ce que , lorsque les sociétés acquièrent un certain accroissement, sans que les institutions se soient suffisamment perfectionnées, les principes sur lesquels elles sont fondées et par lesquels elles ont été établies , sont violés et mis en oubli ; au lieu de s'attacher à ressaisir et à faire renaître ces principes vivifiants et créateurs, il a trouvé beaucoup plus simple de s'appliquer à les anéantir tous (a), en s'efforçant de prouver que la société serait contre les lois de la nature , et il n'a pas

---

(a) Nous entendons parler ici plus spécialement du *Contrat social* , et surtout du discours sur l'*Origine de l'inégalité parmi les hommes*.

craint d'avancer que les hommes ne devaient trouver le bonheur que dans un état d'isolement qui, évidemment, ne peut pas exister, et dans lequel, s'il existait, ils ne trouveraient, au contraire, que dangers, misères et ennuis : système plus faux et plus absurde que tous ceux qui ont pu jusqu'ici, et en aucun temps, être conçus et enfantés par la corruption, l'ignorance, la perversité et la mauvaise foi (a).

---

(a) « Rousseau, dans ses ouvrages, dit Helvétius lui-même, m'a toujours paru moins occupé d'instruire que de séduire ses lecteurs. Toujours orateur et rarement raisonneur, il oublie, que dans les discussions philosophiques, s'il est quelquefois permis de faire usage de l'éloquence, c'est uniquement lorsqu'il s'agit de faire vivement sentir l'importance d'une opinion déjà reconnue pour vraie. » (*De l'Homme et de son éducation*, tom. III, pag. 48, note 2).

— » Trop pénétrant pour s'abuser sur les vices de son système, apercevant à chaque pas les objections qui accourent en foule, il cherche à les prévenir, ou à les éluder, soit par des discours ambigus, soit par des concessions formelles, qu'il révoque bientôt tacitement; et sûr d'en imposer, à l'aide d'une simple dialectique et d'un ton passionné, au lecteur inattentif, il change à tout instant de principe et de question, passe adroitement, selon le besoin, d'une



D'autres écrivains , plus ou moins célèbres , ont reproduit et reproduisent encore les mêmes idées , modifient , répandent et propagent ces étranges systèmes ,

---

hypothèse à une autre , établit une supposition ; l'abandonne , y revient ensuite pour l'abandonner de rechef ; entremêle artificieusement l'erreur avec la vérité , prête à ses adversaires des argumens ridicules , des sentimens qu'ils rejettent , pour se ménager à propos un triomphe brillant ; échauffe , éblouit , fascine par des phrases ; quand il ne peut convaincre par des preuves , et réussit ainsi à opérer une illusion qu'il ne partage pas. Jamais homme ne fit un plus habile usage des mots. Sans presque aucune pensée qui lui appartienne , il semble se plaire à rassembler de vieilles idées de rebut , des rêveries oubliées depuis long-temps , et à surprendre l'esprit en les lui offrant embellies des grâces d'une élocution enchanteresse. Tel est le charme de son style , qu'il s'empare des sens comme une douce et suave mélodie. Semblable aux syrènes , l'auteur d'Héloïse et d'Emile attire , par l'harmonie de sa voix , une imprudente jeunesse , dont l'âme s'enivre avidement des séduisantes maximes d'une philosophie qui promet une flatteuse supériorité de lumières à l'orgueil , l'indépendance à la pensée , et ne produit en effet que la servitude de la raison et la mort de l'intelligence. » (*Essai sur l'indifférence en matière de religion* , tom. 1 ; chap. v , pag. 99. Ouvrage imprimé en 1817. )

peut-être sans en apercevoir les fatales conséquences (a).

s paradoxes  
s sophismes  
ouvent con-  
a un accep-  
ne dange-

Vainement plusieurs des paradoxes qui servent de base à ces systèmes ont-ils été rejetés par les esprits sages, et sont-ils

---

(a) Cet ouvrage était déjà fort avancé, lorsque nous avons eu l'occasion de parcourir une brochure sortie de la plume d'un écrivain qui s'est acquis de nos jours, en littérature et hors de la sphère politique, une grande et juste célébrité. Sa lecture nous a fait éprouver autant de peine qu'elle nous avait d'abord causé de plaisir. Nous y avons trouvé les conséquences les plus fausses et les plus funestes alliées aux pensées les plus nobles, aux principes les plus purs et aux vérités les plus incontestables. Aussi bien que le *Contrat social*, cet écrit nous a semblé devoir être d'autant plus dangereux (et c'est pour cela que nous croyons utile de le signaler) qu'il renferme aussi beaucoup de bonnes choses suivies des plus mauvais conseils. Se peut-il donc que la nuit soit placée si près de la lumière, l'erreur si près de la vérité, et la vertu (car on ne peut croire qu'un auteur qui la pratique et qui l'a si bien célébrée dans ses précédens ouvrages, ait été inspiré dans celui-ci par un tout autre sentiment) si près du fanatisme, et si loin de la sagesse, de la prudence et de la modération? — Est-il nécessaire d'ajouter que nous entendons parler d'une brochure ayant pour titre : *de la Monarchie suivant la Charte*, par M. le vicomte de Châteaubriant?

aujourd'hui reconnus, par un grand nombre, pour de folles, pour d'extravagantes visions; ils n'en ont pas moins encore une influence bien funeste.

Les sophismes les plus absurdes, déguisés et embellis par les charmes d'un style séducteur, n'entraînent pas seulement les esprits incultes, faibles ou irréflechis; souvent ils font naître dans les esprits éclairés et les plus propres à l'être encore davantage, un scepticisme presque aussi dangereux, une sorte de pyrrhonisme, de découragement et de doute presque aussi funeste que l'ignorance même (a).

Les hommes corrompus et pervers ne manquent pas d'en profiter pour s'aveugler eux-mêmes et pour égarer la multitude. Bientôt ils parviennent à faire de nombreux prosélytes et d'ardens sectateurs; car ils flattent et semblent justifier tous les vices et toutes les passions.

Les hommes  
pervers tirent  
parti de ce scepticisme.

---

(a) Les Pyrrhoniens disaient de la *vérité* « qu'elle était, comme l'orient, différente suivant le point de vue d'où on la considère. »

Autant sont utiles les résultats d'une saine et pure doctrine, autant sont pernicieux les effets de ces révoltans et faux systèmes.

Les vrais principes auraient rendu la révolution. — Les préceptes pu contribuer à la rendre funeste.

Il serait difficile de ne pas convenir que l'on peut, avec quelque justice, leur attribuer en partie les premiers et les plus grands malheurs de la révolution française (a), la mort de Louis XVI, l'anar-

---

(a) On ne doit point s'étonner d'entendre dire que les écrits de *Jean-Jacques* et de quelques autres écrivains aient pu contribuer aux explosions, aux catastrophes sanglantes de la révolution, puisque, dans ses écrits, à côté de grandes vérités, se rencontrent des erreurs plus grandes encore, les idées les plus obscures, les plus fausses, les plus dangereuses; et puisque l'évidence des unes a pu faire passer l'absurdité des autres.

Le *Contrat social*, entre autres, est, ce nous semble, le plus détestable livre qui ait jamais été écrit sur cette matière; et cela, non pas seulement sous le rapport du raisonnement et de la logique, mais encore sous le rapport de l'inexactitude et de la fausseté des principes, et l'on serait même tenté de dire, quant à son but.

Les principes, ou plutôt les rêveries que l'auteur a émises et cherché à établir dans cet ouvrage, ne sont pas moins pernicieuses que celles de Machiavel lui-

chie qui en a été la conséquence naturelle, le despotisme qui l'a suivie, et tous les maux que ce dernier fléau a attirés et répandus sur nous ; car, admettre la force et la violence comme unique principe, comme loi souveraine de l'univers, de la conduite et de la politique des gouvernemens, c'est provoquer, faire naître l'insatiable ambition, la guerre, la tyrannie, le despotisme, tous les désordres et tous les malheurs qui en sont la suite ; per-

---

même ; et ce qui pourrait encore prouver que ce n'est point à tort qu'on lui a attribué en partie un résultat si fatal, c'est que les formes de la révolution semblent avoir été calquées sur ce fantasque et monstrueux modèle : toutes les idées, tous les termes, toutes les qualifications et les expressions que *Jean-Jacques* y a employés, se retrouvent dans les actes des années les plus sanguinaires de cette malheureuse époque.

C'est aussi dans ce même ouvrage que *Jean-Jacques* a tenté d'expliquer le *système des nombres* rêvé par Platon ; et l'explication qu'il veut en donner prouverait seule l'obscurité et la faiblesse de ses vues relativement aux principes du *droit constitutionnel*, c'est-à-dire, sur ce qui a rapport à l'organisation du gouvernement.

1

suader aux hommes qu'ils sont nés vicieux et méchans, sans équité, sans attachement pour leurs semblables, c'est les éloigner de la bonté, de la justice ; c'est leur ôter l'horreur du vice et du crime. Admettre et persuader aux hommes qu'ils ne sont pas nés pour vivre en société, que cet état de chose est contraire à la loi naturelle, qu'il nuit à leur bonheur et à leur liberté, c'est évidemment les engager, pour reconquérir l'un et l'autre, à dissoudre cette société si nuisible pour eux, à étouffer dans leur cœur tout sentiment humain, pour n'écouter que celui d'un intérêt personnel mal entendu, d'un stupide égoïsme ; à ne se prêter aucun secours mutuel, à n'avoir ni pitié ni bienfaisance pour leurs semblables, de ce moment même devenus leurs ennemis ; à mépriser, à enfreindre les droits les plus sacrés ; à ne respecter aucune loi, à se rendre tour-à-tour instrumens ou victimes de la force et de la violence, de caprices arbitraires et d'aveugles volontés ; enfin à

repousser et détruire toutes les institutions sociales (α).

---

(α) La Rochefoucault, et, d'après lui, Mandeville, Helvétius, Toussaint et autres, ont dit aussi que l'unique mobile de l'homme moral est son intérêt : opinion vraie, comme nous l'avons déjà fait remarquer, en ce sens que l'unique et véritable intérêt de l'homme sera toujours dans les sentimens de sociabilité, d'humanité, d'amour et de générosité. Mais ces auteurs l'ont-ils toujours bien entendu ainsi ? c'est ce dont il est au moins permis de douter.

— « Quelques-uns d'entre eux (dit un écrivain de nos jours qui paraît être plus éclairé qu'eux sur ces vérités primitives et fondamentales, et qui a déjà plusieurs fois combattu leurs erreurs avec succès) ont même essayé de nous démontrer que c'était un grand abus aux mères de soigner leurs enfans, et que ceux-ci pouvaient au besoin dévorer leurs parens en sûreté de conscience ; que les prétendus sentimens d'humanité avaient été imaginés afin de contenir les hommes ensemble, mais qu'il n'y avait naturellement aucun crime réel à s'entr'égorger, frères, pères, etc., au moindre intérêt, sinon que des lois arbitraires et des conventions sociales la défendent, soit pour le bon plaisir des souverains, soit pour augmenter les troupes humains. Voilà, continue le même auteur, ce qu'on a présenté comme le sublime de la philosophie, et la plus profonde analyse du cœur humain, au dix-huitième siècle surtout ; système qui, dans les seuls momens de mauvaise humeur contre l'injustice de l'état social, pouvait faire illusion. Mais il se dé-

Il est donc d'une grande utilité pour l'humanité, pour le bonheur des peuples, et des hommes individuellement, de démontrer complètement la fausseté de ces paradoxes, de réfuter ces dangereux sophismes, et d'y substituer l'évidence de la vérité (a). Cela est d'autant plus important en ce moment que, dans aucun

---

ment de telle sorte par lui-même, que ces auteurs ont constamment le soin de protester, en justifiant les crimes, qu'ils suivent la vertu par un vieux reste de préjugé; ils exaltent leur sensibilité, tout en soutenant qu'on peut avec indifférence enfoncer le couteau dans la gorge de sa femme et de son enfant, et que c'est ainsi que font les sauvages, plus naturels et moins détériorés du type primitif que nous, quand leur famille les embarrasse. » (VIREY, *Dictionn. des Sciences médic.*, art. *Homme*.)

(a) Le défaut d'un assez grand nombre d'ouvrages, et celui surtout de presque toutes les discussions sur le *droit public* et sur la *politique*, auxquelles on se livre dans le monde, provient, en général, de ce qu'on ne s'attache point assez à la recherche des questions dont la solution peut réellement présenter un but utile, et qui doivent être posées comme principes. C'est cependant là l'unique moyen de ne pas toujours raisonner dans le vide, et d'éviter les discussions sans objet et sans terme.



temps peut-être , les hommes ne furent plus généralement portés à discuter sur cette matière , et que jamais il n'exista , à ce sujet, une aussi grande diversité d'opinions.

Les hommes de toutes les classes , de toutes les professions , les hommes d'état , les savans , les hommes du monde , les habitans des villes et ceux des campagnes, les vieillards, les femmes , les jeunes-gens, raisonnent et discutent ; plusieurs sans aucune étude et sans réflexion ; d'autres , d'après des impressions étrangères qu'ils n'ont point assez mûries et approfondies avant de les adopter ; d'autres aussi d'après ce que , par erreur , ils croient être dans leur intérêt personnel. Par une conséquence naturelle , tous sont d'avis diamétralement opposés. On s'aigrit, on s'éloigne, au lieu de se rapprocher et de s'unir dans l'intérêt commun. Personne n'est satisfait , chacun désire , attend et appelle un changement dans son sens , et d'après ses vues d'intérêt personnel mal-

entendu ; et il n'est pas un de ces changemens qui , s'il avait lieu , n'augmentât encore le mal , loin d'y remédier.

Il est donc indispensable que tous les hommes soient enfin éclairés sur leurs véritables intérêts , sur les principes qui sont la base de la société , et qui doivent être aussi celle de toutes les institutions publiques , politiques et sociales.

Les femmes elles-mêmes , qui , du moins depuis les temps chevaleresques , étaient restées , en France , totalement insensibles et étrangères aux affaires de l'état et à ces sortes de discussions , aujourd'hui , à l'exemple des dames gauloises (a) ou romaines , de Sparte ou d'Athènes , y prennent une part active et un vif intérêt. Cet intérêt louable provient , sans doute , d'un sentiment de patriotisme et d'amour national , que les revers et les malheurs publics doivent naturellement faire naître

---

(a) Chez les anciens Gaulois , les femmes prenaient part au gouvernement. (*Tacite.*)

dans des cœurs français ; il en est la preuve, la manifestation la plus évidente ; et ce sentiment des grandes âmes dans un sexe qui exerce un empire si doux et si étendu sur les mœurs et sur le caractère d'un peuple , peut, dans l'avenir , être d'une utilité réelle et produire d'heureux résultats (a). Mais, pour qu'il en soit ainsi, pour que son zèle ne produise pas des effets contraires, il faut lui rendre palpables et sensibles les vrais principes ; il faut lui faire connaître les bases fondamentales et essentielles du bonheur de la patrie.

Pourquoi donc , en effet , les femmes, initiées maintenant dans tous les arts et dans toutes les sciences (b), resteraient-elles étrangères à la science sans laquelle

---

(a) Voy. ci-après , vol. 1 , Append.

(b) Madame Makalay-Graham a écrit une histoire de l'Angleterre , dans laquelle elle a professé sans les affaiblir (ainsi que s'exprime l'auteur du *Tableau historique de l'état et des progrès de la Littérature en France depuis 1789*) les énergiques théories de la liberté civile et politique. Cet ouvrage a été traduit par Guiraudet et par Mirabeau. Il embrasse les temps qui

toutes les autres prennent difficilement de bonnes et utiles directions (a) ?

L'empire de ce sexe aimable qui répand tant de charmes sur notre vie, n'est point celui de la force et de la violence; il est au contraire celui de la douceur et de la bonté; il n'est pas fondé seulement sur ses attraits, sur ses grâces, sur son ama-

se sont écoulés depuis l'avènement de Jacques I<sup>er</sup> jusqu'à la révolution de 1688. — En ce moment, les hommes les plus éclairés apprécient, comme il doit l'être, l'ouvrage posthume de madame la baronne de Staël, ayant pour titre : *Considérations sur les principaux événemens de la Révolution française*.

(a) « L'hôtel de Rambouillet eut des travers dont Molière fit justice; mais ce n'est pas le talent qu'il prétendit tourner en ridicule. L'ennemi de toute affectation aurait aimé le naturel, l'élégant de la *Princesse de Clèves*..... — Aujourd'hui, plus que jamais, on doit applaudir aux femmes qui aiment et qui cultivent la littérature. Que, par le charme des écrits et des entretiens, elles exercent sur les mœurs une utile influence. Elles sont douées d'une imagination souple et facile, d'une extrême délicatesse dans la manière de sentir. Ne leur contestons pas la faculté d'écrire comme elles sentent, et le droit d'être inspirées comme elles inspirent. » (*Tableau de la Littérature française depuis 1789.*)

bilité et son esprit , mais sur la justice. Or, la science du Droit en général, débarrassée d'ailleurs de cette fastidieuse et rebutante érudition dont elle fut si longtemps hérissée, dégagée des faux systèmes, et ramenée à ses simples et véritables principes, n'a d'autre but que de faire prévaloir le règne de la douceur, de la bonté, de la modération et de la justice sur celui de l'injustice, de la force et de la violence.

Pour y arriver, elle s'attache d'abord à démontrer que les sentimens les plus nobles, les plus généreux et les plus doux de la nature ; que la compassion, la bienfaisance, l'amour conjugal, l'amour paternel, la tendresse filiale, sont les premiers et indispensables liens de la société ; et que les institutions, les peuples et les hommes, dans leurs propres et véritables intérêts, ne doivent jamais s'en éloigner. Par qui cette vérité pourrait-elle être mieux appréciée et mieux sentie, par qui pourrait-elle être plus facilement et avec

plus de succès propagée que par celles auxquelles ces sentimens sont si naturels, et qui savent par là si bien régner sur nous?

C'est donc à vous aussi, tendres mères, épouses fidèles, que nous adressons cet ouvrage. Vous y retrouverez l'expression des sentimens qui vous animent, et vous unirez tous vos efforts aux nôtres, afin de les répandre, afin de les développer dans tous les cœurs, de les faire triompher, d'éclairer l'opinion publique pour le bonheur de vos enfans, de vos époux, de votre pays, et conséquemment aussi pour le vôtre (a).

---

(a) « Malheur au siècle où les femmes perdent leur ascendant, et où leurs jugemens ne font plus rien aux hommes. C'est là, dit l'auteur d'*Emile*, le dernier degré de la dépravation. Tous les peuples qui ont des mœurs ont respecté les femmes. Voyez Sparte, voyez les Germains, voyez Rome, Rome, le siège de la gloire et de la vertu, si jamais elles en eurent un sur la terre. C'est là que les femmes honoraient les exploits des grands généraux, qu'elles pleuraient publiquement les pères de la patrie, que leurs vœux et leurs deuils étaient consacrés comme le plus solennel jugement de la république..... Par une femme, Rome

Rattachée à des bases simples, vraies, naturelles, la première et la plus importante de toutes les sciences, qui semble ne présenter encore que doute, incertitude, obscurité, deviendra au contraire claire, évidente, positive et incontestable; et dès lors toutes les actions et les volontés pourront se lier, s'unir et se diriger, par un concert mutuel et unanime, vers le bonheur universel de l'humanité.

Rattachée à des bases simples et vraies, la plus importante des sciences deviendra claire et positive.

Par la table des matières que l'on trouvera en tête de chacun des livres dont se composera cet ouvrage, on pourra, d'un seul coup-d'œil et sans effort, saisir le plan que nous avons adopté et suivi pour atteindre au but que nous nous sommes proposé.

Nous en donnerons cependant ici un exposé succinct.

---

naquit à la liberté; par une femme, les plébéiens obtinrent le consulat; par une femme, finit la tyrannie des décenvirs; par les femmes, Rome assiégée fut sauvée des mains d'un proscrit..... » (*Emile*, tom. iv, liv. v.)

*Exposé du plan suivi pour la rédaction  
de cet ouvrage.*

Définition du  
droit en général.

Nous entendons par le Droit en général, par le DROIT NATUREL, dans l'acception la plus étendue de ce mot, la réunion, l'ensemble des principes de toutes les sciences *législatives*, c'est-à-dire, de toutes les règles qui doivent déterminer les rapports des hommes entre eux et des choses entre elles, *en matière de législation*.

Cette science du DROIT NATUREL se divise d'elle-même en deux branches principales.

L'une renferme toute la partie proprement dite *philosophique ou morale*.

L'autre, la partie en quelque sorte matérielle, physique, purement organique ou constitutive, la partie proprement dite *constitutionnelle*.

( Cette seconde partie, jusqu'ici beaucoup moins approfondie que l'autre, est néanmoins d'une telle importance que, sans elle, la première ne saurait remplir



que très-imparfaitement l'objet qu'elle a pour but d'atteindre.)

La première partie, celle à laquelle on peut conserver la dénomination spéciale de **DROIT NATUREL PHILOSOPHIQUE OU MORAL**, se partage à son tour en trois divisions principales suffisamment distinctes, savoir : le *Droit public*, le *Droit politique* et le *Droit des gens*.

Nous entendons par *Droit public* (a) Définition d  
droit public. celui qui doit régler les rapports, les droits et les devoirs de chaque homme envers le peuple dont il fait partie, et les obligations du peuple entier envers chacun de ceux dont il se compose.

---

(a) *Droit public*, c'est-à-dire, droit qui détermine et prescrit les principes généraux ou *publics* qui doivent servir de base et de règle à toutes les lois particulières ou même de circonstances, telles que les dispositions de la législation relatives à la religion, au droit civil, au droit pénal. Le *Droit public* est, ainsi qu'on le verra dans cet ouvrage, la souche; les lois relatives à la religion, au *Droit civil*, au *Droit pénal*, sont les branches, dont les réglemens d'administration, de police, de discipline militaire, etc., peuvent être considérés à leur tour comme les ramifications.

Définition du  
droit politique.

Nous entendons par *Droit politique* (a) ou *Droit des nations*, celui qui doit régler les rapports et la conduite des différens peuples entre eux.

Définition du  
droit des gens.

Nous entendons par *Droit des gens* (b) ou *Droit commun*, celui qui doit régler les rapports des hommes de différentes nations entre eux et à l'égard de tous les peuples dont ils ne font pas partie.

Définition du  
droit constitutionnel.

Quant au DROIT spécialement ORGANIQUE OU CONSTITUTIONNEL, nous indiquerons plus tard ses divisions et subdivi-

(a) Le mot *politique* est dérivé d'un mot grec qui signifie *ville*. Le *Droit politique* doit donc s'entendre du droit qui naît des rapports d'une ville à une autre ville, ou d'un peuple, d'un Etat, à un autre peuple, à un autre Etat : car, dans les premiers temps dont parle l'histoire grecque, chaque ville formait un Etat séparé.

Telle est au surplus la signification que nous donnerons toujours à cette expression *Droit politique*, dans le cours de cet ouvrage, afin d'éviter par là toute confusion, et de fixer désormais les idées à cet égard.

(b) Le *Droit des gens* peut être ainsi dénommé par opposition au *Droit public*, qui, comme nous venons de le dire, est le droit *des citoyens*, et au *Droit politique*, qui est le droit *des nations*. Voy. ci-dessus, p. xxxii, note (a).

sions naturelles. Pour le moment, il suffit de savoir que nous entendons par ce DROIT CONSTITUTIONNEL (a), constitutif ou ORGANIQUE, celui qui réunit et rassemble les principes et les règles de *l'organisation sociale* la plus propre à faire observer les vrais principes du DROIT PHILOSOPHIQUE OU MORAL (du *droit public*, du *droit politique* et du *droit des gens*).

La première partie de cet ouvrage traitera donc du DROIT proprement dit PHILOSOPHIQUE OU MORAL.

La seconde partie traitera du DROIT CONSTITUTIONNEL.

---

(a) Aucune société ne peut exister sans organisation, sans une forme quelconque de gouvernement. Or, toutes les parties de cette organisation, autrement dit, de la constitution sociale, doivent, tout à-la-fois, être concordantes entre elles, et remplir chacune leur objet particulier, pour que la marche et la conduite de la société soient régulières, et qu'elle puisse plus sûrement atteindre à sa fin : elles doivent être déterminées par un principe de raison, de justice et d'utilité; et conséquemment leur ensemble ne saurait recevoir une qualification plus convenable que celle de Droit *organique*, de Droit *constitutif* ou *constitutionnel*.

La troisième partie aura pour objet de démontrer en quoi les différentes modifications que la forme du gouvernement a éprouvées en France, depuis l'origine de la monarchie (et surtout depuis 1789) jusqu'à ce jour, se sont écartées des VRAIS PRINCIPES DE L'ORGANISATION, et quelles ont dû en être les conséquences sous le rapport *philosophique ou moral du Droit* (a); et elle renfermera ensuite, dans un seul cadre, la substance de tous les principes du DROIT MORAL proprement dit, et de L'ORGANISATION, dont les deux premières parties auront donné le développement et la démonstration.

La PREMIÈRE PARTIE est divisée en trois livres.

---

(a) C'est dans l'unique but de reconnaître par leurs effets les imperfections de l'organisation sociale que tout homme sensé doit étudier l'histoire; et l'on a eu raison de dire : « que le récit des batailles et des sièges n'est que le tableau de la folie et du malheur des hommes, tandis que l'histoire du perfectionnement de la constitution des états est celle de leur sagesse et de leur bonheur. »

Le premier livre concerne le *Droit public*.

Le second livre concerne le *Droit politique*.

Le troisième livre concerne le *Droit des gens*.

Le premier livre, relatif au DROIT PUBLIC, est divisé en deux chapitres.

Le premier chapitre, intitulé : *Vérité servant de base aux principes élémentaires du droit public*, est une sorte d'introduction dans laquelle nous établissons, comme base de ces principes, que, « d'après leur organisation naturelle, d'après la position dans laquelle cette organisation les place, soit à l'égard de leurs semblables, soit à l'égard des autres êtres animés qui peuplent avec eux la terre, les hommes sont évidemment destinés à vivre en société. »

Ce chapitre est lui-même partagé en deux paragraphes.

§ 1. Dans le premier, ayant pour titre : *de l'Homme et de la Société*, sont expo-

Liv. I. Droit public.

CHAP. II. Vérité servant de base aux principes de ce droit.  
§ 1. De l'homme et de la société.  
§ 2. Réfutation de quelques opinions.

sées toutes les raisons qui concourent à démontrer la vérité que nous venons d'indiquer.

§ 2. Dans le second se trouve la *réfutation de quelques opinions erronées sur la nature de l'homme et l'origine de la société.*

LIV. I, CHAP. II.  
Princip. élém.  
du droit public.  
— Conséq. de ces  
principes.

Le second chapitre renferme l'exposé *des principes élémentaires du droit public*, autrement dit, *des droits et des devoirs de l'homme considéré comme citoyen ; — des conséquences de ces principes, et des premiers moyens d'en assurer l'observation.*

Il est divisé en deux titres.

Tit. I. Princip.  
élément., etc.  
§ 1. Des droits.  
§ 2. Des de-  
voirs.  
Réflex. génér.  
De l'égalité so-  
ciale.

Le premier de ces deux titres, intitulé : *des Principes élémentaires du Droit public*, est composé de deux paragraphes.

§ 1. Le premier paragraphe, ayant pour titre : *des Droits*, est consacré à démontrer que la sûreté individuelle, que la liberté, que la propriété, sont des droits sacrés et inviolables, dont la conservation

est le but de la société, et auxquels elle ne peut conséquemment porter aucune atteinte, sans agir contre l'objet même de son institution et sans ébranler ses propres fondemens.

§ 2. Le second est consacré à démontrer que l'obligation de concourir à la défense et à la tranquillité publiques, celle de supporter les charges et les contributions dans la proportion de ses forces et de sa fortune, celle de concourir à la défense et à la sûreté particulières de chacun des membres de la société, sont *des devoirs* auxquels tous les hommes sont soumis par la nature, et dont aucun d'eux ne peut être dispensé.

*Réflexion générale.* Ce premier titre du chap. 11 du livre 1 est terminé par une réflexion générale dans laquelle nous prouvons qu'il est encore un principe non moins sacré, et qui se forme en quelque sorte de l'essence, de la substance même de tous les autres : ce principe est celui de *l'égalité sociale*. Nous en donnons la

définition , et nous entrons dans l'examen de toutes les vérités qui s'y rattachent.

Nous y démontrons aussi que ces divers principes du *droit public* ayant pour base la constitution humaine et la nature , sont invariables , de tous les pays , de tous les siècles , et qu'une société ne peut jamais en adopter d'autres , les violer , les enfreindre , sans nuire à son repos et à sa prospérité.

LIV. I. CHAP. II.  
tit. II. Conséq.  
des princip. , et  
premiers moyens  
d'en assurer l'ob-  
servation.  
§ 1. de la Re-  
ligion.  
§ 2. Du Droit  
civil.  
§ 3. Du Droit  
pénal.  
Reflex. génér.  
Nécessité d'une  
organisation im-  
muable et régu-  
lière.

Le second titre , intitulé : — *Conséquences des principes du droit public et premiers moyens d'en assurer l'observation* , est divisé en trois paragraphes , dont le premier est relatif à la *religion* , le second au *droit civil* et le troisième au *droit pénal*.

§ 1. Le premier paragraphe , relatif à la religion , est divisé en deux parties.

Dans la première , nous démontrons que la *religion* est un sentiment qui tient à la nature humaine , un sentiment inné , indestructible , dont le développement résulte des diverses impressions qu'excite en



nous le spectacle des phénomènes de la nature.

Dans la seconde, nous prouvons que ce sentiment , lorsqu'il est sagement dirigé , est le premier et le plus sûr moyen d'assurer l'observation des droits et des devoirs de l'homme, et de maintenir dans la société l'ordre et la tranquillité.

§ 2. Le second paragraphe , relatif au *droit civil* , expose quelles sont les causes , l'objet et l'étendue des lois civiles. Il établit la nécessité de la justice relative et de convention , et prouve que les lois , qui constituent le corps du droit civil, doivent toujours être en harmonie avec les principes du droit public, dont elles sont une conséquence, conformes à l'intérêt général , obligatoires pour tous les membres de la société, et sans rétroactivité.

§ 3. Le troisième paragraphe , relatif au *droit pénal* , a pour but de convaincre que les peines dures et cruelles produisent souvent un effet opposé à celui que l'on doit se proposer d'atteindre ; que, cepen-

dant , dans l'état actuel de la civilisation , toute amélioration à cet égard doit être lente et progressive ; qu'un changement trop prompt vers le bien pourrait faire naître un mal très-grand ; mais que , dans tous les cas , les peines doivent être personnelles et directes dans leur application , et que les lois pénales , de même que les lois civiles , doivent être sans aucun effet rétroactif , générales , uniformes , et sans aucune exception fondée sur la différence des professions , des titres et des rangs , etc.

*Réflexion générale.* Ce second titre du chap. II du livre I est aussi terminé par une réflexion générale , dont l'objet est de faire apercevoir que la religion , la morale , les lois civiles et pénales , n'ont de résultat utile qu'autant que l'organisation du gouvernement est elle-même perfectionnée et assise sur des bases constantes et invariables , conformes à la prudence et à la raison , à la nature et à l'imperfection humaine.

*Le second livre, qui concerne le DROIT POLITIQUE OU DROIT DES NATIONS, se* LIV. II. Droit polit. ou droit des nations.  
divise en deux chapitres.

Dans le chapitre premier, ayant pour CHAP. I. Vérité servant de base aux principes de ce droit.  
titre : *Vérité servant de base aux principes élémentaires du droit politique*, nous prouvons que la paix des nations n'est pas moins nécessaire au bonheur des hommes que leur réunion en société, et que cette vérité est en effet la base fondamentale de tous les principes du *droit politique*.

Le chapitre deuxième : *Principes élémentaires du droit politique ; — conséquences de ces principes et premiers moyens d'en assurer l'observation*, se CHAP. II. Principes élém., etc. — Conséq. de ces principes.  
Tit. I. Princip. élém., etc  
§ 1. De l'esprit national.  
§ 2. De la population et de l'étendue du territoire.  
§ 3. Des armées.  
§ 4. Des alliances et des traités.  
§ 5. De la liberté des mers.  
§ 6. De la guerre.  
§ 7. De l'égalité politique.  
divise en deux titres.

Le premier, intitulé : *Principes élémentaires du droit politique*, est divisé en plusieurs paragraphes, savoir : le premier, de l'*Esprit national* ; le second, de la *Population et de l'Etendue du territoire* ; le troisième, des *Armées* ; le quatrième, des *Alliances et des Trai-*

tés ; le cinquième, *de la Liberté des mers* ; le sixième, *de la Guerre* ; et le septième, *de l'Egalité politique*.

§ 1. Dans le premier paragraphe, nous prouvons combien l'existence de l'esprit national est nécessaire pour qu'un peuple soit fort, véritablement grand, et respecté des autres nations ; et nous exposons quels sont les moyens de le ranimer et de le conserver.

§ 2. Dans le second, nous disons premièrement qu'il est toujours utile de favoriser le développement de la population, et comment il est possible de le faire sans qu'il en résulte aucun inconvénient ; nous démontrons en second lieu que l'accroissement du territoire devient au contraire bien souvent une cause d'affaiblissement et de ruine.

§ 3. Dans le troisième, nous établissons que la force des armées de ligne ne peut jamais être portée sans danger au-delà des bornes d'une juste et légitime défense ; nous indiquons de quelle manière elles doivent

être composées, et combien il importe d'y conserver avec soin les nobles sentimens de l'honneur et de la véritable gloire, afin d'unir, s'il se peut, l'une à l'autre la qualité de soldat et celle de citoyen.

§ 4. Dans le quatrième, nous prouvons que le but des traités doit être de maintenir l'ordre et la paix; qu'il est injuste, impolitique et dangereux de s'unir au plus fort contre le plus faible, ainsi que le conseille Machiavel; que la dissimulation, ou du moins la ruse, la perfidie ne peuvent jamais être d'une utilité réelle; et que la conduite des peuples entre eux doit toujours être ouverte, loyale et franche; qu'ils doivent exactement remplir toutes leurs promesses et observer religieusement la foi jurée, même dans les traités faits à la suite d'une guerre; mais qu'il est important pour les vainqueurs eux-mêmes que ces traités ne soient point contraires à la justice et oppressifs pour les vaincus.

§ 5. Dans le cinquième paragraphe,

nous faisons voir que la *pleine mer*, n'étant susceptible d'aucune culture, ne peut devenir une propriété exclusive, et que toutes les nations ont droit et intérêt à s'unir pour maintenir la liberté de la navigation, mais que pour atteindre ce but, leur union doit être libre et volontaire; que si l'une d'elles prétend s'arroger une injuste domination, elle ne peut être utilement combattue qu'avec les armes mêmes qui font sa force et sa puissance, et qui soutiennent son usurpation; que toutes les autres tentatives indirectes et qui entraîneraient d'ailleurs d'autres divisions et d'autres guerres, sont plutôt propres à favoriser ses projets qu'à y mettre un obstacle réel et salutaire.

§ 6. Dans le sixième, nous indiquons quel doit être le véritable but de la guerre: nous disons qu'elle ne peut autoriser les actes de cruauté; qu'il faut toujours respecter les monumens des arts et les établissemens de l'industrie et du commerce; qu'une déclaration solennelle doit tou-

jours la précéder ; que la conquête ne donne aucun droit réel de propriété , et à quelle fin on peut faire usage de la puissance qu'elle procure. Nous examinons s'il peut être permis d'incendier , d'inonder un pays , de détourner le cours des eaux ou de les corrompre : ce qui nous conduit à indiquer quelles sont les sortes de stratagèmes et ruses de guerre auxquelles on peut légitimement et sans danger avoir recours , et celles qu'il est au contraire nécessaire de s'interdire scrupuleusement.

A ce sixième paragraphe se rattachent aussi *deux corollaires* , dans le premier desquels nous déduisons les motifs qui doivent faire admettre la prescription en matière de *droit politique* , et nous exposons comment on doit en faire l'application ; dans le second , nous parlons du *droit de postliminie* et de son application.

§ 7. Enfin , au septième et dernier paragraphe , relatif à l'*égalité politique* , et

principalement destiné à fixer la valeur de ce mot , aussi-bien que la base et la nécessité du principe , se rattache naturellement la question importante de savoir si le monopole ou commerce exclusif qu'une nation prétendrait s'arroger au préjudice des autres , est ou non subversif du *droit des nations*.

*Réflexion générale.* Ce premier titre du chapitre II du livre II est terminé par une réflexion générale sur tous les principes qu'il renferme. On y trouve la preuve que tous ces principes sont universels et invariables de même que les principes généraux du droit public ; que , s'ils sont violés par quelques-uns , ce n'est point un motif pour qu'ils doivent l'être par les autres ; que les plus forts n'ont jamais un véritable intérêt à les méconnaître ; que leur infraction de la part des faibles doit être plus nuisible qu'utile pour eux ; que , par une suite naturelle de l'influence du principe d'équité universelle qui domine dans la nature



entière, un peuple conquérant, et conséquemment injuste, s'affaiblit par ses propres conquêtes; qu'au surplus on ne peut pas conclure de ce que ces principes ne seraient point observés, qu'il ne serait pas utile de les respecter et que leur vérité ne soit pas constante; que pour arriver à leur observation, il faut commencer par se bien pénétrer de son utilité.

Dans le second titre du même chapitre : « *Conséquences des principes élémentaires du droit politique et premiers moyens d'en assurer l'observation* », nous démontrons que la religion est insuffisante pour arriver à ce but, le droit civil et le droit pénal inapplicables, et que le seul moyen efficace d'assurer à jamais leur observation est encore de perfectionner l'organisation des gouvernemens.

LIV. II, CHAP. II.  
—Tit. II. Conséq.  
des principes et  
premiers moyens  
d'en assurer l'ob-  
servation.

Le TROISIÈME LIVRE, relatif au DROIT DES GENS, est divisé en deux chapitres.

LIV. III. Droit  
des gens.

Le premier chapitre a pour titre : *Vérité servant de base aux principes élémentaires du droit des gens*; et il a pour

CHAP. I. Vé-  
rité servant de  
base aux prin-  
cipes de ce droit

objet la recherche et la démonstration de cette vérité.

CHAP. II. Principes élémentaires, etc.  
Conséquences de ces principes.

Le second chapitre : *Principes élémentaires du droit des gens ; conséquences de ces principes et premiers moyens d'assurer l'observation*, se divise en deux titres.

Tit. I. Principes élémentaires, etc.

§ 1. Des étrangers dans l'intérieur du territoire. — Corollaires.

§ 2. Des ambassadeurs et autres agens diplomatiques.

§ 3. Des personnes et des propriétés en pays ennemi, ou pendant la guerre. — Corollaires.

§ 4. Des prisonniers de guerre. — Corollaires.

§ 5. Des représailles ou prétendues retentions de droit.

§ 6. Des otages.

§ 7. Des déportés ou transfuges.

Le premier titre : *Principes élémentaires du droit des gens*, contient divers paragraphes, dont le premier traite de ce qui concerne les étrangers dans l'intérieur du territoire ; et, par suite, des prétendus droits d'aubaine, de pérégrinité, de naufrage ; du droit d'asile proprement dit ; du système prohibitif des productions et marchandises étrangères ; de la naturalisation. Le second paragraphe traite des ambassadeurs et autres agens diplomatiques. Le troisième, des personnes et des propriétés en pays occupé par les armées en temps de guerre ; et, par suite, de la course sur mer ; des tentatives d'empoisonnement et d'assassinat sur un ennemi. Le quatrième paragraphe traite des pri-

*sonniers de guerre, de leur rachat et de leur échange. Le cinquième, des représailles ou prétendues retorsions de droit. Le sixième, des otages. Et le septième et dernier, des déserteurs ou transfuges.*

§ 1. Dans le premier paragraphe, nous prouvons que les étrangers doivent jouir du bénéfice des lois du pays où ils sont admis, et être soumis à ces lois; que les déclarations de guerre ne sont point un motif pour enfreindre ce principe; que les droits d'aubaine, de pérégrinité, de naufrage, doivent être généralement proscrits, comme contraires au *droit des gens* et au véritable intérêt des peuples, quelle que soit d'ailleurs à cet égard la conduite des nations étrangères. Nous faisons remarquer qu'il est réellement des coupables qui ne doivent trouver de protection en aucun lieu du monde; qu'il est des crimes à la répression desquels l'humanité toute entière est essentiellement intéressée; mais qu'en toute autre circonstance, les lois de l'hospitalité doivent être exactement

observées; que tout système prohibitif de commerce est contraire à l'intérêt général des peuples, au développement de l'industrie et au perfectionnement des connaissances humaines, à l'intérêt véritable des manufacturiers et des fabricans, à l'intérêt de ceux qui gouvernent, enfin à l'existence d'une paix solide et durable. Dans le quatrième et dernier corollaire de ce même paragraphe, nous expliquons ce que c'est que la naturalisation d'un étranger, comment elle peut s'acquérir et s'opérer.

§ 2. Dans le deuxième paragraphe, nous disons que la personne des ambassadeurs, des plénipotentiaires, envoyés, résidens, ministres, consuls, députés, commissaires, et généralement de tous les agens diplomatiques, doit être sacrée; mais que la raison et la justice veulent que l'on distingue les cas où ils agissent comme hommes publics et en vertu de leur mandat, de ceux où il est reconnu qu'ils ont agi comme hommes privés, en leur nom ou dans leur intérêt personnel.

§ 3. Dans le troisième, nous établissons que les personnes et les propriétés doivent être respectées, même en temps de guerre, et qu'il doit particulièrement en être ainsi à l'égard des vieillards, des femmes, des enfans. Dans ce même paragraphe, nous faisons connaître de quelle manière les courses sur mer devraient être réglées pour n'être point en contradiction avec les principes *du droit des gens*; et nous examinons la question de savoir si l'on doit jamais tenter de se délivrer d'un ennemi par l'empoisonnement ou par l'assassinat.

§ 4. Dans le quatrième, nous démontrons que les prisonniers de guerre doivent être traités avec humanité; que les soldats pris les armes à la main ne peuvent jamais être considérés comme esclaves; que leur détention, si elle est nécessaire, ne doit être que momentanée; et que quiconque a mis bas les armes ou n'est plus en état de défense, doit avoir la vie sauve; d'où il suit que l'on ne saurait trouver dans

les droits de la guerre une cause juste et légitime du prétendu droit d'esclavage.

La coutume par laquelle l'Etat laissait autrefois à chaque prisonnier de guerre le soin de se racheter par lui-même ou par sa famille, était un oubli des principes du droit public, et le résultat d'une organisation sociale vicieuse et encore très-imparfaite. L'échange et le rachat des prisonniers, même pendant le cours de la guerre, est une obligation sacrée de l'Etat pour lequel ils ont combattu, et l'obligation de se prêter respectivement à ces actes d'échange et de rachat est encore une de celles que les principes *du droit des gens* prescrivent aux peuples dans leurs propres intérêts. Cette vérité (si sensible et tellement conforme aux préceptes de la religion chrétienne qu'il serait difficile de supposer qu'elle puisse être aujourd'hui contestée) est le sujet du *corollaire* qui termine le quatrième paragraphe.

§ 5. Dans le cinquième, nous prou-

vous que les actes de représailles ( improprement appelés par quelques auteurs *Rétorsions de droit* ) sont odieux en eux-mêmes , et désavoués par une saine politique et par la raison.

§ 6. Dans le sixième , nous faisons observer que l'usage de prendre des otages est , avec raison , presque entièrement négligé aujourd'hui par les peuples civilisés , et qu'il serait en effet difficile pour eux d'en retirer aucune utilité réelle.

Nous indiquons cependant quelle conduite doit être tenue à leur égard , si l'on juge nécessaire d'en exiger.

§ 7. Enfin , dans le septième et dernier paragraphe , nous examinons sous quel point de vue les questions relatives aux déserteurs ou transfuges doivent y être traitées ; si le *droit des gens* sollicite et autorise l'ennemi à les accueillir ; nous fixons et déterminons quelle conduite la prudence et l'honneur obligent de tenir à leur égard.

Nul homme ne peut être contraint

d'habiter malgré lui dans un pays où il croit ne trouver ni sûreté, ni bonheur, ni repos. Le droit d'abandonner le sol qui nous a vu naître résulte de l'une des facultés qui constituent la liberté naturelle, dont nul homme ne peut être légitimement dépouillé. C'est à ceux qui gouvernent de gouverner avec assez de sagesse pour faire aimer la patrie, pour ne point faire naître dans le cœur des citoyens le désir d'en adopter une autre; mais la nature et l'honneur imposent à celui qui croit devoir s'en éloigner, même pour toujours et sans espoir de retour, la loi impérieuse et sacrée de ne point porter les armes contre elle; et les peuples étrangers doivent soigneusement éviter d'y provoquer aucun de ceux qui se trouvent en semblable position. Ce septième paragraphe est particulièrement consacré à rendre ces deux vérités évidentes, et termine ainsi l'exposition des principes élémentaires du *droit des gens*.

*Réflexion générale.* Ce titre premier



Le chapitre II du livre III est terminé (ainsi que le premier titre du second chapitre des livres précédens) par une réflexion générale sur les principes qui s'y trouvent renfermés. Nous y faisons voir qu'ils sont universels et invariables, de même que ceux du droit public et ceux du droit politique, c'est-à-dire qu'ils sont toujours dans l'intérêt général et individuel des peuples et des hommes.

Nous y prouvons aussi que les hommes ne doivent pas être naturellement ennemis les uns des autres par cela seul qu'ils ne sont point nés dans le même pays ni sous le même climat ; qu'ils ne doivent pas se faire justice à eux-mêmes à l'égard des étrangers, et que les peuples peuvent être en état de guerre sans que les citoyens faisant partie de ces différens peuples doivent se considérer comme étant devenus individuellement ennemis les uns des autres.

Dans le second titre de ce chapitre II du livre III, intitulé : *Conséquences des principes élémentaires du droit des*

Liv. III, Chap.  
— tit. III. C  
séqu. des prin  
cipes, et prem  
moyens d'en  
assurer l'obser  
vation.

*Gens, et premiers moyens d'en assurer l'observation*, nous faisons remarquer qu'il devrait exister un code distinct et séparé de ces principes, chez tous les peuples qui tiennent à avoir un système complet de législation civile et criminelle; mais que le moyen le plus efficace d'assurer, quant à présent, leur observation, serait encore de perfectionner l'organisation des gouvernemens.

Tel est l'aperçu rapide des différentes matières contenues dans LA PREMIÈRE PARTIE, proprement dite PHILOSOPHIQUE OU MORALE, de cet ouvrage; mais ce ne serait avoir rien fait encore si, comme beaucoup de publicistes, nous nous étions bornés à la simple démonstration de ces principes de raison et d'équité. Cette démonstration, quelque évidente qu'elle soit, sera toujours, ainsi qu'on vient de l'entendre, insuffisante pour les faire observer. Il faut donc, de plus, établir de quelle manière il est en effet possible de parvenir à en assurer l'observation; et c'est

même là le point le plus important, quoique le plus ignoré jusqu'à ce jour.

Nous avons cependant déjà dit, et il est incontestable, que les moyens d'assurer l'observation de ces principes d'équité en général, sont tout entiers dans l'organisation du gouvernement; mais quelle doit être cette organisation ?

Dans la SECONDE PARTIE, après avoir démontré la nécessité d'un gouvernement, après avoir signalé les divers inconvéniens essentiellement inhérens à la forme, à la nature même de tous les gouvernemens *simples* et de plusieurs des gouvernemens *mixtes* ou *composés*, après avoir recherché quels doivent être la nature et les caractères distinctifs du gouvernement le plus parfait de tous, après avoir réfuté de nombreuses erreurs que l'opinion des publicistes les plus célèbres ont fait naître ou accréditées sur cette question, après avoir reconnu les différens obstacles qui s'opposent à l'entier établissement de ce gouvernement, nous entrons dans l'exa-

men des principes de son ORGANISATION , dans l'examen des principes de l'organi-  
sation du pouvoir législatif, du pouvoir  
exécutif et du pouvoir judiciaire dans une  
véritable MONARCHIE REPRÉSENTATIVE ;  
et nous arrivons ainsi à la démonstration  
complète de la chose du monde la plus  
utile aux hommes en général , et princi-  
palement à ceux entre les mains de qui  
sont placées la puissance et l'autorité.

Quant A LA TROISIÈME PARTIE , nous  
avons également annoncé , et nous nous  
bornons ici à rappeler , que son principal  
objet sera de signaler les VICES DE NOS PRÉ-  
CÉDENTES CONSTITUTIONS , depuis l'éta-  
blissement de la monarchie en France , et  
plus particulièrement depuis 1789 , jus-  
qu'à ce jour ; de démontrer en quoi elles  
se sont écartées plus ou moins des prin-  
cipes , quelles ont dû être les suites fu-  
nestes de leurs diverses aberrations ; et  
de rassembler , enfin , dans le cadre le  
plus méthodique et le plus succinct pos-  
sible , la substance CONSTITUTIONNELLE de

tous les principes établis et démontrés dans les deux premières parties de cet ouvrage (a).

On aperçoit, par cet exposé, que nous n'avons pas suivi la méthode de ceux qui ont écrit avant nous sur ces divers sujets. La plupart ont eu pour but de créer les principes du DROIT en général pour les gouvernemens quels qu'ils fussent ; et de là vient qu'ils se sont, en quelque sorte, trouvés dans la nécessité de professer les maximes les plus fausses et les plus erronées (b). Nous avons adopté une marche toute opposée, et dont les résultats ne peuvent manquer d'être bien différens : nous avons recherché d'abord quels doivent être les principes vrais d'après la nature des choses, d'après la cons-

---

(a) On verra avec plus de détail, dans l'avant-propos placé au commencement de la deuxième partie, et dans les observations préliminaires de la troisième, quels sont la marche et le plan auxquels nous nous sommes conformés pour leur rédaction.

(b) On peut penser aussi que, si les travaux d'un grand nombre de publicistes n'ont pas été dirigés vers

titution naturelle , physique et morale de l'homme et ses rapports avec ses semblables ; et, après avoir approfondi, reconnu et fixé ces principes , nous avons cherché quelle peut être la forme de gouvernement la plus propre à les faire observer , et , par cette raison même, la meilleure. Avant de construire une machine , il faut savoir quel but elle doit atteindre, il faut savoir à quel usage on désire de l'employer. Des hommes qui contractent une association quelconque ont une intention , et se proposent une fin avant que de fixer les clauses qui doivent donner à cette association une forme et une organisation régulières , propres à la mettre en état d'exécuter d'une manière prompte et sûre les desseins pour lesquels elle a été créée ;

---

un but plus utile, c'est principalement parce que les gouvernemens sous lesquels ils ont écrit, aveuglés sur leur plus grand intérêt, ne voulaient pas être éclairés à certains égards et sur les points les plus importants ; de sorte que la plume de ces écrivains se trouvait gênée, retenue à chaque instant, alors même que leur génie les dirigeait plus directement vers la vérité.

de même il faut savoir ce à quoi l'association d'une nation toute entière est destinée par la providence elle-même, dans l'intérêt général et dans l'intérêt particulier de chacun de ses membres, avant de songer à déterminer et à consacrer, par un engagement tacite ou solennel, les détails de l'organisation par laquelle elle devra remplir plus promptement et plus facilement l'objet véritable de sa destination.

Nous nous sommes donc attachés, comme on le voit, à un plan simple et méthodique. Nous nous appliquerons aussi à émettre toutes nos idées avec clarté, persuadés que nous sommes que la clarté est la qualité principale du style dans des matières de cette importance. M. de Montesquieu, à la vérité, a dit « qu'il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser » (a). Cette méthode, sans doute plus commode pour un auteur, nous paraît

---

(a) Esprit des Lois, liv. 11, chap. 20.

devoir être beaucoup moins utile pour le lecteur : car ceux qui ont tout le loisir nécessaire pour penser préfèrent de se livrer à leurs propres réflexions , et en profiteront presque toujours plus qu'ils ne profiteraient de celles d'un autre à demi-exprimées ; et le plus grand nombre ne peut , au contraire , s'occuper de l'étude nouvelle qu'exigerait un ouvrage dont il ne reste que des idées vagues et incertaines.

Lors , surtout , que l'on écrit sur un sujet qui intéresse la société toute entière, et sur lequel il serait si important que tous les hommes eussent des notions justes, claires , précises et uniformes (a), il semble essentiel de ne point laisser le travail incomplet , d'écrire pour être facilement

---

(a) « Comment peut-on penser, dit Beccaria , que la lumière répandue sur la multitude soit plus nuisible que les ténèbres , et que la connaissance des rapports simples et vrais des choses puisse être funeste à l'humanité ? » (*Des Délits et des Peines*, § 41.)

Ce sont ceux qui n'ont eux-mêmes de la science



compris du plus grand nombre , et pour graver d'une manière ineffaçable , dans l'esprit du lecteur , des règles de conduite d'une utilité et d'une vérité bien constantes et bien démontrées. « Montesquieu, dit aussi Bentham, a souvent égaré ses lecteurs ; il emploie tout son esprit , c'est-à-dire , l'esprit le plus brillant , à découvrir dans le chaos des lois les raisons qui peuvent avoir conduit les législateurs ; il veut leur prêter une intention de sagesse dans les institutions les plus contradictoires et les plus bizarres ; et quand on lui accorderait qu'il a eu la révélation de leurs vrais motifs , que faudrait-il en conclure ? Ils ont agi par une raison ; mais cette raison était-elle bonne ? Si elle était bonne à quelques égards , était-elle

---

qu'une idée très-obscur et très-imparfaite qui peuvent en avoir une opinion et si injurieuse et si fausse : car rien n'est si propre qu'elle à faire aimer avec enthousiasme l'ordre, la justice, la vertu, et à nous apprendre que la modération est le seul moyen de les faire triompher.

la meilleure ? S'ils avaient fait une loi directement opposée , n'auraient-ils pas fait mieux encore ? Voilà l'examen qui reste toujours à faire ; voilà l'examen où il ne descend presque jamais. La science des lois , quoique si peu avancée , est bien plus simple qu'on ne serait porté à le croire après la lecture de Montesquieu » (a).

Nous n'osons pas nous flatter d'avoir atteint ce grand but de perfection et d'utilité que nous venons d'indiquer ; mais tel est au moins celui que nous nous sommes proposé dans cet ouvrage que le désir d'être utile à notre patrie et à l'humanité a pu seul nous déterminer à entreprendre. Puissent nos efforts n'être point infructueux ! Puisse le sentiment qui nous anime prêter quelque force à nos discours et nous tenir lieu d'éloquence ! Puisse ce sentiment être partagé par tous nos lecteurs , et nous donner

---

(a) De la Promulgation des raisons des lois, tom. III, pag. 297.

parmi eux des imitateurs plus habiles , qui rectifient les erreurs involontaires dans lesquelles nous aurons pu tomber , et qui suppléent aux omissions que nous aurons commises (a) ! Puissent surtout les princes et les hommes d'Etat se pénétrer des vérités que nous serons parvenus à rendre sensibles , afin que le règne de la justice s'établisse , autant qu'il se peut , sur la terre , et sous ses lois , la prospérité des nations ! . . . .

Que tel soit dès actuellement le vœu unanime des hommes sensés. Français, surtout, reconnaissons , abjurons les fatales erreurs qui ont si long-temps agité et bouleversé notre patrie, et principalement celles qu'une aveugle et folle ambition avait fait naître. Renonçons à nos dangereuses et funestes divisions. Soyons , restons toujours unis , parce que nous y avons tous un intérêt véritable. Soyons toujours unis,

---

(a)..... « *Si quid novisti rectius istis,  
Candidus imperti.....* »

parce que nous sommes tous Français, parce que nous sommes tous frères. Et répétons avec Massillon : « Que le camp des Philistins ne se réjouisse plus de nos dissensions, et que s'ils entendent encore des clameurs autour de l'arche, ce soient celles qui annoncent, non des périls et des malheurs nouveaux, mais ses triomphes et sa gloire véritable » (a) —

---

(a) (*Petit Carême*, 2<sup>e</sup> dimanche.) — M. de Montesquieu dit que, « quand une *république* (*voy.* vol. II, liv. I, l'acception juste de ce mot) est parvenue à détruire ceux qui voulaient la renverser il faut se hâter de mettre fin aux vengeances, aux peines et aux récompenses mêmes ». (*Esprit des Loix* liv. XII, chap. XVIII.)

Ce que dit M. de Montesquieu doit s'appliquer à toute autre espèce de gouvernement : car les bons préceptes sont les mêmes pour tous, quoique moins observés par les uns que par les autres.

Après la mort des trente tyrans d'Athènes, tous les exilés y furent rappelés. Trasybule y proposa alors cette amnistie générale, cette loi par laquelle les citoyens s'engagèrent par serment à oublier tout le passé. On rétablit le gouvernement qui existait auparavant; on remit en vigueur les lois anciennes, et l'on nomma des magistrats selon la forme ordinaire. Jamais tyrannie n'avait été plus cruelle ni plus sanglante que celle dont

Pénétrons-nous bien de la pensée qu'il ne peut individuellement exister de bonheur réel et durable , s'il n'est d'accord

---

Athènes venait d'être délivrée : chaque maison était en deuil ; chaque famille pleurait la perte de quelque parent ; ç'avait été un brigandage public où la licence et l'impunité avaient fait régner tous les crimes. Les particuliers semblaient avoir droit de demander le sang de tous les complices d'une si criante oppression ; et l'intérêt même de l'Etat paraissait autoriser leurs désirs , pour arrêter de pareils attentats par l'exemple d'une sévère punition. Trasybule , s'élevant au-dessus de tous ces sentimens par la supériorité d'un esprit plus étendu et par les vues d'une politique plus éclairée , comprit que de songer à punir les coupables , ce serait laisser des semences éternelles de division et de haine , affaiblir par des dissensions domestiques les forces de la république qu'elle avait intérêt de réunir contre l'ennemi commun , et faire perdre à l'Etat un grand nombre de citoyens qui pourraient lui rendre d'importans services , dans la vue même de réparer leurs premières fautes.

Cette amnistie , cette loi d'oubli , après de grands troubles , a toujours paru aux plus habiles politiques le moyen le plus sûr et le plus prompt de rétablir la paix , l'unique ressource dans les désordres publics et le dernier remède des guerres civiles. Aratus la fit passer à Sicyone ; et Cicéron , voyant Rome partagée en deux factions à l'occasion du meurtre de Jules-César , rappela le souvenir de cette célèbre loi d'amnistie , et proposa d'ensevelir , à l'exemple des Athé-

avec le bien et la prospérité publics.  
Réunissons-nous sincèrement autour du  
trône , autour du monarque qu'un droit

---

niens, dans un éternel oubli tout ce qui s'était passé  
à Rome.

Après la bataille de Pharsale, César avait trouvé, dans la tente de Pompée, la cassette où celui-ci avait renfermé ses lettres, et il les brûla sans en lire une seule : « *Qu'ai-je affaire, dit-il, de connaître des intrigues qui ne serviraient qu'à m'irriter et à mettre des bornes à ma clémence ? J'aime mieux ignorer les offenses que d'être obligé de les punir.* » — Ce même César, après la bataille de Thapse, brûla encore sans les lire toutes les lettres qu'il trouva dans la cassette de Métellus Scipion, général qui avait suivi le parti de Pompée. — Octave jeta dans un brasier, qu'il fit allumer exprès dans la place publique, les lettres et les mémoires qui manifestaient les desseins formés par plusieurs citoyens du premier rang contre la personne de ce triumvir. — La révolte de Cassius contre Marc-Aurèle ayant fini par la mort de Cassius, Marcus Vérus, qui commandait les troupes de Marc-Aurèle, ayant trouvé beaucoup de lettres adressées à Cassius, les brûla, en disant : « *Qu'il croyait que l'empereur en serait bien aise, et qu'en tous cas, il aimait mieux périr seul que d'en laisser périr beaucoup d'autres.* » Différens auteurs prétendent que ces lettres ayant été apportées à Marc-Aurèle, il les brûla lui-même. — Commode, tout détestable prince qu'il était, brûla les papiers qui restaient de cette révolte contre son père.

héréditaire, précisément fondé sur l'utilité générale, nous prescrit de révéler, et dont l'esprit et les lumières doivent d'ailleurs nous persuader qu'il voit bien réellement son propre intérêt où il se trouve, c'est-à-dire, dans celui de la France entière ! Lorsqu'il s'agit de cet intérêt sacré, que tous lui disent la vérité ! Que tous s'efforcent de la faire parvenir jusqu'à lui avec le respect que commandent son rang et sa personne, mais en même temps avec cette noble franchise qui caractérise un cœur droit et une âme honnête et pure ! . . . . Plutarque disait avec raison « que les menteurs étaient la cause de toutes les méchancetés et de tous les crimes du monde » (a) ; et l'illustre, le judicieux archevêque de Cambrai écrivait au duc de Bourgogne, son élève : « Ne vous laissez point obséder par des esprits flatteurs et insinuans ; faites sentir que vous n'aimez ni les louanges

---

(a) PLUT., *Dix notables des Lacédémoniens*.

ni les bassesses. Ne montrez de la confiance qu'à ceux qui ont le courage de vous contredire avec respect, et qui aiment mieux votre réputation que votre faveur. » (a) — L'un des pères de la chaire apostolique, Massillon, a dit aussi : « Les conseils agréables sont rarement des conseils utiles, et ce qui flatte les souverains fait d'ordinaire le malheur des peuples. » (b) — Louis XIV lui-même écrivait à son petit-fils, Philippe V, partant pour l'Espagne : « Ne préférez pas ceux qui vous flatteront le plus; estimez ceux qui, pour le bien, hasarderont de vous déplaire : ce sont là vos véritables amis » (c).

*Nota.* En ajoutant, soit au bas du texte, soit à la fin de chacune des deux premières parties de

---

(a) *Voy.* Lettre rapportée à la fin des *Directions pour la conscience d'un Roi.*

(b) *Petit Carême*, sermon 2<sup>e</sup>.

(c) « Les gouvernemens légitimes n'ont jamais redouté les lumières ; c'est une vérité : les trônes ne tombent que pour les avoir repoussées ». (*Disc. du Mi-*



cet ouvrage, des notes nombreuses et souvent fort étendues, fruit des réflexions et des recherches auxquelles nous avons dû nous livrer en le composant, nous nous proposons d'ajouter, à la force et à l'autorité des vérités dont il contient la démonstration, d'augmenter la conviction de nos lecteurs, et de fixer plus profondément dans leur esprit les plus importantes de ces mêmes vérités. Par là, nous nous proposons aussi de prouver que, parmi les idées que nous avons émises, et qui pourraient paraître nouvelles, peut-être même inexécutables, à quelques-uns de nos lecteurs, il n'en est cependant

---

*ministre de la police générale*, Monit. du 31 janv. 1817.)

— « Ce sont, dit un écrivain que j'aurai l'occasion de citer plus d'une fois dans cet ouvrage, ce sont les flatteries et les mauvais conseils qui font de mauvais princes et des tyrans ; ce sont les tyrans qui disposent les peuples à la révolte ; ce sont des ambitieux, et non les gens de bien, qui font les révolutions. Ce n'est point par des troubles et des calamités que la *vérité* réforme les abus de la terre. Ce ne sont pas les maximes de la philosophie qui font éclore les révolutions ou qui excitent aux attentats ; ce sont les violences du despotisme qui, en irritant les peuples, les forcent à combiner sa ruine ; c'est toujours la tyrannie qui travaille à sa destruction propre, et qui indique aux hommes les coups que l'on

aucune qui n'ait déjà été, non-seulement conseillée par les écrivains et les publicistes les plus justement célèbres, mais encore pratiquée chez différens peuples, et consacrée par leur législation leurs mœurs, leurs usages.

Le texte de ce traité a pour objet de place tous les principes fondamentaux et toutes les conséquences qui en découlent sous leur véritable jour, de les classer dans le rapport exact qu'il doivent avoir entre eux, et de les lier ensemble de manière à en faire résulter une conclusion utile, celle à laquelle doivent tendre aujourd'hui tous les efforts du législateur. Mais les notes au

---

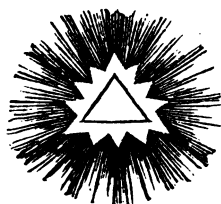
peut lui porter. La vraie sagesse, toujours accompagnée de la justice, de l'humanité, de la prudence n'invite point les hommes à commettre des crimes. Assurée d'obtenir tôt ou tard le triomphe, elle ne se hâte pas, comme l'*imposture* ou l'*ambition*, de l'acheter par le sang et le malheur des mortels. Ce n'est qu'à l'erreur qu'il appartient de diviser les esprits, de produire des factions, d'allumer les feux de la discorde, d'armer des fanatiques du couteau régicide. Souvent la vérité parle aux princes d'un ton mâle, elle ne les assassine jamais; elle leur découvre leurs intérêts; elle leur montre l'équité; elle les fait rougir de leurs folies; elle laisse ensuite au temps leur prouver qu'elle n'est point leur ennemie ». (*Système social*, III<sup>e</sup> partie, chap. XII.)

ront l'avantage de démontrer au lecteur combien il sera facile pour lui de rattacher dans la suite à ce texte, et les faits historiques qui passeront sous ses yeux, et les opinions des publicistes qu'il voudra étudier, et ses propres réflexions.

Quiconque ne craindra pas de se livrer à ce travail retirera infailliblement plus de fruit de la lecture d'un grand nombre d'auteurs, et cette lecture deviendra pour lui d'autant plus profitable qu'il aura appris, nous osons l'espérer, par le traité élémentaire que nous offrons ici à ses méditations, à juger plus sainement du passé et du présent, et à mieux prévoir l'avenir.

Peut-être, tout en reconnaissant que le désir de contribuer au bonheur de l'humanité par le perfectionnement de la législation est le seul sentiment qui ait pu nous déterminer à prendre la plume, s'étonnera-t-on parfois de la source où quelques-unes de nos citations auront été puisées; mais cet étonnement cessera si l'on fait réflexion que d'habiles physiciens ont souvent tiré du fond des eaux les plus corrompues et de la vase des marais fangeux, les élémens des plus heureuses expériences, et que, comme on l'a dit, c'est au limon du Nil que l'Egypte doit sa fertilité. Les poisons les plus subtils peuvent devenir, par les soins de celui qui enseigne l'art

de les élaborer et de les combiner , de puis  
sans palliatifs et des antidotes salutaires ; et  
même , pour quiconque a fortifié son cœur  
perfectionné sa raison et éclairé son esprit ,  
lecture des plus dangereux écrits , loin d'être  
pernicieuse , peut devenir encore d'une grande  
utilité.



PREMIÈRE PARTIE.  
DROIT PHILOSOPHIQUE,  
OU  
PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES  
DU DROIT PUBLIC, DU DROIT POLITIQUE  
ET DU DROIT DES GENS.

---

LIVRE PREMIER.  
DROIT PUBLIC.

---

« Descends du haut des cieux, auguste Vérité !  
Répands sur mes écrits ta force et ta clarté ;  
Que l'oreille des Rois s'accoutume à t'entendre ;  
C'est à toi d'annoncer ce qu'ils doivent apprendre ;  
C'est à toi de montrer aux yeux des nations  
Les coupables effets de leurs divisions. »

VOLTAIRE.



# TABLE

Des Chapitres , Paragraphes et Articles contenus dans le premier Livre.

|                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>CHAP. I<sup>er</sup>. VÉRITÉ servant de base aux principes élémentaires du Droit public.</b>                                                   |     |
| § I <sup>er</sup> . DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ.....                                                                                              | 5   |
| § II. RÉFUTATION de quelques opinions opposées à la vérité établie dans le précédent paragraphe..                                                 | 27  |
| <b>CHAP. II. PRINCIPES élémentaires du Droit public. — Conséquences de ces principes ; premiers moyens de les faire observer.</b>                 |     |
| <b>TIT. I<sup>er</sup>. Principes élémentaires du Droit public. Droits et devoirs de l'homme considéré comme citoyen ou membre de la Société.</b> |     |
| Observation préliminaire.                                                                                                                         |     |
| § I <sup>er</sup> . DES DROITS.                                                                                                                   |     |
| 1 <sup>o</sup> . Sûreté.....                                                                                                                      | 59  |
| 2 <sup>o</sup> . Liberté.....                                                                                                                     | 63  |
| 3 <sup>o</sup> . Propriété.....                                                                                                                   | 81  |
| § II. DES DEVOIRS.                                                                                                                                |     |
| 1 <sup>o</sup> . Défense de la Patrie.....                                                                                                        | 99  |
| 2 <sup>o</sup> . Acquiescement des Charges publiques....                                                                                          | 102 |
| 3 <sup>o</sup> . Bonne foi , bienveillance et protection réciproques.....                                                                         | 108 |
| <b>RÉFLEXION GÉNÉRALE concernant les principes élémentaires du Droit public.</b>                                                                  |     |
| Définition de l'égalité sociale.....                                                                                                              | 122 |
| <b>TIT. II. Conséquences des principes élémentaires du Droit public ; premiers moyens de les faire respecter.</b>                                 |     |
| Observation préliminaire.                                                                                                                         |     |
| § I <sup>er</sup> . RELIGION.....                                                                                                                 | 157 |
| § II. DROIT CIVIL.....                                                                                                                            | 232 |
| § III. DROIT PÉNAL.....                                                                                                                           | 259 |
| <b>RÉFLEXION GÉNÉRALE commune aux trois paragraphes du Titre II.</b>                                                                              |     |
| Nécessité d'une bonne organisation.....                                                                                                           | 371 |

## EXPLICATION DES RENVOIS.

---

Les lettres italiques désignent les Notes placées au bas du texte, et les caractères numériques désignent les Notes qui seront imprimées séparément pour être reliées à la fin de chaque volume.

Il conviendra de ne recourir aux unes et aux autres qu'après s'être attaché à bien saisir le sens d'un chapitre, ou tout au moins d'un paragraphe entier : autrement la lecture de ces Notes, interrompant la liaison naturelle des idées principales et de leurs conséquences les plus essentielles, serait plutôt nuisible qu'utile à la parfaite intelligence de l'ouvrage. Les Notes, d'ailleurs, ne sont, comme on le sait, généralement destinées qu'à l'usage de ceux qui sont ramenés à une seconde lecture par le désir d'une étude plus approfondie.

Cependant, pour qu'en suivant la méthode que nous indiquons ici, on n'ait pas la crainte d'omettre quelques explications nécessaires pour bien comprendre le texte, celles des Notes qui renfermeront quelques explications de cette importance, et dont on ne devra pas différer la lecture, seront désignées par un astérisque joint à la lettre ou au chiffre, et semblable à celui-ci (a\*) (1\*).



---

# SCIENCE DU PUBLICISTE.

---

## LIVRE PREMIER.

### *DROIT PUBLIC.*

---

## CHAPITRE PREMIER.

### *Vérité servant de base aux principes élémentaires du Droit public.*

« Os homini sublime dedit, cœlumque tueri  
» Jussit, et erectos ad sidera tollere vultus. »

OVID.

### § I<sup>er</sup>.

#### *De l'Homme et de la Société.*

**SOMMAIRE.** D'après leur organisation naturelle, d'après la position dans laquelle cette organisation les place, soit à l'égard de leurs semblables, soit à l'égard des autres êtres qui peuplent avec eux la terre, les hommes sont évidemment destinés à vivre en société.

L'état de société est une loi presque universelle dans la nature. Les hommes y sont soumis par le plaisir ; par la nécessité d'attaquer et de se défendre ; par celle de travailler ; par le penchant naturel des deux sexes l'un vers l'autre ; par l'attachement et l'affection des enfans pour leurs pères, et des pères pour leurs enfans.

**L**es hommes sont destinés par la nature à vivre en société. Ils sont portés à se rechercher et à

Les hommes  
sont destinés  
à vivre en société

se réunir par un sentiment inné, qui tient à leur organisation même, et qui leur est propre autant que l'est aux animaux celui qui le porte à chercher leur nourriture et leur conservation.

Cette vérité n'aurait pas besoin d'être démontrée par le raisonnement ; et, pour en demeurer convaincu, il suffirait de contempler d'un œil attentif le spectacle immense de ce vaste univers.

On y voit les êtres animés, quadrupèdes, insectes, reptiles, de simples végétaux et même des corps purement matériels, obéir à cette loi de la nature, et comme attirés les uns vers les autres (1).

C'est donc parce qu'ils sont soumis à cette loi générale que les hommes vivent en société ; et s'ils eussent dû vivre isolés comme quelques êtres d'une intelligence et d'une organisation moins parfaites, on ne les verrait point aujourd'hui réunis et composant des peuples nombreux. Ils n'eussent point agi aussi universellement contre le vœu, la loi, l'institution de la Providence ; et ils seraient encore épars et dispersés sur toute la surface de la terre.

Pourquoi, d'ailleurs, les hommes ne seraient-ils

pas naturellement portés à se rassembler, lorsqu'il existe encore plusieurs espèces d'animaux qui se rallient autour d'eux pour vivre eux-mêmes, soit isolément, soit en société, sous leurs toits et dans leurs habitations, et dont la faiblesse et la constitution sont telles, qu'il est difficile de supposer qu'ils aient pu subsister jamais, se perpétuer et se défendre, sans les soins, la surveillance et la protection continuelle de l'homme; lorsqu'il en existe d'autres surtout qui, pouvant, au contraire, se défendre et se conserver sans son secours, s'attachent cependant à lui volontairement, et semblent sacrifier leur liberté pour unir leur sort au sien et partager sa destinée?

Vainement a-t-on objecté que ces diverses espèces cèdent, avec le temps, à la nécessité et au joug que l'espèce humaine sait leur imposer, et que l'habitude devient pour elles une autre nature. Ne voit-on pas que cette habitude est sans effet à l'égard de ceux qui ne sont point destinés à cette réunion, et que leur instinct s'y refuse constamment?

Il est au surplus facile de concevoir pourquoi les hommes sont portés à se réunir, et en quelque façon forcés de vivre en société. Cette sorte de

nécessité dépend de leur constitution même et de la position dans laquelle elle les place, soit à l'égard de leurs semblables, soit à l'égard de tous les êtres animés.

ombres cau-  
qui, de l'é-  
de nature,  
seraient les  
mes à se ré-  
en société.

En effet, qu'on les suppose un instant placés dans cet état que les Publicistes ont communément appelé *l'état de simple nature*, c'est-à-dire, avant qu'aucune Société se fût formée entre eux, la conformation physique de chacun d'eux étant la même, leurs moyens d'attaque et de défense étant alors semblables et leurs forces à-peu-près égales, n'ayant aucun motif pour s'attaquer et se combattre, du moins lorsqu'ils n'y sont excités par aucun besoin, par aucune passion, lorsqu'ils sont au contraire calmes, satisfaits et rassasiés, ils devront, à la première vue, être, avant tout, frappés de la ressemblance existante entre eux ; et si, d'abord, ils s'inspirent mutuellement quelque défiance, ils seront bientôt rapprochés par un instinct de curiosité; ils ne se fuiront et ne se redouteront pas plus que ne se redoutent et ne se fuient entre eux les animaux, même de l'espèce la plus féroce et la plus sauvage.

Bientôt ils devront successivement s'observer, se reconnaître, se rapprocher, se communiquer

leurs idées, quelque simples qu'elles soient encore, par des cris, par des sons d'abord inarticulés ou par des signes ; remarquer la similitude et l'analogie de ces idées, et éprouver le plaisir de se trouver, sous cet autre rapport, autant de ressemblance que sous le rapport de leur conformation extérieure (a).

Vifs et gais, comme tous les animaux, lors-

---

(a) Plus les hommes seraient rapprochés de cet état de *simple nature* que je suppose ici, plus leurs idées seraient semblables les unes aux autres. Dans l'état actuel de la civilisation, le grand nombre des connaissances acquises a donné à ces idées une grande variation ; mais nous éprouvons toujours le même plaisir lorsque nous rencontrons ceux dont le jugement se rapprochent de notre manière de voir et de penser. « Il n'y a rien de si naturel à l'homme, dit l'auteur de la *Science du Gouvernement*, que le désir d'être aimé des autres hommes..... Il est facile de le reconnaître en s'imaginant un état où tout le monde nous condamnerait et où personne ne nous regarderait qu'avec mépris, ou en se figurant un oubli général de tous les hommes envers nous : qui pourrait souffrir cette vue sans effroi, sans trouble, sans abattement ? Or, si cette vue nous abat, il faut que la vue contraire nous soutienne, sans même que nous y fassions réflexion. » (*Science du Gouvernement*, t. III, chap. IV.)

qu'ils sont à l'abri du danger et exempts d'inquiétude, surtout dans la jeunesse, ils se rechercheront et se livreront ensemble à des jeux, à divers exercices, tels que la danse, la lutte et la course.

Ils ne tarderont pas à s'apercevoir qu'ils peuvent se rendre réciproquement service, et, par là, ils sauront apprécier déjà le bien-être de se trouver réunis, de vivre ensemble; et lorsqu'au contraire ils resteront seuls et isolés, ils seront secrètement atteints d'un sentiment de tristesse et d'ennui.

La nécessité  
le se mettre en  
arrêt: nouveau  
motif pour les  
hommes de vi-  
re réunis en so-  
ciété.

D'un autre côté, leurs forces, quelque grandes qu'on les suppose dans cet état antérieur à toute société, étant insuffisantes pour qu'ils puissent se défendre isolément avec avantage contre un grand nombre d'animaux dont ils auraient à craindre les insultes, la nécessité de leur résister, de les combattre, souvent de les attaquer, sera un motif plus puissant encore pour leur faire reconnaître l'utilité de se rassembler et de rester réunis.

Ils marcheront en troupes, comme le font quelques-uns des ennemis qu'ils ont le plus à redouter; ils choisiront, comme eux aussi, un même

lieu pour retraite, surtout pendant la nuit (a); et s'il en est un qui, venant à s'égarer, reste éloigné de ses compagnons dans un endroit solitaire et écarté, il sera aussitôt ému par un sentiment d'inquiétude.

Pour rendre l'accès de leur asile plus difficile, pour y trouver plus de sécurité, ils chercheront à l'environner de pierres, de bois ou de fossés.

La nécessité du travail a la même influence et le même résultat.

Dans certains climats, où la rigueur du froid est extrême, dans les climats tempérés même, où les hivers humides et pluvieux se prolongent pendant une assez grande partie de l'année, il ne leur suffira pas de se revêtir de la dépouille des animaux qu'ils auront terrassés. Quoique forts et endurcis, ils en viendront néanmoins à se construire une retraite où ils puissent se mettre à l'abri de l'intempérie des saisons, et se soustraire

---

(a) « Comme les forces de chacun sont bornées à une certaine sphère d'activité qui ne s'étend pas fort loin, il est nécessaire, avant toutes choses, que ceux qui veulent s'entre-secourir *se joignent ensemble dans un même lieu*, pour être à portée d'accourir au besoin, et d'agir de concert contre un ennemi qui viendrait les insulter. » (PUFENDORF, trad. par Barbeyrac. *Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, chap. VI.)

aux atteintes mortelles des orages, des vents et des frimats.

Plusieurs espèces se nourrissent des mêmes grains et des mêmes fruits que l'homme : il sera donc contraint de leur disputer une partie de sa nourriture, de les chasser, de les éloigner, de s'assujettir à une surveillance pénible et continuelle, ou d'élever des enceintes qui défendent l'approche de ses provisions et qui rendent ses soins moins fatigans.

La terre ne produit pas dans tous les temps de l'année et dans toutes les années des fruits également abondans ; et si les hommes n'avaient point été pourvus de la faculté d'observer, de comparer, de raisonner ; s'ils n'avaient point été doués d'un sentiment réfléchi de prévoyance, ou même, si l'on veut encore, d'une sorte de pressentiment, ils auraient été bientôt détruits par le manque de nourriture, par la famine ; mais, au contraire, avertis, après les dernières chaleurs de l'automne, par la chute des feuilles décolorées qui couvrent alors la terre, et par celle des fruits mûris et détachés de leurs tiges, de l'approche de cette saison triste et stérile, pendant laquelle la nature glacée semble être



sans force et sans vie, ils recueilleront soigneusement toutes les choses nécessaires à leur subsistance jusqu'au retour des beaux jours ; ils les transporteront dans le lieu de leur retraite, et assureront leur existence par cette précaution indispensable.

Non-seulement toutes les années, toutes les saisons ne donnent pas des grains et des fruits avec une égale abondance, mais encore la terre n'est pas par-tout aussi fertile ; elle ne produit pas toujours d'elle-même ce qui convient le plus à la nourriture de l'homme (2). Les hommes sont donc alors dans la nécessité de seconder la nature par leurs soins et par leurs travaux ; ils sont obligés d'arracher, soit avec leurs mains, soit avec des pierres tranchantes, ou des branches d'arbres dépouillées de leurs feuilles, des arêtes, des ossemens (jusqu'à ce que leur industrie leur ait procuré des instrumens plus commodes), les plantes qui leur sont inutiles ou nuisibles, et de disposer ainsi le sol à recevoir celles qu'ils veulent y substituer (a) (3).

---

(a) Les anciens habitans des Canaries ne labouraient

saires au soutien de leur existence. Cependant y survient des années de détresse. L'ardeur prolongée des rayons directs d'un astre brûlant peu aussi bien que l'absence de toute chaleur, desscher, dépouiller, épuiser la terre, et, par une cause toute opposée, amener la même stérilité des résultats également funestes.

En même temps, c'est dans ces climats que les animaux, les insectes, les reptiles, sont plus à craindre; c'est là surtout que plusieurs d'entre eux se rassemblent en troupes innombrables, qu'ils parcourent à l'improviste les campagnes et les habitations comme un torrent destructeur, dévastant, saccageant, bouleversant tout sur leur passage. Les hommes, rassemblés réunissant leurs efforts, ont alors peine à détourner leurs ravages, à se soustraire à leur insatiable avidité. S'ils restaient éloignés les uns des autres ils se trouveraient hors d'état de se prêter aucun secours, et deviendraient infailliblement la proie d'ennemis aussi nombreux et aussi redoutables.

Ainsi, dans ces régions, qui, sous certains rapports, semblent favorisées de la nature, mais qui d'un autre côté, sont assujetties à de grands désastres, la prévoyance et le travail ne sont donc p

inutiles aux hommes. Il faut qu'ils cherchent à prévenir ces fléaux, à les arrêter, à les détruire dans leur principe, ou qu'ils se réunissent pour tenter de leur opposer des barrières et des obstacles difficiles à surmonter. Ils ne sont, en aucun lieu, exempts de peines et de soins; et, d'ailleurs, lors même que l'on voudrait admettre que le travail ne fût pas, dans quelques pays, un motif suffisant de réunion, il en existerait encore, ainsi qu'on vient de le dire, deux autres assez puissans : l'un est la nécessité de se défendre, et l'autre le plaisir de se trouver ensemble, plaisir qui devient d'autant plus vif qu'on a moins d'occupation forcée; à moins que l'on ne veuille supposer des hommes entièrement inactifs, pour ainsi dire immobiles et inanimés.

Si, d'ailleurs, la plupart des animaux, se rapprochant de la loi qui régit les végétaux, et comme eux ne pouvant se perpétuer et se multiplier que dans certaines contrées, paraissent par cela même attachés au sol, les hommes, au contraire, destinés par la nature à peupler la terre entière, plus libres et moins dépendans d'une rigide influence, ne se trouvent point ainsi limités à quelques lieux particuliers et circonscrits. Ils se

L'espèce  
maine n'est  
limitée à q  
ques lieux p  
culiers.

perpétuent et se multiplient sur les hautes montagnes, au milieu des forêts ou des vastes plaines, dans les vallées profondes, sous un ciel brûlant ou glacé, sur les terrains calcinés et profondément minés par le feu souterrain des volcans, sur ceux qu'ils ont su conquérir et soustraire à l'empire des eaux, sous l'équateur et jusqu'aux deux extrémités de la terre.

intelligence  
naïve ex-  
trait enco-  
toute idée  
n état pri-  
if d'isole-  
at.

Leur esprit attentif et laborieux recherche, étudie, surprend les agens secrets, les causes premières et cachées de la nature; par leur action et leur pensée, ils étendent leur puissance. L'univers entier devient leur domaine, et la terre, destinée à leur usage, est comme obligée de se soumettre et d'obéir à leur volonté. Bientôt elle est modifiée et appropriée par eux à tous leurs besoins, à tous leurs désirs (4).

Mais, pour qu'ils puissent atteindre à ce haut degré de force et de richesse, pour qu'ils puissent pénétrer les secrets de la nature, combattre et soumettre les élémens, extraire et travailler les métaux, fabriquer des armes, des instrumens commodes d'agriculture, construire des machines ingénieuses, bâtir des maisons solides, de vastes cités, édifier des palais superbes et des

temples majestueux dont la hardiesse et la conception même étonnent l'imagination, il faut nécessairement que leurs propres facultés se développent et s'étendent suivant les lieux, les circonstances, les climats et les productions de chaque pays, et qu'ils éprouvent un penchant naturel au travail qui exclut toute idée d'un état primitif d'isolement, dans les diverses contrées où ils ont ainsi cultivé les sciences, où ils ont découvert et créé des arts et des métiers (5).

Par d'autres causes encore qui sont propres à l'espèce humaine toute entière et dans quelques lieux qu'elle se trouve, il est également impossible de concevoir que l'état d'isolement ait pu exister un seul instant.

Une autre cause de société entre les hommes résulte du penchant des deux sexes l'un pour l'autre et de l'union nécessaire.

En effet, un sentiment impérieux rapproche les deux sexes l'un de l'autre, et il est absurde de prétendre que leur union ait pu n'être que fortuite et momentanée (a).

Pour se convaincre qu'il n'a pu en être ainsi, il suffirait de remarquer que leur société constante et prolongée n'est point une loi exclusive-

ment propre au genre-humain, que cette union durable est au contraire une loi à laquelle beaucoup d'espèces différentes obéissent ; et il en est même plusieurs qui , par leur fidélité et leur tendresse , peuvent donner à la nôtre l'utile exemple des vertus conjugales.

C'est de cette manière que vivent presque toutes celles qui jouissent de leur liberté , et parmi lesquelles le nombre des mâles égale à-peu-près celui des femelles : et à l'égard de celles parmi lesquelles les individus de différens sexes ne peuvent pas rester attachés aussi intimement , aussi exclusivement les uns aux autres , souvent les mâles et les femelles n'en restent pas moins unis et vivans les uns près des autres dans une véritable société.

Motifs particuliers de l'état l'union et de société habituelle entre l'homme et la femme.

Au reste , combien de motifs particuliers pour que l'union de l'homme et de la femme soit durable ! Sans parler de la prévoyance , qui seule pourrait mettre obstacle à ce qu'ils s'abandonnassent subitement pour être bientôt après forcés de rechercher un autre rapprochement ; sans parler de la confiance mutuelle qu'exige une union aussi intime , de l'attachement , de la sympathie qui naît du plaisir même et de l'habitude , la

femme, moins robuste et sans moyens de défense, éprouve le besoin de s'assurer un protecteur qui la garantisse des entreprises et des violences auxquelles elle serait, sans cet appui, continuellement exposée ; et l'on conçoit aisément que sa tendresse, sa prévenance, ses caresses et ses soins sont un moyen infaillible et prompt de réussir.

Bientôt approche le temps où elle va devenir mère ; sa sollicitude ne peut que s'accroître : celle de l'homme augmente aussi. Ils vivent déjà l'un et l'autre pour ce nouvel être qui, confié par la nature au sein maternel, leur appartient à tous deux, et sur lequel se réunissent et se confondent leur amour et leur tendresse, avant même qu'il ait vu le jour.

Il naît, et ce moment d'une nouvelle et incomparable jouissance resserre encore les nœuds qui les unissent ; mais la faiblesse de la femme, suite naturelle des douleurs dont elle ne regrette pas d'avoir acheté le plaisir d'être mère, mais la fragile existence de son enfant, la protection et les secours qu'ils réclament l'un et l'autre permettraient-ils donc à l'époux de les abandonner ? Comment pourrait-il ne pas leur vouer son existence toute entière (6) ?

Ce premier fruit de leur amour, soutenu, protégé par eux, croît et s'élève sous leurs yeux. Avant peu, il apprend à les distinguer, à les reconnaître l'un et l'autre. Il tourne déjà vers eux ses doux regards, ses caressantes mains. Il invoque, il appelle sur lui par ses grâces naïves et touchantes, leur assistance et leur appui. Cependant, c'est par degrés et avec lenteur que ses membres délicats s'affermissent, qu'il acquiert de nouvelles forces, qu'il parvient à se soutenir, à faire un utile usage de ses sens. Ses diverses facultés ne se développent que par l'exemple et par la direction que sont obligés de lui donner ceux dont le secours lui reste, par cela même, longtemps indispensable.

Cette continuité de surveillance et de soins, devenue nécessaire par l'existence d'un premier né, suffirait seule pour rendre la société de l'homme et de la femme constante et durable, lors même que la naissance de plusieurs autres enfans ne viendrait pas successivement prolonger et de plus en plus cimenter cette union (a).

---

(a) Les voyageurs assurent que, dans le nord de l'Amérique, les femmes se persuadent naturellement que la



« L'obligation de nourrir ses enfans , chez les animaux , est telle , dit M. de Montesquieu , que la mère peut ordinairement y suffire. Elle a plus d'étendue chez les hommes. Leurs enfans ont de la raison ; mais elle ne leur vient que par degrés. Il ne suffit pas de les nourrir , il faut encore les conduire : déjà ils pourraient vivre , et ils ne peuvent pas se gouverner » (a).

Le père et la mère , dans l'accomplissement des devoirs d'une active et vigilante protection , rencontrent chaque jour une source nouvelle d'affection et d'amour pour ceux qui en sont l'objet. Mais ce n'est pas seulement en eux-mêmes que des devoirs et des soins si doux à

---

prudence et la conscience même exigent qu'une mère amène un premier enfant au point de se nourrir de gibier et de pouvoir la suivre à pied , à travers les forêts , avant que de s'exposer à en avoir un autre.

(a) (Esprit des lois , liv. XXIII , chap. II). — J.-Jacques lui-même a dit : « *Bien que l'homme ne couve pas comme le pigeon , et que n'ayant pas non plus de mamelles pour allaiter , il soit à cet égard dans la classe des quadrupèdes* , les enfans sont si long-temps rampans et faibles , que la mère et eux se passeront difficilement de l'attachement du père et des soins qui en sont l'effet. » (*Emile*, tom. IV , liv. V.)

remplir ont leur récompense ; ils en reçoivent bientôt une nouvelle de la reconnaissance filiale par les bons offices qu'elle rend à son tour à la vieillesse.

Déjà le père de famille peut placer sa confiance et l'espoir de ses vieux jours dans celui qui le premier reçut de lui l'existence, et bientôt encore dans ses autres enfans (a) (7).

Comment concevoir que, pour aller vivre isolément dans une triste et dangereuse solitude, il fût non-seulement naturel, mais possible aux membres de cette jeune famille de se séparer volontairement des auteurs de leurs jours ?

Comment concevoir que ceux-ci voulussent aussi chercher ou même consentir à les délaisser, et à se priver par là de la consolation et des soutiens de leurs vieux ans ?

Les enfans eux-mêmes, vivant ensemble dès leur tendre jeunesse et n'ayant pas pu se redouter ni s'inspirer aucune défiance, éprouvent de plus en

---

(a) Un père de l'Eglise place la relation des pères et des enfans immédiatement après celle que les hommes ont avec Dieu. « *Secunda post Deum federatio.* » (Saint Jérôme, ép. XLVII.)

plus chaque jour et en mille circonstances le plaisir et l'avantage d'être réunis (a).

C'est ainsi que l'utilité, le besoin, la sympathie, la voix du sang, une douce habitude, un sentiment aussi naturel que celui de la joie ou de la douleur, attachent les uns aux autres tous les membres d'une même famille.

C'est pour cela que, souvent, au milieu de la plus nombreuse société, au milieu du tumulte des villes et de ce qu'on appelle les plaisirs du monde, s'ils sont éloignés de leurs pays natal et de leurs familles, s'ils n'éprouvent plus ces impressions du premier état d'innocence, les hommes trouvent en eux-mêmes un vide pénible, et sont atteints et consumés par un sentiment vague de tristesse et d'ennui, par une insurmontable et profonde mélancolie.

La famille réunie s'accroît et se multiplie en peu de temps ; et bientôt aussi les mêmes causes

Formation de  
sociétés civiles  
(publiques ou  
nationales.)

---

(a) « L'homme, dit encore M. de Montesquieu, naît en société et il y reste.... » (*Esprit des lois*.....)

« C'est par la pente de sa nature que l'homme persiste à vivre en société. En lui donnant des besoins, la nature le rendit sociable et lui défendit d'être farouche et sauvage. » (*Système soc.*, ch. xvi.)

rapprochent les familles entre elles. Une plus grande réunion procure de plus grands avantages, augmente la sécurité de la société, ajoute à la facilité des travaux, développe, perfectionne l'industrie ; et l'industrie elle-même donne de nouveaux moyens d'existence, de commodités et de bonheur (8).

Voilà de quelle manière *les sociétés civiles* (a) se forment, s'étendent et s'accroissent.

Voilà de quelle manière les peuples nombreux doivent se former.

Nous dirons bientôt comment ils peuvent et doivent se conserver.

---

(a) *Publiques ou nationales.* Voy. Préface, pag. xxxi  
lxiv et suiv.

## § II.

*Réfutation de quelques opinions opposées à la vérité établie dans le précédent paragraphe.*

**SOMMAIRE.** On ne peut supposer que l'organisation primitive des hommes ait jamais été différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Cette supposition, qui ne peut se fonder sur rien de positif, est d'ailleurs sans aucune utilité.

Les différentes modifications de l'état de société peuvent modifier, changer, étendre ou affaiblir les inclinations primitives, les facultés physiques et morales, mais ne peuvent entièrement anéantir dans le cœur humain le germe des sentimens que la nature y a placés.

Elles ne peuvent surtout créer un sentiment qui n'aurait pas son premier mobile dans l'organisation naturelle ; et l'homme de la nature, en ce sens, ne serait pas moins parfait que l'homme civilisé.

Il ne faut attribuer à l'accroissement de la population et à l'état de société la dépravation du genre-humain, à de certains égards, que parce que le perfectionnement des institutions ne s'est point avancé, jusqu'ici, dans une proportion égale à l'accroissement de la population.

Conséquence et conclusion.

Pour qu'il en fût autrement que nous ne l'avons exposé dans le premier paragraphe de ce chapitre, il faudrait pouvoir arracher du cœur de l'homme tous les sentimens qui lui sont naturels et qui tiennent à son organisation, détruire jusqu'à sa constitution même, et créer à sa place

On ne peut supposer que l'organisation primitive de l'homme ait été différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

un nouvel être qui fût entièrement différent de ce qu'il est en effet.

Première sup-  
position inad-  
missible de J.-  
Jacques et d'A-  
ristote.

C'est ce que *Jean-Jacques* a été obligé de supposer pour étayer son bizarre système sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes.

Au lieu de s'attacher à réfuter *Aristote*, il semblerait plutôt admettre avec lui que l'homme eût été dans l'origine tout différent de ce qu'il est aujourd'hui (a).

Il ne trouve point de difficulté à en faire un animal idéal et fantastique, auquel il n'accorderait même ni l'organisation ni la conformation extérieures que nous lui voyons, et qui le distinguent et le caractérisent depuis un temps immémorial.

Il le supposerait marchant à quatre pieds, velu comme un ours, les regards dirigés et fixés vers la terre, ayant des griffes au lieu d'ongles, de jambes, des mains et des bras semblables à ceux des animaux, et particulièrement des singes, auxquels cependant il l'assimile et l'égale à peine.

---

(a) Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes, I<sup>re</sup> partie.

Selon lui, l'homme aurait été autrefois ce qu'est aujourd'hui le plus imparfait et le plus stupide de tous les êtres.

Certes, rien ne fonde et ne peut soutenir une semblable supposition ; et l'on ne concevrait même pas, si telle eût été originairement l'étrange conformation de l'espèce humaine, comment et pourquoi elle serait aujourd'hui si différente.

C'est ce sur quoi on ne pourrait former que des conjectures aussi peu fondées, aussi déraisonnables que la supposition l'est elle-même (a), et cela sans aucune nécessité, sans qu'il fût possible d'en tirer une induction, une seule conséquence qui pût être utile et s'appliquer à l'état actuel et général de l'homme et de la société : car, lorsqu'il serait vrai que jadis, et en pénétrant dans la nuit des temps les plus reculés, et dont l'histoire, la tradition, la fable, n'ont conservé ni traces ni souvenir, tel eût été conformé l'être dont l'homme, organisé comme il l'est aujourd'hui, eût tiré son origine graduelle et succes-

---

(a) Voy. à ce sujet la Réfutation anatomique donnée par M. Virey. (*Dictionnaire des Sciences médicales*, article *Homme*.)

sive, il est sensible, il est évident, que, l'homme ne ressemblant plus en rien à cet être étrange, il ne pourrait avoir ni le même instinct, ni les mêmes habitudes, ni les mêmes sensations, ni les mêmes mœurs; il ne pourrait obéir maintenant aux lois naturelles auxquelles il eût été originairement soumis dans les temps et pendant la durée de son ancienne et primitive organisation.

Autre supposition également admissible.

D'où il suit qu'il est tout aussi peu fondé, tout aussi peu raisonnable de supposer, comme l'a fait encore *Jean-Jacques*, que depuis sa métamorphose (*mais toujours avant l'établissement d'aucune société*), l'homme était un animal stupide..... indolent.... paresseux..... inactif.... dormant pendant presque tout le temps qu'il n'employait point à se défendre, à se repaître, à chercher une femelle..... sans aucune intelligence... ne pouvant rien prévoir du jour au lendemain, du matin au soir.... *n'ayant pas même d'instinct qui lui fût propre, et ne sachant qu'imiter et s'approprier celui des bêtes....* (a) n'ayant aucun attachement pour sa femelle s'u-

---

(a) Il est bon de faire observer que cette faculté d'imiter et de s'approprier l'instinct des autres animaux



nissant fortuitement avec elle, selon la rencontre, l'occasion et le désir, et la quittant avec la même facilité (9).... sans langage, sans souvenir comme sans prévoyance.... sans tendresse pour ses enfans.... sans amour, sans reconnaissance pour ses père et mère..... solitaire, indifférent pour ses semblables.... ne pouvant rester avec eux..... ayant leur société en aversion.... sans aucune disposition à faire le bien ; devant conséquemment, pour être heureux, vivre toujours isolé, dans les forêts et les déserts, au milieu des animaux sauvages... non moins féroce qu'eux.... sans règles et sans lois, autres que celles d'une aveugle et capricieuse fantaisie..... enfin, *semblable en tout à une machine purement matérielle qui se remonterait par le moyen des sens, sans réminiscence, et qui ne pourrait jamais recevoir d'autre impression que celle du moment.....* (a).

---

suppose une intelligence, un raisonnement qui serait déjà plus que de l'instinct.

(a) ( Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes. )

— Ajoutez encore à ce bizarre système l'apologie du droit d'anthropophagie, qui en est une conséquence assez

Cette autre supposition est détruite, aussi-bien que la première, par les faits, par l'évidence qui en résulte. Car si telles eussent été primitivement les habitudes toutes matérielles de l'homme, pourquoi et comment encore ne seraient-elles plus les mêmes ?....

Si telle avait été sa constitution physique ou sa constitution morale, au lieu de s'être multiplié sur presque toute la surface du globe, son espèce ne se serait-elle pas éteinte ?.... N'aurait-elle pas été anéantie par les animaux féroces et carnassiers qu'elle est au contraire parvenue à détruire ou à repousser dans les lieux qu'elle n'a pu habiter ?... (a).

---

naturelle ; « et si, comme l'observe l'auteur anonyme d'un ouvrage estimable récemment publié, si quelquefois l'instinct rapproche au hasard deux individus de sexe différent, leur appétit satisfait, ils se regarderont avec effroi, et le plus faible se hâtera de fuir dans la crainte d'être dévoré. » (*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 369.)

(a) Peut-être doit-on voir la cause de cet extravagant système, de ces dangereuses et bizarres suppositions, dans un aveu qui semble être échappé à son auteur, et qu'Helvétius a judicieusement remarqué. — « Il n'est point, a dit J.-Jacques, de philosophe qui, venant à

Jean-Jacques a bien cité à l'appui de toutes ses suppositions les exemples de quelques individus sauvages qui avaient contracté l'habitude de marcher plus souvent et plus facilement à quatre pieds que debout, et dont peut-être la structure et la conformation physique étaient défectueuses.

Quelques exemples particuliers ne prouvent rien contre un ordre de choses général.

Il a cité l'exemple d'un enfant trouvé, en 1344, auprès de Hesse, où il avait été nourri par des loups, et qui avait été conduit à la cour du prince Henry; celui d'un autre enfant rencontré en 1794, dans les forêts de la Lithuanie, où il avait vécu parmi les ours; celui d'un petit sauvage trouvé en Hanovre, et mené à la cour d'Angleterre, qui avait eu toutes les peines du monde à marcher sur deux pieds; et celui de deux autres sauvages trouvés dans les Pyrénées,

---

connaître le vrai et le faux, ne préférât le mensonge qu'il a trouvé à la vérité découverte par un autre..... Quel est, ajoute-t-il encore, le philosophe qui, pour sa gloire, ne tromperait pas volontiers le genre-humain? » (*Emile*, tom. III, pag. 50). — Quelle étrange idée de la gloire !... Et quelle opinion concevoir d'un philosophe aux yeux duquel elle se présente sous un tel aspect ?...

*et qui couraient par les montagnes à la manière des quadrupèdes ».*

Mais de tels exemples ne prouvent rien (

*Premièrement*, parce qu'ils sont extrêmement rares, et que l'on ne pourrait considérer comme un état naturel celui qui ne serait constaté que par quelques exceptions entièrement contraires à la règle générale et à un ordre de choses universel.

*En second lieu*, parce que ces habitudes de cette conformation singulière proviennent sans doute de quelques circonstances extraordinaires comme cela était en effet à l'égard des deux sauvages des Pyrénées, qui ont été trouvés au milieu des animaux, où, vivant depuis leur enfance ils avaient pu contracter des habitudes contraires à leur nature.

« L'histoire de tout être agissant (dit judicieusement l'auteur de l'Essai sur l'Histoire de la Société civile) doit être tirée de sa condition dans la situation pour laquelle il fut formé, non pas des apparences qu'il montre dans

---

(a) Voy. la réfutation donnée par J. - Jacques même dans les notes jointes au Discours sur l'origine des fondemens de l'inégalité parmi les hommes.

état forcé et extraordinaire : *ainsi un sauvage pris dans les bois où il aurait vécu séparé des êtres de son espèce*, est une exception tout-à-fait particulière sur laquelle on ne peut se fonder comme sur un exemple général. » (a).

D'autres exemples de quelques hommes qui auraient été rencontrés isolés, et qui auraient témoigné tout à la fois un grand éloignement pour la société des peuples civilisés et un désir ardent de retourner dans leurs forêts, ne prouveraient pas davantage que les hommes soient naturellement ennemis de toute association.

On se tromperait si l'on regardait ce désir si prononcé comme une preuve d'aversion pour la société; il est plus que probable que ce n'était au contraire qu'un effet du constant attachement de ces sauvages pour les peuplades auxquelles ils appartenaient, et dont quelques circonstances

---

(a) (FROUSSION, *Essai sur l'histoire de la société civile*, chap. I, de l'état de nature, pag. 8.) — « On a toujours vu les hommes attroupés, dit encore le même auteur, soit qu'ils fussent en paix ou en guerre, soit qu'ils menassent une vie errante ou qu'ils eussent des établissemens stables. La cause qui les rassemble, quelle qu'elle soit, est, sans contredit, un principe d'union entre eux. » (*Ibid.*, chap. III.)

inconnues les avaient séparés ; et tandis que l'on a cru trouver, dans leur tristesse ou leur disparition subite, une preuve non équivoque d'un éloignement bien réel pour les hommes, d'un invincible amour pour la solitude, il y a tout lieu de présumer qu'ils étaient dirigés dans leur conduite par un sentiment profond et ineffaçable de souvenir et d'affection pour leurs semblables (a).

Ce fut ce sentiment qui détermina le Hottentot que *Van-der-Stel*, gouverneur du Cap, avait fait prendre dès l'enfance, et qu'il avait fait élever dans les principes de la religion chrétienne et dans la pratique des usages européens, à se dépouiller de ses riches vêtemens pour se couvrir d'une peau de brebis, et à renoncer à tous les avantages qui lui étaient assurés, pour retourner parmi les siens.

---

(a) Suivant Charlevoix, « ce qui ressemble le plus à la dévotion dans un sauvage de l'Amérique, ce n'est pas la peur des sorciers, ni la confiance qu'il a dans la protection des esprits de l'air et des forêts ; c'est l'ardente affection avec laquelle il chérit son ami, vole à ses côtés dans toutes les occasions périlleuses, et même souvent invoque son esprit lorsque, loin de lui, il se voit surpris par le danger » (*Histoire du Canada*).

D'ailleurs, l'attachement, l'amitié, la sympathie, ne doivent naturellement résulter que de la confiance que fait naître une certaine analogie dans les habitudes, les usages, les mœurs, et même dans les formes extérieures du corps. L'aversion de ces individus pour les étrangers qui se sont emparés d'eux a donc pu provenir aussi, tant de la violence qu'ils ont éprouvée, que de la différence de toutes les habitudes, de la couleur de la peau, des traits de la figure, et encore de la différence du langage et des gestes, et de la difficulté de se faire comprendre.

Enfin si, comme nous venons de le dire, quelques faits rares et souvent mal constatés, en opposition avec le fait général de la civilisation et de la société, ne peuvent prouver dans l'homme un penchant pour la solitude et une aversion naturelle pour l'état de société, la raison rejette également une assertion aussi choquante et aussi absurde.

La raison se refuse aussi à la supposition que l'homme ait de l'aversion pour la société.

En effet, à quel point n'est-elle pas démentie par la seule énumération des facultés de l'homme, cet être intelligent, actif, laborieux, sensible, compatissant, généreux, reconnaissant, industriel, prévoyant, trouvant en lui-même tant de ressource et d'habileté, soit qu'il imite, soit

qu'il invente , supérieur à tous les animaux , doué de toutes les qualités physiques et morales réparties et diversement distribuées sur chacune des espèces des êtres animés de ce globe , qui sait conquérir et subjuguer la nature elle-même , pénétrer ses secrets , admirer ses phénomènes , les méditer , porter un regard observateur sur la vaste étendue des cieux , suivre , concevoir , expliquer et prédire le mouvement des astres , replier sa pensée sur lui-même , s'étudier et chercher à se connaître ! Comment imaginer que ce chef-d'œuvre de la nature dans lequel elle se peint et se réfléchit en quelque sorte toute entière (10) , que cet être si merveilleux , si grand , tel qu'il existe encore aujourd'hui , tel qu'il a existé dans tous les temps , d'après les traditions les plus reculées dans l'ombre du passé , ait jamais pu exister dans un état de dessèchement et de dénuement absolu de toute sensibilité , de toutes les facultés des divers organes dont se compose sa constitution morale et physique ? c'est le comble de l'extravagance ou du délire ; c'est ce qui ne peut se concevoir. On doit le nier avec assurance par cela seul que l'on est homme et que l'on peut se connaître ; et celui-là même qui est né au sein du



peuple le plus éloigné de sa première origine, trouve toujours dans la foule des sentimens qui l'animent, ou dont au moins il découvre et aperçoit facilement en lui le principe et le germe, une preuve irrécusable qu'il ne peut en être ainsi. Le cri de la conscience repousse loin de son cœur et de sa pensée ce flétrissant et monstrueux jugement de l'humanité (11).

« Tout annonce dans l'homme et la femme les maîtres de la terre ; tout marque dans l'homme, même à l'extérieur, sa supériorité sur tous les êtres vivans ; il se soutient droit et élevé ; son attitude est celle du commandement ; sa tête regarde le ciel et présente une face auguste, sur laquelle est imprimé le caractère de sa dignité ; l'image de l'ame y est peinte par la physionomie ; *l'excellence de sa nature* perce à travers les organes matériels et anime d'un feu divin les traits de son visage ; son port majestueux, sa démarche ferme et hardie annoncent la noblesse de son rang » (a).

---

(a) (BUFFON, *Histoire naturelle*, première vue de la nature). — « Tantôt, d'une voix forte et harmonieuse, il chante, dans un poëme, les vertus des héros. Tantôt,

L'état de so-  
cété peut modi-  
fier les inclina-  
isons primitives,  
les facultés phy-  
siques et mora-  
les; mais il ne  
peut en détruire  
rien.

Les différentes modifications de l'état de so-  
cété peuvent, à la vérité, changer, accroître ou  
affaiblir les facultés et les forces morales; comme  
les forces et les facultés physiques; mais elles ne  
peuvent anéantir entièrement dans le cœur hu-  
main les sentimens dont le germe et le principe

---

d'un coup de pinceau, il change une toile ingrate en  
une perspective enchantée. Tantôt, le ciseau ou le burin  
à la main, il anime le marbre et fait respirer le bronze.  
Tantôt, prenant le plomb et l'équerre, il se construit un  
palais magnifique. Tantôt, à l'aide d'un microscope, qu'il  
a lui-même inventé, il va découvrir de nouveaux mondes  
dans des atômes indivisibles, ou pénétrer le jeu secret de  
quelque organe. Tantôt, faisant de ce microscope un téles-  
cope, il perce jusque dans les cieux, et va contempler  
Saturne et ses lunes. Revenu dans sa demeure, il prescrit  
des lois aux corps célestes, marque leur route, mesure la  
terre, pèse le soleil. Dirigeant ensuite son vol vers les  
régions les plus élevées de la métaphysique, il recherche  
la nature des êtres, examine leurs rapports et l'admirable  
harmonie qui en résulte; et balançant leurs différentes  
perfections, il voit se former une chaîne immense qui  
les embrasse tous. — *D'autres fois*, moins sublime, mais  
non moins estimable, l'homme s'occupe des arts qui  
peuvent pourvoir à ses besoins ou augmenter ses commo-  
dités. Sa raison se fléchit à tout. La terre, cultivée par  
ses soins, enfante chaque jour de nouvelles productions.  
Le chanvre et le lin se dépouillent de leur écorce pour

y sont placés par la main même de la nature , et qui dérivent de sa propre constitution.

Ainsi , par exemple , toute action criminelle , toute action contraire aux lois et aux sentimens inséparables de la constitution humaine , laissera toujours , quoi qu'on en ait pu dire , dans la conscience de l'homme le plus pervers ou le plus

---

lui fournir le vêtement. La brebis lui abandonne sa riche toison , et le ver à soie file pour lui sa précieuse trame. Le métal docile se moule dans ses mains. La pierre s'amollit sous ses doigts. Les arbres les plus grands et les plus forts tombent à ses pieds et prennent un nouvel être. Tous les animaux sont soumis à ses lois , et les plus féroces même n'insultent point impunément sa couronne... Il attache les uns à son char ; il fait par les autres sillonner ses guérets ; il trouve dans les autres ses portefaix , ses chasseurs , ses gardes , ses musiciens. Enfin , l'homme se fraye une route hardie à travers le vaste Océan , et unit par la navigation les deux extrémités de la terre.... — La nature est le trône extérieur de la magnificence divine ; l'homme qui la contemple , qui l'étudie , s'élève par degrés au trône intérieur de la Toute-puissance ; fait pour adorer le Créateur , il commande à toutes les créatures ; *il établit entre les êtres vivans l'ordre , la subordination , l'harmonie* ; il embellit la nature même ; il la cultive , l'étend et la polit , en élague le chardon et la ronce , et y multiplie le raisin et la rose » (*ibid.*).

dépravé, l'impression pénible, le souvenir inévitable et vengeur, le douloureux tourment des remords.

« Le criminel, dit l'illustre auteur de l'Examen critique du *Prince* de Machiavel (le roi de Prusse), ne pourra jamais étouffer ce témoignage intérieur de sa conscience qui dépose contre lui. Il ne pourra point imposer silence à cette voix puissante qui se fait entendre jusque sur le trône des rois. Il ne pourra point éviter cette funeste mélancolie qui frappera son imagination et qui sera son bourreau en ce monde » (a).

« De ses remords secrets, triste et lente victime,  
» Jamais le criminel ne s'absout de son crime. » (b) (12

L'état de société ne peut tout créer un sentiment dont le germe ne serait point inhérent à la nature même de l'organisation humaine.

Mais une autre proposition encore moins susceptible d'être révoquée en doute, c'est qu'assurément l'état de société ne peut ni faire naître, ni étendre ou développer une affection, une pensée

---

(a) L'Anti-Machiavel, chap. VIII.

(b) Poème de la religion, chant I, vers 411.

« *Facinora ac flagitia sua ipsi quoque in supplicium verterunt...* » TACIT., *Ann.*, lib. VI.

» *Exemplo quodcumque malo committitur, ipsi*

» *Displicet auctori.....* »

JUVÉNAL.

un sentiment quelconque, si la source et le premier germe de ce sentiment ne sont pas naturels à l'homme, c'est-à-dire inhérens à son organisation ; car, comment la puissance qui ne peut détruire aurait-elle la faculté de créer ?

Par exemple, si l'homme civilisé est susceptible de haine, de jalousie, de fureur, de pitié, d'amour, de reconnaissance, l'homme supposé dans l'état de simple nature et placé dans l'isolement le plus absolu, sera de même susceptible de ces divers sentimens. Ils tiennent à l'organisation de cet homme, qui est celle de tous les individus de l'espèce humaine, et ils se manifesteront aussitôt que les circonstances propres à les exciter, à les développer, se seront présentées.

C'est précisément là ce qui fait que l'éducation doit en quelque sorte être considérée comme une seconde nature, puisqu'elle peut, en même temps, développer les bonnes dispositions, les sentimens généreux, et apprendre à l'homme à combattre et à surmonter les autres.

On doit donc entrevoir, d'après cela, quelles sont les véritables causes de la dépravation sociale.

Véritables causes de la dépravation sociale

Tout s'enchaîne et se lie dans l'univers.

Les mœurs, en général, influent puissamment sur l'éducation publique et privée, et la nature des institutions n'influe pas moins sensiblement sur les mœurs.

Le besoin, la misère, l'excès d'un travail continuel et accablant, auquel une grande partie de la population est soumise, auquel l'homme se trouve condamné, avant même que ses forces et son corps aient acquis les développemens nécessaires, sont peut-être aussi quelques-unes de ces causes auxquelles il ne serait pas impossible que les institutions portassent remède.

L'accroissement même de la population, du moment où il se trouve hors de toute proportion avec la bonté de ces mêmes institutions, peut souvent mettre obstacle aux plus douces impressions de la nature, et placer les hommes dans un état d'isolement réel au milieu de la société.

Nous ne répéterons pas, avec Jean-Jacques, que depuis long-temps les mères ont généralement cessé de nourrir l'enfant auquel elles ont donné la vie. Rendons à cet écrivain célèbre une justice qui ne doit pas lui être contestée. Sachons-lui gré de ce que l'un de ses ouvrages a déjà puissamment contribué à déraciner ce funeste abus,

et à ramener dans un grand nombre de familles l'observation d'un devoir sacré. Emprions-nous de reconnaître que, si ses erreurs ont pu nuire à l'humanité, d'utiles vérités et de sages conseils éloquemment exprimés par lui ont été et peuvent encore être pour elle d'un grand secours.

Mais disons que l'éducation de cet être si faible, qui a besoin de tant d'amour, de douceur et d'indulgence, est trop souvent encore entièrement livrée à des mains étrangères. Disons, surtout, que lorsqu'il rentre ensuite dans le monde (s'il lui reste quelques idées de justice, quelques principes d'équité et de vertu), il est d'abord révolté de ce qui se passe sous ses yeux, de l'indifférence, de l'orgueil, de l'ingratitude des uns; de la mauvaise foi, de la méchanceté des autres; de l'arbitraire, du désordre, de l'imperfection des institutions et des gouvernemens eux-mêmes. Puis cependant il s'accoutume, il cède aux mauvais exemples; et voilà comment les bonnes dispositions, les sentimens nobles et généreux s'émoussent et s'affaiblissent dans l'homme, et se trouvent insensiblement remplacés par les vices qui le dégradent et l'avilissent. Suivant Helvétius, dans la

abusent tout à la fois les sens et la raison , laissant au contraire dans le cœur de l'homme un vice importun , un dégoût de lui-même et de la vie.

Terminons ces réflexions , qui ne se rattachent au surplus, qu'indirectement à notre sujet, en l'appuyant de l'opinion de Jean-Jacques lui-même. Il convient (et en cela, comme en plus d'une autre circonstance (a), il se trouve en opposition avec ses propres idées) que la pitié est un sentiment naturel à l'homme, aussi-bien qu'aux animaux eux-mêmes; et il rappelle à ce sujet l'exemple qu'a cité l'auteur de la fable des abeilles, d'un homme enfermé qui aperçoit au dehors une bête féroce arrachant un enfant du sein de sa mère, brisant sous sa dent meurtrière les faibles membres, et déchirant de ses ongles les entrailles palpitantes de cet enfant. « Quelle affreuse agitation , dit-il , n'éprouverait point ce témoin d'un événement auquel ne prend aucun intérêt personnel ! quelles an

---

(a) On trouve dans Helvétius le rapprochement de quelques-unes des nombreuses contradictions de J.-Jacques avec lui-même. ( Voy. entre autres *de l'Homme de son Education* , sect. v , chap. 1 , tom. II , pag. 54.



gones ne souffre-t-il-pas, à cette vue, de ne pouvoir porter aucun secours à la mère évanouie et à l'enfant expirant ! » (a).

De tout ceci et de cet aveu même, échappé à l'auteur que nous réfutons, il faut, quant à présent, nous borner à conclure que, malgré toutes les exceptions possibles, il y a nécessité d'en revenir à cette vérité simple et positive, que *les hommes, en général, d'après leur constitution naturelle, d'après la situation dans laquelle ils se trouvent placés, soit à l'égard de leurs semblables, soit à l'égard des autres êtres qui peuplent avec eux la terre, sont destinés à vivre en société* (b) (13).

Conséquence  
de ce qui précède et conclusion.

---

(a) Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes, *I<sup>re</sup> partie.*

(b) Si, comme J.-Jacques, dans un accès de mysanthropie, a cru pouvoir le supposer, les hommes étaient aussi bien nés pour la solitude que pour la société ; s'il n'était pas plus utile pour eux de se rechercher, de s'aimer, que de rester dans l'isolement le plus absolu, il serait peut-être indifférent de fortifier, de développer dans leur cœur le germe des inclinations, des penchans et des vertus qui tendent à les unir plus étroitement, ou de jeter et de faire croître en eux les semences des passions et des vices qui tendent au contraire à les rendre redoutables les uns pour les au-

Cette vérité importante est la véritable base des principes élémentaires du DROIT PUBLIC, des droits

---

tres et à les diviser. Mais la solution de cette question est sans difficulté ; elle gît toute entière dans le rapprochement et l'observation des faits les plus simples, et tout se réduit à savoir s'il est plus avantageux pour l'homme d'habiter une ville élégamment construite, propre, salubre, bien située, ou d'habiter un lieu marécageux et malsain, un désert peuplé de bêtes farouches ; d'avoir pour asile une maison aérée, solide, ou de se retirer dans un tronç d'arbre, dans une hutte enfumée ; d'être vêtu d'habits commodes, ou d'être exposé nu à l'intempérie des saisons ; de boire dans un verre de cristal ou dans le creux de sa main ; de prendre ses repas environné de sa famille et de ses amis, autour d'une table abondamment servie des fruits les plus succulens et les plus suaves, ou de manger, à l'écart, de la chair crue et des fruits amers et sauvages. — Un homme de bon sens, un véritable législateur doit, avant tout, savoir distinguer l'abus des choses d'avec leur utilité ; car il importe de ne pas chercher à anéantir follement ce qui est utile : il ne faut que se garantir du mal qui peut en résulter. De grands désordres existent encore dans une société imparfaite ; on doit donc s'efforcer de la régler, de la perfectionner davantage, de lui donner une organisation propre à les réprimer et même à les prévenir. Mais la société est le premier de tous les biens, celui d'où tous les autres découlent sur l'humanité : on doit donc bien se garder de la rendre odieuse et de travailler ainsi à la troubler et à la détruire.

et des devoirs de l'homme considéré comme citoyen.

Il en résulte que les *institutions sociales* doivent religieusement respecter tout ce qui tend au maintien de la société, et éviter scrupuleusement tout ce qui pourrait la faire haïr et la faire considérer plutôt comme un mal que comme un bien. « Une nation entière (dit avec raison Vattel, quoique tirant de cette vérité une conséquence différente et en faisant une application moins directe et moins rapprochée que celle-ci) demeure soumise aux lois de la nature, et est obligée de les respecter dans toutes ses démarches » (a).

Il en résulte que, dans leurs propres intérêts, les hommes *individuellement* doivent s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à la tranquillité et au repos de la société; et que toutes les affections qui peuvent concourir à maintenir cette tranquillité et ce repos publics, et à faire le bien de leurs semblables, sont aussi les seules qui puissent les rendre heureux et les faire vivre en paix avec eux-mêmes. « Le salut ou la ruine de la patrie font le bonheur ou l'infortune de tous ses enfans.

---

(a) *Droits des gens*, tom. I, § v.

La félicité des particuliers dépend de la félicité commune de la nation, et c'est trahir ses propres intérêts que de renoncer à ceux de sa patrie » (a) —

Cette double conséquence est surtout sensible et de la plus grande évidence pour tous ceux qui vivent dans une société peu nombreuse encore, où le mal fait à l'un de ses membres peut influencer au moment même sur la société toute entière, et où l'offense commise envers elle peut avoir une réaction prompte sur les coupables.

Elle est moins apparente, au contraire, chez un peuple nombreux, parce que les effets du mal sont moins rapidement sentis par ceux contre lesquels il n'a point été directement exercé; mais ces effets n'en existent pas moins, ils n'en sont pas moins certains et réels, ne fût-ce que parce que l'exemple pernicieux et corrompateur de l'égoïsme, se propageant insensiblement, conduit enfin à la dépravation générale, aux ravages de laquelle nul ne pourrait se soustraire.

« Le bonheur du méchant comme un torrent s'écoule » (b),

Et la prospérité de celui qui n'est point tou-

(a) Science du Gouvernement, tom. III, chap. v.

(b) Athalie.

ché de l'infortune d'autrui ne sera que passagère : bientôt il se sentira à son tour frappé de l'adversité (a).

---

(a) Si l'homme est créé, comme nous venons de le prouver, pour vivre en société, l'homme obéit aux commandemens de son Créateur lorsque toutes ses actions tendent à ce but ; il les viole quand elles s'en éloignent.

Si le théâtre de ses actions se trouve resserré et circonscrit, le sentiment du bien et du mal, ce sentiment inné, et que la nature a gravé dans son âme, suffit pour le diriger et le conduire ; mais si le théâtre de ces mêmes actions s'étend et s'élève, si une foule d'intérêts, de considérations, et l'on pourrait même dire, de principes divers, semblent se croiser, se contredire et s'entre-choquer sur la scène, les lumières d'une raison exercée doivent nécessairement venir au secours de sa conscience.

Pour faciliter à l'homme l'étude de la science, la plupart des publicistes, comme nous avons déjà eu lieu de le faire remarquer (*Préface*, pag. xxv et suivantes), n'ont point assez suivi, dans l'émission de leurs idées, cette progression nécessaire pour conduire par degrés leurs lecteurs à une conviction entière et tellement complète qu'elle ne laissât derrière elle aucun doute, rien qui pût par la suite obliger la pensée à faire un seul pas rétrograde. Cependant les bases sur lesquelles reposent leurs doctrines et le fond de leurs systèmes (celle de Coccejus, la volonté divine ; celle de Valentin Alberti, de Strimesius, de Burlamaqui, l'amour de Dieu, de nous-mêmes et du

*prochain ; celle de Werthenius , de Thomasius , l'honnêteté ou la turpitude intrinsèque des actions et le bonheur propre ; celle même d'Helvétius et celle de Bentham , l'intérêt ou l'utilité véritables , etc. )* ne manquent ni de justesse ni d'exactitude. Elles se rattachent toutes bien réellement , d'une manière plus ou moins directe , à la vérité que nous venons de reconnaître comme étant la base fondamentale du *Droit public* ( la loi imposée aux hommes par la nature , par DIEU lui - même , de se rassembler , de s'unir et de vivre en société ) ; mais ces mêmes publicistes nous paraissent avoir trop étendu d'abord les conséquences directes et évidentes de cette vérité , lorsqu'ils en ont fait l'application au *Droit naturel philosophique ou moral* , qui embrasse dans son ensemble , comme nous l'avons déjà dit et comme nous le verrons mieux encore par la suite , la généralité de tous les principes qui concernent l'humanité , c'est-à-dire , du *Droit public* , du *Droit politique* et du *Droit des gens* réunis.

Ces publicistes ont d'ailleurs écrit comme étant eux-mêmes déjà éclairés ; ils ont dicté leurs lois en oracles et du sommet de la science , où ils se croyaient parvenus ; mais les regards de la plupart des hommes n'ont pu arriver à cette lumière qui leur était présentée de si loin. C'est , au contraire , à ceux qui ont déjà éprouvé leurs forces , qui se sont frayé une route sûre et facile , de tendre une main secourable à ceux qui ont intérêt de se diriger vers le même but , de redescendre pour se placer à leurs côtés , pour assurer et affermir leur marche ; et , en s'avancant de nouveau avec eux , en écartant et aplanissant sous leurs pas les difficultés et les obstacles ,

de les amener enfin au terme, ou, comme l'a dit Platon, au foyer même de l'astre qui éclaire toutes choses, à la source première de la Science, de la sagesse et de la félicité.

— « Voici, dit, par exemple, Pufendorf, dans son traité des *Devoirs de l'homme et du citoyen*, la loi fondamentale du *Droit naturel* : c'est que chacun doit travailler autant qu'il dépend de lui, à procurer et à maintenir le bien de la société humaine *en général*. D'où il suit que celui qui veut une certaine fin doit vouloir en même temps les moyens ; sans quoi on ne pourrait l'obtenir. Tout ce qui contribue nécessairement à cette *sociabilité universelle* doit être tenu pour prescrit par le droit naturel, et tout ce, au contraire, qui la trouble ou la détruit, doit être défendu par le même droit. Les autres maximes ne sont toutes que les conséquences de cette loi générale, conséquences évidentes, que les seules lumières de la raison naturelle, commune à tous les hommes, nous découvrent aisément » (liv. I, chap. III, § 9).

Il est bon de faire observer que Pufendorf entend ici, par *Droit naturel*, ce qu'on doit entendre par *Droit des gens*, suivant la définition que nous avons donnée dans la Préface (pag. LXVI), et l'on reconnaîtra, par ce que nous aurons lieu d'établir dans la suite de cet ouvrage (vol I, liv. III), que du défaut d'exactitude dans sa définition, il est résulté pour lui embarras et confusion dans la démonstration et dans l'application des principes, puisque, comme la citation ci-dessus le peut déjà faire apercevoir, cet auteur a pris pour base de la démonstration du *Droit des gens* (suivant lui, *Droit naturel*) ce qui n'est en effet que la vérité servant de base au *Droit public*.

Vouloir tout-à-coup , et avant d'avoir démontré la nécessité de l'union des membres d'une société entre eux , et des principes qui en découlent , faire de tous les habitans du globe un seul et même peuple , une seule et même famille , c'est pour le moins s'écarter de la marche naturelle que la raison et la logique prescrivent pour arriver à une évidente et efficace démonstration.

---



## CHAPITRE II.

*Principes élémentaires du Droit public.*

— *Conséquences de ces principes ;  
premiers moyens d'en maintenir l'ob-  
servation.*

---

### TITRE PREMIER.

*Principes élémentaires du Droit public ; Droits  
et Devoirs de l'homme considéré comme ci-  
toyen ou membre de la Société.*

#### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

*« Ex his mandatis pendet universa lex et prophetæ. »*

ST.-MATH.

« Les institutions sociales doivent scrupuleusement faire observer et respecter tout ce qui tend au maintien de la société, et soigneusement éviter tout ce qui pourrait lui nuire et la faire considérer plutôt comme un mal que comme un bien. »

« Les hommes individuellement, dans leur propre intérêt et pour assurer leur propre bon-

» heur, doivent s'abstenir de tout ce qui pourroit  
 » nuire au repos et à la tranquillité de la société  
 » et doivent concourir, chacun selon ses facultés,  
 » à tout ce qui peut augmenter sa prospérité.

Telles sont les deux vérités que nous avons établies dans le chapitre précédent comme étant l'une et l'autre une conséquence immédiate de cette autre vérité primitive, « que la loi imposée aux hommes par la nature, par Dieu lui-même, est de se rassembler, de s'unir et de vivre en société » (a).

Les principes généraux et élémentaires du DROIT PUBLIC, que nous établirons dans ce premier titre du second chapitre, les *Droits et les Devoirs* de l'homme considéré comme citoyen comme membre d'une même société, sont à leur tour les conséquences les plus directes et les plus incontestables de ces deux vérités.

---

(a) « On a fait bien des tentatives pour analyser les penchans naturels de l'homme ; mais c'est avoir atteint le but peut-être le plus important de la science que d'avoir bien constaté l'existence d'un penchant. Sa réalité et ses conséquences nous importent bien plus que son origine et la manière dont il a pu se former » (FENGUSSE, *Essai sur l'histoire de la société civile*, tom. 1, chap. v, p. 68).

§ I<sup>er</sup>.

## DES DROITS.

1<sup>o</sup>. *Sûreté.*

**SOMMAIRE.** C'est principalement parce que la société doit mettre la vie de l'homme à l'abri de toute atteinte, que la société existe.

Si la société pouvait avoir un résultat contraire, elle ne devrait pas exister.

Le premier soin des hommes, comme celui de tous les êtres animés, est le soin de conserver leur existence ; et l'on a vu, dans le chapitre qui précède, que si la société est pour eux un état de choses naturel et nécessaire, c'est principalement parce qu'en réunissant leurs forces, et en les mettant en état de se prêter un mutuel secours, elle augmente ainsi leurs moyens de défense et leur sûreté. Mais, si elle devait au contraire accroître les dangers et compromettre la vie des individus qui la composent, elle leur serait odieuse, et c'est alors qu'ils devraient chercher à rester isolés, qu'ils devraient s'éviter et se fuir avec soin, et qu'aux plus somptueuses, aux plus opulentes cités, ils préféreraient mille fois les forêts les plus sombres et les déserts les plus sauvages ;

car, dans ces retraites solitaires, ils pourraient du moins trouver leur salut dans leur adresse ou dans leur courage, dans la fuite ou dans le combat.

La société ne doit donc jamais porter atteinte à la vie, à la sûreté d'aucun de ses membres; elle doit au contraire les faire constamment et religieusement respecter et les respecter elle-même (a).

Jean - Jacques, dans son *Contrat social*, et d'autres écrivains, ont donc encore imprimé la maxime la plus fausse et la plus révoltante, lorsqu'ils ont dit :

---

(a) Bien entendu qu'il ne faut pas induire de ce principe que les crimes doivent rester impunis. Cette induction serait elle-même en contradiction évidente et directe avec le principe; mais il faut en induire qu'ils doivent être légalement reconnus, légalement jugés, avant l'application d'aucune peine. — Ceci, comme on le voit, se rattache à l'examen de l'esprit et des dispositions du DROIT PÉNAL; dont il sera parlé plus loin; car pour se rendre intelligible et pour bien se comprendre soi-même, il ne faut pas trop accumuler, resserrer ses idées; il faut au contraire s'appliquer à les diviser, à les classer avec méthode. C'est de l'ordre que naissent en tout l'harmonie et la clarté.

« Le citoyen n'est pas juge du péril auquel la loi veut qu'il s'expose, et quand LE PRINCE (a) lui a dit, *il est expédient que tu meures*, il doit mourir (b), puisque ce n'est qu'à cette condition qu'il a vécu en sûreté jusqu'alors, et que la vie n'est plus un bienfait de la nature, mais un *don conditionnel de l'État.* »

Jamais une telle condition expresse ou tacite n'a été faite entre les hommes ; et certes aucun d'eux, aucun être raisonnable du moins, ne l'eût acceptée : car, de quoi aurait pu lui servir ce don qui lui aurait été fait par l'État ou la société, s'il

(a) Par cette expression, LE PRINCE, J.-Jacques entendait LE PEUPLE SOUVERAIN, comme il le dit et l'explique lui-même ailleurs (*Contrat social*).

(b) Fut-il jamais un précepte de despotisme et de tyrannie plus condamnable et plus révoltant ?.... N'est-ce pas louer la superstition atroce et barbare des peuples idolâtres, qui honorent par des sacrifices de victimes humaines leurs dieux sanguinaires et cruels, et qui leur immolent leurs propres enfans ?

Madame de Staël dit avec bien plus de raison et de sens : « Il ne faut certes pas que vingt-cinq millions d'hommes existent pour un seul ; mais il ne faut pas non plus qu'un seul soit malheureux (*injustement*), même sous le prétexte du bonheur de vingt-cinq millions ; car une injustice quelconque, soit qu'elle atteigne le trône ou

était vrai qu'il eût reconnu à cette même société le droit de le lui ravir arbitrairement et selon son caprice, et même lorsque la vie, l'objet de ce don, serait devenue plus chère et plus précieuse pour lui? C'eût été faire une absurdité qu'il est absurde de supposer. Les hommes se réunissent en société pour se mettre en sûreté contre toutes les attaques d'un ennemi étranger; et, si l'on suppose entre eux un pacte tacite ou formel, la première condition de ce pacte doit être que nul d'entre eux, en consentant à faire partie de cette société, n'attirera sur lui les dangers qu'il veut éviter, ni des dangers plus grands encore. (14)

---

la cabane, rend impossible un gouvernement libre, c'est-à-dire, équitable, » ( *Considérations sur les principaux événemens de la révolution française*, chap. xv, tom. I, pag. 371. ) — « La sublime perfection de la liberté consiste en ceci, qu'elle ne peut rien faire à demi. Si vous voulez persécuter un seul homme dans l'État, la justice ne s'établira jamais pour tous; à plus forte raison lorsque cent mille individus se trouvent placés hors du cercle protecteur de la loi. » ( *Ibid.*, tom. II, pag. 160. )

Et J.-Jacques lui-même a dit aussi que « l'établissement de la liberté serait acheté trop chèrement s'il coûtait la vie à un seul homme. »

2°. *Liberté.*

**SOMMAIRE.** Le sens de ce mot a besoin d'être fixé d'une manière plus précise qu'il ne l'avait été jusqu'à ce jour. Sa définition.

Sans la liberté, la vie serait un fardeau insupportable, et la société doit la respecter et la faire respecter autant que la vie elle-même.

Il ne suffit pas d'exister, il faut encore jouir des diverses facultés qui font tout le charme et le prix de l'existence, et sans lesquelles elle ne serait plus un bien, mais un pénible et insupportable fardeau.

Qu'est-ce que la liberté ?

C'est la jouissance de ces diverses facultés qui constitue la liberté de l'homme, et que la société doit toujours également respecter et faire respecter.

On n'a si souvent et tant abusé de ce mot (surtout en France depuis près de trente années) que parce que l'on n'a pas généralement bien compris ce qu'il signifie, et que l'on n'y a pas attaché des idées suffisamment claires et précises.

Pour écarter le grave inconvénient de cette incertitude, ce n'est même pas assez de l'avoir défini comme nous venons de le faire, il faut encore rechercher et indiquer ici de la manière

la plus exacte quelles sont ces diverses facultés dont la jouissance constitue la liberté, et qui doivent être inviolablement respectées, protégées, garanties; il faut indiquer positivement et avec détail ce que c'est que jouir de sa liberté (a\*) (15).

(a\*) Un publiciste américain ( *M. John Adams, vice-président des États-Unis d'Amérique, auteur de la Défense des Constitutions américaines* ) a dit : « Nous entendons souvent parler d'*États libres*, de *royaumes libres*, et même de *républiques libres*; et l'idée que nous attachons à ce mot est juste en général, quoique la plupart de ceux qui en parlent fussent, sans doute, fort embarrassés de donner une définition exacte du mot *liberté*. » ( *Défense des Constitutions.* )

— On pourrait appliquer à ce mot ce qu'a dit La Harpe au sujet des mots *génie* et *goût*. « Ce sont, dit-il, ainsi que quelques autres mots particuliers à notre langue, des expressions abstraites en elles-mêmes, vagues et indéfinies dans leur acception, susceptibles d'équivoque et d'arbitraire, de manière que celui qui les emploie leur donne à-peu-près la valeur qu'il lui plaît, » ( *Cours de littérature*, introduction, section 1<sup>re</sup> ). ( Voy. aussi à ce sujet l'ouvrage de M. Necker ayant pour titre : *Du Pouvoir exécutif dans les grands États*, tom. II, chap. VI, pag. 84 et suiv. )

Ce mot LIBERTÉ exprime en effet une idée complexe; et il ne faut pas chercher à en donner la définition en y substituant un autre mot ou en en donnant une ex-



Or , jouir de sa liberté, c'est : 1°. pouvoir changer de lieu à volonté, ne pouvoir être retenu dans celui qu'on ne veut pas habiter.

---

plication trop générale et trop concise. Il faut , pour l'expliquer et le définir, en quelque sorte, décomposer les idées qu'il présente , c'est-à-dire , le considérer sous autant de points de vue et de rapports différens qu'il exprime réellement de choses et de pensée différentes.

— Le défaut de la plupart des définitions qui en ont été données jusqu'à présent provient aussi de ce que les auteurs de ces définitions ont souvent confondu certains moyens de conserver la Liberté avec la Liberté elle-même.

Ainsi, par exemple , la Liberté n'est point , comme plusieurs l'ont pensé, le droit d'élire des représentans, des magistrats, etc. ( On peut néanmoins définir de cette manière la *Liberté sociale* ou *constitutionnelle*, c'est-à-dire, le libre et entier exercice des Droits de Cité ou de Citoyen , garanti par les formes même de l'organisation sociale ou de la *Constitution* ). ( *Voy.* ci-après, deuxième partie. )

La Liberté n'est point une forme de gouvernement plutôt qu'une autre , ainsi que d'autres l'ont encore imaginé ; mais il est vrai de dire que ce Droit d'Élection, ce Gouvernement , la manière dont on use de l'un, l'organisation de l'autre, font partie des moyens d'assurer ou de perdre la *Liberté* ( *Voy.* deuxième partie ). — « La forme du gouvernement aristocratique ou démocratique, monarchique ou républicain , n'est qu'une organisation des pouvoirs , et les pouvoirs ne sont eux-mêmes que la garantie de la *Liberté*. Il n'est pas de droit naturel que

Cette liberté n'existe pas pour ceux qu'on appelle *Serfs* chez certains peuples, et qui, rédui

---

tous les gouvernemens soient composés d'une Chambre des Pairs, d'une Chambre des Députés élus, et d'un Roi qui, par sa sanction, fasse partie du *Pouvoir Législatif* mais la sagesse humaine n'a rien trouvé jusqu'à nos jours qui mette plus en sûreté les bienfaits de l'ordre social pour un grand État. » (*Consid. sur les principaux événemens de la Révolut. franç.*, chap. VIII, tom. I, pag. 315.

— On peut reconnaître dans l'homme trois sortes de *Libertés* distinctes, dont les dénominations ne doivent pas être employées l'une pour l'autre.

La première est celle dont il s'agit en ce moment, qui consiste dans la jouissance des diverses facultés naturelles et à laquelle la Société ne doit jamais porter atteinte puisqu'elle est tout à la fois la cause, la base et le but de la Société. On peut lui donner la définition spéciale de *Liberté individuelle*.

La deuxième est celle à laquelle la dénomination de *Liberté civile* peut s'appliquer. Elle consiste en la faculté d'agir et de contracter dans les différens rapports que les hommes ont individuellement entre eux. Cette liberté peut être modifiée par la Société, puisqu'elle existe plutôt comme la conséquence que comme le but et la cause de la Société. Nous ferons connaître, en traitant du Droit civil, sur quelles bases elle doit être réglée.

La troisième est la *Liberté sociale ou constitutionnelle* qui consiste dans l'exercice des droits attachés à la qualité de citoyen en ce qui concerne spécialement la participation aux actes d'administration et de gouvern

Λ

en cela à la condition des bêtes de somme, sont en quelque sorte attachés à la terre (a).

Cet excès d'asservissement subsistait en France pendant le règne de la féodalité (16).

2°. Disposer à son gré du fruit de son travail et de son industrie.

Ce qui, dans le même temps, était interdit aux Serfs en France, et l'est encore aujourd'hui en plus d'un pays : par exemple, en Russie, où une

---

ment, à l'organisation des diverses institutions, telles que la *Représentation*, les *Élections*, la *Magistrature*; liberté qu'il appartient aussi au Législateur et à la Société de modifier, mais dont les bases et les règles ne sont pas non plus indifférentes et arbitraires, puisqu'il existe toujours un mieux possible vers lequel le bon sens prescrit de se diriger. Nous aurons à nous en occuper dans la seconde partie de cet ouvrage.

Il existe ensuite, relativement aux peuples considérés comme corps collectifs, une *Liberté politique* qui peut en quelque sorte être assimilée à l'*égalité politique*, puisqu'elles consistent l'une et l'autre dans cette indépendance où doit être toute Société constituée en corps de nation, sous quelque forme de gouvernement que ce soit, de la puissance co-active de toute autre Société, puisqu'elles consistent l'une et l'autre dans cette égale et libre jouissance que les vrais principes du *Droit politique* doivent assurer à toutes les nations. (Voy. ci-après, liv. II.)

(a) Voy. chap. I, § 1, pag. 17 et suiv.

multitude d'hommes exerçant une profession utile et de première nécessité, appartiennent, eux et le produit de leurs travaux, de leur industrie, de leurs soins, aux seigneurs et aux nobles du pays, auxquels ils sont obligés de rendre compte et de remettre tous leurs bénéfices, sauf la rétribution que ceux-ci veulent bien leur accorder.

3°. Disposer de même de son temps et de son travail, et ne pouvoir être contraint à en faire le sacrifice à autrui.

Cette vexation s'exerce encore en Russie, en Turquie, en Afrique, en Asie, et était commune autrefois à Rome, à Sparte, à Athènes, et jusque dans les Gaules, aujourd'hui notre patrie (17).

4°. Ne pouvoir être marié contre sa volonté.

Ce qui avait lieu chez les peuples de l'antiquité, et subsiste même de nos jours à l'égard des Noirs, chez plusieurs peuples qui, par suite d'un intérêt vil et mal entendu et d'un préjugé inhumain, n'ont point encore cessé de considérer cette portion de l'espèce humaine comme étant née pour l'esclavage (a).

---

(a) Plusieurs provinces des États-Unis d'Amérique ont reconnu la *liberté* des Nègres ; celles du midi se refu-

5°. Ne pouvoir être enlevé à son époux.

6°. Ne pouvoir être privé de ses enfans (a).

7°. Ne pouvoir être contraint dans le choix d'un état (18).

---

ment à la reconnaître, sous prétexte que le climat y est trop chaud pour que les blancs puissent travailler. Mais les Nègres, en devenant libres, ne seront-ils pas toujours dans la nécessité de travailler ? N'éprouveront-ils pas toujours le besoin de vivre et d'assurer leur existence ?

(a) Ces abus existent encore de nos jours en Turquie. Les plus belles femmes, les jeunes-gens même, y sont enlevés pour être renfermés dans le sérail du Grand-Seigneur, de ses vizirs ou de quelques autres personnages riches et puissans.

—Dion rapporte qu'après que César eut tout envahi, « quelques-uns allèrent jusqu'à proposer qu'il lui fût permis de jouir de toutes les femmes qu'il lui plairait. » — Evenus, roi d'Écosse, fit passer une loi qui exposait à sa brutalité les femmes et les filles des nobles, et celles du peuple à la débauche des nobles. (Voy. SYDNEY, *Disc. sur le Gourv.*, tom. III, chap. III, sect. x, pag. 260. — Voy. aussi les *Maximes du Droit publ. fr.*, chap. vi, tom. iv, pag. 376, édit. in-12.) — En 457, Childéric, abusant avec une licence excessive des filles de ses sujets, ils le chassèrent du royaume, et il fut obligé de s'enfuir dans la Thuringe pour éviter la mort. (Voy. GREGOR. TURON., *Histoire de France*, liv. II, chap. XII. — Voy. aussi les *Max. du Droit publ. fr.*, tom. iv, pag. 403.)

8°. Ne pouvoir être en but aux mauvais traitemens (a), ni mutilé, ni privé de l'usage d'aucun de ses membres, d'aucune de ses facultés

---

— M. de Montesquieu dit « que cet affront est celui dont les peuples sont ordinairement le plus révoltés ». Il cite à ce sujet l'exemple de Virginie et de Lucrece. (*Considérations sur les causes de la grandeur des Rom. et de leur décad.*, chap. 1.)

— Cet affront, cet outrage à la Liberté, est peut-être le seul de tous les crimes dont *Machiavel* conseille aux princes de s'abstenir ; il le regarde comme extrêmement dangereux et propre à compromettre essentiellement leur autorité. (*Voy. son Prince.*)

(a) Les enfans ne doivent jamais être soumis aux châtimens corporels, si l'on ne veut pas qu'élevés et traités comme des esclaves, ils soient, comme eux aussi, dégradés et avilis à leurs propres yeux, ou dégagés de tout sentiment de vénération et de respect pour ceux qui emploient à leur égard de semblables châtimens.

— « J'accusé, dit Montaigne, toute violence en l'éducation d'une âme tendre qu'on dresse pour l'honneur et la liberté. Il y a je ne sais quoi de servile en la rigueur et la contrainte, et tiens que ce qui ne peut se faire par raison et prudence et adresse, ne se fait jamais par force. Je n'y ai vu autre effet, sinon de rendre les am plus lâches ou plus malicieusement opiniâtres. » (*Essai liv. III, ch. VIII.*)

(*Voy. aussi à ce sujet LOCKE, Traité de l'éducation section III, § 4.*)

physiques (a) (19) ou intellectuelles, pas même du droit de publier sa pensée (20).

9°. Ne pouvoir être arbitrairement détenu (b).

10°. Ne pouvoir être troublé dans son domicile, éloigné de sa famille, exilé de son pays (c).

---

(a) Hérodote parle de Scythes qui crevaient les yeux à leurs esclaves, afin que rien ne pût les distraire et les empêcher de battre leur lait.

(b) Voy. ci-après l'*Appendix*, liv. 1<sup>er</sup>.

(c) Comme cela a été en usage sous tous les gouvernemens despotiques, et l'est encore aujourd'hui sous des gouvernemens moins imparfaits.

L'OSTRACISME lui-même est contraire au principe de la Liberté individuelle, quoi qu'en aient pu dire et Machiavel, et M. de Montesquieu, et Jean-Jacques et plusieurs autres.

—C'est encore une erreur d'avancer que l'Ostracisme doit être considéré comme honorable; car il ne peut jamais être honorable d'être soupçonné (justement du moins) du projet d'asservir son pays, soupçonné d'être dangereux pour lui.

—« On ne peut se dispenser, disent avec raison les auteurs des *Maximes du Droit public français*, de mettre au nombre des peines tout ce qui afflige dans la personne ou dans les biens. Or, qui doute que l'exil ne soit une affliction que l'on souffre, malgré soi, dans sa personne et souvent même dans sa fortune? Comment dès-lors y assujettir une multitude de citoyens, sans aucune forme

11°. Enfin , ne pouvoir être obligé de prendre les armes, si ce n'est pour une cause d'une nécessité absolue et d'un intérêt général (a).

S'il en est autrement sous quelques-uns et même sous un seul de ces différens rapports , la

*juridique , et par le seul fait du pouvoir absolu ? » (ch. III, tom. II, p. 184. )*

— « L'OSTRACISME , que Plutarque appelle la *consolation de l'envie*, fut une sorte de bannissement d'autant plus injuste , qu'il portait principalement sur le génie et la vertu. Comment aspirer à la gloire de servir sa patrie , quand la jalousie et l'imposture vous attendent au moment du triomphe pour vous calomnier et vous proscrire ? » ( PASTORET , *Lois pénales* , tome I , 2<sup>e</sup> partie , ch. II , art. VIII , du *Bannissement* , pag. 119. )

(a) C'est surtout sous ce dernier rapport que la Liberté , en France et chez les autres nations de l'Europe , a été manifestement violée dans ces derniers temps. (*Voy. ci-après* , liv. II , chap. II , tit. II. )

Veut-on voir , au contraire , la Liberté à cet égard maintenir ses droits , du moins pour certains membres , pour certaine classe de la Société , il faut remonter , dans l'histoire de France , à quelques-unes des plus anciennes époques de la Monarchie.

Malheureusement , dans ces mêmes temps , l'avantage de jouir de ce genre de Liberté était plus que contrebalancé par l'abus qu'on en faisait et par un grand nombre d'autres infractions.



Liberté individuelle est plus ou moins violée ; la Société est plus ou moins insupportable à chacun de ses membres , et plus particulièrement encore aux hommes justes et généreux , à ceux dont le cœur est pur , qui aiment à suivre , qui voudraient voir respecter les lois de la nature , et s'affligent de ne pouvoir prévenir les outrages qu'on leur fait.

Ces atteintes portées à la Liberté par la Société ne peuvent d'ailleurs avoir lieu sans qu'il n'en résulte pour cette même Société les plus immenses dangers (a).

Et néanmoins quels temps , quels peuples ont su s'en préserver ? jusqu'à quel point , avec quel excès , cette Liberté , ce bien si précieux pour les hommes , n'a-t-elle pas été outragée dans notre patrie (b) , par ceux mêmes qui prétendaient ne pas reconnaître d'autre culte , tandis qu'ils n'en-

(a) Voy. *Maximes du Droit public français* , ch. III , sect. II. « *Alléguer des raisons secrètes d'État , c'est introduire le Machiavélisme* , tom. II , pag. 176.

(b) M. de Montesquieu a dit : « Si le Despotisme venait à s'établir à un certain point en France , il n'y a pas de mœurs qui tinsent , et la nature humaine recevrait dans cette belle partie du monde tous les outrages qu'on lui fait

censaient que le plus hideux de ses simulateurs?

On a dit, on répète encore hautement, qu'il peut être quelquefois utile de déroger aux principes, aux droits de la Liberté par des lois de circonstance et d'exception; mais on a dit aussi, et avec bien plus de raison, que de pareilles lois sont des armes à deux tranchans; qu'elles blessent ceux qui entreprennent d'en faire usage.

Toute loi d'exception est en effet plus propre à faire naître, à prolonger les révolutions, qu'à les prévenir ou à les calmer.

Si l'on devait admettre que ces sortes de lois eussent une utilité réelle en ce qui concerne la liberté, il en serait de même à l'égard de celles qui compromettraient la sûreté, la vie; et avec de telles suppositions, quels sont les délits et les crimes qu'on ne parvint à justifier (a)?

---

dans les autres. » (*Esprit des lois*. — *Voy.* aussi ci-après, 2<sup>e</sup> partie. )

(a) Suivant Boëhmer, l'équité ne permet pas que, même pour corriger des vices, on ait recours à des voies qui contrariaient le DROIT PUBLIC universel. (*Jus. public. univ., lib. II, cap. II.* — *Voy.* aussi les *Maximes du Droit public français*, tom. II, chap. III.) — Prétendre que ce n'est point

Interrogez Charles IX, Louis XI, Néron, Tibère, Caligula, tous les monstres qui leur ont ressemblé, et que l'histoire a flétris du sceau de l'opprobre aux yeux de la postérité, ils vous

---

avec des principes absolus que les peuples se gouvernent, c'est pour le moins, selon l'expression de Pufendorf, avoir une conscience douteuse. (*Des Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. 1, chap. 1.) C'est étouffer la saine doctrine, et prêcher des doctrines vraiment révolutionnaires.

— Dans la session de 1816, l'un des membres de la Chambre des Députés (M. Duvergier-de-Hauranne) disait : « C'est un sujet des plus hautes considérations que la mobilité des opinions des hommes, lorsque, perdant de vue ce que l'intérêt général exige, ils se laissent diriger par d'autres considérations : ce qu'ils ont voulu la veille, ils ne le veulent plus le lendemain ; ils font et ils défont. Dans leur instabilité, ils se lancent successivement dans des routes différentes, persuadés qu'ils sont qu'elles les conduisent au but qu'ils veulent atteindre ; ils ne voient pas qu'ils courent à leur perte : elle serait certaine si une main ferme ne les arrêtait pas et ne les empêchait d'exécuter leurs desseins. Toutes leurs démarches sont vagues, incertaines et incompréhensibles. *Vagi sunt gressus ejus et investigabiles* » Prov., c. v, v. 6. (Séance du 13 janvier 1817, Moniteur du 15). — Cette réflexion est judicieuse sans doute, et c'est principalement ici qu'elle doit trouver sa place. Il faut, pour qu'elle soit

répondront que les circonstances et le salut général ont été la seule règle de leur conduite, et les ont forcés de suspendre l'observation des principes.

Les hommes qui ont deshonoré la révolution française ne vous tiendraient pas un autre langage ;

---

parfaitement utile, en faire l'application à tous ceux qui proposent de porter quelque atteinte à la stricte et religieuse observation des vrais principes, et qui sont, soit d'un côté, soit de l'autre, aveuglés par un funeste esprit de parti, cette cruelle maladie des peuples nombreux dominés par des gouvernemens encore imparfaits. Il n'y a dans la réalité que ceux qui s'attachent invariablement à la plus scrupuleuse observation de ces principes, qui puissent espérer avec juste raison de demeurer fermes et inébranlables au milieu de la tempête, et dont les secours puissent préserver le vaisseau de l'Etat du choc de la tourmente et des flots.

« Justum ac tenacem propositi virum

« . . . . . »

HOR., *od.* III.

— A ces grandes vérités se rattache encore une idée aussi juste que l'image par laquelle elle a été retracée est exacte. « Vous qui, cinglant à pleines voiles pour gagner la haute mer, regardez de votre mobile navire, et croyez voir fuir et tourner le rivage, vous vous trompez. C'est l'illusion de votre place : la terre ferme ne bouge pas. » (Chambre des Députés, Disc. de M. Piet, séance du 30 janvier 1817.)

et qui pourrait affirmer qu'il ne fût pas sincère ? cependant ils n'en sont pas moins voués à l'exécration de tous les âges , et leurs forfaits n'ont jamais produit aucun bien.

Que nos oreilles se ferment donc pour toujours à de telles maximes , à de si dangereux sophismes ! Soyons à l'avenir inébranlables et inflexibles chaque fois qu'il s'agira de maintenir dans toute son étendue l'exécution d'un principe circonscrit dans sa véritable acception , et surtout d'un principe aussi sacré que celui de la *Liberté individuelle* (a) !

---

(a) On a souvent cité l'effet désastreux de l'application subite et mal entendue de ce principe dans les colonies françaises. Les réflexions à cet égard se présentent en foule. Nous nous bornons , quant à présent , à observer qu'il s'agit , ici , de la *Liberté individuelle* et non pas de la *Liberté civile* , ni de la *Liberté sociale* ou *constitutionnelle*. (voy. ci-dessus , pag. 65 , not. a ) ; qu'il s'agit d'un principe de *Droit public* et non pas d'un principe en matière de *Droit politique* ou en matière de *Droit des gens* ( voy. ci-après , 1<sup>re</sup> partie , liv. II et III ) ; qu'il s'agit de lois et d'institutions à créer ou à protéger , et non pas d'abus à déraciner , dont plusieurs sont , comme celui-ci , de nature à exiger de la prudence et du temps dans les mesures employées à les détruire. ( Voy. ci-après , tit. II , § 3. ) — Nous faisons remarquer enfin que , même à l'égard des gouvernemens les moins défectueux , il est

Ne songeons point à transiger : car, si nous fléchissons, si nous admettons la moindre exception, la plus légère dérogation, de ce moment même nous méconnaissons, nous anéantissons ce principe, et nous rentrons par le fait sous l'épouvantable empire de la force, de la violence et de l'arbitraire.

Et si l'on nous dit encore qu'il faut gouverner selon les lieux et les temps, et faire quelque fois céder ces mêmes principes à l'intérêt général au salut public, expressions vagues, incertaine et d'acception mobile, ne répondons que par le murmure improbateur d'une juste indignation.

Le salut du peuple est dans le respect religieux et inviolable des droits de tous et de chacun de ceux qui le composent, et il n'est jamais que là (a) (21).

toujours bien moins question, ici, du passé que de l'avenir. (*Voy. ci-après, tit. II, Réflex. génér.*)

(a) Le seul moyen de rendre au corps social le calme et la force, c'est de lui restituer la jouissance de ces principes naturels et élémentaires, créateurs et divins, qui lui ont donné la vie, et qui seuls peuvent la lui conserver exempte de souffrance, de crises et de douloureuses convulsions; tandis que tous les coups d'État, tous les

prétendus expédiens qui entraînent l'infraction de ces mêmes principes, sont des poisons dont les effets sont plus ou moins prompts, mais qui, agissant toujours dans le même sens, ne peuvent produire que le mal et conduire l'Etat vers sa dissolution et sa ruine. La Société est véritablement en danger toutes les fois qu'il est permis d'y mettre un seul instant en doute un principe qui doit être un article de foi inattaquable pour tous, et généralement révééré. Consultons les annales de tous les peuples, de tous les temps, notre raison, notre conscience, et nous en demeurerons toujours de plus en plus convaincus.

— Dans le corps humain, lorsqu'un empirique audacieux et étranger à la science comprime et refoule en quelque sorte le mal sur les premiers organes de la vie, au lieu d'en rechercher et d'en éteindre le germe dans sa source, ce mal n'est pas détruit, il se conserve, s'accroît sourdement, et tout-à-coup, se manifestant par des symptômes effrayans, il éclate et se développe dans toute sa fureur. Alors souvent tous les secours de l'art et de la science sont infructueux. — Le corps social est soumis à un enchaînement, à un ordre d'effets et de causes semblables, et l'irruption d'un mal que l'on aggrave en le comprimant, au lieu de le déraciner et d'en extirper les premiers germes, éclatera avant peu avec d'autant plus de danger et moins de ressources que les hommes éclairés et attachés aux principes et à la vertu auront eux-mêmes porté un jugement de réprobation et de blâme sur la conduite de ceux qui gouvernent, et, désertant leur cause, se tiendront à l'écart au lieu de les seconder de leurs puissans et efficaces secours. — « Les rigueurs ne produisent que la nécessité

d'en exercer d'autres , a dit , conformément à ceci , dans la séance du 13 janvier 1817 , M. Ponsard , député du Morbihan.... Arrêter arbitrairement , c'est se créer chaque jour un besoin plus pressant d'arrêter encore ; et de deux chose l'une , ou la force des circonstances vous arrache la loi des mains , ou votre expérience et votre propre discernement vous portent à la paralyser vous-mêmes. » (*Moniteur du 14 janvier 1817.*)

— Princes, Ministres, Représentans, respectez donc inviolablement les principes , même dans les momens difficiles et périlleux , et jamais vous n'aurez couru moins de dangers : car c'est alors que l'intérêt général , la justice et la raison s'uniront à vous et sauront vous environner d'un rempart indestructible et inexpugnable. Dieu n'abandonne pas ceux qui observent religieusement sa loi ; et , *« s'il le fallait , il enverrait un ange pour les sauver. »*

— « Abjurons une bonne fois , disait encore à la même époque l'orateur que nous venons de citer , ces mesures qui mettent le Gouvernement en contradiction avec lui-même , qui , plus destructives que restrictives , réveillent les passions au lieu de les calmer , dont le caractère porte cette teinte sombre , cet appareil lugubre , qui , loin d'encourager , ralentissent les élans du cœur..... Il nous faut un spécifique sans doute , mais un spécifique généreux. » (*Moniteur du 14 janvier 1817 , séance du 13.*)

— Si l'on s'adresse à des cœurs nobles , si l'on s'adresse à des Français dont l'oreille ne fut jamais fermée au nom cher et sacré de l'honneur , il est inutile de leur demander ( quelles que soient d'ailleurs leurs opinions particulières



3°. *Propriété.*

**SOMMAIRE.** Cause et origine de ce Droit. Il n'est ignoré d'aucun peuple de la terre.

Il est l'une des bases de la société, et elle ne peut le méconnaître sans agir directement contre le but de son institution.

Fausse opinion de J.-Jacques et autres sur le principe, l'origine et la cause de ce Droit.

La Propriété est la conséquence naturelle et nécessaire du travail et des peines que les hommes sont obligés de prendre pour tirer des choses de la terre. Cause et origine du Droit de Propriété : il n'est ignoré d'aucun peuple de la terre.

Ce Droit n'est ignoré ni méconnu d'aucun peuple de la terre.

Chez les peuples nomades ou voyageurs, chasseurs et pasteurs, tels qu'autrefois les Scythes et les Germains, et maintenant quelques descendants des peuples arabes et tartares, qui n'ont point de domiciles fixes, qui vivent et campent sous des tentes portatives et ambulantes, tantôt

---

sur la nature des institutions et la forme des gouvernements) s'ils consentiraient à transiger sur l'honneur dans aucune circonstance : il n'est pas un seul d'entre eux qui hésitât dans sa réponse. Mais l'honneur, le véritable honneur, consiste précisément dans la stricte et rigoureuse observation de tous les principes, et malheur au peuple qui méconnaîtrait cette vérité !

dans un lieu, tantôt dans un autre, si la terre n'est à personne (a), parce qu'ils ne la cultivent pas, il n'en est pas de même de leurs chevaux, de leurs armes, de leurs tentes, de leurs troupeaux.

Fergusson a cru pouvoir supposer que l'indolence de l'homme, ou plutôt son aversion pour toute espèce d'application à laquelle il n'est pas provoqué ou par instinct ou par quelque passion actuelle, doit retarder ses progrès par rapport aux notions de la Propriété. « Cependant, ajoute-t-il, on trouve ces notions déjà appliquées à différents objets chez les peuples où les moyens de subsistance sont en communauté et où le fonds public est encore indivis. L'arc et la fourrure appartiennent

---

(a) Nous croyons pouvoir dire que cette hypothèse de *non-propriété* sur le sol, parmi quelques peuples voyageurs, doit encore être extrêmement modifiée : car il est possible que le déplacement de ces peuples n'empêche pas que certaines portions de terre ne soient assignées à chaque individu ou à chaque famille pour en jouir distinctement et sans confusion, pendant la durée du séjour qu'ils doivent y faire. L'arbre que le Kirguis a choisi pour y placer ses essaims, et y faire la récolte de son miel, est respecté par ses compatriotes, etc. (*Voyez le Voyage de Pallas.*)

ment à l'individu ; la cabane et son ameublement appartiennent à la famille » (a).

D'après leurs mœurs , leurs usages , ce Droit est même plus inviolable , plus religieusement respecté au milieu des tributs errantes que chez les autres peuples , en tout ce qui concerne ces divers objets qui sont pour elles de première nécessité. Il était si bien connu des Scythes , que , parmi eux , nul crime n'était plus grand que le vol : ce qui était une conséquence naturelle de leur manière de vivre , puisque leurs troupeaux erraient çà et là dans les plaines , et qu'il eût été facile de les dérober. C'est ce qui fait dire à Aristote que ces peuples avaient établi chez eux la Loi pour gardienne de leurs troupeaux.

Plus l'industrie reçoit de développemens et d'applications diverses , plus le Droit de *Propriété* doit avoir d'applications étendues et différentes. Lors , par exemple , que l'agriculture est découverte , les fruits et la terre elle-même doivent naturellement devenir la Propriété particulière de la famille ou de l'individu qui les ont soignés et cultivés.

---

(a) Essai sur l'histoire de la Société civile , part. II , chap. III , tome I , page 266.

Il est une des  
ases de la so-  
cété; et elle ne  
eut cesser de le  
vire respecter  
ins agir contre  
r but de son  
stitution.

En un mot, nous avons vu ( chapitre 1<sup>er</sup> que, dans tous les pays de la terre, les hommes ne peuvent subsister sans prévoyance et sans travail ; que par-tout ils ont besoin d'un asile, soit que d'abord ils le construisent sur des arbres (a) soit qu'au contraire ils le choisissent ou le creusent sous la neige ou dans les rochers (b), soit qu'ils se servent, à cet effet, de tentes portatives, selon la situation des lieux et le besoin, pour se retirer pendant la nuit, pour se mettre en sûreté, pour trouver un abri contre les diverses intempéries des saisons ou des climats. Nous n'avons pas besoin de répéter que par-tout il survient des années stériles ; que, dans certains pays, la terre est desséchée et consumée par des hivers longs et rudes ou par des étés brûlans ; que les hommes se trouvent dans la nécessité de

---

(a) Suivant la relation de quelques voyageurs, l'Américain, sur les bords de l'Orénoque, trouve en effet une habitation commode sur l'arbre qu'il choisit pour sa retraite et celle de sa famille. (LAFITAU, *Mœurs des Sauvages*.)

(b) C'est ainsi que le pratiquent les habitans du nord de la Norwège et les Lapons. Quelques habitans des provinces les plus industrieuses et les plus riches de la France habitent encore dans des grottes pratiquées sous terre ou creusées dans le roc.

faire des provisions ; qu'il est des contrées et des terrains moins fertiles les uns que les autres , et où les hommes se trouvent forcés de seconder la nature par un travail pénible , souvent opiniâtre et pour ainsi dire continuel ; que par - tout ils sont obligés de disputer une partie de leur nourriture à diverses espèces d'animaux , et pour cela , de garder , de surveiller , de défendre , d'enclorre les fruits et les moissons ; que l'une des causes et l'un des objets de leur réunion est de faciliter leurs travaux et la défense des champs qu'ils ont su fertiliser , des fruits qu'ils ont semés , plantés , recueillis , conservés. La Société ne pourrait donc , sans contrarier et transgresser la loi naturelle , sans agir directement en sens inverse de son institution , ne pas protéger , ne pas respecter et faire respecter tous les genres de Propriétés.

Wolff , Fleicher , Boehmer , Lebret , Locke , Montesquieu , les plus sages Publicistes , ont consacré ce principe. « La libre et tranquille jouissance des biens que l'on possède , disent Lebret et Boehmer , est le Droit essentiel de tout peuple qui n'est point esclave. Chaque citoyen doit garder sa Propriété sans trouble ; cette Propriété ne

doit jamais recevoir d'atteintes , et elle doit être assurée contre la constitution même de l'État » (a). « L'homme acquiert de justes droits , dit aussi l'auteur du Système social , sur toutes les choses qui , pour devenir ce qu'elles sont , ont exigé l'emploi de ses facultés personnelles. Son travail l'identifie pour ainsi dire avec la chose qu'il s'est donné la peine de modifier , de façonner , de perfectionner , de rendre utile , soit pour lui-même , soit pour les autres. Sans Sûreté , sans Liberté , sans Propriété , la Société devient totalement inutile pour nous ; ce n'est que pour garantir ces *Droits* contre la violence que la vie sociale nous est avantageuse » (b). « Enlever à quelqu'un ce qui lui appartient est , dit Cicéron plus contraire à la nature que la mort , la douleur et toutes autres choses du même genre *Detrahere autem alteri , sui commodi causâ magis est contra naturam , quàm mors , quàm dolor , quàm cætera generis ejusdem* » . . . (c). Par la même raison , ce grand homme soutena

---

(a) BOEHMER , *Introd. in Jur. public.* , pag. 250. — BRET , *de la Souveraineté* , liv. IV , chap. X.

(b) *Système social* , chap. X.

(c) *De Offic.* , lib. II.

que les lois agraires étaient de mauvaises lois; qu'elles étaient funestes, parce que la Cité était établie pour que chacun conservât ses biens (a).

« Un théâtre est commun, disait-il encore : cependant chaque place appartient à celui qui l'occupe » (b).

Les systèmes imaginés pour la culture des terres, et pour l'exercice de toute industrie en commun, par une Société composée d'un grand nombre de familles, sont impraticables et chimériques : ce sont des rêveries peu réfléchies d'une philosophie superficielle, provoquées par des idées fausses de la nature des choses, et entièrement contraires à leurs conséquences réelles, à leurs rapports inévitables et forcés ; et dont l'exécution, en la supposant possible, contre toute évidence, entraînerait nécessairement la violation du principe de la Liberté, au moins sous le rapport de quelques-unes de ses diverses acceptions (c), et deviendrait conséquemment très-funeste à l'humanité.

(a) Voy. ci-après l'Appendice, liv. 1<sup>er</sup>. *Réflexions sur l'inégalité des fortunes.*

(b) CICERON, de *Finib. bonor. et mal.*, lib. III, cap. xx.

(c) Voy. ci-dessus, tit. I, art. II.

Suivant les auteurs des *Maximes du Droit public français*, « la propriété des biens est le premier attribut de la Liberté française (a) ».

Il est plus exact de dire que ces deux principes sont intimement liés l'un à l'autre, et que l'infraction de l'un a souvent entraîné la violation de l'autre, quoiqu'ils soient tous deux parfaitement distincts. C'est cependant une chose assez digne de remarque que, chez les peuples cultivateurs et civilisés, le principe de la *Propriété* est généralement plus respecté que celui de la *Liberté*. Ceux qui gouvernent semblent ne pouvoir l'enfreindre sans s'exposer à mettre la Société toute entière en combustion. A la plus légère atteinte, chacun serait prêt à se révolter. Mais que l'on attaque, au contraire, la *Liberté* (droit plus précieux encore) dans quelques-unes de ses parties essentielles, qu'on la mine sourdement, qu'on entreprenne de la saper jusque dans ses fondemens, chacun se tait, chacun le souffre avec patience, et semble, sur ce point, de la plus complète indifférence. « Par tout pays, dit Jean-Jacques, le peuple ne s'aperçoit qu'on at-

---

(a) Tome I, chap. III.



tente à sa Liberté que lorsqu'on attente à sa bourse : ce qu'aussi les usurpateurs adroits se gardent bien de faire que tout le reste ne soit fait » (a). Et en effet, c'est toujours le principe de la Liberté qu'un *gouvernement despotique* (b) attaque d'abord ; mais ce principe une fois enfreint, avili et méconnu , il devient facile de renverser les deux autres premiers Droits de l'homme , la Sécurité et la Propriété. Lorsque l'un de ces trois principes est détruit, les deux autres sont sans aucune force, sans soutien ; et la *Propriété*, la *Liberté*, la *vie même des Citoyens*, sont des choses précaires, aussi peu respectées l'une que l'autre (c).

---

(a) Lettre VII de la Montagne.

(b) Voy. deuxième partie, liv. I, chap. II.

(c) La culture des terres en commun étant impossible dans une Société nombreuse, les terres cultivées ne peuvent appartenir en commun à la Société ; mais une jouissance commune peut avoir lieu à l'égard des terres en friches et des lieux incultes : et c'est aussi ce qui arrive assez généralement à l'égard des biens dits *Communaux*, et autres habituellement destinés aux pacages et pâturages. L'usage de ces mêmes biens peut cependant encore être soumis à de certains réglemens, lorsque la liberté d'une jouissance totalement indépendante et sans règle pourrait entraîner avec elle quelques

Fausse opi-  
on de Jean-  
Jacques et au-  
es sur le prin-  
pe, l'origine et  
cause de ce  
roit.

C'est ici le lieu de réfuter une erreur de Jean-Jacques et de quelques autres écrivains.

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la Société civile : que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnées au genre-humain celui qui, arrachant les pieux et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : *Gardez-vous d'écouter ce imposteur; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne* » (a).

Danger de  
cette opinion.

Il n'est point de pensée et plus fausse et plus

inconvéniens pour la Société en général, et pour chacun de ses membres en particulier.

(a) Disc. sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes, 2<sup>e</sup> partie, *ab initio*.

Bossuet lui-même, dans son discours sur l'Histoire universelle, suppose : « que, *selon le Droit primitif de la Nature*, nul n'a de droit particulier sur quoi que ce soit que tout bien est en proie à tous, et que c'est de l'établissement du Gouvernement civil seulement qu'a pu naître le Droit de Propriété. » (Liv. I, art. III, propos. IV.)

Mably soutient le même système et paraît aussi le soutenir de bonne foi, quelque erroné qu'il soit.

dangereuse que celle-là ; elle tend à faire enfreindre et mépriser l'une des bases fondamentales de la Société ; elle porterait tous les hommes à se dépouiller réciproquement , au lieu de se prêter un secours mutuel ; elle semble autoriser ou excuser la rapine , le vol , le brigandage , comme une chose juste et naturelle ; elle favorise la paresse au préjudice de l'activité et du travail ; elle fait considérer la Société comme une source nécessaire de crimes et de malheurs ; elle serait la base ou le prétexte des plus chimériques et des plus dangereux systèmes (a) ; elle a conduit Jean-Jacques à dire que « l'État , à l'égard de ses membres , est maître de tous leurs biens » (b).

Heureusement il est facile d'en reconnaître toute l'inexactitude et la fausseté. D'abord on part d'un fait que l'on suppose pour expliquer ainsi l'origine de la *Propriété* , et la supposition de ce fait ne serait admissible qu'autant qu'on supposerait aussi ( comme le fait au surplus Jean-Jacques ) qu'il a primitivement existé un état de

Sa réfutation

---

(a) Voy. la République de Platon , l'Utopie de Thomas Morus , la Cité du soleil , l'Océana , etc. , etc. , etc.

(b) Contrat social.

choses tel que les hommes se fussent universellement haïs, ou tout au moins évités (a), au lieu de s'aimer et de se rechercher comme ils sont réellement engagés à le faire par les conséquences naturelles et inévitables de leur constitution physique et morale, ancienne et présente; un état de choses tel qu'ils n'eussent pas eu besoin d'un asyle pour se réfugier, pour se garantir du froid ou de la chaleur; tel qu'ils n'eussent eu aucun intérêt à se réunir, soit pour se défendre, soit pour poursuivre et atteindre les animaux dont ils peuvent faire leur nourriture. Mais qui n'est, au contraire, convaincu que cet état de choses n'a jamais existé? Qu'est-il besoin de rappeler les preuves précédemment exposées (b), pour établir que l'espèce humaine, bien plus encore que toutes les autres espèces d'êtres animés, est destinée, par la volonté de la Providence, par la Nature elle-même, à vivre en société, et que de tous temps elle a accompli cette destination?

L'assertion que nous combattons serait fondée,

---

(a) Voy. ci-dessus, chap. 1, § 2.

(b) *Ibid.*, § 1 et § 2.

si l'on pouvait admettre que les hommes , en toutes saisons et dans tous les climats , eussent pu trouver sans travail , sans industrie , sans prévoyance , les choses nécessaires tant pour les abriter que pour leur subsistance et leurs besoins : sans doute alors l'idée même de la Propriété n'aurait pu naître parmi eux. Mais cette supposition est plus absurde encore que celle qui veut que l'homme soit né pour vivre sauvage et isolé.

Jean-Jacques lui-même reconnaît qu'il y a des années stériles , de longs hivers , des étés brûlans , qui consomment et font disparaître toutes les productions de la terre (a).

Or, si l'homme , averti par l'expérience , se trouve naturellement obligé de se livrer à des travaux pénibles , de recueillir , de conserver les grains et les fruits , d'en faire des magasins et des provisions ; s'il est contraint , par la force des choses et de sa nature même , de cultiver , de labourer , d'ensemencer , d'enclorre les moissons , de les défendre contre les insectes dévorans , contre une multitude infinie d'animaux qui me-

---

(a) Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes.

nacent de les saccager et de les détruire; s'il est forcé, du moins sous peine de se trouver réduit à un état de dénuement et de misère absolu, de soigner, de surveiller les troupeaux; si ces divers travaux sont eux-mêmes une cause puissante de réunion, il faut reconnaître qu'en effet le besoin de conserver ce que chacun a si péniblement acquis est, *non pas le seul et unique fondement de la Société civile*, mais l'une de ses bases fondamentales les plus essentielles et les plus sacrées; que le Droit de la *Propriété* est un droit nécessaire et aussi ancien que l'homme lui-même; qu'il est la conséquence naturelle, juste, indispensable de tant de soins, de peines, de travaux; qu'il doit être inviolable; que la Société doit universellement et éternellement le respecter et le faire respecter.

Ce Droit n'a point été la cause des *crimes*, des *guerres*, des *meurtres*, des *misères* et des *horreurs* qui ont affligé le genre-humain. Bien loin de là, il a été, il est encore, l'une des causes principales du perfectionnement de l'agriculture et de l'industrie, de l'adoucissement des mœurs, de l'avancement de la civilisation.

Des hordes errantes de sauvages, uniquement

occupées à tout détruire pour fournir à leur consommation, seraient peut-être bientôt réduites à se dévorer entre elles. Des peuples simplement chasseurs ou pasteurs resteraient toujours dans le même état d'existence précaire, de pénurie, de détresse, d'ignorance, de barbarie et de grossièreté, sans arts, sans industrie et sans bien-être.

Par-tout où le Droit de Propriété a été respecté, l'intelligence, l'activité, l'émulation particulières ont assuré la prospérité générale. Par-tout où il est méconnu ou enfreint par la Société ou par ceux qui la gouvernent, ces vertus s'éteignent; l'indolence, l'oisiveté, l'imprévoyance, leur succèdent. L'homme se dégrade; la prospérité, la gloire nationale disparaissent; la misère remplace l'abondance, plonge le peuple dans l'abrutissement, rend l'esclavage en quelque sorte nécessaire, et détruit même la population.

Celui qui le premier eût arraché les pieux et comblé le fossé, loin d'être un bienfaiteur, n'eût donc été, au contraire, dans l'origine, comme aujourd'hui, qu'un brigand ou un furieux et un insensé, qui aurait dû être sévèrement réprimé.

Car tout homme qui porte atteinte à la *Propriété*, de même qu'à la *Liberté* et à la *Sûreté*

de ses concitoyens , et qui a été légalement jugé et convaincu , peut être à son tour privé de ces Droits , sans qu'il y ait , à son égard , aucune infraction du principe (a).

## COROLLAIRE.

*De la Prescription , quant à la Propriété , en matière de Droit public.*

nécessité de la  
scription en  
ière de Droit  
lic.

Depuis tant de siècles que la mauvaise foi , l'ambition , le fanatisme , l'arbitraire , les guerres civiles et étrangères pèsent sur l'humanité , substituent la force au droit et l'usurpation à l'équité , bouleversent ainsi le monde et le tiennent courbé sous un sceptre d'airain , s'il fallait ( dans l'état actuel des choses ) remonter à l'origine de toutes les possessions , il n'en est peut-être pas une seule dont la source fût pure , et dont les titres pussent être reconnus légitimes au tribunal de la justice et de la raison.

---

(a) Ceci se rattache plus particulièrement à l'examen des Devoirs , et à celui du Droit civil et du Droit pénal. Voy. ci-après , § II ; et tit. II , § II et III.

— Voy. aussi ci-après , § II , ce qui concerne le prétendu *Droit du Domaine éminent*.



Mais quel trouble , quel chaos , quel désordre in semblable jugement n'occasionnerait-il pas !

La possibilité d'une telle réforme est au-delà des bornes de la puissance humaine.

La raison , la justice , la nature elle-même , n'exercent guère leur pouvoir que sur l'avenir ; à peine en ont-elles sur le présent ; elles n'en ont aucun sur le passé ; et quiconque , renonçant à marcher vers le but qu'elles lui indiquent , abandonnant la seule route dans laquelle elles puissent le diriger , voudrait imprudemment faire un pas rétrograde , et s'efforcerait de marcher en sens inverse , perdrait un bien assuré pour une ombre chimérique et vaine , que tous ses efforts ne pourraient atteindre.

Par cette triste , mais réelle , impuissance de réagir et de changer le passé , les Législateurs sont donc placés dans la nécessité d'admettre la prescription , quant à la propriété , en matière de droit public ; et lorsqu'après tous les désastres inséparables d'une longue et pénible révolution , la Société commence enfin à se rasseoir sur ses véritables bases , si ceux qui sont appelés à la gouverner n'ont pas la sagesse de prendre les choses dans l'état où elles se trouvent ; s'ils veulent res-

saisir un passé qui fuit et disparaît chaque jour dans l'ombre et la nuit des ans ; s'ils entreprennent de bouleverser tout pour arriver à l'état de paix et de tranquillité , les résultats ne peuvent manquer d'être funestes et à eux-mêmes et à la Société entière (a).

---

(a) On verra , deuxième partie , l'application de cette vérité à l'état actuel des choses en France. — ( *Voy. aussi ci-après , liv. II et liv. III , de la Prescription en matières de Droit politique et de Droit des gens.* ) — Il n'est sans doute aucune révolution violente sans de grandes et fâcheuses injustices ; mais la Religion et le bon sens doivent apprendre à ceux qui en sont les victimes à supporter leurs pertes avec résignation , à en faire le généreux et volontaire sacrifice pour le repos public et pour leur tranquillité personnelle. Ils doivent descendre au fond de leur conscience , et se demander s'ils peuvent être bien assurés de n'avoir aucun reproche à se faire , s'ils n'ont jamais commis d'injustices , s'ils n'ont jamais transgressé les lois sacrées de la nature et de l'équité , et attiré par là sur eux une réaction qui n'est alors que le châtiment de la Providence. Ils doivent surtout savoir que dans tout État où il existe quelques corporations privilégiées , ceux qui font partie de ces corporations , et dont les intérêts se trouvent ainsi séparés de l'intérêt commun , deviennent nécessairement , par le fait même , solidaires et personnellement responsables de tout le mal , de toutes les iniquités et exactions commises par la classe entière à laquelle ils appartiennent.

## § II.

## DES DEVOIRS.

1°. *Défense de la Patrie.*

**SOMMAIRE.** Cette obligation est commune à tous les membres de la Société en état de porter les armes.

Cependant les citoyens non engagés dans la carrière des armes ne doivent être tenus de les prendre que dans les circonstances graves et périlleuses.

Les devoirs de l'homme envers la Société dont il est membre ne sont pas moins sensibles et moins évidens que ses droits : c'est toujours la même vérité qui leur sert de bases. Puisque la Société est un état de choses naturel et favorable aux hommes, mais qu'elle ne peut se former, se conserver, se maintenir, enfin exister et agir sans le concours et la réunion de tous, tous ceux qui la composent, tous ceux qui désirent ou qui consentent même à en faire partie, doivent nécessairement concourir à sa défense de tout leur pouvoir, de toutes leurs forces. Un peuple est-il attaqué, tout homme doit voler à la défense de son pays, de ses concitoyens, de sa famille, de ses foyers, de ses propriétés, de lui-même. Dans une Société naissante ou peu nombreuse,

Aucune société ne pourrait subsister si ceux qui la composent ne s'unissent pour défendre.

quel est celui dont le courage pourrait rester insensible et sourd à cet appel de l'intérêt personnel et de l'honneur? Quel est, même encore parmi nous, celui que la voix de la patrie en danger ne rallierait pas sous ses étendards? (a)

Mais une levée générale de la population, chez un peuple nombreux, n'est nécessaire que dans les grands périls, que dans les cas graves et d'un éminent danger, tels, par exemple, que les cas d'invasion; car, dans toute autre circonstance, une armée de soldats tirés de l'élite de la jeunesse seulement, et organisée d'après des règles bien entendues (b), peut suffire pour résister au premier choc, aux premières entre-

---

(a) On pourrait citer ici, non-seulement le combat et la mort glorieuse de Léonidas et des six cents Spartiates qui périrent avec lui à la défense du passage des Thermopyles, mais encore plusieurs autres actions mémorables du même genre, principalement puisées dans l'histoire des peuples de l'antiquité, et qui la présentent encore à nos yeux toute brillante d'héroïsme et de gloire.

Il n'est point de peuple qui, à presque toutes les époques de son histoire, ne présente encore des exemples nombreux de patriotisme, de courage, de vertu.

(b) Voy. ci-après, liv. II, chap. II, tit. I, § 3; et 2<sup>re</sup> partie, liv. II, tit. I, § 2.

prises dirigées contre l'intégrité du territoire, et pour maintenir au dedans l'ordre et la sécurité. « Tout citoyen, dit Vattel, est obligé de servir et de défendre l'État autant qu'il en est capable. La Société ne peut se conserver autrement ; et ce concours pour la défense commune est une des premières vues de toute association politique. Quiconque est en état de porter les armes doit les prendre au premier commandement de celui qui a le pouvoir de faire la guerre. — Autrefois, et surtout dans les petits États, dès que la guerre se déclarait, tout devenait soldat ; le peuple entier prenait les armes et faisait la guerre. Bientôt on fit un choix, on forma des armées de gens d'élite, et le reste du peuple se tint à ses occupations ordinaires. Aujourd'hui l'usage des troupes réglées s'est établi presque par-tout, et particulièrement dans les grands États. La puissance publique lève des soldats, les distribue en différens corps, sous l'autorité des chefs et autres officiers, et les entretient aussi long-temps qu'elle le trouve nécessaire » (a).

---

(a) (VATTEL, Droit des gens, liv. III, ch. II, § 8 et 9).  
Nous aurons souvent l'occasion de revenir dans la suite

2°. *Acquittement des Charges publiques.*

SOMMAIRE. Nécessité de ces charges et contributions.

Règle essentielle de leur répartition.

Nécessité des  
arges et con-  
tributions pu-  
liques.

S'il est utile, dans des vues de salubrité publique, d'abattre une forêt, de dessécher un marais, de creuser des canaux, de construire un digue; si, pour ajouter aux moyens de défense de sûreté, de communication et de richesses, faut élever des remparts, des forteresses, ouvrir des chemins (a); s'il faut bâtir des hôpitaux pour les malades et les blessés, des maisons d'éducation

---

de cet ouvrage sur l'application de ce principe, plus sujette à difficultés que ne saurait l'être l'admission du principe lui-même dans toute sa simplicité.

(a) Les *Corvées*, autrefois en usage en France, n'étaient pas en elles-mêmes contraires aux principes du Droit et à l'équité; mais ce qui rendait ces sortes de charges injustes, onéreuses, vexatoires, c'est qu'elles ne pesaient que sur quelques classes d'individus; et que de plus le objet, loin d'avoir une utilité publique et générale bien reconnue, était trop souvent au contraire conforme seulement à l'intérêt particulier et au caprice des seigneurs de quelques nobles de village, qui forçaient les habitants des villages les plus pauvres, ceux-là même qui avaient

publique, des temples pour les cultes religieux, chacun doit y contribuer, fût-ce même de sa personne et du travail de ses mains, en cas que cela pût être nécessaire. Mais comme il serait difficile, et d'ailleurs sans utilité, que tous y employassent leurs soins et leurs travaux personnels, dans une

---

le plus besoin du salaire et du prix de leurs sueurs pour nourrir leurs familles, à travailler gratuitement pour eux à des ouvrages de luxe, de pur agrément, tandis que les travaux réellement indispensables et d'une utilité générale, auxquels chacun aurait pu s'employer avec zèle, se trouvaient en beaucoup d'endroits négligés ou abandonnés. Ce n'est donc pas sans quelque raison que Vattel a dit : « Lorsque la construction et la réparation des grands chemins, des ponts, des canaux, chargeraient trop les revenus ordinaires de l'Etat, le Gouvernement peut obliger les peuples d'y travailler ou de subvenir aux dépenses. On a vu les paysans de quelques provinces de France murmurer des travaux qu'on leur imposait pour la construction des chaussées ; *mais ils n'ont pas tardé à bénir les auteurs de l'entreprise, dès que l'expérience les a éclairés sur leurs véritables intérêts* ». (Droit des gens, liv. I, ch. IX, § 102.)

Dans sa dernière observation, Vattel nous paraît s'être trompé : *les paysans n'ont point béni les auteurs de l'entreprise, et l'expérience ne les a point éclairés à cet égard*, parce que, contre le principe évident que nous venons d'énoncer, eux seuls, et non pas toutes les classes, ont supporté le fardeau.

Société nombreuse et d'une grande étendue de territoire ; comme il faut alors solder des ouvriers ; comme il faut , dans tous les cas , établir des administrations de tous genres et pourvoir à un grand nombre de dépenses , il faut que chacun du moins contribue au paiement des impôts que ces diverses dépenses exigent.

Tacite a exprimé , en partie , la nécessité de ce secours mutuel , lorsqu'il a dit : « Le repos des peuples ne peut s'obtenir que par les armes , les armes que par la solde , et la solde que par les tributs. *Neque enim quies gentium sine armis , neque arma sine stipendiis , neque stipendia sine tributo haberi possunt* » (a).

Nous dirons même encore que , l'intérêt privé se retrouvant dans l'intérêt public , le premier et le plus grand intérêt des propriétaires étant le maintien et la conservation de la Société , s'il devient réellement nécessaire qu'une propriété particulière soit employée pour l'utilité générale , nul ne peut raisonnablement se plaindre et s'opposer à cet emploi , pourvu qu'il en reçoive une suffisante et préalable indemnité.

---

(a) TACIT., *Ann.* 4.



C'est là ce que plusieurs Publicistes, entre autres Pufendorf (a) et Vattel (b), ont entendu par *Droit du Domaine éminent du Souverain.*

C'est du moins là tout ce à quoi il faut réduire l'exercice de ce droit, contre lequel plusieurs autres Publicistes, et notamment Fleicher (c), ne se sont sans doute fortement élevés que faute de l'avoir trouvé assez clairement défini et circonscrit dans ses véritables limites (d) (22).

Les impositions, les charges, les dépenses

Règle essentielle de leur répartition.

(a) Droit de la nature et des gens, liv. VIII, ch. v.

(b) Droit des gens....

(c) *Institutiones juris naturæ et gentium*, lib. III, ap. II, § 2.

(d) Grotius avait dit que la seule utilité présumable de la République suffisait pour mettre en état d'exercer ce droit, même sans indemnité préalable; et c'est en cela qu'il a été solidement réfuté par plusieurs, qui ont soutenu qu'on ne pouvait prendre le bien des particuliers malgré eux que dans le cas d'une nécessité véritable, et indemnisant celui qui se trouve ainsi forcé de faire au public le sacrifice de sa propriété. — (Voy. Boehmer, Meke, Montesquieu, Fleicher.) — Suivant Heineccius, le terme même, *Droit du Domaine éminent*, est odieux. Son interprétation a aussi donné lieu à une dispute célèbre en Allemagne entre Leyser et Horn, dont les écrits ont été imprimés à Vitemberg en 1673.

qu'exige la Société, doivent être supportées par chacun de ceux qui la composent, dans une juste proportion de ses facultés. Les plus forts ou les plus riches, loin d'en être exempts, doivent au contraire y contribuer en proportion de leurs facultés, de leurs forces et de leurs richesses. C'est à eux qu'il appartient de donner l'exemple du désintéressement, du zèle, du dévouement, puisqu'ils peuvent davantage, qu'ils y ont même un plus grand intérêt; et que, s'il en était autrement, s'il existait des prérogatives, des exceptions en leur faveur, les forces et les ressources publiques ne se trouveraient plus en proportion avec les besoins de la Société.

Lorsque ces exceptions existent, la majorité se trouve surchargée, souffre, murmure, ne conserve ni patriotisme ni zèle, aspire et tend sans relâche à un bouleversement dont les riches et les puissans sont les premières victimes (a).

Si quelqu'un s'est signalé par d'éminens services rendus à l'État, par des actes de courage et

---

(a) On sait que ces exceptions sont une des causes de la révolution française, comme elles furent en tous temps la cause de beaucoup d'autres.

de dévouement pour la chose publique , ce n'est jamais , comme nous le verrons bientôt , par des privilèges , par des prérogatives , des exceptions de contributions ou autres charges publiques, qu'il doit être récompensé , ne fût-ce que par la seule raison que le surcroît de charges et d'impôts qui en résulterait pour les autres membres de la Société ne saurait plus être réparti entre eux également et avec équité (a).

---

(a) M. Say , auteur d'un excellent ouvrage d'économie politique , que nous aurons occasion de citer quelquefois , parce qu'on y trouve beaucoup d'idées justes qui se lient avec les premiers principes du Droit , et dont l'exécution serait de la plus grande utilité, M. Say dit aussi : « L'impôt est un fardeau ; l'un des moyens pour qu'il pèse le moins possible sur chacun , c'est qu'il porte sur tous. L'impôt n'est pas seulement une surcharge directe pour l'individu ou la branche d'industrie qui en porte plus que sa part ; il est encore pour eux une surcharge indirecte : il ne leur permet pas de soutenir avec un avantage égal la concurrence des autres productions. On a vu , en mainte occasion , tomber plusieurs manufactures par une exemption accordée à une seule d'entre elles. Une faveur particulière est presque toujours une injustice générale , etc. (*Traité d'Économie polit.* , liv. v , chap. xi , de l'Impôt en général , pag. 469.) — Disons , pour pousser l'exactitude jusqu'où elle doit aller , que cette faveur particulière est toujours une injustice générale.

### 3°. *Bonne foi , Bienveillance , Protection réciproques.*

**SOMMAIRE.** La bonne foi , la bienveillance et la protection que se doivent les membres d'une même Société important à l'intérêt général.

Utilité réelle , pour ceux qui la pratiquent , de cette maxime si connue : « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qui vous fût fait.* »

La répression de ceux qui portent atteinte aux droits de leurs concitoyens est juste et nécessaire.

Influence funeste de l'esprit de parti.

Le repos gé-  
ral résulte du  
repos de ceux  
et la réunion  
constitue la So-  
cété.

Il ne suffit pas de prendre les armes et d'exposer sa vie pour maintenir et conserver la sécurité publique et pour concourir à la défense commune de la Société ; il ne suffit pas de payer les contributions et de supporter les autres charges que les besoins de l'État et l'existence de la Société nécessitent ; il faut encore que chacun des membres de cette Société respecte la vie, la liberté, la propriété de ses concitoyens , et concourt avec zèle à les faire respecter.

Le repos , la tranquillité générale résultent du repos , de la tranquillité particulière de tous ceux dont la réunion constitue la Société. « Il ne faut pas croire que l'on puisse offenser ou couper un

bras, que la douleur ne se porte à la tête ; et il n'est pas plus croyable que la volonté générale consente qu'un membre de l'État, quel qu'il soit, en blesse ou détruise un autre, qu'il ne l'est que les doigts d'un homme, usant de sa raison, aillent lui crever les yeux. » (a).

C'est par cette obligation de se protéger, de se secourir mutuellement, que les hommes se trouvent liés et sont unis les uns aux autres.

Utilité réelle, pour ceux qui la pratiquent, de cette maxime. « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'il vous fût fait. »

C'est par elle que l'état de Société peut continuer à leur être utile et profitable. Si elle devait être enfreinte et violée au sein même de la Société, la Société perdrait le plus grand et le premier de tous ses avantages, ou plutôt elle ne pourrait pas même subsister.

« Peut-on trop fuir, dit l'auteur de la *Science du Gouvernement*, celui qui ne veut qu'un bonheur auquel il n'associe personne? Peut-on trop rechercher celui qui n'est satisfait que par les avantages qu'il verse dans la Société? » (b).

La bonne foi, la probité, la franchise, le désir

(a) J.-JACQUES, *Disc. sur l'Economie politique.*

(b) DE RÉAL, tom. III, chap. IV, art. XXXIII, pag. 282.

d'être utile à ses concitoyens, la générosité, sont des qualités utiles et nécessaires pour ceux-là mêmes qui les pratiquent. Celui qui veut être secouru et protégé doit même service à chacun de ceux qui doivent aussi concourir à le défendre, à le secourir.

Et que celui qui prétend s'isoler ne s'imagine pas qu'il sera aidé et secouru, qu'il ne se flatte pas de l'espoir de pouvoir feindre toujours : malgré sa dissimulation, l'hypocrite sera bientôt démasqué et couvert de confusion. « On peut être plus fin qu'un autre, a dit Larochefoucault, mais non pas plus fin que tous les autres » (a). « La finesse, dit aussi le célèbre Locke, n'est qu'un manque d'intelligence, qui, ne pouvant aller à ses fins par des voies directes, tâche d'y parvenir par l'artifice et par la tromperie : mais le mal est qu'elle ne sert qu'une fois, et qu'elle est toujours préjudiciable dans la suite. Il n'y a point de faux prétexte qu'on puisse proposer avec assez de précaution et d'adresse pour empêcher qu'il ne soit découvert. Jamais homme n'a été si fin qu'il ait pu se cacher absolument; et, lorsque

---

(a) Réflexions morales.

des gens sont une fois reconnus pour tels, chacun les fuit, chacun se défie d'eux, et tout le monde s'empresse à se liguer pour leur faire tête et pour les détruire. Au contraire, un homme ouvert, raisonnable et prudent est favorisé de chacun et va directement à son but. Or, le vrai moyen de la prudence, c'est d'accoutumer l'homme à avoir de véritables notions des choses, et à n'être pas satisfait qu'il ne les ait effectivement ; c'est d'élever son esprit à de grandes et nobles pensées, et de lui inspirer de l'éloignement pour le mensonge et pour la finesse, compagne inséparable du mensonge » (a).

C'est donc un fait constant, journellement prouvé par l'expérience : celui qui ne veut pas être trompé, abandonné, trahi par les autres, ne doit tromper et trahir personne. De là vient ce précepte si ancien, si universellement connu, et, malheureusement pour la Société toute entière, malheureusement pour chacun en particulier, trop oublié : « *quod tibi fieri non vis, alteri ne feceris*. Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qui vous fût fait ».

---

(a) Traité sur l'Education, tom. II, sect. XXI, § 143.

Ce n'est pas encore assez d'être bon fils , bon père , bon époux : ce sont là des vertus ordinaires et communes ; et ne les point avoir , c'est s'être dépouillé de tout sentiment naturel et humain.

Ce n'est pas encore assez d'aimer la patrie de se dévouer pour elle : on en est récompensé par l'honneur , par la gloire , par la portion d'intérêt particulier que l'on retrouve dans la prospérité générale , à laquelle on a pu contribuer.

Il faut encore mériter des amis , en se montrant ami sincère : l'égoïsme ne produit qu'égoïsme , et quiconque n'aime que soi ne sera jamais aimé. Cependant , que deviendrait votre famille ; vous-même , que deviendriez-vous , si chacun de ceux qui vous environnent ne vous protégeait pas , ne contribuait pas à assurer votre sécurité et celle des personnes qui vous sont chères ?

C'est bien , d'ailleurs , à ce troisième devoir de l'homme considéré comme faisant partie d'une Société , c'est bien à cette obligation de concourir à la défense , à la sûreté , au bien-être de chacun des membres de la Société dont il est membre lui-même , que se rattache immédiatement et en première ligne toutes les vertus domestiques , les



vertus utiles à la famille , et qui seront toujours , quoi qu'en ait pu dire l'auteur du livre de l'*Education de l'Homme*, placées les premières dans la hiérarchie morale. Viennent ensuite les vertus relatives à l'amitié , celles qui concernent plus particulièrement ce que l'on doit à ses amis , à ceux dont on a pu recevoir des services , de simples marques d'attachement , d'intérêt , de bienveillance , de bonne volonté , et auxquels on se trouve plus étroitement lié par les nœuds de la sympathie ou de la reconnaissance.

Mais il est bon de faire observer que , quelles que soient la force et la puissance de ces mêmes sentimens , quelque grand et inviolable que doive être l'attachement à ces premiers devoirs de l'homme envers ses parens et ses amis , ils ne doivent cependant jamais l'entraîner à violer les droits des autres membres de la Société en faveur de qui que ce soit. Ils le mettent au contraire dans la nécessité d'employer toute son influence , toute la force et l'autorité que peuvent lui donner sur ses proches et sur ses amis ces mêmes sentimens de l'affection et de l'amitié , pour les maintenir ou les ramener eux-mêmes dans la voie du salut , et pour les attacher plus in-

timement, dans leurs propres intérêts, à l'observation et à la pratique des devoirs que la nature leur impose (a).

On doit, en général, aimer ses concitoyens comme on s'aime soi-même. Les principes du Droit public, de la sociabilité, sont communs à tous les membres d'une même Société sans aucune exception, et doivent être la règle de toutes nos actions, de tous nos sentimens envers eux. « D'où dépend notre sûreté, dit Sénèque, si ce n'est des services mutuels que nous nous rendons ? » — « Donnez retraite, dit aussi Phocilides, à ceux qui n'ont point de couvert ; *conduisez les aveugles ; ayez pitié de ceux qui font naufrage ; tendez la main à ceux qui sont tombés ; secourez ceux qui n'ont personne auprès d'eux qui puisse les tirer du danger où ils se trouvent. Si une bête, fût-elle à votre en-*

---

(a) C'est toujours de ce même devoir de l'homme envers tous ses concitoyens que découle nécessairement cette conséquence, que non-seulement l'homicide, l'adultère, le vol, mais même les vices, tels que l'avarice, l'égoïsme, l'oisiveté, la colère, l'orgueil, la flatterie, etc., sont des crimes contre la Société toute entière, contre la Nature et contre Dieu.

nemi, est tombée, relevez-la; ne vous détournez pas pour éviter de rendre service à un homme qui s'est égaré de son chemin ou qui est battu de la tempête. Dieu, qui nous a fait mortels, veut que nous nous assistions ainsi les uns les autres, et que, par ces secours mutuels, chacun tâche de détourner de dessus la tête d'autrui les malheurs qu'il appréhende pour lui-même ».

La nature nous destinant à vivre en Société, il n'y a que les actions et les sentimens propres à assurer l'existence, l'ordre, l'harmonie de la Société, qui puissent réellement contribuer à notre bonheur. Si donc nous voulons être heureux en ce monde, le plus sûr et même le seul moyen est de vivre plus pour les autres que pour nous-mêmes; l'égoïsme est la mort de l'ame et le poison de la félicité; il détruit la sensibilité morale et conduit à la stupidité. La charité, la bienfaisance, l'humanité éveillent, animent toutes nos facultés, donnent la vie à la plus noble partie de nous-mêmes, et nous ouvrent les portes du véritable et souverain bien. « On ne peut être heureux, dit Cumberland, qu'en pensant à la félicité publique en même temps qu'à la sienne pro-

pre. » (a). Pensée aussi vraie, aussi juste, aussi clairement démontrée par l'expérience, qu'elle est grande, noble et généreuse. « Ce qui importe à l'homme, dit aussi Jean-Jacques, c'est de remplir ses devoirs sur la terre, et c'est en s'oubliant qu'on travaille pour soi; l'intérêt particulier nous trompe; il n'y a que l'intérêt du juste qui ne trompe point » (b).

La répression  
de ceux qui por-  
tent atteinte aux  
droits de leurs  
concitoyens est  
utile à tous.

Mais comme il existe des êtres assez aveugles, assez dépravés, pour méconnaître l'indispensable utilité de ce troisième devoir et pour oser porter atteinte aux droits sacrés de leurs concitoyens, il

(a) Traité philosophique des lois naturelles, ch. 1, § 13.

(b) (*Emile*, tom. III, pag. 215). L'auteur de l'Essai sur l'histoire de la société civile commente et développe ainsi cette même vérité. « La satisfaction de tout désir n'est-elle pas une véritable jouissance personnelle, et le prix de cette jouissance n'est-il pas proportionné à la qualité particulière et à la force du sentiment qui nous anime? Il arrive donc que nous sommes bien plus heureux par le bien que nous avons procuré à un autre, que par celui qui nous arrive à nous-mêmes. S'il est vrai que les plaisirs qui naissent de la bienveillance nous soient aussi personnels que ceux qui nous viennent de quelque désir que ce soit, l'exercice de cette dispo-

Il faut qu'ils soient réprimés, il faut surtout qu'ils soient contraints de réparer le tort qu'ils ont occasionné, de quelque classe, de quelque condition que soit l'opprimé et l'oppresser. Toute Société est tenue, si elle veut se maintenir et prospérer, d'exercer cette justice, et conséquemment tous ceux qui la composent doivent, au besoin, s'unir pour la mettre en état de l'exercer. Tout ce qui est une obligation pour la Société en gé-

---

tion doit donc être, à bien des égards, comme la principale source du bonheur. Tout acte de bonté ou d'attention de la part des parens pour leurs enfans, toute émotion du cœur, soit en amour, soit en amitié, le zèle du bien public, l'enthousiasme de l'humanité, sont de véritables jouissances ; la pitié elle-même et la compassion, le chagrin et la tristesse, lorsqu'ils naissent de la sensibilité, participent de la nature du sentiment qui les a fait naître ; et, s'ils ne sont pas positivement des plaisirs, du moins sont-ils des peines d'une espèce particulière que souvent on ne consentirait pas à changer contre le plaisir..... Aussi les excès même de ce genre d'affections n'entraînent-ils jamais après eux ces inquiétudes cruelles, ces jalousies, ces frayeurs, qui déchirent les âmes intéressées et qui accompagnent toujours la haine, l'envie et la méchanceté.... » (Chap. VIII, tom. I, pag. 143.) — « Aimer, dit encore Fergusson, c'est jouir ; haïr, c'est souffrir. » (*Ibid.* pag. 148.)

néral, en est une nécessairement pour chacun de ses membres en particulier, et importe autant à leur intérêt privé qu'à leur intérêt commun, puisqu'encore une fois la Société ne peut atteindre le but de son institution sans leur coopération, leur concours et une tendance active vers le même but.

Les dignités, les richesses, le rang, la puissance des coupables, ne peuvent les autoriser à enfreindre cette obligation ou les soustraire à la répression que tout délit exige. Il n'est rien qui doive placer les membres d'un Etat au-dessus des lois, et justifier les hommes puissans d'abuser, pour nuire à autrui, des avantages que leur position leur donne. Plus ils ont de force, de richesse et de pouvoir, et plus ils doivent mettre de fidélité, d'exactitude et d'empressement à remplir leurs devoirs envers les faibles et les malheureux. C'est à eux de donner d'utiles exemples; et, s'ils ne le font pas, ils sont d'autant plus coupables, qu'il eût dépendu d'eux de produire un plus grand bien, et que leur déloyauté produit un mal plus grand.

Influence funeste de l'esprit de parti.

Ce que nous venons de dire combat déjà assez victorieusement ce déplorable esprit de parti

contre lequel les personnes les plus modérées et les plus sages , les premiers fonctionnaires de l'Etat eux-mêmes , ne sont point encore assez pré-munis , qui divise la Société et les familles entre elles , et dont nous aurons plus d'une fois l'occasion de démontrer, dans le cours de cet ouvrage, l'influence funeste.

Des concitoyens ne doivent pas se considérer respectivement comme des êtres haïssables et criminels , parce qu'ils sont d'avis différens , parce qu'ils ne sont pas également éclairés , parce qu'ils n'ont pas envisagé de la même manière et sous un point de vue qui puisse tout concilier, des questions aussi compliquées , aussi difficiles à éclaircir, aussi peu approfondies , que l'ont été jusqu'à ce jour toutes celles qui se rattachent à cette science, elle-même si peu définie , appelée vulgairement *la Politique*.

Il ne faut pas attribuer exclusivement au crime, à l'immoralité , à l'égoïsme , à la mauvaise foi , des erreurs qui sont au contraire assez souvent, dans un sens comme dans l'autre , inspirées par les plus nobles sentimens , par le patriotisme , par l'amour de l'humanité.

Nous devons tous être portés , les uns envers les autres , à la modération , à la bienveillance.

On n'est pas véritablement sage , on n'est même pas bon citoyen , si l'on s'écarte de ce devoir ; et l'on blâme alors , dans les autres le vice dont on est soi-même infecté. Nous devons conserver cette disposition de cœur à l'égard de ceux-là même qui croient pouvoir parler hautement en faveur de l'esprit de parti , et qui sont assurément tombés en cela dans une grossière et fâcheuse erreur. Nous devons chercher à les en détacher , et non pas leur donner gain de cause en les imitant.

Beaucoup de points importants , en matière de Droit , sont encore douteux ; mais il faut tenir celui-ci pour constant.

Beaucoup de questions peuvent être examinées , approfondies sans danger , et même avec succès , si nous respectons ce principe ; mais nous ne saurions nous en éloigner sans troubler aussitôt la tranquillité publique et notre propre félicité.

Machiavel rapporte qu'en l'année 1501 , Florence ayant perdu Arezzo avec le Val di Tevere et le Val di Quiana , dont les Vitelli et le duc de Valentinois se rendirent maîtres , le roi de France envoya à Florence M. de Lant , afin de faire restituer à la République tout ce qu'on venait de lui



ràvir ; et que cet envoyé , dans la visite qu'il fit de toutes les places , trouvant des gens qui se disaient de la faction de Marzocco , blâma fortement cette division , disant que « *si , en France , il se trouvait un homme qui eût la hardiesse de se dire du parti du Roi , on ne manquerait pas de lui faire son procès , parce que ce mot de PARTI marquerait que le Roi aurait un intérêt et un parti qui ne seraient pas ceux de l'Etat.* » (a).

(Nous verrons , vol. II , liv. II , ce qui concerne l'INVIOLABILITÉ DU PRINCE.)

## COROLLAIRE.

De la proposition qui précède , il faut conclure aussi que le *Suicide* et le *Duel* sont des actions blâmables et que réprouvent l'intérêt public et le véritable honneur. Nous renvoyons la discussion sur ces deux points aux notes qui terminent ce premier volume , parce que , quelque importante qu'elle soit , elle porte plutôt sur des détails de législation , sur de simples questions de *Droit civil* , que sur des principes fondamentaux et élémentaires de DROIT PUBLIC (23) (24).

---

(a) Disc. polit. sur la première Décade de Tit.-Liv. , liv. III , chap. xxvi.

## RÉFLEXION GÉNÉRALE

*Concernant les Principes élémentaires du Droit public.***SOMMAIRE. Définition de l'ÉGALITÉ SOCIALE.**

Ce qui est contraire à cette sage égalité est contraire à l'état de Société, et devient une cause naturelle de révolution.

Les récompenses nationales ne doivent entraîner la concession d'aucun privilège, d'aucune prérogative, et ne doivent être accordées qu'au mérite personnel.

Les places et les fonctions publiques ne doivent être ni vénales ni héréditaires ; Devoirs de ceux qui les occupent.

Les Principes élémentaires du Droit public, *constitutifs des Droits et Devoirs de l'homme considéré comme Citoyen*, sont des lois positives et invariables.

La connaissance du *juste* et de l'*injuste* suppose au moins celle de ces premiers principes.

• Les mortels sont égaux ; ce n'est point la naissance,  
C'est la seule vertu qui fait la différence. •

VOLTAIRE.

• Nobilitas sola est atque unica virtus. •

JUVÉNAL.

Définition de  
l'égalité sociale.

Une jouissance assurée, pour tous, des Droits que la Société doit faire respecter, et une participation exacte aux Devoirs que l'existence de cette Société nécessite ; d'une part, la même protection accordée à tous les citoyens pour leur sûreté individuelle, leur liberté et leur propriété ; d'autre part, l'obligation générale et

commune à tous les hommes de défendre la Société dont ils sont membres , la répartition proportionnée et équitable des contributions nécessitées par les charges et les dépenses publiques , une égale soumission aux lois en général , et la juste répression des crimes et des délits commis contre l'intérêt public et individuel , sans aucun égard aux dignités , aux titres , aux honneurs , enfin sans nulle exception (a) ; voilà ce

---

(a) On sait qu'en France , depuis des siècles et immédiatement avant la révolution , les paysans seuls étaient assujettis à la taille , à la milice , aux corvées , aux logemens des gens de guerre , aux transports militaires , aux rigueurs de la Gabelle et des Aides. Le Clergé et la Noblesse , et même les habitans de Paris et de quelques autres grandes villes , étaient affranchis de presque toutes ces charges. La tyrannie ancienne des seigneurs s'était trouvée aggravée par celle des ministres et de leurs agens dans les provinces , et par celle des financiers et des traitans. Il existait aussi des différences remarquables relativement à la nature des peines infligées par les lois. Ainsi , par exemple , le noble qui n'avait pu parvenir à échapper par faveur ( comme cela arrivait souvent ) à la condamnation de la peine capitale , avait la tête tranchée , et sa famille n'en était point flétrie.

Cette partialité de nos lois était ancienne. Philippe-Auguste condamne le blasphémateur à payer quelques sols

qui constitue l'égalité entre les hommes d'un même État, *l'Égalité sociale*.

Aucune autre ne pourrait subsister, puisque la nature elle-même met une différence si grande et si réelle dans les facultés physiques et morales

d'amende s'il est *noble*, et à être noyé s'il est *roturier*.

Nos anciens jurisconsultes, disaient : « *Où le vilain perdrait la vie ou membres de son corps, le noble perdrait l'honneur en réponse de Cour* » (LOISEL, *Instit.*, tit. *des Peines*, maxime xxxiii.)

Les Romains nous avaient donné l'exemple de cette partialité. Ils mettaient en croix l'homme du peuple qui volait, et le magistrat convaincu de meurtre ou d'empoisonnement n'était soumis qu'à la déportation. (ff., liv. xlviii, tit. viii, loi xvi; — tit. ix, loi xxv; — loi xxviii, § 25.) — Ils le pratiquèrent de même pour celui de tous les délits dont l'injure peut-être est la plus égale, quels que soient et le rang du coupable et les convenances de la Société, *l'adultère*. Surprenait-on sa femme dans les momens de l'infidélité, on ôtait impunément la vie à son amant s'il était plébéien; mais s'il était noble, l'exil punissait le mari qui vengeait son outrage. (ff. liv. xlviii, tit. i, loi xxiv. — Code, liv. ix, tit. ix, loi iv.)

« Qui ne connaît, ajoute l'auteur du traité des Lois pénales, ce vieux principe des peuples barbares, si fréquemment appliqué à la législation française? Henri IV lui-même l'a adopté. Lisez le premier article de l'ordonnance de 1607 : on réunit difficilement plus d'absurdités. « *Avons très-expressément inhibé et défendu*

de chaque individu ; puisque , les uns ayant plus de force , d'intelligence , d'activité , plus de sagesse , de générosité , de courage que les autres , ils ont bientôt acquis plus de richesses ou plus

---

*à tous seigneurs , gentils-hommes , haut-justiciers et autres de quelque qualité et condition qu'ils soyent , de chasser et faire chasser aux bêtes fauves et noires , perdrix , lièvres , faisans et autres gibiers défendus par nos ordonnances , en nos bois et forêts , avec chiens courants ou couchants , porter ou faire porter bricols , pans de réts et pièces , ne tirer ou faire tirer de l'arquebuse en icelles , ni à une lieue à la ronde desdits forêts , parcs , bois , buissons et garennes , etc. ; à peine auxdits seigneurs et gentils-hommes de désobéissance et d'encourir notre indignation , et de quinze cents livres d'amende ; et pour les roturiers , d'être menés et conduits aux galères où ils seront retenus pour nous faire service pendant le tems de six ans. L'ordonnance de 1601 n'était pas plus douce ; elle prescrit « Une amende aux chasseurs pour la première fois ; et s'ils n'ont pas de quoi payer , ils seront battus de verges sous la custode jusqu'à effusion de sang ; la seconde fois , ils le seront autour des lieux où ils auront délinqué , et bannis de quinze lieues à l'entour ; la troisième , ils seront envoyés aux galères , ou battus de verges , bannis perpétuellement , et leurs biens confisqués ; et s'ils récidivent ou enfreignent leur ban , ils seront punis du dernier supplice , s'il est ainsi trouvé raisonnable par les juges.... Quel langage pour Henri IV !.... (PASTORET , Lois pénales , tom. II , 4<sup>e</sup> partie , chap. XIII , pag. 84 et 85. )*

de droits à la considération et à l'estime publiques.

Rien n'est plus évident que cette vérité. Il importe cependant de préciser ainsi la juste signification d'un mot qui, comme celui de *Liberté*, a servi de prétextes à tant d'excès, d'abus et de crimes (a), et a été interprété si diversement, non pas toujours par erreur ou par ignorance, mais par un esprit d'intérêt très-mal entendu.

Les uns, accoutumés à des honneurs, à des privilèges qu'ils tenaient du seul hasard de la naissance et qui les élevaient au-dessus de la classe commune de leurs concitoyens, ne reconnaissent l'Égalité pour ainsi dire en aucun sens; ils voudraient que ce mot fût supprimé du dictionnaire de toutes les langues.

D'autres, supportant avec peine la différence des fortunes, voudraient qu'on étendît l'Égalité

---

(a) « Ces mots absolus dans lesquels on réunit toutes les idées éparées de la politique et de la philosophie, ressemblent au foyer du miroir d'Archimède, dont on pouvait se servir également et pour brûler les vaisseaux ennemis et pour mettre Syracuse en cendre. ») *Du Pouvoir exécutif dans les grands États*, par M. Necker, tom. II, chap. XIV, pag. 271.)

jusqu'à la répartition des biens entre tous les individus par égales portions, quoiqu'ils sachent très-bien que l'inégalité des revenus est presque toujours la suite nécessaire de l'inégalité, soit dans les talents et l'activité, soit dans la conduite et l'économie, et qu'en peu de temps les mêmes causes subsistantes reproduiraient les mêmes variations dans les fortunes des particuliers (25).

Quant à cette *Égalité sociale* que prescrivent la raison et la justice, si elle n'est pas scrupuleusement maintenue, s'il existe des hommes qui puissent, sans craindre la répression, enfreindre leurs devoirs, attenter aux droits de leurs concitoyens, à leur vie, à leur liberté, à leur propriété, la Société ne peut rester longtemps dans un état de calme et de tranquillité; elle renferme dans son propre sein un germe de crises successives et de bouleversemens sans fin.

Un état d'inégalité si dangereux et si funeste, un état de choses si évidemment subversif de tous les principes d'équité et de justice n'a pu être un état primitif et naturel; les hommes eussent-ils été, dès l'origine, de caractères aussi différens, de force et d'intelligence aussi iné-

Ce qui  
contraire à u  
sage *Égalité*  
contraire à l'  
tat de société.  
devient une ca  
se naturelle  
révolution.

gales qu'ils le sont aujourd'hui (a) : car, si le plus fort, qui, malgré la supériorité de sa force, a besoin de l'assistance et de l'industrie des autres, au lieu de protéger les faibles et de leur inspirer la confiance nécessaire à l'établissement de toute Société, tente de les opprimer, de les asservir, ceux-ci pourront l'abandonner ou se réunir pour lui résister et l'obliger à fuir. « Le plus fort, a dit judicieusement en ce sens l'auteur du *Contrat Social*, n'est jamais assez fort pour être toujours le maître ».

Des peuples ont été vaincus, conquis, subjugués par d'autres ; et ceux-ci, imprévoyans et peu éclairés sur les véritables principes du DROIT POLITIQUE et sur ceux du DROIT DES GENS (b), ont abusé de leurs victoires en réduisant les vaincus en servitude et les traitant en esclaves (c) ; mais ces esclaves reprennent in-

---

(a) « Il fut des citoyens avant qu'il fut des maîtres. »

Henriade.

(b) Voy. ci-après, liv. II et liv. III.

(c) Telle fut en France, comme dans tous les autres pays du monde, l'origine du *Servage*, du *Vasselage*, de la *Noblesse héréditaire*, du *système d'Oppression féodale*. Après la conquête des Gaules par les Germains, par exemple, dans ces temps de désordre et d'anarchie, qui



sensiblement leurs forces et veulent reconquérir leurs droits ; mais les enfans des forts sont souvent faibles, et ceux des faibles, devenant forts, ne peuvent plus subir patiemment le joug que l'injustice, l'oppression et la violence ont pu seules et voudraient encore leur imposer : bientôt même, séduits et égarés par le mauvais exemple, ils prétendent dominer et opprimer à leur tour.

Il est donc important, pour arrêter cette lutte destructive et interminable, d'établir l'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES DEVOIRS, et d'accorder à tous,

---

furent la suite de leur envahissement, les *leudes* ou *vas-saux* s'unissaient au plus fort pour opprimer les plus faibles, et sacrifiaient une partie de leur *Liberté* afin d'anéantir plus facilement celle des autres. Cette noblesse héréditaire, naguère quelquefois si fière, si orgueilleuse de sa naissance, a donc elle-même puisé sa première origine dans la servitude et la bassesse, et s'est ensuite maintenue dans la possession des fiefs par l'usurpation et la mauvaise foi. Si l'on veut à cet égard acquérir une conviction entière, on peut consulter la plupart de nos historiens, et surtout l'ouvrage de l'abbé Dubos sur l'établissement de la monarchie en France, et ce que M. de Montesquieu, en entreprenant de le réfuter, a dit lui-même, *Esprit des Loix*, liv. viii. — Voy. aussi les Observations sur l'histoire de France par l'abbé Mably, et l'Abrégé de ces Observations par Thouret.

sans différence, sans distinction, un égal appui, une même protection.

Les Romains, tant de fois imprudens, tant de fois injustes envers leurs ennemis, sentirent cependant l'importance de cette vérité, lorsqu'ils eurent le bon esprit et la sage politique d'accorder les droits de cité à ceux qu'ils avaient d'abord réduits en esclavage (a).

L'inégalité parmi les hommes, eût-elle été excessive dans l'origine des Sociétés, il n'en faudrait pas moins réformer cet abus de la force lorsque les institutions tendent à se perfectionner, puisque l'intérêt général de la Société, l'intérêt particulier de ses membres, la raison, la justice, le besoin de la paix, le demandent ainsi.

Les récompenses nationales, les marques distinctives, les honneurs, la noblesse ne doivent entraîner la concession d'aucun privilège. — Elles ne doivent pas être héréditaires.

Du reste, ce que nous venons de dire démontre assez clairement que la *véritable égalité* n'exclut pas les récompenses nationales, les dignités, les titres, les marques de distinction et de noblesse. « Ceux qui gouvernent, dit l'auteur de la *Science du Gouvernement*, doivent fortifier ce désir de

---

(a) L'empereur Claude rendit aussi un décret par lequel il incorpora tous les sujets de Rome au nombre des citoyens de cette capitale de l'empire.

gloire qui nous est si naturel, l'allumer, l'entretenir dans le cœur des sujets. Par là, ils sont toujours en état de récompenser le mérite, quelque part qu'il soit » (a).

Toutes ces récompenses doivent être accordées à ceux qui se distinguent et se signalent par des services importants, par leur attachement aux principes, par un dévouement sincère pour la chose publique.

Ces récompenses honorables doivent appeler et fixer sur ceux qui s'en sont rendus dignes le respect et la considération. « Comme l'émulation, disait Massillon, donne des sujets illustres aux empires, il faut que les récompenses excitent l'émulation, et que les succès voient toujours marcher après eux les récompenses » (b).

Mais quelles qu'elles soient, elles ne doivent entraîner avec elles aucun privilège, aucune immunité, aucune exemption des charges et des devoirs.

Quiconque y a acquis de justes droits ne peut désirer qu'elles deviennent pour lui une cause

(a) Sc. du Gouv., tom. vi, chap. 1, sect. II, § 95.

(b) Petit Carême, dimanche de la Passion.

d'exception et un motif de se dispenser de ces mêmes devoirs qu'il a su remplir avec zèle, et dont la stricte et religieuse pratique a attiré sur lui la reconnaissance de ses concitoyens. Ce serait avoir un désir entièrement opposé au premier mobile de sa conduite, ce serait au moins en détruire le mérite et anéantir tous ses droits à l'estime publique. « Tout ce qu'il y a de réel dans la grandeur, c'est, dit encore Massillon, l'usage qu'on en doit faire pour ceux qui souffrent : *c'est le seul trait de distinction que Dieu ait mis en nous* : les grands ne sont que les ministres de sa bonté et de sa providence ; et *ils perdent le droit et le titre* qui les a fait grands dès qu'ils ne veulent l'être que *pour eux-mêmes* » (a). — « Les grands, dit Nicole, ne sont rien s'ils ne procurent aucun des avantages que l'on est en droit d'en attendre ; ils sont des usurpateurs, ils s'arrogent dans la Société une supériorité ou des droits qui ne peuvent légitimement appartenir qu'au mérite, à l'utilité, à la vertu » (b).

Ces titres, ces marques distinctives et de no-

---

(a) Petit Carême, 4<sup>e</sup> dimanche.

(b) Essais de Morale, tom. II.

blesse ne peuvent évidemment honorer que ceux qui ont su les mériter : ainsi , les rendre héréditaires , c'est en ternir l'éclat , c'est leur ôter toute valeur , c'est les rendre insignifiants dans la personne même de ceux qui les méritent : car il devient impossible de reconnaître par eux dans la suite si tel individu , auquel la succession en est parvenue dans la poussière des titres par l'intermédiaire de dix générations , en est ou non véritablement digne.

C'est d'ailleurs perdre entièrement et sans nécessité pour l'avenir un puissant moyen d'exciter l'émulation , de récompenser la vertu , la grandeur d'ame , le vrai courage ; puisque ces honneurs se trouvent concédés en un instant à perpétuité dans une même famille , tandis qu'ils auraient pu avec justice être accordés successivement à chacun de ses membres toujours de plus en plus jaloux de les conserver.

« Nul homme , dit le baron d'Holbach , n'a le droit de s'estimer s'il n'est *personnellement* utile à la Société : toute autre estime n'est que sottise et vanité.... » (a) « Etre grand , c'est avoir trop de

---

(a) *Syst. soc.* , chap. II.

grandeur d'âme, trop de respect pour soi-même pour consentir à s'avilir ; c'est avoir acquis, *par ses talens et par ses services*, des droits à la considération publique. Etre noble, c'est penser avec noblesse ; ce n'est pas descendre, par un effet du hasard, d'une longue suite d'aïeux titrés, qui souvent n'ont fait que déchirer, opprimer la patrie, contribuer à lui forger des fers. C'est défendre cette patrie, c'est la maintenir dans ses *droits*, c'est protéger sa *liberté* ..... Les distinctions, les honneurs sont des mobiles puissans dont un gouvernement se prive quand il ne s'en sert pas pour exciter l'émulation de tous les citoyens. Réservez toutes les places pour des hommes favorisés qui croiront qu'elles leur appartiennent de droit ; bientôt ils ne feront rien pour les mériter, et le reste des citoyens sera totalement découragé. Les souverains qui tiennent une balance peu juste entre leurs sujets ignorent-ils donc qu'il peut naître sous le chaume un homme de génie capable de réparer à lui seul tous les malheurs d'un Etat... ? » (a).

---

(a) Syst. soc. chap. xiv. — 3<sup>e</sup> part., chap. xix.

Un empereur romain disait de Curtius Rufus (auteur,

C'est une opinion ridicule, bizarre et démentie chaque jour par l'expérience, que cette classe chez plusieurs peuples appelée parfois si improprement la Noblesse, a d'autant plus de valeur, de courage, de vertu, et le titre même de la noblesse, d'autant plus de lustre, que ce titre est plus ancien et a reçu des vers et du temps de plus grands et de plus nombreux outrages. Une pareille opinion serait à peine admissible si les hommes allaient toujours en se perfectionnant, si les descendants valaient mieux que leurs ancêtres; mais, au contraire, il est un point à partir duquel les choses réagissent et reviennent sur elles-mêmes, et trop souvent les hommes se dégradent et dégénèrent, bien loin de conserver le même degré de perfection et de pureté; une perfection progressive des lumières et de la moralité peut avoir lieu chez un peuple entier sans qu'il en soit de même dans les familles en particulier, les-

---

selon quelques écrivains, de la vie d'Alexandre), qui, étant d'une naissance obscure, devint successivement questeur, préteur et consul, qui commanda les armées et mourut étant proconsul en Afrique, « que cet homme lui semblait être né de lui-même. *Curtius Rufus mihi videtur ex se natus* ». (Tac., *Annal.*, lib. xi.)

quelles tombent fréquemment du faite le plus élevé de la gloire et de l'illustration au dernier degré d'avilissement et de corruption. Marius disait : « *Quantò vita illorum præclarior, tantò horum socordia flagitiosior.* » — « Quelque part qu'on jette les yeux, dit M. de Réal, on voit les nobles dégénérer de la vertu de leurs ancêtres et faire la honte de leur maison... Un poète (Horace) peut bien assurer que l'aigle courageuse n'engendre pas la timide colombe ; mais il faut des idées plus justes pour satisfaire un législateur. Thémistocle, Aristide, Périclès, eurent des enfans qui n'eurent aucune ressemblance avec leurs pères. Commode fut fils de Marc-Aurèle, Caligula de Germanicus, Cambyse de Cyrus ; la chaste Agrippine était fille de l'impudique Julie ; et la vertueuse Octavie naquit de Claude et de Messaline... » (a). « Souvent la source est pure et les ruisseaux qu'elle produit sont infects et bourbeux.... Se glorifier de la noblesse de ses aïeux, c'est chercher dans les racines les fruits qu'on devrait trouver sur les branches... La vertu seule fait la noblesse et le crime l'ensevelit... C'est se

---

(a) Sc. du Gouv., tom. III, chap. IV, sect. I, p. 223.



tromper grossièrement que de croire que les uns sont descendus du ciel et que les autres soient nés de la terre.... La gloire de nos ancêtres est un héritage dont notre mérite seul peut nous mettre en possession... Son image vaine et sans couleurs peut bien passer aux enfans avec le sang de leurs aïeux ; mais *l'honneur qui la suit ne passe qu'avec le mérite*. La naissance peut communiquer l'un ; mais il n'y a que l'imitation des beaux exemples qui puisse donner l'autre... » (a).

Massillon dit aussi : « Les enfans des hommes illustres sont d'ordinaire les successeurs du rang et des honneurs de leurs pères , et ne le sont pas de leur gloire et de leurs vertus. L'élévation dont la naissance les met en possession les empêche toute seule de s'en rendre dignes ; héritiers d'un grand nom , il leur paraît inutile de s'en faire un à eux-mêmes ; ils goûtent les fruits d'une gloire dont il n'ont pas goûté l'amertume ; le sang et les travaux de leurs ancêtres deviennent le titre de leur *noblesse* et de leur *oisiveté*. La nature a tout fait pour eux , elle ne laisse plus rien à faire au mérite , et souvent l'époque

---

(a) Sc. du Gouv., *ibid.* pag. 22.

glorieuse de l'élévation d'une race devient, un moment après, elle-même, sous un indigne héritier, le signal de sa décadence et de son opprobre. Les exemples là-dessus sont de toutes les nations. Les enfans de la gloire et de la magnificence sont rarement les enfans de la sagesse et de la vertu ; et il est peut-être plus rare de soutenir la gloire et les honneurs auxquels on succède que de les acquérir soi-même.... » (a). « Nous ne pouvons donc pas présumer qu'un homme soit bon ou mauvais uniquement par la raison que son père fut l'un ou l'autre ; et, avant de placer en lui notre confiance, nous devons nous informer s'il a réellement hérité des vertus et des talens de son père. Des hommes sages ont souvent donné naissance à des insensés, et d'honnêtes gens à des fripons » (b). Ce n'est donc pas aussi sans quelque vérité qu'Helvétius a dit : « Le Public ne connaît et n'estime que le mérite prouvé par les faits : a-t-il à juger des hommes de conditions différentes , il demande

---

(a) Petit-Carême, 2<sup>e</sup> sermon.

(b) JOHN ADAMS, Défense des Constitutions, etc., t. 1, art. *Francklin*. — *Voy.* aussi FENGUSSON, Essai sur l'hist. de la Société civ., part. vi<sup>e</sup>, chap. iv., pag. 355 et 356.

au militaire : *quelle victoire avez-vous remportée ?* à l'homme en place : *quel soulagement avez-vous apporté aux misères du peuple ?* au particulier : *par quel ouvrage avez-vous été utile à l'humanité ?* Qui n'a rien à répondre à ces questions n'est jamais réellement estimé du Public. » (a) (26).

Après avoir établi, tant par le rapprochement des faits et des causes qui doivent les produire, que par l'opinion si concordante d'hommes éclairés et d'un jugement exercé, que toute institution qui a pour but de créer une noblesse, des dignités, des titres, des distinctions héréditaires, est une institution contraire à l'équité, à la raison, à l'intérêt de la Société, au principe d'une juste et sage égalité (b), il reste à reconnaître que ce même principe d'égalité n'exclut point une distinction personnelle lorsqu'il s'agit de confier les places et les emplois utiles à l'existence et à l'action de la Société.

Les places  
les fonctions  
bliques ne  
vent être ni  
naler ni hér  
taires. — L  
voirs de e  
qui les oc  
pent.

---

(a) De l'Esprit, disc. 2<sup>e</sup>, chap. x.

(b) Nous verrons, deuxième partie, liv. II, de quelle manière ces titres, ces honneurs, doivent être déferés, afin de ne pas donner prise au despotisme.

Il est non-seulement juste, mais encore indispensable, pour l'intérêt public et pour l'intérêt particulier, que ces places soient occupées par ceux qui ont l'intelligence, l'intégrité, la sagesse, l'expérience nécessaires, par ceux qui réunissent en leurs personnes toutes les garanties auxquelles la prudence peut engager à recourir, pour s'assurer qu'ils possèdent ces différentes qualités. Ce n'est point là détruire l'égalité ; c'est, au contraire, le moyen le plus sûr de l'affermir.

Mais ces places, par cela même qu'elles ne doivent être occupées que par des hommes capables de les remplir utilement pour tous, avec honneur et capacité, ne doivent être ni *héréditaires*, ce qui aurait, suivant ce que nous venons de dire, les mêmes inconvénients et des dangers plus grands encore que ceux résultant seulement de l'hérédité de la noblesse, ni *vénales*, ce qui serait, suivant ce que dit Platon, la même chose que si, dans un navire, on faisait quelqu'un pilote pour son argent. Il y a quelques années, un magistrat a dit judicieusement dans un traité intitulé : *De la Magistrature en France considérée dans ce qu'elle fut et*

*dans ce qu'elle doit être :* « Nous remarquerons, relativement aux places, aux emplois et aux fonctions publics, que l'intérêt général exige que le mérite, la capacité et les talens en soient la source et la mesure. Si le mérite était héréditaire, il n'y aurait *peut-être* pas d'inconvéniens à les rendre aussi héréditaires, puisque la Société trouverait dans les services du père des présages certains de ceux qu'elle pourrait obtenir dans les enfans. Mais personne n'ignore que les familles dégénèrent souvent à la première, presque toujours à la seconde ou à la troisième génération, soit parce que la nature, inconstante dans ses dons et ses faveurs, refuse souvent au fils les qualités brillantes et les heureuses dispositions dont elle avait gratifié le père, soit parce que les avantages éminens que procure la naissance jettent celui qui les reçoit dans une funeste indolence qui nuit au développement de ses facultés. Dans tous les temps, on a vu les descendans des hommes illustres enorgueillis par cette grandeur innée qui semblait être venue les chercher, affaiblis au moral et au physique par une éducation molle et vicieuse, livrés à la dissipation, à la frivolité, jouir des prérogatives

accordées à la naissance sans songer à s'en rendre dignes. » (a).

Le même auteur a dit, et nous pouvons encore le citer ici, sans craindre de trop revenir sur ce que nous avons précédemment exposé : « Considérée sous ce dernier rapport, la noblesse héréditaire n'est donc autre chose qu'une institution qui exclut le vrai mérite, les talents et le génie, des places et des fonctions éminentes, pour les déférer à la naissance ; et qui détruit par conséquent tout sentiment de zèle, d'émulation et d'esprit public parmi les citoyens ; elle est d'autant plus absurde dans ses conséquences, qu'elle est censée acquérir plus d'éclat à mesure qu'elle s'éloigne de sa source ; en sorte que ses progrès sont en raison inverse de la capacité, qui, comme on vient de le dire, décline à chaque génération. Ainsi celui qui a obtenu la noblesse, en sauvant son prince ou son pays, est réputé moins noble que son fils, quoique ce dernier n'ait rien fait pour l'être : ses descendans au vingtième degré, fussent-ils imbécilles ou idiots, seront plus illustrés qu'il

---

(a) De la Magistr. en France, etc., par M. Bourguignon, ancien conseiller à la cour royale de Paris, etc., pag. 69 et 70.

ne le fut, et jouiront de privilèges beaucoup plus étendus que ceux qui lui furent accordés...» (a).

Ce fut François I<sup>er</sup> qui, en *mil cinq cent quinze*, établit la vénalité des charges en France, à l'occasion de la guerre d'Italie qu'il entreprenait, si l'on en croit quelques historiens, par des motifs peu dignes d'un grand roi. La persuasion, dit-on encore, où il était que ses courtisans vendraient ses grâces à son insu, le besoin d'argent où il se trouvait et le désir de s'attacher les officiers qui seraient promus à ces charges, furent les motifs qui le déterminèrent. Henri IV ajouta à l'établissement de François I<sup>er</sup> celui de la *Paulette* ou de la *Palotte* (du nom des nommés *Paulet* et *Palot*, qui en furent les traitans) (b).

L'un des puissans moyens que le duc de Guise avait employés pour élever cette puissance formidable qui forma la ligue sous Henri III, fut le grand nombre d'officiers que son crédit avait introduits dans les principales charges du royaume : « Et ce fut là, dit Réal, ce qui obli-

(a) De la Magistr. en France, etc., pag. 69 et 70.

(b) Voy. Mézerai.

gea Henri IV de rendre les offices héréditaires par l'établissement de la *Paulette* » (a).

On ne pourra jamais en effet considérer le parti de vendre les charges que comme un de ces partis désespérés, qui, dans l'alternative nécessaire, de deux maux, fait préférer le moindre au plus grand. C'est la résolution des commerçans qui jettent dans la mer la plus précieuse cargaison de leur vaisseau pour le sauver d'un naufrage inévitable (b).

Le marquis d'Argenson, qui avait été dans le cas de bien apprécier, durant son ministère, les abus de la vénalité, est un des auteurs qui se sont élevés avec le plus de force contre cet usage; il va jusqu'à déclarer que : Les maux causés par l'*usurpation des fiefs* ne lui sembleraient rien en comparaison des mauvais effets de la *vénalité des offices*.

Ne craignons pas, d'ailleurs, d'ajouter, quelle que soit à cet égard l'opinion commune, que

(a) Sc. du Gouv., tom. vi, chap. 1, § 33. « *Si la vénalité des offices de judicature peut et doit être supprimée.* »

(b) *Voy.* aussi l'Esprit des lois quintessencié, 6<sup>e</sup> lett., tom. 1, pag. 171.



ceux qui ne se sentent pas la capacité, l'activité et le courage nécessaires pour remplir, honorablement pour eux et utilement pour tous, les emplois publics, doivent bien se garder de les accepter ; car, en s'imposant un devoir au-dessus de leurs forces, ils se rendent déjà réellement coupables envers la Société, et peuvent même devenir bientôt criminels, par une action qui, dans un état privé, n'eût été qu'une faiblesse pardonnable (a). « Les devoirs particuliers des sujets, dit Pufendorf, sont attachés à certains emplois dont les fonctions influent, ou sur le gouvernement de l'Etat, ou sur une partie seulement. Il y a une maxime générale pour les uns et pour les autres ; c'est de n'aspirer à aucun emploi public, et de ne l'accepter pas même, lorsqu'on ne se sent point capable de le remplir dignement (b) ».

On distinguerait même ici fort mal à propos entre les emplois qu'on recherche et ceux que l'on ne fait qu'accepter. L'obligation est toujours

(a) « Plus les nœuds sont sacrés, plus les crimes sont grands. »  
Séniramis.

(b) Traité des Devoirs de l'hom. et du citoyen, liv. II, ch. XVIII, § 6. — Voy. aussi Sc. du Gouv., tom. IV,

la même, parce que les causes n'en diffèrent pas ; et celui qui accepte une place offerte ou recherchée, qu'il sent être supérieure à ses forces ; celui qui , comme on le dit vulgairement , se trouve être au-dessous de sa place , nuit autant à son bonheur , à sa propre tranquillité , qu'au bien général de la Société. Il sera infailliblement abreuvé de dégoûts et d'ennuis ; il sera en proie à des inquiétudes qui troubleront tout le cours de sa vie. Les places , les emplois s'appelaient originairement des *Charges* ; ce n'était vraisemblablement pas sans raison , et l'étymologie de ce mot indique assez ce qu'elles devraient être.

Quelque constante que soit cette vérité , il faut convenir que jusqu'ici le précepte a rarement été observé , et l'on pourrait encore avec trop de raison répéter aujourd'hui ce qu'a dit un critique judicieux : « Les fonctions publiques exigent et supposent des talens naturels et des qualités acquises ; celles de l'esprit sont indispensables , mais celles du cœur sont encore plus essentielles. Il faut des connaissances particulières , de l'expérience , de la prudence , de l'activité , de la pénétration ; et surtout de la probité , de l'intégrité , de la fermeté , du cou-

rage. Mais qu'arrive-t-il quand ce sont les distinctions seules qui font aspirer aux dignités ? Par là, toutes les Sociétés deviennent les dupes et les victimes de leurs meilleurs établissemens..... Les fonctions destinées à procurer le bien public y deviennent, en mille manières, plus pernicieuses qu'on ne les avait jugées utiles. L'ambition qui les fait rechercher est aveugle. Considérez de près la plupart de ceux qui se présentent pour les obtenir ou qui les exercent. Vous rougirez pour eux de leur impudence : leur témérité vous révolte : ce sont des hommes qui se sont engagés à voler sans ailes, les hommes les plus ineptes en tout genre. Ils n'ont point de talens ; ils ont encore moins l'usage des affaires ; leur vanité leur a tenu lieu de suffisance. Ils ne sont occupés de rien moins que de leurs devoirs et sont toujours prêts à les violer. L'esprit qui les a fait parvenir aux charges est le même qui les anime dans leur exercice : ils ont de la fierté, des hauteurs, des mépris et des rebuts à faire essuyer à ceux qui ne devraient attendre d'eux que de la justice et de la protection..... » (a).

Des hommes même qui veulent paraître pén-

---

(a) *Esprit des lois quintessencié*, 4<sup>e</sup> lett., tom. 1, p. 93.

très de sentimens de religion ne songent point pour cela davantage à s'observer, à se connaître, ou du moins à redresser leur conduite. Cependant il est plus d'un précepte dans l'Evangile dont on pourrait faire ici une juste et très-directe application (a).

(Nous verrons, deuxième partie, liv. II, ce qui concerne L'HÉRÉDITÉ DE LA COURONNE.

Nous démontrerons qu'elle est nécessitée par la nature même des choses, et qu'elle a essentiellement pour base l'utilité générale.

---

(a) C'est en ce sens surtout qu'il faut faire une application utile de ce passage : « *Jesus autem vocans eos, ait illis : scitis quia hi, qui videntur principari Gentibus, dominantur eis : et principes eorum potestatem habent ipsorum. Non ita est autem in vobis, sed quicumque voluerit in vobis primus esse, ERIT OMNIUM SERVUS. Nam et filius hominis non venit ut ministraretur ei, sed ut ministraret et daret animam suam redemptionem pro multis* ». — Jésus-Christ appelant ses disciples, leur dit : « Vous savez que ceux qui paraissent posséder le pouvoir chez les Gentils dominant sur eux, et leurs princes ont puissance sur leurs personnes. Il n'en sera pas ainsi parmi vous ; mais quiconque voudra s'élever au-dessus des autres sera le serviteur de tous ; car le fils de l'homme lui-même n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie pour la rédemption de plusieurs ». (S.-Luc., chap. x, v. 42, 45.)

Nous examinerons aussi si les mêmes raisons ou des raisons semblables rendent l'existence d'une *Chambre héréditaire* indispensable.)

Il importe par-dessus tout de se bien pénétrer que les Principes simples et peu nombreux dont se compose le DROIT PUBLIC, proprement dit, sont exactement tels que nous les avons définis et développés dans ce premier titre ; que, sur ces principes si conformes à la droite raison, reposent essentiellement l'existence, la tranquillité, l'ordre et la prospérité de la Société, et qu'étant fondés sur la nature de la constitution humaine, tant que cette constitution ne changera pas, ils doivent être eux-mêmes invariables. Aussi voit-on que les actions et les pensées des hommes les plus célèbres de l'antiquité et de tous les pays de la terre, lorsqu'elles y sont conformes, brillent toujours à nos yeux du même éclat et excitent partout l'admiration des hommes (a).

Les principes  
élémentaires  
Droit public  
sont les lois  
mères et in-  
variables.

---

(a) « Il n'est pas jusques aux maximes et aux proverbes européens qui ne se retrouvent pour la plupart chez les habitans des extrémités les plus orientales de l'Asie. » (HELVÉTIUS, *de l'Hom. et de son Educ.*, t. I, chap. XIII.)

Ces principes sont d'une équité et d'une justice si rigoureuses, si absolues ; qu'ils ne doivent pas être considérés seulement comme des *Lois naturelles*, ainsi que M. de Montesquieu et la plupart des Publicistes les ont jusqu'ici dénommés, comme des *Lois primitives* et appartenant à un ordre de choses antérieur à celui qui existe maintenant, mais encore comme des *Lois positives, universelles et de tous les temps*.

En effet, M. de Montesquieu lui-même a fort bien observé « que les lois selon lesquelles la nature crée sont aussi celles selon lesquelles elle conserve.... (a). Et que les lois que les êtres intelligens peuvent se faire doivent être en harmonie avec celles que la nature a faites..... » (b). « Comme le monde, formé par le mouvement de la matière et privé d'intelligence, subsiste toujours, dit-il encore, il faut que ses mouvemens aient des règles invariables, et si l'on pouvait imaginer un autre monde que celui-ci, il aurait des règles constantes, ou il serait détruit » (c).

---

(a) Esprit des lois, liv. 1, chap. 1.

(b) *Ibid.*

(c) *Ibid.*

« Il faut toujours, dit Pufendorf, porter un même jugement de choses semblables, et, après avoir bien jugé, ne se démentir jamais... » (a).

« Ce qui a été une fois bien entendu et démontré, dit Bossuet, paraît toujours le même à l'entendement..... » (b). Si donc, en établissant les

**PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES CONSTITUTIFS DES DROITS ET DES DEVOIRS DE L'HOMME CONSIDÉRÉ COMME CITOYEN**, nous avons été nécessairement conduits à reconnaître que ces principes bien entendus sont à la fois le but, la cause et la base de toute Société, il sera toujours constant pour nous, et qu'une Société ne peut enfreindre ces principes en violant les **DROITS** de ceux qui la composent, sans agir contre elle-même, sans nuire à son repos ; et qu'il est impossible à chacun de ses membres de manquer à la stricte observation de ses **DEVOIRS** sans nuire à sa propre félicité. « La Société a des droits légitimes sur ses membres par

(a) « *Eadem ratio, idem jus.* »

(b) Cicéron dit : « *Est quidem vera lex, diffusa in omnes, constans, sempiterna. Huic legi non abrogari fas est, neque derogari in hoc aliquid licet, neque tota abrogari potest, neque verò aut per Senatum, aut per Populum, solvi hac lege possumus.* »

les avantages qu'elle leur procure. Chaque citoyen fait avec elle un pacte tacite qui, pour n'être pas rédigé par écrit ou clairement énoncé, n'en est pas moins réel. Pour exercer des droits sur ses membres, la Société leur doit la justice, la protection, des lois qui assurent leur personne, leur liberté, leurs biens : elle s'engage à les garantir de toute injustice ou violence, à les défendre contre leurs passions réciproques, à les mettre à portée de travailler sans obstacle à leur bien-être propre, sans préjudice de celui des autres ; à placer *chacun* sous la sauve-garde de *tous*, pour le faire jouir en paix des choses qu'il possède ou qu'il a justement acquises par son labeur, ses talens, son industrie..... En vue de ces avantages, le citoyen, de son côté, s'engage à être juste, à subordonner ses intérêts personnels à ceux de la Société, à soumettre ses volontés à la sienne, à la défendre de toutes ses forces, à lui sacrifier la portion de ses biens nécessaire à la conservation et à la prospérité de tous ; à la servir de ses talens, de ses lumières, de ses facultés ; à ne point troubler ses associés dans leurs possessions ; à les y maintenir de tout son pouvoir ; à coopérer de toutes ses forces à la prospérité géné-



rale, dont la sienne dépend. Dès qu'il remplit fidèlement ces engagements, la Société ne peut, sans injustice, priver le citoyen du bonheur qu'elle s'est engagée à lui procurer » (a).

En général, la JUSTICE, suivant sa véritable définition, est l'exacte application des vrais principes du Droit public, du Droit politique, du Droit des Gens, et même encore du Droit constitutionnel, c'est-à-dire, du Droit naturel dans toute son étendue (b). Donc, pour la bien connaître, pour savoir discerner avec sagacité ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, il faut que le flambeau de la science brille à nos yeux de toute sa clarté. Mais veut-on, en matière de DROIT PUBLIC seulement, reconnaître les véritables limites du juste et de l'injuste, il faut nécessairement tout rattacher aux principes élémentaires et fondamentaux de ce droit; il faut s'y fixer comme à l'ancre du salut. Tout ce qui tend bien réellement à faire respecter la sûreté, la liberté, la propriété des hommes, droits sacrés, imprescriptibles, inviolables, est *justice*; tout ce qui a

La connaissance du juste et de l'injuste a pour base la même celle des principes élémentaires du Droit public.

---

(a) Systèm. social, part. II<sup>e</sup>, chap. I.

(b) Préface, pag. LXIV et suiv.

pour but d'y porter atteinte est *injustice et abus*.

Quiconque voudra de bonne foi descendre en lui-même et interroger avec soin sa conscience , trouvera cette définition , ce précepte gravé dans son cœur en traits ineffaçables , et se convaincra que son observation de la part de la Société et de la sienne peut seule en effet le rendre véritablement heureux ; et , par l'étude plus étendue à laquelle nous nous livrerons dans la suite de cet ouvrage , on se convaincra peut-être mieux encore qu'il n'est jamais possible de trouver dans l'oubliet la violation des principes eux-mêmes les moyens de les faire observer ; sophisme absurde et dérisoire , imaginé pour abuser les Grands ou le Peuple , pour flatter les passions , et pour perdre ceux qui sont assez faibles et assez peu clairvoyans pour y croire.

Que l'on parvienne à le persuader aux Princes ou à la Multitude , le danger est toujours éminent ; mais cependant lorsqu'un simple individu s'en éloigne , le mal peut bien n'être que partiel et passager ; tandis que si le Gouvernement , dans son ensemble (a) , si , par suite , la Société

---

(a) Voy. ci-après , 2<sup>e</sup> partie , liv. I , chap. I.

toute entière, les oublient, le mal, devenu général, a des résultats incalculables et infinis. L'ordre moral, aussi-bien que l'ordre physique, a ses rapports, ses règles et ses lois constantes, et l'on ne saurait jamais les troubler impunément (27).

---

## TITRE DEUXIÈME.

*Conséquences des Principes élémentaires du  
Droit public ; premiers moyens d'en assurer  
l'exécution.*

## OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

C'EST d'abord par la Religion et par les dispositions du Droit civil et du Droit pénal , qu'il est possible de maintenir dans le sein de la Société la pratique des Principes élémentaires du Droit public , *des Droits et des Devoirs de l'homme considéré comme citoyen* ; mais , pour cela , il est évident qu'elles ne doivent rien prescrire de contraire à ces mêmes principes.

Ce titre sera divisé en trois paragraphes : 1° *De la Religion* ; 2° *du Droit civil* ; 3° *du Droit pénal*.

On y verra de quelle manière ces trois puissans ressorts doivent être mis en usage pour qu'ils produisent les effets salutaires qu'on doit en attendre , et pour qu'ils ne deviennent pas au contraire une source féconde d'abus et de calamités.

§ I<sup>er</sup>.

RELIGION (28).

I<sup>re</sup> PARTIE.

SOMMAIRE. La Religion est un sentiment naturel et indestructible, qui résulte des diverses impressions qu'excite en nous le spectacle de la nature.

Causes qui donnent à ce sentiment une direction plus élevée.

Origine de la distinction de l'ame et du corps. — Immortalité de l'ame. -- Idée du matérialisme : sa réfutation.

• *Calī enarrant gloriam Dei, et opera manuum ejus*  
• *annuntiat firmamentum.* • Ps. 18.

Après avoir reconnu , comme nous l'avons fait dans le titre premier de ce chapitre, quels sont les devoirs de la Société envers chacun de ses membres, et les devoirs de l'homme envers la Société et envers chacun de ceux qui la composent, il importe de rechercher quels peuvent être les moyens de faire observer les uns et les autres. Or, la nature a placé dans le cœur des hommes un sentiment qui exerce sur eux un grand empire, et qui semble y avoir été placé pour cela même.

La Religion est un sentiment qui tient à la constitution humaine.

Ce sentiment se développe par la réunion et

le concours des diverses sensations qui agissent sur le cœur et l'esprit , telles que l'admiration , la douleur , le regret , la crainte , l'espérance , etc. , qui sont , à chaque instant de la vie , successivement excitées par l'immense spectacle de la nature , par l'impression de ses nombreuses merveilles sur les sens , et par le retour de la pensée de l'homme sur lui-même (29).

C'est ainsi que , par des phénomènes nombreux et variés , les astres , les vents , les nuages , les plantes , les animaux font naître tour-à-tour l'effroi ou la reconnaissance des hommes.

C'est ainsi que tous les corps animés et inanimés sont d'abord l'objet de leur culte et de leur adoration.

C'est ainsi que bientôt les peuples , suivant les dangers auxquels ils sont le plus fréquemment exposés , ont élevé des autels et offert des sacrifices à des dieux plus ou moins bizarres (a).

---

(a) Hume a dit que si l'on trouvait un peuple sans religion , il faudrait qu'il ne différât pas des bêtes brutes. (*Hist. de la Relig.*, p. 133). — On n'a jamais trouvé , même dans le Nouveau-Monde , aucune nation qui n'eût un culte , ou qui , du moins , n'eût l'idée de quelque divinité ; et ce consentement de toutes les nations doit être regardé , sui-

De là, le culte de l'antique Egypte, exposée à de longues sécheresses et aux ravages de divers ani-

---

vant Cicéron, comme la loi de la nature. « *Omni in re consensio omnium gentium lex naturæ putanda est.* » — C'est aussi ce que dit Plutarque. « Vous trouverez des villes sans murs, sans rois, sans théâtres; mais vous n'en trouverez jamais sans dieux, sans sacrifices, pour obtenir des biens et écarter des maux. » — Un des plus éloquens missionnaires dont l'église chrétienne puisse s'honorer (M. l'abbé Fraissinous) disait naguère, dans ses instructives conférences, à tant d'égards si propres à intéresser la jeunesse et les hommes de tout âge : « N'a-t-on pas vu pendant les troubles et les désordres qui ont désolé, bouleversé, ensanglanté la France, alors que les autels étaient renversés et les églises dépouillées et profanées, la main de ceux-là mêmes qui voulaient effacer du cœur humain tout sentiment religieux, guidée par une main supérieure, par une puissance invisible et secrète, tracer sur le frontispice de nos temples en ruines ces mêmes principes, ces mêmes vérités qu'ils voulaient détruire, et rendre ainsi un hommage éclatant à la religion et à la divinité. . . . Oui ! l'homme adorera plutôt le bois ou la pierre que de ne rien adorer... » — « Malgré notre orgueil, dit Mably, nous sentons tous notre néant en admirant la grandeur et la beauté de l'univers ; et notre faiblesse nous porte naturellement à chercher dans les cieux le maître de la terre. Plutôt que de ne rien adorer, nous élèverons des autels à un Jupiter, à une Vénus, à un Apollon, aux légumes de nos jardins, aux volailles de nos basses-cours... » (*De la*

maux redoutables, féroces ou venimeux (a) — les cultes des peuples de l'Inde, de la Chine, du Japon, pour divers animaux domestiques, pour ceux qui pouvaient contribuer à combattre et détruire leurs ennemis, pour l'ichneumon, qui dévore les entrailles du crocodile; pour l'ibis, qui se nourrit de couleuvres et de serpents; pour l'éléphant, le bœuf Apis, le bœuf Mnévis; pour le Nil, les plantes, les légumes et les fruits (b).

De là vient que le Persan se prosterna devant l'astre qui féconde ou qui dessèche la terre, qui le nourrit ou qui le brûle.

*Législation ou Principe des lois*, liv. iv, chap. 11, volume ix, pag. 420.)

(a) Aucun pays ne fut plus infesté par les mouches que la Syrie et l'Egypte : aussi les Philistins, les Chananéens et les Eléens adoraient-ils un dieu *Mouche* et un dieu *Chasse - mouche* (*Beelzebub* ou *muscarum venator*). — Voyez l'Histoire de la Législation, par M. le marquis de Pastoret, pair de France, tom. 1, pag. 47. — SILDEN, pag. 302. — BEYER, pag. 292. — PLINIE, x, § 28.

(b) Rien de plus connu que le culte des Egyptiens pour les taureaux sacrés, qu'ils appelaient *Apis* et *Mnévis*. — Suivant Diodore, il était fondé sur les services que ces animaux avaient rendus à ceux qui avaient enseigné l'usage et la culture du blé. (*Lib. 1. p. 25.*)



De là vient que les habitans du nouveau continent adoraient, et que quelques peuples du Nord adorent encore, le feu, les vents, les nuages.

De même, avant le rapprochement et la réunion des familles, lorsque, peu nombreuses encore, elles ne sont point renfermées dans l'enceinte des villes, mais qu'elles occupent les grottes, les antres, les rochers; que la terre couverte d'immenses et impénétrables forêts, de lacs et de marais fangeux, infects et malsains, est partout infestée d'insectes venimeux et d'animaux immondes; que l'agriculture, les arts et les sciences sont encore inconnus ou dans leur enfance; les hommes qui se rendent utiles par de grandes entreprises ou d'heureuses découvertes obtiennent l'amour et la reconnaissance de leurs semblables, et, de leurs protecteurs, deviennent bientôt leurs dieux.

Cause qui donne au sentiment de la Religion une direction plus élevée.

Ceux qui parviennent à délivrer la terre des monstres qui la désolent et la ravagent; ceux qui, les premiers, tentent d'ouvrir des canaux, qui pénètrent dans le sein de la terre pour y découvrir les métaux, en fabriquer des armes ou les rendre propres à la culture de la terre; qui

perfectionnent l'agriculture, construisent des maisons solides, élèvent des villes et des ramparts ; ceux qui, ayant étudié les diverses propriétés des plantes, trouvent par là le moyen de soulager les maux, de calmer les souffrances de l'humanité ; enfin ceux qui, doués par la nature d'une grande perfection d'organes et d'une heureuse sensibilité, savent par le charme de leur voix, par de nobles et pathétiques accens, ou avec le secours d'instrumens harmonieux, exalter l'imagination, faire successivement passer dans l'ame les plus doux sentimens, et qui, adoucissant ainsi les mœurs, rapprochent les familles, augmentent les plaisirs et resserrent les liens de la Société (30) ; ces hommes utiles ou généreux, ces héros véritablement grands et magnanimes sont aimés et chéris de leurs semblables pendant leur vie active et glorieuse, regrettés et honorés après leur mort. Leur souvenir, cher à l'humanité, transmis, conservé d'âge en âge, et digne en effet de l'immortalité, s'unit et se confond naturellement avec le sentiment de la religion (a).

---

(a) C'est à des dieux que la fable et la poésie attri-

Alors, les élémens, les animaux, les plantes et les fleurs ne sont plus seuls l'objet de la vénération et du culte des hommes. Si de nombreux troupeaux paissent avec sécurité dans les prairies et trouvent une retraite assurée sous des toits hospitaliers; si des animaux forts et vigoureux, soumis au joug, assujettis au frein, ouvrent et sillonnent la terre; si des champs, fertilisés par des travaux moins pénibles, se couvrent de plus riches moissons; si

---

buent les principales inventions, les travaux les plus remarquables et les plus utiles.

Homère raconte que les murs de Troie s'élevèrent aux sons de la lyre d'Apollon : ce qui signifie qu'Apollon rassembla, réunit, polia ses premiers habitans et jeta les fondemens de leur société.

La Mythologie met au nombre des travaux d'Hercule d'avoir désinfecté les écuries et les pâturages d'*Augias*, roi d'Elide, qui répandaient l'infection dans le pays.

Osyris découvrit l'art de cultiver la terre

« *Primus aratra manu solerti fecit Osyris  
Et teneram ferro sollicitavit humum.* »

*TIBUL., lib. 1, eleg. VIII.*

Isis avait, dit-on, enseigné la médecine à son fils Orus. (DION., *lib. 1. p. 30.*)

Esculape l'enseigna aux Asclépiades.

Aristée, Jason, Télamon, Teucer, Pélée, Achille, Patrocle, Palamède, etc. avaient aussi exercé plusieurs branches de la médecine.

l'abondance éloigne l'inquiétude de l'avenir ; assis près du ruisseau limpide qui serpente autour de sa riante demeure , sous les arbres élevés dont l'ombre tutélaire la garantit des feux brûlans du midi , au milieu des fruits et des fleurs qui parfument l'air des plus suaves odeurs , le *Patriarche*, environné de ses nombreux enfans , au coucher du soleil et au lever de l'aurore , en élevant , dans l'effusion de son cœur ; ses actions de grâces et l'expression de ses vœux vers l'astre qui éclaire et féconde la terre , y rattache le souvenir de ceux qui aussi ont éclairé les hommes , fécondé leur génie , et répandu parmi eux les premiers rayons de la lumière des sciences et des arts. Les plantes , les grains et les fruits qui assurent l'existence de sa famille , au lieu d'attirer uniquement à eux son hommage , l'amènent à le reporter vers les mortels industrieux qui ont découvert et enseigné l'art de les cultiver.

Aux doux souvenirs que ces derniers inspirent se joignent également ceux que chaque famille conserve avec respect et vénération pour ses aïeux.

Si , par la suite , dans l'enceinte d'une vaste cité , se trouve rassemblée une nombreuse population , elle glorifie son fondateur ; elle chante

et publie ses louanges ; des temples et des autels s'élèvent en son honneur , et les voûtes sacrées retentissent de son nom révééré.

Enfin , les sensations du plaisir et celles de la douleur font naître l'idée du bien et du mal , d'un bon et d'un mauvais génie qui se combattent , et qui néanmoins gouvernent concurremment l'univers , et celle d'une multitude d'esprits et de génies subalternes qui obéissent à leurs lois.

Les vertus et les vices sont divinisés , et représentés sous la figure de ceux dans lesquels ils ont paru et se sont développés avec le plus d'éclat.

Il en est de même des diverses affections du cœur , des facultés de l'esprit , des désirs , et quelquefois des illusions d'une imagination ardente , effrayée ou fantastique ; illusions souvent fortifiées par les visions mêmes qu'elles excitent (a), et que l'obscurité , la solitude , quelques phénomènes aériens ou nocturnes éveillent et produisent.

---

(a) Dans tous les temps et dans tous les pays , la faiblesse de leur esprit a rendu les hommes craintifs.

« *Somnia , terrores magicos , miracula , sagas ,  
Nocturnos lemures . . . . .* » Hœr.

C'est ainsi que les peuples de l'Orient adorèrent *Aromase* et *Arimane*, *Moloch*, *Baal*, *Béelzéhub* et *Jehova*; qu'*Isis* et *Osyris* reçurent en Egypte, et jusque dans Memphis, les honneurs divins.

C'est ainsi que les Grecs, et avant eux, dans le même pays, différens peuples d'une antiquité plus reculée, ont adoré Saturne, Cybèle, Jupiter, Apollon, Mars, Bacchus, Vulcain, Mercure, le dieu *Terme*, Pan, Cérès, Flore, Vertume et Pomone; et que, parmi eux, chaque famille, chaque peuple eut ses dieux *Lares* ou *Pénates* (a).

On vit, chez eux, la justice honorée sous la figure et le nom de Thémis; la sagesse et la pru-

(a) Selon Macrobian (*Saturn.*, lib. 1, cap. vii), Saturne fut le premier qui imagina de fumer les champs destinés au labour. — Les Grecs regardaient Bacchus comme l'un des inventeurs de l'agriculture, et comme celui qui le premier avait amené les bœufs des Indes en Europe. (Dion., lib. iii, pag. 232; et lib. iv, pag. 249 — Plut., tom. ii, pag. 262.) — Nembrod, suivant l'Écriture, était un habile et célèbre chasseur.

— Suivant Platon et Diodore de Sicile, l'idolâtrie commença par le culte des astres; après les astres, on adora les auteurs des arts, les rois, les conquérans, les ani

dence, sous le nom de Minerve ; la chasteté, sous celui de Diane ; le temps représenté sous les

maux utiles ou dangereux. — Suivant l'auteur de *la Sagesse*, l'idolâtrie commença par la sculpture, un père ayant, au moyen de cet art, fait représenter le fils que venait de lui ravir la mort.

— « Nos ancêtres, dit Minucius Félix, ne pensaient, dans leur simplicité, qu'à donner des démonstrations de leurs regrets sur la perte de leurs bons rois ; ils ne voulaient qu'en perpétuer chez eux la mémoire par les statues qu'ils leur érigeaient ; mais insensiblement ces monuments, qu'ils n'avaient imaginés que pour leur consolation, devinrent pour eux des objets de religion... *sacra facta sunt, quæ fuerunt assumpta solatia.* » — « Je ne sais, dit l'auteur de l'Histoire de la Législation, si l'on ne doit pas aux peuples de la Syrie la touchante idée d'avoir placé les dieux dans l'enceinte domestique. Les diverses professions eurent aussi quelquefois leurs invocations et leurs hommages. L'agriculture avait ses protecteurs célestes. Les navigateurs imploraient une divinité des mers. L'image d'un dieu était placée sur la poupe des vaisseaux, et Hercule avait des temples dans tous les lieux où le commerce était établi. » (Tom. I, pag. 481.)

Osyris, qui avait inventé l'agriculture en Égypte, avait aussi fait construire des digues et des écluses sur les bords du Nil pour parvenir à arroser les terres. (Dion. lib. I, pag. 23.) — Isis, qui avait pratiqué et enseigné la médecine, suivant les Égyptiens, leur avait aussi enseigné l'art de filer. Les Chinois font honneur de cette découverte à

traits de Saturne ou de Janus ; la beauté , avec la ceinture , les grâces et les charmes de Vénus .

l'impératrice , femme d'*Yao* ; les Lydiens , à *Arachné* ; les Grecs , à *Minerve* ; les Péruviens , à *Mama-Oella* , épouse de *Manko-Kapac* , leur premier empereur . ( *Voy. Yves Goguet et les différens auteurs cités dans son ouvrage de l'Origine des Lois* , etc. ) — Suivant Sanchoniaton , *Dagon* était considéré par les Phéniciens comme ayant enseigné l'usage du froment et de la charrue : « car , dit encore l'auteur de l'Histoire de la Législation , la Syrie aussi déifia les bienfaiteurs des hommes . Du mariage d'*Uraños* et de *Gé* ( c'est-à-dire du ciel et de la terre ) naquit le donneur de blé ( ou *Dagon* ) , lequel trouva l'instrument du labourage : aussi les Grecs l'appelaient-ils *Jupiter cultivateur* . La chasse , la pêche , l'art de bâtir , etc. , avaient déjà été inventés : déjà un *Thoth* était placé au rang des dieux . Dans l'histoire de Phénicie , comme dans l'histoire d'Égypte , *Thoth* était le ministre de *Kronos* ou *Saturne* : c'est encore l'union du génie et du temps . » ( Tom. I , p. 478 . )

« Il faut être utile aux hommes , a dit Massillon , pour être grand dans l'opinion des hommes . C'est la reconnaissance qui les porta autrefois à se faire des dieux même de leurs bienfaiteurs . Ils adorèrent la terre qui les nourrissait , le soleil qui les éclairait , des princes bienfaisans , un Jupiter , roi de Crète , un Osyris , roi d'Égypte , qui avaient donné des lois sages à leurs sujets , qui avaient été les pères de leurs peuples et qui les avaient rendus heureux . L'amour et le respect qu'inspire la reconnaissance furent si vifs qu'ils dégénérèrent en culte . » ( *Petit Carême , jour de l'Incarnation* . )



Hébé représenta la jeunesse; Astrée, la liberté; Iris, l'espérance; l'Erèbe, la nuit; Morphée, le sommeil; Pallas ou Bellone, la guerre; Tysiphone, la terreur; la Gorgone, le remords; Eole, Borée et leurs enfans, les tempêtes et les vents.

L'air, la terre, les eaux, le sommet des montagnes, l'étendue des plaines, l'épaisseur des bois, les sources des fontaines, le cours des ruisseaux, la profondeur des mers, furent peuplés de divinités champêtres, de nymphes, de tritons, de faunes et de sylvains.

L'écho n'est plus un son répercuté, c'est une nymphe dédaignée et plaintive qui gémit et croit répondre à la voix de son amant. Ce n'est plus l'air qui agite et fait frissonner le feuillage, c'est l'haleine du Zéphir ou le souffle des Autans. Le tonnerre éclatant, c'est Jupiter armé de ses foudres pour effrayer et punir la terre.

« Un orage terrible aux yeux des matelots,  
C'est Neptune en courroux qui gourmande les flots. » (a).

Le ciel, le destin, la paix, l'abondance, la fécondité, la renommée, la fortune, le hasard, la

---

(a) BOILEAU, *Art poétique*.

discorde, l'éloquence, la vérité, le silence, l'imagination elle-même, furent défiés. Ils furent distingués par divers attributs, et on leur érigea des statues et des temples (a).

Origine de la distinction de l'âme et du corps : immortalité de l'âme.

Mais la population tendant toujours à s'accroître, et la civilisation, les lumières, les arts et les sciences se perfectionnant et croissant avec elle, de vastes cités s'élèvent de toutes parts; plusieurs familles réunies depuis long-temps ne forment déjà plus qu'un même peuple. L'homme n'éprouve plus aussi fréquemment les mêmes sensations et les mêmes craintes; il est moins souvent frappé par certains phénomènes de la nature; il s'applique alors davantage à se connaître lui-même; provoqué par un désir avide, et curieux d'expliquer sa propre existence, il

---

(a) « Il faut, dit M. l'abbé de Saint-Pierre, que la philosophie des Orientaux sur la nature, sur les fonctions, sur les inclinations et sur les amusemens des génies ou des puissances invisibles, ait une grande proportion avec notre imagination; car, encore à l'heure qu'il est, rien ne se croit plus aisément, même par gens qui raisonnent, que les histoires d'apparitions et les autres contes d'esprits : notre raison est encore bien faible de ce côté-là contre notre imagination. » (*Annal. politiq.*, 1732, part. II<sup>e</sup>, pag. 595.)

s'observe, il s'étudie avec soin; sa pensée se replie sur elle-même; il cherche à se rendre compte de ses sensations, de son jugement, de son souvenir, de sa raison (a).

Cet examen le conduit à apercevoir plus distinctement en lui une faculté intime, par le moyen de laquelle il parvient à comparer les choses en leur reconnaissant diverses qualités, d'après les impressions qu'elles exercent sur ses sens. Cette faculté est mise en mouvement non-seulement par la présence des corps, et par leur action immédiate, mais encore par la réminiscence qu'elle semble conserver des impressions que les mêmes objets ou des objets semblables ont déjà produites, par une sorte de pressentiment dont les sens sont peut-être susceptibles; ou par le récit des hommes qui dépeignent et rendent sensibles aux autres les sensations qu'ils ont eux-mêmes éprouvées (b). Cette heureuse et incompré-

(a) « Nous regardons l'idolâtrie, dit M. de Montesquieu, comme la religion des peuples grossiers; et la religion qui a pour objet un être spirituel, comme celle des peuples éclairés. » (*Esprit des lois*, liv. xxv, chap. II.)

(b) Si l'on en croyait Helvétius, la mémoire n'est en nous qu'une sensation continuée, mais affaiblie, un effet

hensible faculté rend l'homme maître de résister au premier mouvement, aux désirs, à l'impulsion momentanée des sens ; elle lui donne la liberté d'agir contre cette impulsion (a) : mais le siège de cette faculté est inconnu ; elle est invisible, impalpable. La manière dont elle agit est également inconnue et indéterminée. Le souvenir, qui semble être son agent principal, est lui-même un véritable mystère ; il se conserve, il se transmet sans qu'il soit possible à l'homme d'expliquer pourquoi, comment cela est ainsi (b).

---

de la faculté de sentir. (*Voy. le tom. III de ses œuvres, p. 115, édit. in-8°.*) — « Notre esprit se rappelle le passé, le joint au présent, et pousse ses vues jusque dans l'avenir. » (BURLAMAQUI, *Traité du Droit de la nature et des gens.*)

(a) Le père Mallebranche n'était donc pas fondé à dire, dans sa *Prémotion physique*, que la *liberté*, en ce sens, est une chose douteuse. « Lorsqu'on me pousse sur cette question, disait-il, je suis forcé de m'arrêter tout court. » — Chez l'homme raisonnable, chez l'homme qui observe attentivement, qui réfléchit, qui compare, qui s'applique à exercer ainsi son jugement, sa raison, cette *liberté* n'est plus un mystère : elle est sensible, elle est évidente, elle peut rendre l'homme maître absolu de sa volonté.

(b) « Pouvez-vous concevoir la secrète alliance  
Qui joint le souvenir à la réflexion ,

L'homme a donc été naturellement porté à considérer cette faculté comme un esprit, une intelligence immatérielle, entièrement indépendante du corps et des sens, placée en lui pour l'animer, l'éclairer, le conduire, et le garantir des erreurs auxquelles l'imperfection et l'insuffisance de ceux-ci l'exposent; ou plutôt cette ame, cette intelligence est, pour l'homme, l'homme lui-même. Le corps, au contraire, n'est qu'une enveloppe matérielle et grossière qu'elle fait mouvoir selon sa volonté indépendante des impressions exercées sur les sens et qui lui sont comme étrangères (a). L'ame est une volonté libre, mais qui, néanmoins, perdant quelquefois de sa force par une coupable inertie, par un engourdissement et une insouciance criminels,

---

Où commence, où finit la séparation  
 Qu'entre les sens grossiers et la pure pensée  
 La main du Créateur a pour jamais placée? »

(Trad. de POPE, par l'abbé DU RESNEL,  
*Essai sur l'Homme*, épît. I.)

(a) — « L'homme, disait Platon, est une ame se servant du corps ».

— « Le corps, a dit Bossuet, est un instrument dont l'ame se sert à sa volonté ».

se laisse alors entraîner et subjugué par les sens (31) ; l'ame est un souffle, une flamme, une émanation de la Divinité, de cet être puissant et créateur, invisible, mystérieux, incompréhensible comme elle, qui vivifie, anime et fait mouvoir l'univers entier, de même qu'elle vivifie, anime et fait mouvoir un seul corps (a).

Elle est *indivisible et indestructible ainsi que son auteur* ; et lorsque, abandonnant sa dépouille terrestre et mortelle, elle s'élance à travers l'espace, c'est vers lui qu'elle retourne comme tous les corps vers leur centre (b). Alors commence pour elle une vie heureuse ou malheureuse,

(a) « Seul, entre tous, capable de connaître et digne d'admirer, Dieu a fait l'homme spectateur de l'univers et témoin de ses merveilles ; l'étincelle *divine* dont il est animé le rend participant aux mystères divins : c'est par cette lumière qu'il pense et réfléchit ; c'est par elle qu'il voit et lit dans le livre du monde comme dans un exemplaire de la Divinité ». (BUFFON, *Hist. natur., première vue de la nature.*)

(b) Voltaire, citant l'archevêque Pavarette, dit : « Que, selon tous les interprètes des livres sacrés de la Chine, l'ame est une partie aérée, ignée, qui, en se séparant du corps, se réunit à la substance du ciel ». (*Essai sur l'hist. génér. des nations*, chap. 1.)

C'était aussi le sentiment des Stoïciens.

selon que, plus ou moins surveillante, énergique et courageuse, elle a su résister plus ou moins aux impressions trompeuses, aux mauvais penchans, aux dangereux désirs, et diriger vers le bien ou laisser décliner vers le mal le corps qu'elle anima sur la terre.

Vainement chercherait-on à détruire cette opinion salutaire quel'homme, en général, conçoit de sa propre nature, de sa propre substance.

Vainement dirait-on que l'univers est un composé de matières plus ou moins subtiles, et douées de certaines et diverses qualités et propriétés inhérentes, telles que celles de l'aséité, de l'hétérogénéité, de la divisibilité, de la pesanteur, de l'attraction, de la mobilité, de la chaleur, de la sensibilité, susceptibles d'être, par ces propriétés mêmes, attirées, repoussées, réunies ou divisées, prenant ainsi différentes formes, sans néanmoins pouvoir jamais s'anéantir, et devant subsister sans fin comme elles auraient existé sans commencement; que du jour où l'on vit, de l'heure où l'on est, du moment où l'on parle, on peut remonter d'heure en heure, de jour en jour, vers le passé ou suivre l'avenir sans jamais rencontrer le fini et le néant, et sans

*Idee du matérialisme.—Sa réfutation.*

qu'il soit même possible de les concevoir l'un et l'autre (a); que cette pensée d'une ame immatérielle, détachée, indépendante du corps, est une vaine illusion produite par le sentiment de la fierté ou de l'orgueil, et par ceux du regret, du désir, de l'espérance; sentimens que, par son organisation même, l'homme est destiné à éprouver; sentimens qui lui sont naturels et qui tiennent uniquement à sa constitution physique et toute matérielle.

Vainement dirait-on que l'homme, reconnaissant sa supériorité sur tous les êtres qui habitent avec lui le globe, est ainsi et par cela même enclin à se croire plus parfait encore qu'il ne l'est réellement, ce qui lui fait supposer en lui l'existence idéale d'une substance qu'il ne peut même pas concevoir et qu'il suppose indestructible et indivisible; tandis que, dans le fait, cette substance n'est, après la mort de l'homme, que ce qu'elle était avant sa naissance et sa conception (b).

(a) « *Ex nihilo nihil, in nihilum nil posse reverti.*  
*Tangere enim et tangi nisi corpus nulla potest res.* »

(LUCRÈCE).

(b) Tel est le langage de l'incrédule dans le livre de la



A ces argumens on peut répondre par des argumens appuyés sur l'existence et l'observation de faits que le matérialisme lui-même ne révoque point en doute.

Par exemple, s'il est vrai que l'univers soit illimité et infini, tout aussi bien qu'on le conçoit sans fin et sans commencement (a); s'il est vrai qu'il existe des corps tellement subtils que,

Sagesse : « *Ex nihilo nati sumus, et post hoc erimus tanquam non fuerimus* ».

Et dans Sénèque le tragique :

« *Post mortem nihil est, ipsaque mors nihil, velocis spatii meta novissima.* » (Troas).

Un Anglais, diplomate, poète et philosophe, nommé Prior, a écrit l'histoire de l'ame. « Cette histoire, dit fort sérieusement Voltaire, est la plus naturelle qu'on ait faite jusqu'à présent de cet être si bien senti et si peu connu. L'ame est d'abord aux extrémités du corps, dans les pieds et dans les mains des enfans. De là elle se place insensiblement au milieu du corps dans l'âge de puberté; ensuite elle monte au cœur, et là, elle produit les sentimens de l'amour et de l'héroïsme; elle s'élève jusqu'à la tête dans un âge plus mûr, elle y raisonne comme elle peut; et dans la vieillesse on ne sait ce qu'elle devient : c'est la sève d'un vieil arbre qui s'évapore et ne reparait plus. » (*Mélanges de philosophie, de littérature et d'histoire*, chap. XLV.)

(a) Descartes et, avant lui, Platon et Cicéron, ont cru

dans leur état de repos, ils sont quelquefois impalpables et invisibles, tels que l'air, la chaleur, l'électricité, le galvanisme, l'éther, le fluide magnétique, et d'autres qui ne sont nullement sensibles pour aucun de nos sens, pourquoi cette faculté de penser, de comparer, de réfléchir, de juger, d'agir ou de ne point agir, qui est en nous, dont toutes nos sensations nous prouvent l'existence, qui semble être en effet une moitié importante et distincte de nous-mêmes, indépendante de nos sens et de nos facultés physiques, qui les commande et les réprime, ne serait-elle pas un fluide, une essence, quelque chose de plus subtil encore, de plus pur, une émanation divine, qui, réunie à la matière, lui donne les propriétés et la sensibilité qu'elle a dans le corps humain pendant notre vie, et dont elle se trouve subitement dépouillée à la mort ou lorsque l'âme l'abandonne (a)? Pourquoi cette

---

que l'idée de l'infini était innée en nous ; et Locke a prétendu que nous nous formons l'idée de l'infini par la puissance que nous avons d'ajouter toujours à l'idée du fini.

(a) L'aveugle né ignore la lumière, il n'en a point d'idées, il n'en aura peut-être jamais : cependant la lumière existe. Les effets du galvanisme et de l'électricité ne nous

Émanation divine répandue dans l'univers ne pourrait-elle pas de même abandonner les différents corps auxquels elle donne le mouvement, la force, l'attraction, la chaleur, et reproduire ainsi l'inertie après le mouvement, comme elle avait produit le mouvement après l'inertie ? « C'est, dit Euler, l'influence de l'âme sur le corps qui en constitue la vie, laquelle dure aussi long-temps que cette liaison subsiste ou que l'organisation du corps demeure en son entier. » (a).

« Ce qui nous fait juger qu'une chose est impossible, observe fort judicieusement l'auteur de la Dissertation sur l'existence et les attributs de Dieu, ce n'est pas d'ignorer com-

permettent pas de révoquer en doute leur existence, et cependant leur substance n'est souvent sensible pour aucun de nos sens. Les propriétés de l'aimant nous sont connues ; mais sa nature, sa substance, la manière dont il agit sur certains corps, les véritables causes de sa vertu, de ses propriétés, de ses effets, nous sont encore inconnues, et semblent même devoir échapper toujours aux recherches de l'observation et de l'analyse, de l'expérience et du raisonnement.

(a) Lettres à une princesse d'Allemagne, tom. I, pag. 412, édit. de 1812, in-8°.

ment elle peut être ; c'est de savoir positivement qu'elle ne peut pas être ; c'est d'y voir de la répugnance , de la contradiction. Il ne suffit donc pas de dire qu'on ne comprend pas l'action d'une puissance immatérielle sur la matière ; il faudrait prouver qu'il répugne à une cause immatérielle de produire des effets matériels ; qu'il y a de la contradiction à ce qu'un esprit mette un corps en mouvement. Voilà ce que les matérialistes devraient et ne peuvent pas prouver , puisqu'ils sont réduits à alléguer uniquement leur ignorance de la manière dont se fait cette opération , leur impuissance de la comprendre.

Et nous disons : combien n'y a-t-il pas d'effets dont vous connaissez les causes , sans cependant comprendre la relation , la connexion de ces effets avec ces causes ! Sûrs qu'une chose est produite par une autre , vous ignorez comment elle peut en être le produit. Pour en donner un exemple analogue à notre sujet , savez-vous comment la matière elle-même peut agir sur une autre matière , comment un corps meut un autre corps ? Faites-nous connaître ce que c'est que la force d'impulsion. Expliquez cette vertu secrète qui est dans le choc pour opérer un déplace-

ment : vous convenez vous-mêmes de votre impuissance à le comprendre (a); vous ne pouvez donc pas nier l'action de l'esprit sur la matière ; parce que vous ne comprenez pas comment elle se fait..... Il est important de saisir la différence de deux choses que les incrédules s'efforcent de confondre , prétendant et répétant continuellement qu'il leur est impossible d'admettre ce qu'ils ne comprennent pas , ou ce qui , selon eux , revient au même , ce qu'ils ne conçoivent pas. — Concevoir une chose est avoir l'idée de son existence ; la comprendre est connaître la manière dont elle existe. Nous concevons une chose , nous en avons l'idée , quand nous pouvons nous la représenter , la supposer existante. Pour la comprendre , il faut la connaître à fond , et saisir ses différens rapports , savoir pourquoi et comment elle est ce qu'elle est. Ainsi , pour la concevoir , il suffit de n'y pas apercevoir d'impossibilité. Tout ce qui ne présente pas de répugnance , de contradiction , je le conçois possible.

---

(a) « Sommes-nous en état d'expliquer la communication d'un corps à un autre? » (*Système de la Nature*, tom. I. chap. VII.)

Tout ce que je conçois possible, je peux me le figurer existant. Je ne conçois pas un triangle à quatre côtés, parce que c'est une chose qui implique contradiction, parce que cette idée ne se présente à moi qu'accompagnée de l'idée de répugnance, parce que l'idée du triangle et des quatre côtés sont deux idées dont l'une détruit l'autre. Mais je conçois des hommes dans la lune; mon esprit ne me présentant point d'impossibilité, de répugnance, de contradiction dans cette idée, je puis me représenter la lune peuplée d'hommes comme la terre. Il résulte de là que nous pouvons concevoir beaucoup de choses que cependant nous ne pouvons pas comprendre. » (a).

S'il est vrai que les différens corps dont cet

---

(a) Dissertation sur l'existence et les attributs de Dieu, 11<sup>e</sup> part., chap. III, § 11, pag. 229 et suiv. — *Ibid.* Introduction, § 2, pag. 6. Le même auteur (M. le cardinal D. de la Luzerne, pair de France) ajoute : « Pour éclaircir et pour confirmer encore plus cette importante vérité, observons que nous pouvons avoir sur les choses quatre sortes de pensées. En premier lieu, nous pouvons en voir clairement l'existence ou la possibilité, et connaître en même temps la manière dont elles existent ou dont elles peuvent exister, les relations diverses qu'elles ont ou qu'elles peuvent avoir. Celles-là,

univers se compose dans son organisation actuelle s'unissent, se suivent, se lient par une chaîne progressive et non interrompue; s'il est vrai, par exemple et pour préciser davantage, que le passage du règne minéral au règne végétal et celui du règne végétal au règne animal

---

non-seulement nous les concevons, mais nous les comprenons. En second lieu, nous pouvons en voir positivement l'impossibilité, en connaissant une répugnance, une contradiction dans leur existence. Nous ne comprenons ni ne concevons cette seconde classe. Ce sont là les choses dont nous n'avons point d'idée, parce que nous ne pouvons pas avoir l'idée de leur existence. En troisième lieu, nous pouvons ne voir clairement ni leur possibilité ni leur impossibilité, parce que nous ne connaissons pas la manière dont elles pourraient exister; mais nous ne voyons pas non plus dans leur concept de répugnance, de contradiction. En quatrième lieu, nous pouvons en voir clairement l'existence, soit par nos sens, soit par le raisonnement, être par conséquent assurés de leur possibilité, sans cependant connaître leur manière d'exister. Ces deux dernières sortes de choses, nous les concevons, mais nous ne les comprenons pas. C'est ce qu'il s'agit d'expliquer.

D'abord, sur les choses dont nous ne voyons clairement ni la compatibilité, ni l'incompatibilité des attributs, nous ne pouvons affirmer ni qu'elles sont possibles ni qu'elles sont impossibles. De ce que nous ne découvrons pas l'impossibilité, nous aurions tort, sans doute, d'en

soient insensibles et impossibles à saisir; qu'il existe des êtres intermédiaires qui semblent à la fois tenir à plusieurs règnes, chez lesquels le mouvement, la sensibilité, la vie, l'intelligence, sont diversement et comme graduellement répartis et répandus, pourquoi l'homme moral

---

conclure absolument leur possibilité. Il peut y avoir dans ces choses des répugnances qui nous échappent; ignorant la manière dont elles peuvent exister, nous ignorons peut-être des obstacles qui s'opposent à leur existence. Mais de même nous raisonnerions inconséquemment si, parce que nous n'apercevons pas distinctement la possibilité d'une chose, nous prononcions qu'elle est impossible. Il n'y a d'impossible que ce qui répugne, que ce qui emporte l'être et le non-être : ne voyant pas de répugnance dans la chose, nous n'avons pas de raison pour la juger impossible.

Ensuite, relativement aux choses dont l'existence m'est assurée d'une manière quelconque, je dis qu'il y en a dont j'ignore le mode, la nature, que je me figure existantes puisque je les sais telles, mais sans savoir de quelle manière elles peuvent exister; que, par conséquent, je conçois sans les comprendre. Je vois des phénomènes électriques; je suis donc sûr que l'électricité existe; je conçois donc l'électricité; mais quelle est sa nature? par quel moyen se forme-t-elle? quelle relation y a-t-il entre elle et le mouvement qui la produit ou qui la développe? je n'en sais rien. Je ne comprends donc pas l'électricité.

Il résulte de là évidemment qu'il est contraire à la rai-



et intellectuel se trouverait-il le dernier anneau de cette chaîne, qui semble au contraire devoir être infinie comme l'univers est lui-même infini ? (32).

Comment, ce premier point admis, et s'il

son de nier les choses sur le fondement qu'on ne les comprend pas ; ou, ce qui revient au même, parce qu'on ne sait pas comment elles sont. Et, si l'on voulait admettre ce genre de pyrrhonisme, il y a fort peu de choses dans le monde que l'on pût croire. De celles mêmes qui nous sont les plus familières, qui se passent continuellement autour de nous, dans nous-mêmes, il y en a un très-grand nombre que nous ne comprenons pas. Comment comprenons-nous la manière dont se fait la communication du mouvement ? Savons-nous quelle cause secrète donne à un corps la puissance d'agir sur un autre ? Connaissons-nous le mécanisme qui transforme nos alimens en une multitude de liqueurs et de sécrétions diverses ? Il est donc certain, incontestable, évident, que nous croyons fermement beaucoup de choses que nous sommes incapables de comprendre : et que serait-ce que la vie humaine si chacun ne pouvait croire que ce qu'il comprend ? » (*Dissertation sur l'existence et les attributs de Dieu*. Introduction, § 2, 3, pag. 7 et suiv.) — « *Multa possunt afferri quibus ostendatur nihil omnino humanæ societatis incolume remanere, si nihil credere statuerimus quod non possumus tenere perceptum* ». (S. AUGUSTINUS, *De util. credendi*, cap. XII, n°. 26.)

existe vraiment une suite de substances aériennes, ignées, subtiles, impalpables, invisibles, mystérieuses, qui échappent à toutes nos perceptions et au sommet de laquelle l'âme, *indivisible de sa nature*, se trouve placée (33); si, d'ailleurs, rien ne se perd dans la nature; si l'Univers semble être une sphère immense qui roule et tourne sans cesse (a), ou un Océan infini qui se meut dans tous les sens sans que rien puisse en sortir (b); si, par exemple encore, l'eau des rivières, des fleuves, de la mer, échauffée, réduite en vapeurs, aspirée, élevée dans les airs, se trouve

(a) « C'est une sphère infinie, a dit Pascal, dont le centre est par-tout et la circonférence nulle part. »

(b) « Tout, dit l'auteur du *Système de la Nature*, se meut dans l'univers; il n'est lui-même qu'une chaîne immense de causes et d'effets qui, sans cesse, découlent les uns des autres. Il est formé par une série de mouvemens qui se prolongent jusqu'à l'infini. »

« Dans un système où tout s'altère, dit M. de Buffon, rien ne peut ni se perdre ni s'éloigner sans retour; la quantité de matière restant toujours la même, cette source féconde de lumière et de vie (*le soleil*) ne s'épuisera, ne tarira jamais; car les autres soleils, qui donnent aussi continuellement leurs feux, lui rendent tout autant de lumière qu'ils en reçoivent. » (*Hist. natur.*, 1<sup>re</sup> *vue de la nature.*)

transportée par les vents vers les plus hautes montagnes, retombe en pluie, pénètre la terre, va rejoindre les rivières, les fleuves et la mer d'où elle s'évapore de nouveau ; si le corps humain lui-même ne se décompose que pour participer, par chacune de ses parties, à une autre organisation (34) ; comment oserait-on affirmer que la faculté, l'émanation céleste, spirituelle et raisonnable, l'ame, en un mot, unie à ce corps, l'ame dont on doit reconnaître l'existence aussi possible et évidente que celle de plusieurs autres substances dont personne ne croit pouvoir douter, doive s'anéantir et cesser entièrement d'exister, par cela seulement qu'après avoir été unie au corps, elle vient enfin à s'en séparer (a) ? Pourquoi donc, au contraire, sans admettre toutefois le système de la métempsychose que professa Pythagore en reconnaissant l'immortalité de l'ame,

---

(a) « Les corps, dit Bossuet, peuvent bien être dissous, leurs parcelles peuvent bien être séparées et jetées de çà et de là ; mais, pour cela, ils ne sont point anéantis. Si donc l'ame est une substance distincte du corps, par la même raison, ou à plus forte raison, Dieu lui conserve son être, et, *n'ayant point de parties*, elle doit subsister éternellement dans son intégrité. » (*Connaissance de Dieu et de soi-même*, pag. 413.)

ne penserait-on pas que, plus légère, plus immatérielle, plus pure, que toutes les autres substances, elle franchit avec rapidité l'espace (a), et se trouve transportée de ce globe dans l'un des autres corps célestes qui brillent au firmament,

---

(a) « Etre dans un certain lieu, dit Euler, est un attribut qui ne convient qu'à des choses corporelles; et puisque les esprits sont d'une toute autre nature, on ne doit pas être surpris quand on dit que les esprits ne se trouvent dans aucun lieu, ou, ce qui signifie la même chose, nulle part. . . . L'ame, ajoute-t-il, n'a pas besoin d'être transportée autre part après la mort; car, puisqu'elle n'est nulle part, elle est indifférente à tous les lieux; et, par conséquent, s'il plaisait à Dieu d'établir après ma mort une nouvelle liaison entre mon ame et un corps organisé dans la lune, je serais dès l'instant dans la lune, sans avoir fait aucun voyage; et même, si à l'heure qu'il est, Dieu accordait à mon ame un corps organisé dans la lune, je serais également ici et dans la lune, et il n'y aurait en cela aucune contradiction. Ce ne sont que les corps qui ne peuvent être en même temps à deux endroits; mais pour les esprits, qui n'ont aucun rapport aux lieux en vertu de leur nature, rien n'empêche qu'ils ne puissent agir à la fois sur plusieurs corps situés dans des endroits fort éloignés entr'eux; et, à cet égard, on pourrait bien dire qu'ils se trouvent à la fois dans tous ces endroits. » (*Réflexions sur l'état des ames après la mort. — Lett. à une princesse d'Allemagne*, tom. 1, lett. xciii, pag. 413, édit. in-8°, 1812.)

et dans la multitude merveilleuse, innombrable, infinie desquels cet atome, appelé le globe terrestre, se trouve lui-même placé comme le plus léger grain de sable, comme la goutte d'eau la plus imperceptible au sein de l'immense Océan ?

Enfin, n'a-t-on pas eu raison de dire que la seule idée que nous avons de notre ame et de son immortalité suffirait seule pour en prouver l'existence, puisqu'en général nous ne concevons rien qui ne soit fondé sur quelque réalité ? N'a-t-on pas eu raison de dire que ce pressentiment que nous avons d'une autre vie est une sorte d'instinct profondément gravé dans nos cœurs, intimement uni à notre nature, dépendant de notre organisation, et aussi infaillible que celui par lequel plusieurs espèces d'animaux prévoient leur résurrection et leurs métamorphoses ? « L'attestation de cette origine immortelle de nos ames est comme burinée de main divine au fond de nous-mêmes. Dieu plaça dans nos cœurs l'ardent désir de l'immortalité. Nous l'apercevons, nous raisonnons sur elle, nous cherchons à la mériter, nous nous y élançons avec force, en un mot, nous en portons *l'instinct* bien gravé dans nos

cœurs.... Or, vit-on jamais que Dieu plaçât dans une race d'êtres quelconques un instinct qui la trompât ? Le ver qui doit devenir papillon se trompe-t-il sur sa glorieuse destinée, lorsqu'avant de mourir pour renaître, il construit sa coque ? L'attente des oiseaux est-elle trompée lorsque l'instinct les presse de traverser les mers ? Cette colombe qui couve ses œufs est-elle trompée dans l'espérance de les voir éclore ? L'homme lui-même, qui jouit encore de l'avantage d'être doué d'un instinct privilégié qu'il appelle la *Conscience*, est-il trompé par elle lorsque, dans le silence des passions et des préjugés, il écoute et suit les décisions qu'elle porte, et lorsque, ne l'ayant pas écoutée, il en reçoit des reproches et des conseils secrets ? S'il est donc vrai que Dieu n'imprime jamais, tant au physique qu'au moral, un instinct trompeur, pourquoi celui de *l'immortalité de l'ame* serait-il le seul qui nous trompât ? Quoi ! des abeilles et des fourmis s'approvisionnent par instinct de miel et de blé pour leur servir lorsqu'elles ne pourront plus butiner dans les champs ; cette prévoyance qui leur est inspirée ne se trouve ni vaine ni infructueuse, et celle de l'homme juste le serait lorsqu'il

s'approvisionne de vertus dans l'espérance d'en retrouver le prix dans un monde nouveau ! Non, l'instinct de l'immortalité, le plus sublime de tous, doit être aussi le moins trompeur..... Semblables aux animaux, nous ne pourrions ni désirer ni concevoir une existence immortelle si elle ne nous était pas destinée.... Et j'oserais presque dire qu'aux yeux de l'observateur, l'immortalité de l'homme paraît certaine par cela seul qu'il peut en prononcer le mot et en concevoir le sens..... » (a) (35).

La conviction de l'existence de l'ame et de son immortalité conduisent naturellement à la conviction de l'existence de Dieu, comme celle de l'existence de Dieu et de son éternité ramène encore à celle de l'ame et de son immortalité ; et l'insensé seul a pu dire dans son cœur : il

(a) Disc. sur l'immortalité de l'ame, par M. Maximin ISNARD, ancien député.

On peut aussi lire à ce sujet, avec intérêt et avec fruit, ce qui a été écrit par Euler, *sur la nature des esprits, sur la liaison naturelle entre l'ame et le corps, sur les facultés de l'ame et sur le jugement*, etc., etc.

(Voy. Lettres à une princesse d'Allemagne, LXXX, LXXXI et suiv., tom. 1, pag. 349 et suiv., édit. de 1812, in-8°.)

*n'y a point de Dieu. Dixit insipiens in corde suo : non est Deus. » (a).*

---

(a) « La véritable élévation de l'esprit, c'est, dit Massillon, de pouvoir sentir toute la majesté et toute la sublimité de la foi. Les grandes lumières nous conduisent elles-mêmes à la soumission : l'incrédulité est le vice des esprits faibles et bornés : c'est tout ignorer que de vouloir tout comprendre. *Les contradictions et les abîmes de l'impiété sont encore plus incompréhensibles que les mystères de la foi*; et il y a encore moins de ressource pour la raison à vouloir secouer tout joug qu'à obéir et à se soumettre. » (Petit Carême, sermon II.)

« Seigneur, dans ta gloire adorable  
 Quel mortel est digne d'entrer ?  
 Qui pourra, grand Dieu, pénétrer  
 Ce sanctuaire impénétrable,  
 Où tes saints inclinés, d'un œil respectueux,  
 Contemple de ton front l'éclat majestueux ?

» Ce sera celui qui du vice  
 Evite le sentier impur ;  
 Qui marche d'un pas ferme et sûr  
 Dans le chemin de la justice,  
 Attentif et fidèle à distinguer sa voix,  
 Intrépide et sévère à maintenir ses lois.

» Ce sera celui dont la bouche  
 Rend hommage à la vérité :

.....  
 .....



II<sup>e</sup> PARTIE.

*Application des vérités contenues dans la première partie.*

**SOMMAIRE.** Le sentiment de la Religion, bien dirigé, est le premier et le plus efficace moyen d'assurer l'observation des Droits et des Devoirs.

Utilité de la Religion, même la plus imparfaite.

Supériorité des Religions qui reconnaissent l'immortalité de l'âme.

Excellence de la Religion et de la Morale évangéliques.

Nécessité de repousser les Religions contraires aux devoirs et aux sentimens naturels.

Nécessité du libre et public exercice de toutes les Religions admises.

La persuasion et la douceur peuvent seules engager les hommes d'une même Société à professer une même Religion : l'intolérance et la persécution doivent conduire à un résultat contraire.

Conséquence et conclusion.

*« Nisi Dominus, custodierit civitatem, frustra vigilet qui eustodit eam ».* ps. 126.

Nous avons vu, dans la première partie de ce paragraphe, comment se forment, se modifient, se perfectionnent les idées que le sentiment de la religion fait naître ; il nous reste à démontrer que, si les autres sentimens auxquels le cœur de l'homme est accessible sont utiles et même nécessaires à sa conservation ; que, si, par exemple,

Le sentiment de la Religion, bien dirigé, est le premier et le plus efficace des moyens d'assurer l'observation des Droits et des Devoirs.

l'aversion, une sorte de dégoût et d'antipathie l'éloignent des choses nuisibles et dangereuses pour lui; que, si le désir et un penchant naturel l'attirent au contraire vers les objets qui doivent satisfaire ses besoins et ses plaisirs, la religion lui est également utile, et d'une utilité d'autant plus grande, que la population s'accroît davantage.

En effet, lorsque les Sociétés sont encore peu nombreuses, chacun peut sans obstacle adopter, dans un vaste territoire, un lieu particulier pour en faire sa retraite, pour y fixer son domicile et celui de sa famille; chacun peut cultiver une portion de terre suffisante pour sa subsistance, la surveiller et l'enclore (a); et il y a lieu de présumer que tous en agissent ainsi : car, dans cet état de simplicité primitive, tous ont les mêmes besoins, le même intérêt, le même instinct, et peut-être les mêmes forces ou des forces à-peu-près égales. Il ne serait pas naturel de supposer que le caractère de quelques-uns des membres

---

(a) « D'ailleurs, en s'appropriant un certain coin de terre par son travail et par son adresse; on ne fait tort à personne, etc. LOCKE, *Traité du Gouv. civil*, chap. iv, § 9, pag. 51, jusqu'à ces mots : « Dieu a donné la terre aux hommes ». *Ibid.*, pag. 52.

de cette Société naissante fût de sa nature assez dépravé pour qu'ils dussent s'abandonner à une stupide insouciance, à une nuisible et honteuse oisiveté, tandis qu'ils verraient leurs semblables s'occuper, travailler avec activité, et pour les besoins présents et pour les besoins à venir; alors aussi chacun a un intérêt bien évident à aider, à secourir les autres pour en être aidé et secouru à son tour; chacun aurait à craindre pour lui-même les torts et les dommages qu'il aurait fait éprouver à autrui. Si tous sentent vivement le besoin et la nécessité de se réunir, ils ne doivent point chercher à se nuire, ce qui les obligerait, au contraire, à s'éviter. En un mot, l'observation des Droits et des Devoirs est alors, ainsi que nous l'avons précédemment fait voir, tellement indispensable pour les membres de la Société, leur infraction aurait pour eux des conséquences si immédiates et des résultats si désastreux et si rapides, qu'ils seraient encore naturellement portés à les respecter, lors même qu'ils pourraient avoir quelque intérêt individuel et particulier à les enfreindre. C'est alors surtout que l'amour de la patrie est sacré et commun, qu'il anime et enflamme tous les cœurs. Aussi l'histoire nous ap-

prend-elle que cet amour fut toujours la vertu des peuples les moins nombreux.

Mais , au contraire , à mesure que la population s'agrandit , les besoins , ou du moins les désirs se multiplient ; la difficulté de les satisfaire augmente ; les infractions aux premiers droits et devoirs naturels , l'oubli des sentimens primitifs et les plus simples de l'humanité , ont des conséquences et des résultats moins prompts , moins frappans , quoique non moins réels et non moins dangereux : et c'est alors que le sentiment de la religion , engageant les hommes à éviter le mal et à rechercher le bien pour leurs semblables ( comme la crainte et le désir les portent à fuir le mal et à rechercher le bien pour eux-mêmes ) , prévient , arrête , réprime la violation de leurs différentes obligations.

Utilité de la  
première, de la  
plus imparfaite  
Religion.

Tel dut être , dans le principe , le favorable résultat même de la plus imparfaite religion (36) : la vénération pour les choses inanimées , pour les productions de la terre , pour les animaux domestiques , en protégea la propriété. Ceux qui les avaient soignés ou cultivés osaient seuls en disposer. Le dieu *Terme* , le plus grossier , le plus matériel de tous les dieux du Paganisme ,

n'était cependant pas le moins utile et le moins puissant. Il faisait respecter les champs et les propriétés en fixant leurs limites ; et l'idée de sa puissance , la vénération , la crainte qu'elle inspirait , rendaient ces mêmes limites inviolables et sacrées (a).

Par la suite , les tourmens des Danaïdes , de Tityus , de Sisiphe , de Tantale , d'Ixion ; les torches des Euménides , les serpens de Tisiphone , de Mégère , d'Alecto , épouvantèrent

(a) *Numa* ordonna aux Romains d'arpenter leurs terres et d'y planter des pierres qui fussent consacrées à *Jupiter Terminal*. Ils devaient tous s'assembler chaque année, un certain jour, pour lui offrir des sacrifices ; et si quelqu'un ôtait ou transplantait ces pierres, sa tête était dévouée au *Dieu des Bornes* ; en sorte que le premier venu pouvait impunément le tuer, comme coupable de sacrilège. « Les bornes qui séparent les héritages, et qui étaient ainsi un point de religion chez les Romains, ont toujours été regardées comme sacrées dans toutes les Sociétés civiles. » (*Sc. du Gouv.*, ch. 1, sect. 1, n° 5.) Chez les Hébreux, quelques pierres réunies devenaient souvent le garant d'un pacte, d'une alliance faits entre deux peuples ou deux familles, et ces pierres ainsi réunies, que l'on appelait *le monceau du témoignage*, étaient environnées d'un sentiment religieux. » (*Genèse*, xxxi, vers. 45 et suiv.)

les méchants , comme les ont effrayés plus tard encore les flammes de l'enfer irrité (a).

Supériorité des  
Religions qui re-  
connaissent l'im-  
mortalité de l'a-  
me.

Si donc des notions de religion aussi grossières , aussi imparfaites , furent utiles à l'humanité , que ne doit-elle point à l'idée plus grande et plus sublime d'une autre vie , à celle de l'immortalité de l'ame , à cette douce et consolante espérance qui , lorsque les besoins , les maux et les souffrances se multiplient , soutient du moins le malheureux que les douleurs du corps et de l'esprit assiègent souvent depuis le moment

---

(a) « De tout temps la crainte d'une divinité a eu beaucoup de pouvoir sur l'esprit des hommes. Qui doute que , dans les ténèbres les plus épaisses du Paganisme , ce motif n'ait été la source de la probité d'une infinité de gens ? Plusieurs païens pouvaient ne pas apercevoir les conséquences des fausses idées qu'on avait alors de la Divinité , et il est certain que les philosophes regardaient les dieux comme les vengeurs de la violation des lois naturelles. » (*Sc. du Gouv.* , tom. III , chap. II.) — Suivant Xénophon , les villes et les nations les plus attachées au culte divin ont toujours été les plus durables et les plus sages , comme les siècles les plus religieux ont été les plus distingués par le génie. (*Memor. Socrat.* , I , 4 , 16.) — « Il y a eu des philosophes , dit Cicéron , qui niaient que les dieux s'intéressassent aux choses humaines. Si leur opinion est vraie , où est la piété ? où est la sainteté ? où est la justice ? où est la religion ? Si l'on

où il reçut la vie jusqu'au moment où il est renfermé dans la tombe ; qui calme et diminue les regrets de ceux qu'une mort cruelle et anticipée sépare des objets de leurs plus chères affections, en leur apprenant qu'ils doivent un jour se réunir ; qui peut effrayer et contenir, plus efficacement que tout autre moyen, les méchans dans le sein desquels un coupable aveuglement affaiblit la voix de la nature et comprime momentanément le cri de la conscience ; qui rassure et réjouit, au contraire, ceux qui sont de-

---

anéantit ces choses, tout tombe dans la confusion et dans le trouble ; car, en détruisant le respect pour la Divinité, on détruit toute loi parmi les hommes, toute société, toute justice, la plus admirable de toutes les vertus. » *Sunt enim philosophi et fuerunt, qui omnino nullam habere censerunt humanarum rerum procurationem Deos ; quorum si vera sententia est, quæ potest esse pietas ? quæ sanctitas ? quæ religio ? . . . . Quibus sublati , perturbatio vitæ sequitur et magna confusio. Atque haud scio an pietate adversus deum sublata , fides etiam et societas humani generis et una excellentissima virtus, justitia, tollatur. (De Nat. Deor., lib. 1.)*

— Voltaire a dit : « Si le monde était gouverné par des athées, il vaudrait autant être sous l'empire de ces êtres infernaux qu'on nous peint acharnés contre leurs vices. » (*Homél. sur l'Athéisme.*)

meurés sincèrement attachés à l'honneur, à la justice, à la vertu, aux principes primitifs et invariables de l'ordre et de l'équité, à ces principes, seule source du vrai bonheur; même dans cette vie, source de repos et de satisfaction intérieurs, dont tous les cœurs sont faits pour recevoir et goûter les douces impressions (a) !

Excellence de  
la Religion et de  
la morale évan-  
geliques.

Que ne doit point surtout l'humanité à la morale pure, bienfaisante et charitable du Christianisme, qui recommande à ses apôtres et à ses disciples le pardon, l'oubli des fautes et des injures; qui ne leur permet de se venger de leurs

---

(a) L'espérance est constante à marcher sur nos pas,  
Et nous soutient encore à l'heure du trépas.  
N'offre-t-elle à nos yeux qu'une confuse image  
Du bonheur que le ciel nous destine en partage,  
Cet objet consolant nous occupe toujours,  
Et répand des douceurs sur nos plus tristes jours.  
Notre ame en ses désirs inquiète, égarée,  
Par les liens du corps tristement resserrée,  
Dans un doux avenir se repose, s'étend,  
Et jouit en effet du bonheur qu'elle attend.

( *Essai sur l'Hom.*, éplt. II, traduction  
de POPE par M. l'abbé DU RESNEL, )



ennemis particuliers que par la générosité, la grandeur d'âme et les bienfaits (a) !

Cette morale noble et sublime dont l'observation nous ferait atteindre au dernier période de la vertu, aurait seule suffi pour convaincre les hommes qu'elle leur fut apportée du ciel, lors même que le DIVIN PROPHÈTE, dont l'éloquente voix la prêcha et la répandit sur la terre, n'eût pas fait, quoique né dans une étable et de parens

(a) « En ce temps-là Jésus dit à ses disciples : Vous avez appris qu'il a été dit : *Vous aimerez votre prochain et vous haïrez vos ennemis* ; mais moi je vous dis : *Aimez vos ennemis*, faites du bien à ceux qui vous haïssent, et priez pour ceux qui vous persécutent et qui vous calomnient, afin que vous soyez les enfans de votre père qui est dans les cieux, qui fait lever son soleil sur les bons et sur les méchans, et tomber la pluie sur les justes et sur les injustes. Car si vous n'aimez que ceux qui vous aiment, quelle récompense en recevrez-vous ? les Publicains ne le font-ils pas ? et si vous ne saluez que vos frères, que faites-vous en cela de plus que les autres ? les Païens ne le font-ils pas aussi ? *Soyez donc parfaits comme votre père céleste est parfait. (Estote ergo vos perfecti sicut et pater vester celestus perfectus est.)* » — « Prenez garde de ne point faire vos bonnes œuvres devant les hommes pour en être regardés ; autrement vous n'en recevrez point la récompense de votre père qui est dans le ciel. Lors-

nécessité de  
passer les ro-  
ne qui se-  
it contraires  
sentimens et  
devoirs na-  
la.

Mais , comme il n'est rien dont on ne puisse abuser , les hommes , déjà assez aveugles pour mépriser les principes dont ils ne devraient jamais s'écarter dans leur intérêt propre , s'efforcent encore de corrompre les plus nobles sentimens ; celui de la religion même est souvent perverti et dénaturé. « La piété même , dit Massillon , a ses erreurs comme le vice (a). » « L'esprit humain abuse de tout , dit d'Aguesseau ; et de quoi abuse-t-il plus que de la reli-

---

eu qu'un commencement humain , elle ne peut échapper aux plus grands maux. Il faut donc tâcher par tous les moyens imaginables d'imiter le régime primitif , et nous confiant en ce qu'il y a d'immortel dans l'homme , nous devons fonder les Etats en consacrant comme des lois les volontés de l'intelligence (suprême) ; que si un État est , au contraire , fondé sur le vice et gouverné par des gens qui foulent aux pieds la justice , il ne lui reste aucun moyen de salut. » (*De Leg.* tom. VIII , pag. 180.)

— Jean-Jacques a dit aussi : « Jamais État ne fut fondé que la religion ne lui servît de base. » (*Contrat social.*)

— « *Nisi Dominus custodierit civitatem , frustra vigilet qui custodit eam.* Si le Seigneur ne garde une ville , c'est en vain que veille celui qui a été commis à sa défense. » *Ps.* 126 , vers. 2.

(a) Dimanche des Rameaux.

gion même » (a) ? « De quoi les hommes n'abusent-ils pas ? Ils abusent des alimens destinés à les nourrir , des forces qui leur sont données pour agir et se conserver ; ils abusent de la parole , de la pensée , des sciences , de la liberté , de la vie ; ils abusent de Dieu même. » (b).

L'histoire de toutes les nations démontre qu'au lieu de fortifier et de faire respecter toujours les Droits et les Devoirs, au lieu d'inspirer la bonté , l'humanité , la bienfaisance ; au lieu de contribuer à maintenir et conserver l'ordre , l'union , la paix , la tranquillité de la Société , la Religion , ou plutôt son fantôme , est , au contraire , plus d'une fois devenue une source ardente de haines , d'injustices , de cruautés et de vengeances ; un prétexte pour enfreindre , bouleverser et détruire les règles d'équité les plus utiles et les préceptes les plus sacrés ; que les ministres de toutes les religions , au lieu d'éclairer les hommes et les peuples , au lieu de propager et répandre les vrais Principes en les observant eux-mêmes religieuse-

(a) Lettre xxiv , tom. xii.

(b) Essai sur l'Indiff. en matière de religion , tom 1. , pag. 470.

ment , ont souvent cherché à anéantir , à faire oublier les uns, et à se soustraire aux autres ; qu'ils ont souvent abusé de la confiance et de la crédulité pour créer en leur faveur d'injustes prérogatives , de dangereux privilèges ; pour porter atteinte aux véritables bases de l'égalité sociale , de la fraternité que la solide religion prescrit ; pour dépouiller les enfans des biens de leurs pères ; pour envahir d'immenses fortunes au préjudice des familles ; pour porter atteinte à la vie, à la liberté, à la propriété de leurs concitoyens ; pour exercer ainsi un injuste pouvoir, une arbitraire puissance, et établir le règne de la violence et de la tyrannie jusque sur les débris et les ruines des vertus et de la charité chrétiennes.

On a vu , pour satisfaire la cupidité , la vengeance , la haine , l'ambition , la débauche , et toutes les autres passions dont les sens et le cœur humain peuvent être assiégés , s'établir , au nom de la religion même , les cérémonies les plus scandaleuses et les plus barbares , les coutumes les plus monstrueuses et les plus révoltantes. On a vu le sang humain couler sur les autels , et des bûchers s'élever de toutes parts au nom d'un

Dieu de bonté, de douceur, d'indulgence (a). De vastes contrées ont été ravagées et ensanglantées au nom du Dieu de tolérance et de paix. « Ces Chrétiens si austères, séduits par la volupté, se livrèrent à des désordres dont le nom même eût dû leur être inconnu. La licence pénètre dans le sanctuaire; l'autel, le sacrifice même, est souillé par d'indignes mains. » (b). « Tant il est vrai, dit aussi l'illustre critique du *Prince* de Machiavel, que la religion même, cette source la plus pure de tous nos biens, devient souvent, par un trop déplorable abus, l'origine et le principe de tous nos maux. » (c).

La Société doit donc soigneusement repousser toutes les religions dont le culte ou la morale pourraient être contraires aux droits et aux devoirs na-

(a) Le grand inquisiteur *Torquemada* se vantait d'avoir fait brûler six mille Juifs.

(b) Essai sur l'Indifférence en matière de Religion, *Introduction*, pag. 27.

(c) Une Juive, à peine âgée de dix-huit ans, fut brûlée vive à Lisbonne, « Non pas, dit M. de Montesquieu, pour n'avoir pas voulu renoncer à sa religion, mais pour avoir eu trop de vertu. » (*Esprit des Lois*.)

L'Histoire atteste que l'Inquisition ayant condamné un homme à être écorché vivant, on vit plusieurs cavaliers

turels de l'homme comme citoyen, aux bonnes mœurs, aux sentimens d'humanité, de charité, d'indulgence pour nos frères, d'aversion et d'horreur pour le vice, d'admiration et d'enthousiasme pour la vertu. « Les actions ne plaisent aux Dieux, comme le disait Socrate, que lorsqu'elles

masqués monter sur l'échafaud, en chasser les bourreaux et se charger eux-mêmes de l'exécution. « Quels affreux soupçons, s'écrie encore l'illustre auteur de l'*Esprit des Loix*, cette horrible aventure ne fait-elle pas naître dans l'imagination indignée! »

Le pape Clément VI, par une bulle du 20 avril 1351, datée d'Avignon, donna au confesseur du roi de France Jean et de la reine Jeanne, sa seconde femme, le pouvoir de les délier pour le passé et pour l'avenir de tous les engagements, même appuyés de sermens, qu'ils ne pourraient observer sans incommodité, grâce qui devait s'étendre à leurs successeurs à perpétuité. « *Juramenta per vos præstita, et per vos et eos præstanda in posterum, quæ vos et illi servare commodè non possetis.* » (BOCHERY, *Speci. leg.*, tom. iv, pag. 275.)

Après la mort de Charlemagne, la question de l'investiture ne fut décidée que l'épée à la main; elle fit donner soixante-huit batailles rangées, périr plusieurs millions d'hommes, et excommunier tous les fidèles de l'Occident. (Voy. GERVAISE, Hist. de Suger, abbé de St-Denis. — Voy., dans les écrits de Samuel Morland, ambassadeur d'Angleterre en Savoie, le tableau des barbaries

sont bonnes. » (a). « Une morale universelle, dit l'auteur du *Système social*, doit être fondée sur

---

exercées contre les Vaudois. — Voy. ci-après, 1<sup>re</sup> partie, liv. 1<sup>re</sup>, chap. II, tit. II.)

« . . . . . Là, le soldat sauvage,  
Au nom d'un Dieu de paix s'animant au carnage,  
Ou coiffé du turban ou chargé de la croix,  
Le bras ensanglanté, s'écria : *meurs ou crois !*  
Ici, les échafauds, les bûchers se dressèrent ;  
Les victimes sans nombre à grands flots se pressèrent ;  
Et l'homme sanguinaire, ingrat, séditieux,  
S'imagina venger la justice et les cieux. »

( *Extrait d'une éplt. inéd. de M. J. L. BRAULT.* )

— « Mais, dit Massillon, si les passions humaines ont tant de fois allumé de semblables guerres dans le sein du christianisme, rien n'est cependant plus contraire à son esprit, qui est un esprit de désintéressement et de paix ; à sa morale, qui ne respire que la douceur et l'indulgence ; à ses maximes, qui prescrivent par-tout la bienfaisance et la charité ; à la spiritualité des objets qu'il présente ; à la sublimité de ses motifs ; à la grandeur et à la nature des récompenses qu'il propose. »

— « Celui qui dit qu'il connaît Dieu et qui n'observe pas ses commandemens, est un menteur, la vérité n'est point en lui ; mais celui qui les observe aime Dieu parfaitement. » ( S.-JEAN, éplt. I, chap. II. )

— « Ceux-là, dit Saint-Justin, sont chrétiens, qui aiment la vertu et consultent la raison. »

(a) Dialog. d'Entiphron.

les besoins du genre-humain : les hommes n'ont par-tout qu'une morale locale, asservie aux préjugés de leurs pays. Il serait très-inutile d'écrire sur la morale si elle était relative et arbitraire. On aurait tort de déclamer contre les opinions fausses si chacun fait bien de suivre la coutume de son pays. Des législateurs barbares et des prêtres imposteurs ont fait croire à des nations que leurs dieux sanguinaires demandaient des victimes humaines. Dès-lors, l'usage de sacrifier les hommes est devenu un usage sacré. Des peuples, fascinés par l'ignorance et la crédulité, n'ont point vu que leurs prêtres, au nom du ciel, leur ordonnaient des forfaits, qui jamais ne peuvent passer pour des actions louables. Un Phénicien qui, plus sensé que les autres, eût fait sentir à ses concitoyens que d'immoler des enfans à Moloch était une cruauté abominable, eût sans doute été puni comme un impie, un scélérat, pour avoir osé réclamer les droits les plus saints de la nature. » (a).

Nécessité du  
libre exercice de  
toutes les reli-  
gions admises.

Il est donc, non-seulement juste, mais encore utile, essentiel, indispensable, que la morale de

---

(a) *Systèm. soc.*, chap. II. *Du mal moral*, etc.



toutes les religions admises soit enseignée et professée publiquement ; que leurs cultes soient ostensibles, afin que tous les membres de la Société puissent en profiter, s'ils doivent être approuvés ; et que, s'ils ne doivent pas l'être, il soit, au contraire, possible d'en prévenir ou d'en arrêter les abus et les dangers. Et c'est pour cela, sans doute, que Cicéron veut, dans son *Traité des Lois*, que personne n'ait des dieux à part, soit nouveaux, soit étrangers, pour leur rendre un culte particulier, à moins qu'ils n'aient été authentiquement reconnus ; et qu'il défend encore qu'on puisse vaquer à des sacrifices particuliers, sans y appeler les ministres publics de la religion. « Toute doctrine contraire à la tranquillité d'un État doit être proscrite, dit avec juste raison l'auteur de la *Science du gouvernement*. C'est à la puissance temporelle à juger si les opinions qu'on veut établir peuvent troubler ou non le repos de l'État. C'est à la puissance temporelle à permettre qu'elles soient enseignées si elle le trouve bon. C'est à la puissance temporelle enfin à les interdire si elles doivent être nuisibles. Ces diverses propositions coulent de la même source et sont fondées sur des mo-

tifs dont tout esprit attentif reconnaît la solidité. » (a).

La douceur  
et la persuasion  
peuvent seules  
engager les hom-  
mes à professer  
une même reli-  
gion : l'intolé-  
rance et la per-  
secution doivent  
conduire à un ré-  
sultat contraire.

Il serait heureux sans doute qu'un peuple professât la même religion ; qu'il eût la même croyance, les mêmes dogmes, les mêmes cérémonies, le même culte, la morale la plus pure. Cette similitude d'opinions religieuses serait un lien de plus dans la Société (b) (38) ; mais la réunion, le mélange des familles semble devoir mettre à cette unité d'opinion, de culte, de religion, un obstacle insurmontable. Si pourtant il était encore possible d'espérer cette espèce de prodige, il est du moins certain qu'il ne pourrait être opéré que par la persuasion, et non par la rigueur et la violence, puisque la foi nécessaire pour toute religion est en quelque sorte indépendante de la volonté humaine, et que quiconque est égaré ou éclairé par elle, et croit conséquem-

---

(a) Sc. du Gouv., tom. VII, chap. v, sect. III, § 52.

(b) « *Inter finitimos vetus atque antiqua simultas,  
Immortale odium et nunquam sanabile vulnus  
Ardet adhuc Ombos et Tentyra. Summus utrinque,  
Indè furor vulgo, quòd numina vicinorum  
Odit uterque locus, cum solos credat habendos  
Esse Deos, quos ipse colit.....* »

(JUVEN., sat. xv.)

ment, en lui obéissant, obéir aux commandemens de Dieu lui-même, ne peut se soumettre servilement à ceux des hommes (39). « Il y a, dit Mably, dans la *Politique* (lisez dans la *science du Gouvernement*) comme dans la médecine, des remèdes qui, par leur nature, ne sont pas destinés à guérir, mais qui préparent le bon effet de ceux qu'on emploie ensuite, et qui attaqueront le siège ou la source du mal. Les législateurs, je ne sais par quelle fatalité, moins habiles que les médecins, ont rarement connu la différence de ces remèdes, et les ont presque toujours administrés au hasard. Quand il fallait se contenter d'inviter, de solliciter, de préparer, ils ont voulu contraindre; mais on n'obtient rien en demandant trop ou mal à propos. » (a). Sully répétait souvent, que la compassion et la douceur étaient les seuls moyens qui servaient véritablement la religion, et les seuls qu'elle enseignât. Le zèle n'était, suivant lui, qu'un entêtement et un emportement déguisés sous un beau nom. « l'Histoire de Sabbacon, un des rois pas-

---

(a) De la Législation ou Principes des lois, liv. III, chap. I, pag. 246.

teurs (a), dit M. de Montesquieu, est admirable. Le dieu de Thèbes lui apparut en songe et lui ordonna de faire mourir tous les prêtres d'Egypte. Il jugea que les Dieux n'avaient plus pour agréable qu'il régnât, puisqu'ils lui ordonnaient des choses si contraires à leur volonté ordinaire, et il se retira en Ethiopie. » (b). — L'Evangile, les Apôtres, les Pères prêchent la douceur et la tolérance. Saint Paul et saint Chrysostôme disent qu'un évêque doit s'acquitter de sa place en engageant les hommes par la persuasion et non par la contrainte. Les évêques, ajoutent-ils, ne règnent que sur ceux qui le veulent, bien différens en cela des rois, qui règnent sur ceux qui ne le veulent pas. Nous n'exigeons point, dit saint Paul, une obéissance aveugle : nous enseignons, nous prouvons, nous persuadons. Saint Jean n'ordonnait pas aux Chrétiens de s'armer contre les Païens. *Aimez-vous les uns les autres*, disait-il, *telle est la volonté de Dieu : accomplit-on ce précepte, on a rempli la loi.*

---

(a) Diod., liv. II.

(b) Esprit des Lois, liv. XXIV, chap. IV.

L'intolérance et la persécution ne peuvent exciter que trouble , fanatisme , agitations et malheurs ; elles ne sauraient être d'aucune utilité, et ont toujours occasionné les guerres civiles , les déchiremens les plus sanglans et les plus cruels ; témoins ceux de la fronde , de la ligue , et tant d'autres qu'il serait ici superflu d'énumérer.

« Dès que le Gouvernement aura été assez malheureux pour faire un acte de persécution , vous verrez , dit encore Mably , la religion dégénérer en fanatisme. Ne mettez jamais en opposition les lois divines et les lois humaines ; car les gens de bien qui croient entendre les ordres de Dieu n'obéiront pas à des hommes ; et comme on se croit en droit de les persécuter , ils se croiront en droit de se défendre. Alors toutes les passions , irritées et soulevées par les désordres que produit l'injustice , se porteront aux violences les plus abominables ; et j'en appelle aux guerres de religion dont l'Europe a été désolée : à quelle vengeance , à quelle lâcheté , à quel crime , à quel forfait , les mains des fanatiques se refusèrent-elles ? » (a).

---

(a) De la Législation , etc. , vol. ix , liv. iv , chap. iv , pag. 469.

Cassiodore pensait comme saint Jean. « La religion, disait-il, ne peut se commander. La force fait des hypocrites et non des croyans. *Religio imperare non potest, quia nemo cogitur ut credat.* » « La foi, dit saint Bernard, doit être persuadée et non ordonnée, *fides suadenda, non imperanda.* » « Rien de plus volontaire, dit Lactance, que la religion ; elle est nulle dans celui à qui elle répugne. *Nihil est tam voluntarium quàm religionem profiteri, in quâ si animus aversus est, jam sublata, jam nulla est.* » « Rien de moins religieux, dit Tertullien, que de vouloir contraîndre la croyance. Ce n'est point par violence, c'est librement qu'on peut croire. *Non est religionis religionem cogere velle, cùm sponte suscipi debeat, non vi.* » Saint Paul disait encore que la persuasion était la seule arme que l'on pût employer à la conversion des Gentils (a). Mais le Père *Hennepin*, Récollet, répétait

---

(a) — « C'est, dit Marmontel, le sentiment de Lactance, celui de Tertullien, celui de saint Paul et de tous ceux qui ont professé l'Évangile dans sa pureté primitive et dans son véritable esprit. Nos armes, ont-ils dit, ne sont ni le fer ni le feu ; notre religion n'a de force que celle de la persuasion. La douceur et la miséricorde en

sans cesse que le seul moyen de convertir les Sauvages, c'était de les réduire en esclavage.

Cependant « qu'on jette les yeux sur le nord, le midi, l'orient, l'occident du monde (s'écrie dans le mouvement d'une juste indignation un auteur que nous citerons aussi à ce sujet, quoique nous soyons bien éloignés d'approuver toutes ses opinions), par-tout l'on voit le couteau sacré de la religion levé sur le sein des femmes, des enfans, des vieillards; et la terre, fumante du sang des victimes immolées aux faux dieux et à l'Etre-Suprême, n'offrir de toutes parts que le vaste, le dégoûtant et l'horrible charnier de l'intolérance..... (a). Si la foi est un don du ciel,

---

sont les caractères; c'est à la bonté de ses fruits qu'on la doit connaître; c'est en mourant pour elle que l'on doit la défendre, et non pas en donnant la mort. Si on emploie à sa défense les gênes, les tourmens, le mal enfin, elle ne sera plus défendue; elle sera souillée et honteusement profanée. « *Defendenda, religio est, non occidendo, sed moriendo; non sævitâ, sed patientiâ... Si sanguine, si tormento, si malo religionem defendere velis; jam non defendetur; sed polluetur atque violabitur.* » (Mém. posth., liv. VIII, tom. III, pag. 43; et Discours sur le libre exercice des cultes, tome IV, pag. 285.)

(a) HÉLVÉTIUS, *de l'Esprit*, disc. II, chap. XXIV, tom. I, pag. 350 et 363; et Disc. IV, chap. X, tom. II, pag. 315.)

l'homme sans foi est à plaindre, non à punir. L'excès de l'inhumanité, c'est de persécuter un infortuné. Par quelle fatalité se le permet-on lorsqu'il s'agit de religion ? » (a).

L'intolérance et la persécution sont plus propres à répandre les dogmes et les croyances que l'on voudrait proscrire, qu'à y faire renoncer. La persévérance, la résignation, le courage des martyrs dans leurs tourmens, augmentent et exaltent la confiance, le zèle de ceux qui ont les mêmes dogmes et la même foi, étonnent les plus incrédules, qui bientôt ne montrent pas moins de zèle et de ferveur, et s'exposent avec joie à devenir martyrs à leur tour : leur sang est le germe fécond et propagateur des religions que l'on veut éteindre en le versant. « Quels obscurcissements, dit M. de Réal, n'ont pas reçus, dans des temps d'ignorance, les vérités les plus certaines ! combien de fois la religion mal entendue n'a-t-elle pas armé des hommes crédules, qui croyaient gagner la palme du martyr en combattant ! La

---

(a) HELVÉTIUS, de l'Homme et de son éducation, sect. ix, chap. xxxi. *Des moyens d'enchaîner l'ambition ecclésiastique*, tom. III, pag. 116.



religion est le lien de la Société quand elle ne dégénère pas en fanatisme, mais dès qu'elle cesse d'en resserrer les parties, elle en rompt nécessairement l'harmonie. Le Gouvernement a des récompenses à distribuer et des châtimens à infliger ; mais les châtimens ne paraissent au fanatique qu'un martyr qui le flatte, et il méprise des récompenses qui ne peuvent pas balancer les biens qu'il attend dans une autre vie. » (a) (40).

Concluons de tout ce qui précède que nulle religion ne doit être spécialement favorisée et déclarée *dominante* ; que toutes, au contraire, doivent être également respectées et protégées, lorsqu'elles ont été admises et lorsque la morale en est pure. « L'autorité du Gouvernement sur les sectes, a dit M. de Malesherbes, doit se borner à empêcher qu'elles ne deviennent des partis dans l'État : or, vous en faites des partis,

Conséquences  
de ce qui précède  
et conclusions.

---

(a) (Sc. du Gouvern., tom. VII. *Droit ecclésiastique*, § 5.) — « La tolérance, dit Helvétius, soumet le prêtre au prince. L'intolérance soumet le prince au prêtre ; elle annonce deux puissances rivales dans un empire. » (*De l'Homme et de son éducation*, sect. IX, chap. XXXI, tom.

toutes les fois que vous unissez , par une persécution commune , leurs membres isolés jusqu'alors. » (a). « Lorsque les lois d'un État, dit M. de Montesquieu , ont cru devoir souffrir plusieurs religions , il faut qu'elles les obligent aussi à se tolérer entre elles. C'est un principe , que toute religion qui est réprimée devient elle-même réprimante : car aussitôt que , par quelque hasard , elle peut sortir de l'oppression , elle attaque la religion qui l'a réprimée , non pas comme une religion , mais comme une tyrannie. Il est donc utile que les lois exigent de ces diverses religions , non-seulement qu'elles ne troublent point l'État , mais aussi qu'elles ne se troublent point entre elles. Un citoyen ne satisfait point aux lois en se contentant de ne point agiter le corps de l'État ; il faut encore qu'il ne trouble pas quelque citoyen que ce soit. » (b). « A Rome , d'après une des lois des douze tables , dans le particulier , chaque famille était libre d'adorer les dieux à sa manière :

---

(a) Essai sur la vie , les écrits et les opinions de M. de Malesherbes , par M. le comte Boissy d'Anglas , pair de France , tom. II , n. 9 , pag. 184.

(b) Esprit des Lois , liv. XXV , chap. IX. *Tolérance en fait de religion.*

et en public, quoique certaines formules fussent prescrites, il n'y avait aucune peine portée contre ceux qui s'en écartaient. On laissait au dieu offensé le soin de punir les offenses de cette nature. Telle fut probablement la source de cette sage et douce tolérance qui fait encore aujourd'hui la gloire des premiers Romains, et la honte de presque toutes les nations chrétiennes. » (a). « Les premiers Chrétiens (dit aussi l'auteur de la Science du Gouvernement, lequel tire cependant de ce fait une conséquence assez fausse, puisqu'il en fait précisément résulter un motif d'intolérance) furent parfaitement soumis aux souverains; mais s'ils soutinrent le dogme de la tolérance tant qu'ils vécurent sous des empereurs païens; s'ils dirent que la puissance temporelle ne devait pas être employée contre ceux qui ne professaient point la religion *dominante*, tant que la religion chrétienne ne le fut point, leurs successeurs ne parlèrent que du renversement de l'idolâtrie sous les empereurs chrétiens; et ils donnèrent de grands éloges à tous les empereurs

---

(a) Défense des Constitutions américaines, lettre XLVII, pag. 484.

qui s'appliquèrent à l'exterminer. — Aujourd'hui les différentes religions du Christianisme sont également occupées à se supplanter. Si, dans les lieux où la religion catholique est établie, le Protestant passe pour un esprit inquiet, factieux, plein de maximes républicaines, ennemi de la monarchie, toujours prêt à troubler le repos de l'État; dans ceux où la religion protestante domine, la religion catholique est représentée comme destructive de toutes les autres, et comme dispensant les sujets du serment de fidélité envers les souverains séparés de la communion romaine. Chaque religion chrétienne, la protestante comme la catholique, se vante d'un attachement inviolable au souverain, de quelque religion qu'il soit, et elle refuse de reconnaître, dans une autre religion, ce même principe dont elle se fait honneur. *Ce qu'elle dit, elle l'observe tant qu'elle est faible; mais elle néglige assez souvent la pratique de ce même principe lorsqu'elle peut le faire impunément.* » (a).

Un autre Publiciste a même été jusqu'à penser

---

(a) Sc. du Gouv., tom. iv. *Droit public*, chap. vi, sect. v.

que l'admission et la concurrence de différentes religions dans un même État pouvaient avoir, et avaient eu en effet un avantage réel. « Tous les historiens modernes ont observé, dit-il, combien les abus de l'église catholique avaient diminué depuis l'établissement de la religion protestante. Ce que les Papes et les Conciles n'avaient pu faire par leurs décrets, une heureuse rivalité l'a opéré sans peine : on a craint de donner un scandale qui serait devenu un sujet de triomphe pour les autres. Ainsi ce moyen indirect, le libre concours des religions, a eu plus de force pour les contenir et pour les réformer que toutes les lois *directes ou positives*. » (a) (41).

Concluons encore que les prêtres, les ministres d'une religion, quelle qu'elle soit, ne doivent pas former des corps distincts et séparés dans l'État, et que surtout aucune puissance, aucune autorité temporelle ne doit être attribuée à leur ministère. « Toutes les fois, dit Pufendorf, qu'il y a des réglemens ou des usages contraires aux maximes capitales d'une bonne politique, c'est

---

(a) BENTHAM, Princ. du Cod. Pén., 4<sup>e</sup> part., tom. III, pag. 6.

un défaut du Gouvernement ; et si cela est coloré du prétexte spécieux de la religion , les effets en sont beaucoup plus funestes : comme , s'il y a , par exemple , un trop grand nombre d'ecclésiastiques ou autres personnes qui , sous une ombre de dévotion , sont inutiles à l'Etat et acquièrent de grandes richesses... si on laisse aux ecclésiastiques un trop grand pouvoir civil et spirituel , dont ils ont toujours abusé , et dont ils abuseront toujours d'une manière ou d'une autre , au grand dommage de l'Etat et de la Religion même. » (a).

« Le vrai moyen , dit Mably , de ne tirer aucun avantage de la Religion , et de corrompre sa morale , c'est d'avoir donné aux prêtres une autorité temporelle. Il se fait alors un mélange de la Religion et de la Politique ; et elles se dénaturent et se corrompent mutuellement. L'histoire ancienne et l'histoire moderne ne prouvent que trop cette triste vérité. Que le législateur , en se bornant à nous rendre heureux dans ce monde , force donc les ministres de la Religion à ne s'occuper que de l'autre ; qu'il y ait donc

---

(a) Traité des Droits et des Devoirs de l'homme et du citoyen , liv. II , chap. VII.

des lois fondamentales qui tiennent toujours séparées les choses spirituelles et les choses temporelles. » (a).

JÉSUS-CHRIST se cacha quand on voulut le faire roi (b). Or, il est évident que, s'il a refusé d'exercer aucune autorité temporelle, ses vicaires et ses ministres ne peuvent avoir aucun droit d'en exercer une de cette nature ; car il ne leur a certainement pas communiqué un droit plus grand que celui qu'il a lui-même exercé. En ce sens, il nous apprend que son royaume n'est point de ce monde : « *Regnum meum non est de hoc mundo ; si ex hoc mundo esset regnum meum , ministri mei utique decertarent ut non traderer Judæis ; nunc autem regnum meum non est hinc.* » (c). En ce sens encore, il a déclaré à ses apôtres que le gouvernement de son Eglise ne devait ressembler en rien au gouvernement des rois.

Les ministres de toute religion n'en sont pas

(a) De la Législation ou Principes des lois , vol. ix, liv. iv , chap. iv , pag. 450.

(b) Saint-Jean , chap. vi , v. 15.

(c) *Ibid.* , chap. xviii , v. 36.

moins hommes et membres d'une Société. Comme tels , ils doivent donc jouir de tous les droits qu'elle assure ; observer les devoirs qu'elle prescrit ; n'aspirer , comme tous les autres citoyens , qu'aux distinctions , aux titres , aux honneurs qui sont dus aux vertus et au mérite ; être soumis aux mêmes charges , aux mêmes obligations , aux mêmes lois civiles et pénales , aux mêmes autorités. « Un seul principe suffit à l'établissement de cette proposition, Tout membre est sujet à la censure du corps dont il fait partie. Les Ecclésiastiques sont membres de l'Etat , et par conséquent ils sont soumis à sa juridiction. Pour s'être voué à Dieu on ne cesse pas d'être homme , on ne cesse pas d'être livré aux mêmes passions que les autres. On porte souvent l'injustice jusque dans le sanctuaire ; et la religion , dans un homme livré à l'injustice , n'est qu'un instrument qu'il fait servir à ses vues. L'amour de la justice , le motif du soulagement des citoyens , l'intérêt du repos public , toutes ces considérations ne concourent pas moins pour la punition des Ecclésiastiques que pour celle des Laïques. Disons davantage ; plus la dignité du prêtre est relevée , plus le prêtre coupable doit



être puni sévèrement, et c'est par l'autorité du souverain qu'il doit l'être, à moins qu'on ne veuille partager la Souveraineté et fonder un Etat au milieu de l'Etat. On conçoit l'attachement des ministres de la Religion aux privilèges de leur ordre : que de choses criminelles dans le fond passeraient pour innocentes dans l'esprit des juges ecclésiastiques toutes les fois qu'on pourrait les faire dépendre de la question des droits de l'une et de l'autre puissance..... » (a) ! « Rien ne doit soustraire un accusé aux magistrats que la loi donne à tous les citoyens ; et ce que l'orgueil, la vanité, l'espérance ou l'intérêt appellent *immunité, privilège ou faveur*, la raison l'appelle *injustice*. » (b).

S'il en est autrement, si les préceptes que nous venons d'exposer ne sont pas scrupu-

(a) Sc. du Gouv., tom. VII, chap. III, sect. II, § 30, pag. 305.

(b) PASTORET, Lois pénales, tome I, prem. partie, chap. XI, pag. 135. — En temps de paix, les militaires eux-mêmes devraient être jugés par les tribunaux ordinaires, et non par des commissions ou conseils de guerre, auxquels on ne devrait avoir recours que dans les cas d'absolue nécessité.

leusement observés, les Prêtres et les Ministres perdent bientôt en effet leur influence, leur véritable puissance; ils compromettent leur propre existence, provoquent et peuvent amener, au moins pour un temps, le mépris et la profanation de la Religion. Ainsi que la Noblesse, lorsqu'elle parvient à faire corps dans l'Etat et à enfreindre les bases fondamentales de sa véritable institution, ils attirent sur eux la haine, le mépris, l'animadversion publique, au lieu d'inspirer l'amour, le respect et la vénération (a) (42).

---

(a) Il est également évident, quoi qu'on en puisse dire encore chaque jour, que la remise de l'éducation publique entre les mains des Ecclésiastiques et des Congrégations religieuses, que l'attribution des registres et actes civils au Clergé, sont toutes choses incompatibles avec l'esprit de tolérance en matière de religion, et qui ne peuvent manquer d'avoir les plus graves inconvénients. — Nous croyons devoir encore citer ce qu'a dit, à ce sujet, l'auteur de la *Science du Gouvernement*. « De toutes les attentions que le Prince doit avoir, la plus importante, sans doute, ce serait que les maîtres qui sont chargés de l'éducation de la jeunesse lui apprissent qu'il n'y a qu'un seul Souverain dans un Etat; qu'on ne peut désobéir au Souverain sans désobéir à Dieu; que l'autorité ecclésiastique est toute intérieure; et que ce qu'elle a d'extérieur vient de la concession du Prince et est soumis à la puis-

Ah ! si le fils de l'homme , si le divin rédempteur du monde , environné de l'éclat et de la splendeur du royaume des cieux , si Jésus-Christ descendait aujourd'hui sur la terre , que de temples profanés s'ébranlèrent subitement à son aspect , et crouleraient jusque dans leurs fondemens ! que d'esprits orgueilleux et superbes , que de bouches hypocrites et mensongères seraient , comme autrefois , confondus... ! que de cérémonies , de règles folles et superstitieuses ,

---

sance publique. — Si dans tous les collèges , si dans toutes les facultés , on inculquait de bonne heure ces maximes incontestables , quel avantage l'Etat n'en retirerait-il pas ! Les traces des premières instructions , imprimées dans des organes encore tendres , durent toujours lorsque la raison , venant à se développer , y donne son consentement et fortifie les vérités dont l'ame a été imbue. Qui en pourrait douter en réfléchissant sur la peine que nous avons , dans un âge avancé , à nous élever au-dessus des préjugés de l'enfance les plus évidemment faux ?.... Il est infiniment dangereux , pour un Etat , que la jeunesse soit uniquement élevée par des Religieux qui ont un Supérieur général à Rome dont ils dépendent ; qui , par là même , sont plus susceptibles d'opinions ultramontaines , et qui , après s'en être imbus eux-mêmes , en rempliront l'esprit de leurs disciples. C'est sans doute ces considérations qui déterminèrent le roi Victor Amédée à ôter l'instruction de

inventées , établies , en son nom , par des novateurs ambitieux ou impies , seraient aussitôt réprouvées et détruites ! que de dangereuses maximes , que de dogmes extravagans et bizarres , que de ridicules préjugés , que de monstrueux abus propagés au nom du Dieu de l'équité , de la sagesse , de la vérité , par des sectateurs de la superstition et du mensonge , seraient à l'instant même ancantis et effacés ! C'est alors que , foudroyant de nouveau la mauvaise foi , le fanatisme ,

---

la jeunesse de ses Etats à tous les ordres religieux, Carmes, Bernardites, Jésuites , et même aux Prêtres de l'Oratoire ; et à nommer à leur place des professeurs séculiers. » (*Science du Gouvernement* , tom. vi , pag. 67. )

Relativement à la véritable signification du mot *Souverain* , voy. ci-après , 1<sup>re</sup> partie , liv. 1.

---

( Ici se rattachent encore , comme conséquences immédiates , plusieurs propositions importantes :

1°. *Sur les inconvéniens et les dangers de toutes Communautés religieuses.*

2°. *Sur les moyens d'assurer aux Ministres de la Religion une existence honorable , sans gréver le peuple d'un impôt injuste et onéreux.*

3°. *Sur le Célibat des Prêtres et Ministres de toutes religions.*

Mais nous croyons en devoir rejeter l'examen dans les notes de l'Appendice. )

l'intolérance, dissipant les ténèbres et répandant sur l'ignorance et l'erreur les clartés de sa Religion sainte ; relevant d'une main puissante , sur les débris de tant d'idoles renversées , l'édifice glorieux de sa morale bienfaisante et de la pure philosophie, il forcerait par ces nouveaux miracles tous les peuples de la terre à élever unanimement jusqu'à la voûte du ciel leurs actions de grâces , leurs louanges , leurs cantiques pieux ; c'est alors que tous , dans les transports de leur enthousiasme et de leur admiration , répéteraient , comme répétaient jadis les filles d'Israël dans leurs concerts d'allégresse : « *Vidi impium superexaltatum et elevatum sicut cedros Libani. Et transivi, et ecce non erat ; et quæsi eum, et non est inventus locus ejus.* » (a).

---

(a) ( Ps. xxxvi , division 11. )

« J'ai vu l'impie adoré sur la terre :  
 Pareil au cèdre , il cachait dans les cieux  
 Son front audacieux ;  
 Il semblait à son gré gouverner le tonnerre,  
 Foulait aux pieds ses ennemis vaincus.  
 Je n'ai fait que passer , il n'était déjà plus. »

RACINE.

## § II.

## DROIT CIVIL.

**SOMMAIRE.** Nécessité d'un corps de *Droit civil*, et motifs de cette nécessité.

Objet et étendue de ce Droit.

Les dispositions des *Lois civiles* ne peuvent être invariables comme les principes élémentaires du **DROIT PUBLIC**.

Dans quel sens on peut dire que ce sont des *Lois positives*.

Quelles vérités doivent leur servir de bases.

Avantages de ces *Lois* lorsqu'elles sont rédigées dans leur véritable esprit.

« *Jus privatum latet sub tutela juris publici.* » Bacon.

« *Sed nos veri juris germanæque justitiæ solidam et expressam effigiem nullam tenemus, umbræ et imaginibus utimur.* » Cicero.

nécessité d'un  
corps de *Droit*  
; motifs de  
cette nécessité.

Tout homme raisonnable sent parfaitement la nécessité du *Droit civil* (a). Il sent qu'il doit exister certaines lois qui fixent et déterminent par avance les bases et les résultats des diverses relations que les membres d'une même Société, d'un même Peuple, ont entre eux ; mais ce n'est cependant pas sans quelque difficulté que l'on parvient à se rendre un compte bien exact des raisons et des causes de cette nécessité.

Plusieurs des différentes explications qui en

---

(a) Voy. la définition de ce mot, Préface, pag. xxxii et suiv.

ont été données ne sont ni d'une justesse ni d'une précision suffisantes. Quelques écrivains ont même été jusqu'à révoquer en doute l'utilité de ces lois (a).

Ce sujet de méditation est encore assez vaste en lui-même pour qu'un jugement peu exercé puisse facilement s'y égarer.

En général, on ne se rend point assez raison de ce que l'on sent naturellement et sans peine.

Les vérités qui nous paraissent les plus simples sont toujours celles dont les causes nous occupent le moins : cependant, dans l'application de ces mêmes vérités, pour arriver à des conséquences justes, pour obtenir des résultats certains, il ne suffit pas de ce sentiment intérieur, droit, équitable, mais trop confus, et qui ne peut donner sur les choses des idées nettes et distinctes.

Il faut en tout, pour juger sainement, remonter aux causes premières.

C'est ainsi que nous avons cherché à démontrer la vérité, l'invariabilité, l'universalité des Principes élémentaires du Droit public ; et c'est de cette

---

(a) On en trouve un exemple dans la définition du mot *Liberté* par plusieurs. Voy. l'Appendice, note 15.

manière que nous pourrions encore parvenir à nous pénétrer du véritable esprit dans lequel doivent être rédigées les *Lois civiles* proprement dites.

Nous n'entreprendrons pas d'analyser les volumineux ouvrages qui ont été écrits sur cette matière : un si long-examen n'est pas nécessaire au but que nous nous proposons, et serait même étranger à notre sujet.

Ce paragraphe ne renfermera qu'un exposé succinct de nos propres réflexions, et le résumé de ce que nous concevons de plus naturel et de plus simple sur les véritables motifs qui rendent indispensable *un corps de Droit civil*.

Nous l'avons déjà dit : les hommes ne sont pas tous doués de la même portion d'intelligence, surtout dans une Société nombreuse et déjà éloignée de sa première origine. Les facultés de leur esprit sont renfermées dans des bornes assez étroites, que le temps et l'expérience peuvent seuls étendre ; leur jugement ne se perfectionne pas à proportion de la multiplicité des objets qui les frappent, des différens aspects sous lesquels ces objets se présentent à leurs yeux, des idées que ces divers aperçus font naître. Leur raison, leur



sagesse ne se développent pas aussi rapidement que se multiplient leurs besoins et leurs désirs. Les hommes ne savent pas toujours distinguer le mal d'avec le bien, ni discerner ce qui leur est véritablement utile et ce qui peut leur être préjudiciable ; ils ne savent pas toujours prévoir les résultats probables, les inconvéniens et les dangers des actions qui ont pour eux quelque attrait, et qui leur procurent un bien-être ou un plaisir momentané. L'expérience, leurs mutuels avertissemens, avec le temps, les éclairent, les instruisent. Sans cette expérience, sans ces conseils réciproques, ils agiraient beaucoup plus souvent encore contre leurs propres intérêts, contre leur sûreté et leur conservation. Il leur importe donc essentiellement que la prévoyance des uns profite et à eux et à tous les autres (a).

Il est d'ailleurs bien des choses qui ne paraissent

---

(a) Il est déraisonnable de dire : « *qu'un homme, un simple individu, a le droit de se nuire.* » — Il n'est pas moins absurde de prétendre : « *qu'une Nation entière peut se porter préjudice, si cela lui convient.* » (Contrat social.) — Un homme ne peut se nuire sans nuire à la Société toute entière ; et à coup sûr ce droit ne lui appartient pas : nous l'avons suffisamment établi précédem-

sent pas d'abord d'une utilité immédiate et directe , qui ne sont pas d'un avantage évident et sensible pour chaque individu en particulier , ou qui même semblent contrarier l'intérêt personnel et la raison , et qui cependant n'en sont pas moins nécessaires. Ainsi, par exemple , les hommes devant vivre en société , la Société pouvant seule assurer leur tranquillité, leur bien-être personnel, le premier et le plus grand besoin de tous est réellement d'assurer, par leur concours et une grande unité d'action, la durée, la prospérité de la Société , afin que la Société puisse à son tour assurer leur prospérité particulière. Chacun doit donc pour lui-même subordonner toujours , et quelquefois sacrifier son intérêt personnel du moment à l'intérêt public , à la volonté du législateur.

---

ment. — Un homme qui cherche à se nuire ne peut être qu'un fou , un insensé , un furieux ; et c'est un devoir pour ses semblables de mettre obstacle à l'exécution de ses mauvais desseins. — Celui qui verrait un enfant , ou un homme dont l'esprit serait aliéné , prêt à se frapper d'une arme meurtrière , ne serait-il pas obligé , par la seule inspiration de la nature , à la lui arracher ? — Il en serait de même à l'égard d'un peuple entier , s'il était possible qu'un peuple entier pût concevoir de semblables desseins.

A l'égard des nombreuses relations qui s'établissent entre eux, les hommes ne savent même pas toujours distinguer le *juste* de l'*injuste*. Il est beaucoup de vérités très-utiles à l'intérêt particulier comme à l'intérêt général, et qui ne sont cependant pas, pour tous, également démontrées, parce qu'elles tiennent à des principes, à des causes éloignées qui ne peuvent être reconnues, appréciées que par un enchaînement d'idées intermédiaires, par une suite de raisonnemens, de conséquences, que tous les esprits ne peuvent pas suivre et moins encore découvrir.

Il est même peut-être des choses qui ne sont pas d'une justice rigoureuse, positive, absolue, et auxquelles, par conséquent, le législateur est obligé de donner une justice relative et de convention.

Il faut donc que les membres d'une Société adoptent de certaines règles qui puissent diriger leur conduite et servir de boussole à leurs actions; et de là l'origine et la cause d'un grand nombre d'usages, de coutumes, de lois, dont la réunion doit composer et constituer ce que l'on appelle le CORPS DU DROIT CIVIL.

Objet et étendue du Droit civil.

Ces lois doivent avoir principalement pour

objet de déterminer les qualités et conditions nécessaires pour que les hommes puissent être considérés comme faisant partie de la Société, les circonstances et les actions qui doivent au contraire les en exclure et les priver des avantages et des droits qu'elle leur assure.

Elles doivent aussi déterminer les formes du mariage et ses résultats ; la puissance du mari et les devoirs respectifs des époux ; le sort et l'éducation des enfans , le mode et les règles principales de leur éducation ; l'étendue, les limites et la durée de la puissance paternelle ; les obligations réciproques des pères et mères envers leurs enfans et des enfans envers ceux dont ils ont reçu la vie (a).

Elles doivent fixer l'ordre et le partage des successions ; prescrire les divers modes de transmission des propriétés , tels que les ventes, les échanges , les donations entre-vifs, les dispositions de dernière volonté ou testamentaires, etc., etc.

Elles doivent enfin régler , en général , tous les actes et toutes les transactions , promesses

---

(a) Voy. ci-après l'Appendice, liv. 1.

■ obligations ou conventions qui peuvent avoir lieu  
■ entre les citoyens d'un même Etat.

■ Les usages et les règles du commerce inté-  
■ rieur, les ordonnances et les réglemens d'admini-  
■ stration, de discipline militaire, de simple  
■ police; la fixation et la répartition des contri-  
■ butions et des autres charges publiques, sont  
■ aussi des dépendances, des ramifications du *Droit*  
■ *civil* (a) (43).

■ C'est sur les Principes élémentaires et fon-  
■ damentaux du DROIT PUBLIC que repose l'exis-  
■ tence de la Société; et ce sont les dispositions  
■ du *Droit civil* qui déterminent et organisent  
■ les détails intérieurs qui produisent l'ensemble  
■ et l'unité d'action dans un corps composé d'un  
■ grand nombre de membres, tous unis par un  
■ intérêt commun; en un mot, qui donnent à  
■ ce corps le mouvement et la vie.

Les disposi-  
tions du *droit*  
*civil* ne peuvent  
être invariables  
comme les prin-  
cipes élémén-  
taires du *Droit*  
public.

Ce sont elles qui servent à établir un ordre

---

(a) Le *Droit civil* peut donc, comme on le voit, être  
subdivisé en autant de parties qu'il renferme de matières  
différentes : par exemple, le *Droit personnel*, le *Droit*  
*réel*, le *Droit mobilier*, *immobilier*, *commercial*; le  
*Droit des obligations*, *des ventes*, *des échanges*; le *Droit*  
*hypothécaire*, etc., etc.

de choses régulier et utile à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, aux sciences, aux arts ; qui peuvent tout à la fois favoriser l'accroissement de la population et en prévenir les dangers.

Mais si les Principes du DROIT PUBLIC, simples, peu nombreux, ayant immédiatement pour base la constitution naturelle de l'homme, peuvent être facilement précisés et déterminés pour tous les temps et pour tous les pays, il ne peut pas en être ainsi des dispositions du *Droit civil*.

Elles ne peuvent pas être aussi rigoureusement, aussi invariablement fixées pour l'avenir et pour tous les lieux de la terre : car elles sont réellement, du moins pour la plupart, subordonnées à une foule de circonstances et d'événemens qui sont eux-mêmes impossibles à déterminer et à prévoir.

C'est à ces lois qu'il peut convenir d'appliquer la pensée qu'a exprimée M. de Montesquieu, lorsqu'il a dit : « Les lois doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une

autre » (a) : pensée qui ne serait nullement exacte si on l'appliquait aux principes du DROIT PUBLIC, lesquels, comme nous l'avons précédemment vu, sont positifs, invariables et universels, encore qu'ils ne soient pas par-tout également observés (b).

Elles dépendent en effet des temps et des lieux, du caractère des peuples et de leurs passions, de l'état de la population et de la civilisation, de l'étendue du territoire, de sa position géographique, des divers besoins et des dangers de la Société, des révolutions qu'elle a éprouvées et de celles qui peuvent la menacer encore, soit extérieurement, soit dans son propre sein ; enfin, d'un grand nombre d'autres causes qui se multiplient, se modifient et se compliquent à l'infini.

Plus la Société s'accroît, s'étend, et plus ces lois deviennent nécessaires, se multiplient et se compliquent encore.

(a) *Esprit des lois*, liv. I, chap. III ; et *ibid.*, table des matières, au mot *Lois civiles*.

(b) *Voy.* ci-dessus, titre I ; et ci-après, II<sup>e</sup> partie, liv. I.

Dans quel sens  
on peut dire que  
les lois civiles  
sont des lois po-  
sitives. — Quel-  
les vérités doi-  
vent leur servir  
de base.

Si donc on les appelle *Lois positives*, ainsi que l'ont fait grand nombre de Légistes et de Publicistes, M. de Montesquieu entre autres (a), ce ne peut être qu'en les distinguant et les divisant, et en appliquant cette dénomination à une partie d'entre elles, par opposition à celles qui sont plus momentanées et passagères, par opposition à celles qui tiennent plus encore à quelques circonstances purement accidentelles qu'à la situation du pays ou au caractère des peuples, et qui, telles, par exemple, que certains réglemens d'administration ou de police, ne peuvent avoir de durée qu'un temps limité et fort court ; ou encore, si l'on veut, pour exprimer que ces lois, étant écrites, sont plus claires, plus évidentes, plus *positives* en ce sens, pour les yeux vulgaires, que les lois et les principes naturels du Droit public, quoique, dans la réalité, ces principes naturels soient cependant bien plus certains, plus positifs, plus invariables qu'elles, puisqu'ils sont l'ouvrage de la Providence elle-même, tandis que celles-ci ne

---

(a) Voy. ci-dessus, préface, pag. xxxi ; et l'Esprit des Lois, liv. I, chap. III.



sont le plus souvent que l'ouvrage très-imparfait des hommes (44).

Or, puisqu'en général les *Lois civiles* ne peuvent pas être invariables, qu'elles doivent au contraire se modifier suivant les lieux et les circonstances, on pourrait écrire des volumes sur cette matière vaste et indéterminée sans rien dire qui fût d'une utilité réelle pour la Société (a), si ce n'est que, dans tous les temps et dans tous les lieux, ces lois doivent être :

*Premièrement*, mises, autant qu'il se peut, en harmonie avec les Principes du Droit public, générales et uniformes comme eux ;

*Secondement*, sans rétroactivité ;

*Troisièmement*, personnelles, c'est-à-dire, également obligatoires pour tous, et étrangères aux vues, aux systèmes de *Corporations*, systèmes destructifs du principe de l'*Egalité sociale*, systèmes funestes, propres à faire naître dans l'État l'esprit de parti, et à diviser la Société contre elle-même.

(a) « L'ordre social est un composé d'idées fixes et d'idées nuancées : les premières peuvent être aperçues par la théorie, les autres ne sont mises en leur jour que par l'expérience. » (*Du Pouvoir exécutif dans les grands Etats*, par M. NECKER, tom. II, chap. XI, pag. 203.)

Cicéron et Grotius ont bien reconnu la première de ces vérités (a). *Les Lois civiles* ne sont justes, ont dit un grand nombre d'autres Publicistes, que quand elles ont pour base *les Lois de la nature*. « Comme la raison est le grand et le premier fondement de toutes sortes de droits, la loi naturelle est le fondement, la règle primitive, la source de toutes les autres lois. » (b). « La législation devrait être le complément et la preuve de la morale inculquée par l'éducation ; cette législation, pour être juste, ne devrait prescrire aux citoyens que les devoirs imposés par la nature et fondés sur les rapports qui subsistent entre eux. » (c). « Le but des Sociétés civiles, dit Pufendorf, n'est pas de se mettre en état de fouler aux pieds les lois naturelles et de ne consulter que ses passions

(a) « *Jus naturale, pro certo rerum statu.* » (GROTIUS, de Princip. jur. natur., cap. III, n. 8.) — « *Sed nos veri juris germanæque justitiæ solidam et expressam effigiem nullam tenemus, umbrâ et imaginibus utimur. Eas ipsas utinam sequeremur ; feruntur enim ex optimis naturæ et veritatis exemplis.* » (CICER., Offic., lib. III, cap. XXVII.)

(b) RÉAL, Sc. du Gouvern. Idée générale. *Ab initio*.

(c) Systèm. soc., part. III, chap. IX.

ou son caprice : au contraire, ces Sociétés doivent être établies en vue de se procurer plus commodément une sûreté naturelle par les forces réunies de plusieurs ; et, par conséquent , afin de pouvoir paisiblement suivre la pratique des maximes du Droit naturel. » (a).

« Dans nos Sociétés, nous faisons ce que nous appelons des *Lois positives*, c'est-à-dire , des lois artificielles et conventionnelles, au moyen de nos autorités, de nos tribunaux , de nos forces factices. Il faut donc que ces lois soient conformes aux lois immuables de notre nature, qu'elles en dérivent , en soient des conséquences, et ne leur soient pas contraires ; sans quoi elles sont impuissantes, passagères , et n'engendrent que désordres..... sans quoi il est certain que celles-ci les surmonteront, que notre objet ne sera pas rempli, que nous serons malheureux. C'est là ce qui fait que nos lois *positives* sont bonnes ou mauvaises , justes ou injustes. » (b).

---

(a) Droit de la nature et des gens , liv. VII , chap. VI , § 7.

(b) Voy. Commentaire sur *l'Esprit des lois* attribué à M. DESTUTT DE TRACY , pair de France , chap. V , liv. I , pag. 4 ; et chap. XIII , pag. 249.

Et Bacon a dit : « *Jus privatum latet sub tutela juris publici.* » (a).

Il est écrit au Code : *Leges et constitutiones futuris rectum est dare formam negotiis, non ad facta præterita revocari* (b). Et c'est dans le même sens qu'il faut entendre cette autre règle : *Si non esset lex, non esset peccatum*, à laquelle Helvétius a donné trop d'extension en traduisant : *avant la loi, il n'est point d'injustice* (c). L'auteur des *Considérations sur les mœurs* dit, au contraire, avec plus d'exactitude et de raison : « Il faut avouer que les lois *positives* (entendez *civiles*), qui ne devraient être qu'une émanation, un développement de la loi

(a) « Il n'appartient ni aux hommes, ni aux nations, ni aux lois humaines, de créer des principes, des fondemens, mais d'édifier sur ceux qui, suivant toute apparence, et d'après la nécessité des lois imprescriptibles de la Nature, ont été posés par la Divinité même : c'est tout ce qui appartient réellement aux hommes, aux nations et aux lois humaines. Supposer toute autre espèce de fondement et vouloir bâtir dessus, c'est bâtir des châteaux en l'air ». (*Aphorismes politiques* de J. HARRINGTON, ch. XI et dern., § 85.)

(b) *Leg. VII, Cod. de Legib.*

(c) *De l'Homme et de son Education*, tom. 1, pag. 314.

naturelle, loin de pouvoir toujours s'y rapporter, y sont quelquefois opposées, et favorisent plutôt l'intérêt des législateurs, des hommes puissans, que celui des faibles, qui doit être l'objet principal de toute législation, *puisque cet intérêt est celui du plus grand nombre et constitue la Société politique.* L'examen des différentes lois confrontées au Droit naturel serait un objet bien digne de la philosophie appliquée à la morale, à la politique, à la science du gouvernement. » (a).

Après avoir interprété cette règle : *si non esset lex, non esset peccatum*, ainsi que nous venons de le rapporter, Helvétius n'est-il pas en contradiction avec lui-même lorsqu'il dit ailleurs : « C'est à l'uniformité des vues du Législateur, à la dépendance des lois entre elles, que tient leur excellence; mais, pour établir cette dépendance, il faut pouvoir les rapporter toutes à un principe simple... » (b)? Si, dans presque tous les gouvernemens, dit-il encore, toutes les lois, incohérentes entre elles, semblent être l'effet du

---

(a) DUCLOS, *Considérations sur les Mœurs de ce siècle*, chap. iv, pag. 96.

(b) De l'Esprit, disc. II, chap. xvii.

pur hasard, c'est que, guidés par des vues et des intérêts différens, ceux qui les font s'embarrassent peu du rapport de ces lois entre elles. Il en est de la formation de ce corps entier de lois comme de la formation de certaines fies. Des paysans veulent vider leurs champs des bois, des pierres, des herbes et des limons inutiles : pour cet effet, ils les jettent dans le fleuve, où je vois ces matériaux charriés par les courans, s'amonceler autour de quelques roseaux, s'y consolider et former enfin une terre ferme. » (a).

Bentham dit encore mieux : « Pourquoi les lois de chaque Etat sont-elles ignorées dans tout autre ? c'est qu'elles ont été jetées au hasard, sans liaison et sans symétrie ; c'est qu'il n'y a point entre elles de mesure commune. Il y a sans doute des cas où la diversité des circonstances locales demande une diversité de législation ; mais ces cas pourraient n'être que des exceptions peu nombreuses, et beaucoup moins nombreuses qu'on ne paraît communément le croire. Il faut bien distinguer, à cet égard, ce qui est d'une nécessité absolue et ce qui est

---

(a) De l'Esprit, disc. II, chap. VII.

d'une nécessité temporaire. Les différences d'une nécessité absolue sont fondées sur des *circonstances naturelles qui ne peuvent changer*. Les différences d'une nécessité temporaire sont fondées sur des *circonstances accidentelles qui peuvent changer*. S'il est un moyen de rapprocher les nations, c'est sans doute celui que je propose, celui de fonder un système de lois sur des raisons clairement énoncées. La communication libre des lumières propagerait en tous sens ce système dès l'instant de sa création. Une législation raisonnée se préparerait de loin une domination universelle. » (a).

« Des distinctions vaines, des privilèges, dit l'auteur du *Système social*, font naître l'esprit de corps, qui est très-contraire à l'esprit social ou au vrai patriotisme, dont l'équité doit faire la base. Dans tous les États, le Clergé, la Noblesse, la Magistrature, etc., forment des corps à part, jaloux les uns des autres, divisés d'intérêts; qui, uniquement entêtés de leurs avantages frivoles et de leur vanité, sont les uns après les autres attaqués avec succès par le despotisme,

---

(a) Promulg. des raisons des lois, tom. III, pag. 295.

que la réunion sincère de tous les ordres de l'État pourrait seul arrêter. Presque en tous pays on est prêtre, on est noble, on est magistrat, etc.; l'on n'est pas citoyen; et quand le despote le veut, on n'est plus rien : successivement chacun vit du malheur de son voisin et devient victime à son tour. » (a). Il y a long-temps que les plus célèbres Publicistes ont écrit : « La force de la loi ne consiste qu'en ce qu'elle statue sur tout le monde. » (b). Et Jésus-Christ en ce sens a dit : « La maison qui sera divisée contre elle-même tombera ; et tout royaume divisé contre lui-même sera détruit. » (c).

L'esprit des lois civiles est donc en entier comme renfermé dans les trois conditions que nous avons posées; savoir, leur harmonie avec les principes du Droit public, leur non-rétroactivité et la généralité de leur application. Les grands Législateurs ont déjà rendu hommage à ces principes, qui, aussi-bien que ceux mêmes du Droit public, doivent être considérés comme inviolables et sacrés, reconnus et déclarés tels.

---

(a) Système soc., chap. xiv.

(b) CICÉRON, vol. II, liv. I.

(c) Evangile de Saint-Luc., chap. II, v. 14, 38.



Si les lois étaient méditées , approfondies et rédigées uniquement dans cet esprit ; si elles reposaient sur ces trois conditions, loin de nuire à la *Liberté civile*, en lui donnant certaines limites, moins encore à la *Liberté individuelle*, à laquelle elles ne doivent porter aucune atteinte (a), elles seraient, au contraire, un moyen efficace et puissant de régler l'une et de consolider l'autre, pour le grand bien de la Société en général, et de l'homme en particulier : car, indépendamment de ce qu'elles serviraient à établir un ordre de choses plus favorable à l'agriculture, à l'industrie, au développement de la population, à l'ensemble, à l'unité d'action ; indépendamment de ce qu'elles concourraient à assurer ainsi la sûreté, la richesse, la prospérité publiques, elles suppléeraient à l'insuffisance, à la faiblesse de l'esprit humain, et préviendraient l'erreur de ses jugemens ; elles ajouteraient aux vérités positives et naturelles, qu'elles retraceraient et rendraient plus évidentes, plus sensibles, des vérités non moins nécessaires, quoique relatives et de convention. Au lieu de donner lieu à une foule de

Avantages résultant des Loix civiles, lorsqu'elles sont rédigées dans leur véritable esprit.

---

(a) Voy. ci-dessus, chap. II, tit. I, § 1, pag. 65 et suiv.

procès ruineux pour les individus et pour l'État lui-même, elles préviendraient un grand nombre de contestations ; au lieu de donner naissance à une jurisprudence incertaine , obscure et vacillante, elles serviraient à décider d'une manière plus constante et plus uniforme celles de ces contestations qu'elles n'auraient pu prévenir ; elles repousseraient l'arbitraire et assureraient à l'intérieur l'existence et la paix des familles. Chaque homme serait instruit par elles de ce qu'il doit éviter , de ce qu'il a droit de faire, de ce qui serait utile ou nuisible à son intérêt personnel et à celui de la Société.

Ainsi les peuples qui auraient le plus de lois ne seraient pas , dans la réalité, les moins libres , par cela que leurs actions et leurs volontés se trouveraient , de cette manière , réglées, circonscrites et déterminées. Mais ceux chez lesquels les lois seraient les plus conformes à leur véritable esprit , c'est-à-dire plus généralement obligatoires , plus d'accord avec l'intérêt général et plus en harmonie avec les Principes fondamentaux du Droit public , seraient ceux qui jouiraient réellement de la plus grande liberté ; tandis qu'au contraire , « si les statuts écrits , si les formes de la procédure et tout ce qui fait loi ( comme s'ex-

prime Fergusson), cessent de tirer leur force de l'esprit même qui doit les inspirer, ils ne servent plus à réprimer, mais seulement à couvrir les injustices du Pouvoir.... Et peut-être alors, comme l'ajoute encore le même auteur, ces statuts seront-ils respectés par le magistrat corrompu toutes les fois qu'ils s'accorderont avec ses désirs; mais lorsqu'ils lui feront obstacle, il s'en moquera et trouvera le moyen de les éluder. » (a).

Conformément à ceci, Locke a dit : « Il est certain que la fin d'une loi n'est point d'abolir ou de diminuer la liberté, mais de la conserver et de l'augmenter : et, certes, dans toutes les sortes d'état des êtres créés capables de loi, où il n'y a pas de *Loi* il n'y a pas non plus de *Liberté*... Une loi, suivant sa véritable notion, n'est pas tant faite pour limiter que pour faire agir un agent intelligent et libre d'accord avec ses propres intérêts.... Elle ne doit rien prescrire que par rapport au bien général de ceux qui y sont soumis.... » (b).

---

(a) Essai sur l'histoire de la Société civile, part. vi<sup>me</sup>, chap. v, tom. II, pag. 365.

(b) (Gouv. civ., chap. v, § 6.) — M. de Montesquieu, pour exprimer la même pensée, s'est servi d'une métaphore

On pourrait sans doute beaucoup ajouter à ce que nous venons d'exposer ; mais on ne saurait établir plus clairement que ne l'ont fait les auteurs célèbres dont nous avons invoqué l'autorité, ce que nous nous étions proposé d'établir dans ce deuxième paragraphe. Il existe, au surplus, d'excellens ouvrages sur cette importante partie du Droit. Elle a été traitée par les plus judicieux écrivains. C'est en consultant leurs œuvres immortelles qu'il faut la méditer. Tout homme surtout qui aspire à la gloire de coopérer un jour, soit à la tribune, soit par ses écrits, à la simplification de la législation civile, pourrait difficilement se dispenser de faire une étude approfondie de ces grands maîtres. Il recueillera dans les Instituts, le Digeste et le Code, de sages dispositions législatives sanctionnées par l'approbation des

---

un peu forcée. Il dit que, « dans un État qui aurait de *bonnes lois*, un homme à qui on ferait son procès et qui devrait être pendu le lendemain, serait plus *libre* qu'un bacha ne l'est en Turquie. » (*Esprit des Lois*, liv. XII, chap. II.) — Il n'est pas précisément exact de dire que cet homme jouirait de *sa Liberté* en aucune façon ; mais il est certain, du moins, que son jugement assurerait celle de ses concitoyens, si toutefois, comme le dit M. de Montesquieu, il était jugé par suite de *bonnes lois*.

siècles. Cujas, Heineccius, Dumoulin, Argou, Domat, Pothier, lui serviront de guides et affermiront ses pas dans cette laborieuse et utile carrière, et il trouvera ensuite de nouveaux secours dans les travaux d'écrivains plus modernes, dans les instructifs commentaires de recommandables contemporains. Nous ne pouvons en donner ici une nomenclature exacte ; mais on les trouvera indiqués, pour la plupart, dans la nouvelle édition des Lettres de M. CAMUS *sur la profession d'Avocat*, publiée par M. DUPIN.

NOTA. Du reste, pour retirer du CORPS DU DROIT CIVIL toute l'utilité qu'il pourrait avoir, il faudrait surtout s'appliquer à le composer, à le rédiger d'une manière claire, et propre à en graver facilement toutes les dispositions dans la mémoire, en recherchant et suivant avec une rigoureuse exactitude un ordre parfaitement régulier, méthodique et conforme à la nature : et c'est précisément en cela que le Législateur a toujours échoué jusqu'à ce jour.

Les différentes parties du DROIT ROMAIN, auxquelles on a toutefois, sous ce rapport, mal à propos donné le titre pompeux de RAISON ÉCRITE, ne sont au contraire qu'un assemblage indigeste de dispositions sans liaison et sans suite, incohérentes, et fort souvent même inconciliables et contradictoires.

Notre CODE CIVIL, quoique plus méthodique, n'a

cependant pas encore, à beaucoup près, le degré de clarté et de perfection qu'il devrait avoir. Le Législateur y a bien admis une division principale sur laquelle il semble en effet nécessaire de se fixer, celle des *Personnes* et des *Choses*; mais il paraît s'être ensuite proposé de classer, dans l'une et dans l'autre de ces deux divisions, les matières suivant l'ordre de leur gravité en commençant par les plus importantes : cependant il est plus dans l'ordre naturel des idées, il serait beaucoup plus conforme aux règles d'une bonne logique de se fixer d'abord sur les choses les plus simples et les plus faciles à régler et à établir, pour s'élever ensuite par degrés jusqu'aux plus compliquées et aux plus difficiles à concevoir et à saisir.

Faute de se conformer à cette marche ascendante et progressive, on doit infailliblement tomber dans des lacunes, des obscurités et autres imperfections.

C'est ainsi qu'en effet le *titre 1* du *livre I<sup>er</sup>* de ce Code parle de la jouissance et de la privation des *Droits civils*, avant qu'aucune disposition ait encore fait connaître ce qu'il faut entendre par l'exercice des *Droits civils* (a).

C'est ainsi que, dans les *titres 1, II, VI et VII du livre III*, le Législateur a traité de la transmission de la Propriété avant d'avoir peut-être suffisamment éclairci toutes les questions qui touchent directement à la possession, et qui constituent l'exercice du droit

---

(a) Voy. entre autres les articles 7, 8, 22 et 25.

de Propriété. Cependant ce Droit de Propriété étant dans la nature, les hommes étaient propriétaires avant que le Législateur eût entrepris de déterminer, par des *Lois civiles*, les diverses conséquences dérivant de ce même droit; et le Législateur devrait, ce semble, s'attacher toujours à prendre les choses dans l'état où il les trouve, dans l'état où la Nature elle-même les a placées, pour en déduire ensuite, d'après les idées d'utilité, de justice, de raison, de prévoyance, les plus évidentes et les plus sensibles, les règles relatives à ce qu'elles doivent devenir.

Il paraîtrait donc qu'il eût été plus convenable, qu'après s'être d'abord appliqué à définir la véritable nature des biens, qu'après les avoir distingués et classés, ainsi que l'ont fait les rédacteurs de notre Code, en biens *meubles* et en biens *immeubles*; qu'après avoir ensuite rassemblé sous différens titres toutes les dispositions relatives à la *Jouissance* et à la *Propriété*, à l'*Usage* et à l'*Habitation*, aux *Servitudes apparentes ou occultes*, à la *Possession*, à la *Prescription*, on eût de suite passé à ce qui concerne le *Prêt*, le *Dépôt*, le *Louage*, le *Nantissement*, les *Privilèges* et *Hypothèques*, les *Echanges*, la *Vente*, les *Donations entre-vifs*, les *Dispositions testamentaires* et les *Successions ab intestat*. ( Et peut-être aussi en distinguant toujours ce qui est relatif aux biens *meubles* et aux biens *immeubles*. )

Le dernier titre, celui des *Successions*, aurait ainsi pu devenir une transition naturelle de la première

à la seconde partie du Code, dans laquelle les matières pourraient être classées dans l'ordre suivant : De la *Naissance*, de la *Filiation*, de la *Paternité*, de la *Minorité*, de l'*Emancipation*, de la *Majorité*, du *Mariage*, du *Conseil judiciaire*, de l'*Interdiction*, de la *Privation des Droits civils*. Et alors, par une transition également naturelle, la liaison du *Code civil* et du *Code pénal* se trouverait opérée.

Cependant, il ne faut pas se le dissimuler, d'après ce plan (que nous ne présentons d'ailleurs ici que comme un aperçu très-imparfait), il deviendrait indispensable de classer, de rassembler dans un titre ou chapitre distinct et particulier toutes les dispositions relatives aux matières *mixtes ou neutres*, telles que les *Obligations conventionnelles* en général, les *Contrats de société*, le *Mandat*, le *Cautionnement*, les *Transactions*, le *Domicile*, l'*Absence*, etc. ; d'où résultent d'autres difficultés. Espérons néanmoins que le temps et l'expérience, que les méditations des Législateurs, lorsque l'organisation sociale perfectionnée leur donnera les moyens de les mûrir davantage et plus librement, leur découvriront enfin la méthode la plus sûre, la véritable marche qu'ils auront à suivre, pour arriver au but utile et nécessaire qu'ils doivent constamment se proposer d'atteindre (a).

---

(a) Voy. au surplus ci-après, II<sup>e</sup> part., liv. II, ch. II, tit. I, § 1<sup>er</sup>. *Dispositions constitutionnelles relatives à la limitation des attributions du pouvoir législatif, etc.*



§ III.

DROIT PÉNAL.

**SOMMAIRE.** La répression des crimes et des délits *publics* ou *privés* intéresse la Société toute entière.

But que doit se proposer le Législateur dans la composition des *Lois pénales*.

Insuffisance et dangers de la peine de mort et des supplices.

Exemples tirés des saintes Ecritures et de l'Histoire.

Les autres peines corporelles abrutissent et dégradent l'humanité.

Premiers et efficaces moyens de prévenir les crimes ou de les réparer.

Quelles doivent être les véritables bornes et la nature des peines.

Précautions à prendre pour l'amélioration des *Lois pénales*.

Vérités invariables qui doivent leur servir de bases.

Injustice et dangers des lois qui ordonnent la confiscation des biens.

Nécessité d'indemniser l'accusé reconnu innocent.

• *Prudenter intellēxit ibi non posse nasci vitia, ubi non  
Admittuntur vitiorum seminaria....* • ERASME.

Tous les peuples de la terre ont eu succès-  
sivement, sur les dispositions du *Droit pénal*,  
des idées, des usages différens et souvent fort  
opposés.

La répression  
des crimes  
délits publics,  
privés intéresse  
la Société toute  
entière.

Chez quelques nations, et particulièrement chez  
les Germains, la recherche et la punition des délits  
et des crimes furent abandonnées à ceux qui en

avaient été les victimes , ou du moins à leurs familles. La Société n'y prenait pas une part active.

Cet usage, d'ailleurs inapplicable pour les crimes et délits qui ne frappent pas particulièrement sur un individu, sur une famille, mais qui préjudicient directement à la Société toute entière, insuffisant encore dans un grand État, où les coupables pourraient facilement se soustraire et rester ignorés, si la Société elle-même, ou le Gouvernement qui la représente et la protège, ne s'occupait pas de les rechercher, était de plus évidemment contraire à l'un des Principes les plus sacrés du Droit public, d'après lequel tous les hommes d'une même société se doivent réciproquement protection, secours, assistance (a).

Il était en outre une source inépuisable et sans cesse renaissante de nouveaux crimes et de nouveaux malheurs.

Il perpétuait, il envenimait dans les familles les haines et les vengeances, qui furent en effet portées à un tel point, que, si l'autorité des chefs intervint par la suite entre les parties, ce fut pour réprimer et modérer ces excès de ven-

---

(a) Voy. ci-dessus, chap. II, tit. I, § 1, pag. 59 et suiv. et § 2, pag. 99 et suiv.

geance, et non pour punir les premiers coupables.

C'est de cette manière que s'établirent les Compositions ou Satisfactions, que l'offensé était Obligé de recevoir de l'agresseur en réparation Et pour dédommagement du tort qui avait été occasionné par celui-ci.

Au moyen de ces Compositions ou Satisfactions, l'offensé devait renoncer à son droit de vengeance, et le refus de recevoir la satisfaction devenait lui-même un crime (a) (45).

Les Visigoths accordaient aussi le droit de punir à l'offensé ou à ses parens. Ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient de la personne du coupable et de ses biens (b). Les Scythes, dans le cas de meurtre, permettaient aux enfans ou aux héritiers, non pas de punir, mais de remettre à l'homicide la peine qu'il avait méritée (c). Cet usage se retrouve encore chez les Turcs et chez des peuples

(a) Esprit des Lois, liv. xxx, chap. xix. — Lois des Saxons, chap. iii, § 4. — Lois des Lombards, liv. 1, tit. xxxvii, § 1 et 2. — Lois des Allemands, tit. xlv, § 1 et 2. — Capitulaires de Charlemagne, etc.

(b) Liv. vi, tit. v, loi 12. « *Ut quod de iis facere voluerint, habeant potestatem.* »

(c) AMMIEN MARCELLIN, liv. xxxi.

plus éloignés des vrais principes de la législation. Les Nègres de la Côte-d'Or composent avec le meurtrier pour l'exempter du châtiment (a). En Toscane, avant le règne du grand Léopold, il existait une loi qui permettait, qui ordonnait même, de poursuivre et d'assassiner de prétendus coupables, *encore qu'ils ne fussent ni jugés ni condamnés, mais seulement suspects et réputés comme tels* (b).

A l'extrémité opposée du globe, et dans un état tout différent de civilisation, ce sont d'autres abus. Au Japon, s'il s'élève dans une rue quelque querelle, les voisins les plus proches sont obligés de séparer d'abord ceux qui se battent : car si l'un d'eux est tué, non-seulement l'autre paye ce crime de sa tête, n'eût-il fait que se défendre, mais encore les familles les plus voisines de l'endroit où le meurtre a été commis sont obligées de garder leurs maisons pendant plusieurs mois ; on ne

---

(a) Histoire des Voyages, tom. iv, pag. 293, édition in-4°. ; tom. vi, pag. 433. ; tom. x, pag. 576.

(b) Voy. le Code criminel publié à Florence le 30 novembre 1786, art. 52.

leur donne que la liberté de faire des provisions pour ce temps-là ; après quoi leurs portes et leurs fenêtres sont condamnées. Tous les autres habitans de la rue ont aussi leur part du châti-ment ; on leur impose de rudes corvées , plus ou moins longues , à proportion de ce qu'ils auraient pu faire pour prévenir les suites de la querelle (a).

On voit combien ces lois , dans un sens tout contraire , s'écartent également de l'équité naturelle , du bon sens , de la raison : tant il est vrai que le juste milieu , ce point unique de la sagesse , est une chose difficile à saisir.

Là , et ailleurs encore , même chez les peuples de la Germanie à certaines époques de leur histoire , les peines corporelles , les tortures , les supplices les plus cruels furent exercés , au nom de la Société , contre les coupables ; et , il faut bien en convenir , l'oubli des sentimens humains , les mœurs les plus perverses et les plus corrompues , la violation des principes et de tous les devoirs , l'insuffisance ou le mépris des idées de religion , parmi quelques hommes dépravés auxquels on serait tenté de

---

(a) CHARLEVOIX , pag. 72.

croire que la nature aurait , en effet , refusé un cœur , une organisation semblable à celle des autres hommes , paraissent se réunir pour justifier cet autre excès de barbaries et de cruautés préméditées et réfléchies , auxquelles le Législateur a cru devoir recourir , que la Société a autorisées , mais dont l'humanité ne peut s'empêcher de gémir.

La cruauté ou l'extravagance ont même été jusqu'à faire soumettre à la torture des hommes qui n'étaient que prévenus , et contre lesquels il n'existait pas de preuves du crime qui leur était imputé. On cherchait , par-là , à leur arracher l'aveu d'un fait , peut-être imaginaire : c'est ce qu'on appelait *l'Application de la Question avec ou sans réserve de preuves (a)*.

Mais , pour l'honneur des nations civilisées , on doit penser qu'il serait présentement superflu de s'élever contre une telle atrocité , contre un abus si stupide , si barbare , et que la justice et la raison repoussent avec tant de force et d'évidence. Il y a déjà long-temps qu'un grand Publiciste a

---

(a) *Ordonnance criminelle du mois d'août 1670*, tit. XIX, art. II ; tit. XXV, art. XIII.

écrit, et ce n'a pas été en vain : « Une loi qui autorise la torture est une loi qui dit : Hommes, résistez à la douleur : la nature vous a donné un amour invincible de votre être et un droit inaliénable à votre propre défense ; mais je crée en vous un sentiment entièrement opposé à celui-là, une haine héroïque de vous-même : je vous ordonne de vous accuser et de dire la vérité qui vous sera funeste, même au milieu du déchirement de vos muscles et du brisement de vos os. » (a).

*Jean - Jacques* écrivait avec plus de clarté et avec non moins d'énergie : « J'ai toujours sur les lèvres un rire amer, quand je vois tant de beaux livres où les Européens s'admirent et se font compliment sur leur humanité, sortir des mêmes pays où l'on s'amuse à disloquer et briser les membres des hommes, en attendant qu'on

---

(a) BECCARIA, *Traité des Délits et des Peines*, § 12.  
— Blackstone rapporte qu'en Angleterre la loi ordonne de faire descendre dans un cachot obscur l'accusé qui persiste à garder le silence ; là, de l'étendre à terre nu et couché sur le dos ; de surcharger d'un poids énorme son estomac ou sa poitrine ; et de ne lui donner, pour toute nourriture, dans cet état, de deux jours l'un, alternativement, que trois morceaux de pain et trois verres d'eau stagnante. (Chap. xxv. *Lois pénales*, tom. I, pag. 118.)

sache s'ils sont coupables ou non. Je définis la torture un moyen presque infailible employé par le fort pour charger le faible des crimes dont il le veut punir.» (a).

But que le législateur doit se proposer dans la composition des Lois pénales.

C'est donc de la nature des peines après l'instruction et le jugement que nous avons à nous occuper. Doit-on condamner à des supplices, ou même à la peine de mort, en quelques circonstances, pour certains genres de crimes commis par de grands criminels? Cette question, d'après ce que nous venons de dire, n'est pas sans difficulté, et les opinions des Publicistes les plus éclairés et les plus sages sont elles-mêmes contradictoires et diamétralement opposées sur ce point.

Ici, plus qu'en toute autre matière, pour arriver à une solution que la sagesse puisse approuver, il faut nécessairement commencer par se débarrasser de toutes les préventions, de tous les préjugés provenans d'idées peu méditées, d'opinions étrangères, et du grand nombre des usages présentement établis; il faut uniquement chercher à se rendre compte du but que la Société doit se proposer d'atteindre dans la composition des Lois pénales.

---

(a) Lettre ix de la Montagne, pag. 226, note (a).



Ceux qui soutiennent que la sévérité des peines, que les supplices, que la peine de mort sont nécessaires, et c'est encore de nos jours l'opinion commune, répètent sans cesse : que *la victime*, que *sa famille*, que *la Société doivent être vengées*. Cependant on trouvera, si l'on veut y réfléchir, qu'il n'est point de pensée moins juste et moins raisonnable que celle-là.

La vengeance est un sentiment bas, vil, honteux, contraire aux principes d'une saine morale et de la vraie Religion ; un sentiment que tout homme éclairé, que tout homme dont l'ame est noble et belle, doit repousser loin de lui, et auquel, à plus forte raison, la Société ne saurait être en aucune manière accessible. « La vengeance et la cruauté, dit l'auteur du *Système social*, annoncent une ame lâche et féroce ; elles déshonorent et les dieux et les hommes ; elles sont entièrement indignes d'un cœur élevé, humain et estimable.... » (a).

La Société peut être ici comparée à un père de famille qui regrette et pleure la mort de l'un de ses enfans, comme Jacob pleurait la mort de

---

(a) *Système soc.*, chap. XIII.

Joseph lâchement trahi par ses frères , mais qui ne peut cependant concevoir la pensée de chercher à le venger.

Si le crime se commettait sous les yeux mêmes de la Société toute entière, s'il pouvait être instantanément suivi du châtimement , on conçoit bien qu'alors les spectateurs indignés et cédant au premier mouvement d'horreur dont ils seraient pénétrés , pourraient et devraient peut-être , par la peine du talion ou par un traitement plus rigoureux encore , satisfaire le sentiment de vengeance qui serait alors si vivement excité en eux. Mais se pourrait-il que , long-temps après le délit , la Société ou le Législateur méditât encore de sang-froid sur la manière de parvenir à satisfaire ce même sentiment d'indignation et de haine , qui déjà doit , au contraire , être remplacé par celui de l'affliction et de la douleur ?

Cet autre sentiment , causé par la pensée du crime , par la corruption même du coupable , par le malheur de la victime , est sans doute ce qui devra bientôt l'occuper uniquement ; et , s'il en est ainsi, elle ne doit donc rechercher que les moyens de prévenir de semblables malheurs , et d'assurer la réparation de ceux qu'elle

n'aurait pu détourner. « Le pouvoir que tout homme tient de la nature , de punir un coupable , a dit Locke , n'est pas absolu et arbitraire , en telle sorte que lorsqu'on a entre ses mains un coupable , l'on ait droit de le punir par passion , et de s'abandonner à tous les mouvemens d'un cœur irrité et vindicatif. Tout ce qu'il est permis de faire en cette rencontre, c'est de lui infliger les peines que la raison tranquille et la pure conscience dictent et ordonnent naturellement ; peines proportionnées à sa faute , et qui ne tendent qu'à réparer le dommage qui a été causé , et qu'à empêcher qu'il n'en arrive un semblable à l'avenir... » (a).

On peut encore citer ici ce qu'ont dit Pufendorf et Beccaria. « On ne doit pas , dans le tribunal humain , avoir égard simplement au mal qui a été commis ; il faut voir de plus si la peine produira quelque utilité. Ce serait aussi un motif bien inhumain et tout-à-fait contraire à la sociabilité , que de punir à dessein de donner à la personne lésée le plaisir barbare de satisfaire son ressentiment , et de voir souffrir du mal à

---

(a) Traité du Gouvernement civil , chap. 1 , § 5.

celui de qui elle en a reçu. Le véritable but des peines infligées par les tribunaux humains est, en général, de prévenir les dommages et les injures que les hommes ont à craindre les uns des autres. Pour cet effet, il faut ou que celui qui a commis le crime se corrige, ou que les autres soient détournés par son exemple d'en commettre de pareils, ou que le coupable soit désormais hors d'état de nuire, ou, pour exprimer la même pensée en d'autres termes, toute punition doit tendre, soit au bien du coupable, soit à l'avantage de celui qui avait intérêt que le crime ne fût pas commis, soit à l'utilité de tous généralement. . . . » (a). « La fin de l'établissement des peines ne saurait être de tourmenter un être sensible, ni de défaire un crime déjà commis. Comment un corps politique qui, loin d'agir par passion, met un frein aux passions particulières, peut-il adopter cette cruauté inutile, instrument de la fureur et du fanatisme, ou de la faiblesse des tyrans? Les cris d'un malheureux dans les tourmens peuvent-ils rappeler du passé

---

(a) Des Devoirs de l'homme et du citoyen, liv. II, chap. XIII, § 6 et 7.

qui ne revient plus, le crime qui a été commis...? Aussi convient-on que l'objet des peines est d'empêcher le coupable de nuire désormais à la Société, et de détourner ses concitoyens de commettre des crimes semblables.... Qui ne frissonne d'horreur, en voyant dans l'histoire tant de tourmens barbares et inutiles, inventés et employés froidement par des hommes qui se donnaient le nom de *Sages*...? Qui peut, dis-je, voir des milliers de malheureux déchirés avec appareil et avec lenteur par des hommes doués des mêmes sens et des mêmes passions, et une multitude fanatique repaissant ses yeux de cet horrible spectacle. » (a)?

L'auteur du *Traité des Lois pénales* (M. le marquis de Pastoret, aujourd'hui pair de France) a dit plus laconiquement, mais dans le même sens : « La Société ne se venge pas ; ne l'oublions jamais : elle punit. La vengeance, comme on l'a observé, est une passion ; et la loi doit être impassible. » (b).

Si tel est, bien réellement et à n'en pouvoir

Insuffisance et dangers de la peine de mort et des supplices : — Les peines corporelles dégradent l'humanité.

---

(a) Des Délits et des Peines, § 15.

(b) Lois pénales, tom. 1, 1<sup>re</sup> part., chap. 1, pag. 61.

*pénales*, il ne s'agit plus maintenant que de rechercher les moyens les plus sûrs d'y parvenir.

Il semble bien, au premier moment et avant tout examen, que la crainte des peines corporelles, que l'appareil des supplices et de la mort devraient effrayer et contenir les méchans ; et s'il en était ainsi, celui qui s'est souillé d'un crime, ayant rompu les liens qui l'unissaient à la Société, et attiré sur lui la haine et la réprobation générale, le Législateur serait sans doute en droit d'ordonner sa mort.

Mais, loin de prouver que l'appréhension des supplices et de la mort diminue le nombre des crimes et exerce sur les esprits et sur les mœurs une terreur salutaire, l'expérience et la réflexion démontrent plutôt le contraire. Pour s'en convaincre, il suffirait d'observer avec quelle avidité le peuple se porte en foule au lieu des exécutions, comme dans un lieu de spectacle ou de réjouissance publique ; il en revient sans être ému et avec une affligeante insensibilité ; bientôt même il en contracte une sorte d'habitude, et ces exécutions deviennent pour lui un plaisir féroce, qui, agissant d'une manière prompte sur son caractère, le rend dur, inhumain, cruel. Au-

rait-il même, à la première vue de ces scènes sanglantes, éprouvé une impression vive et profonde, à la seconde, cette impression devient moins forte; elle diminue progressivement et s'efface enfin toute entière; tandis que plusieurs idées dangereuses, éveillées dès ce moment en son esprit, n'en sortiront plus, et y exerceront chaque jour une influence funeste.

L'idée de la mort est plus effrayante que la mort même; l'homme qui n'a point encore arrêté ses regards sur elle doit la craindre davantage pour lui, et se déterminer plus difficilement à la donner à son semblable; il faut alors qu'il fasse un effort violent sur lui-même, qu'il combatte, qu'il surmonte la nature. Mais qu'il se soit, au contraire, familiarisé dès l'enfance avec la vue de la mort; qu'il se soit progressivement habitué à la contempler de sang-froid, il la portera avec moins d'horreur et de trouble dans le sein d'un autre, et il ne la redoutera pas autant pour lui-même.

Si donc l'on veut que la vie d'un homme soit sacrée et inviolable pour un autre homme; si l'on veut que le sentiment de cette inviolabilité, naissant avec lui, se conserve et se fortifie, au lieu de s'affaiblir dans son ame, il faut que la vie d'un

homme soit également sacrée pour un plus grand nombre, pour la Société toute entière, dans le cas même où le coupable semblerait en effet mériter la mort, et de toutes les morts la plus cruelle. « Soyez difficile, dit Bentham, à croire à cette nécessité de la mort. En l'évitant dans les peines, vous la préviendrez aussi dans les délits. » (a).

Exemples tirés  
de l'Écriture et  
de l'histoire.

Consultons l'histoire sainte, source féconde et salubre où nous pouvons puiser de si grandes et si utiles leçons. Caïn, meurtrier de son frère, Caïn, le premier et sans doute le plus grand des coupables, ne fut point puni de mort et retranché de la terre des vivans. Dans l'agitation et l'effroi que lui causait l'horreur de son crime, il s'écriait, il est vrai, qu'étant devenu l'exécration de la terre, la mort de son frère Abel serait vengée par la mort que lui donnerait à lui-même le premier homme qui le rencontrerait. Mais la voix du Ciel se fit entendre alors, et lui répondit : que

---

(a) (Principes du Code pénal, iv<sup>e</sup> part., chap. xii, tom. iii, pag. 195.) — « En vain on accumulera les sophismes ; il sera toujours évident qu'en ôtant la vie, la Société commet l'action qu'elle punit. » (PASTORET, *Lois pénales*, tom. i, ii<sup>e</sup> part., chap. i, art. vii, pag. 49.)



celui qui le tuerait serait puni sept fois plus que lui-même. Seulement , le sceau de la réprobation fut empreint sur son front ; et , pour cacher sa honte et son ignominie , il devint fugitif , errant ; il fut contraint d'éviter la société des hommes et de se retirer dans le désert (a).

Nous frémissons au récit des exécutions barbares données en spectacle aux Romains ; nous détournons avec horreur la vue de l'arène sanglante où les criminels étaient livrés aux bêtes féroces , et nous pensons que ces spectacles n'étaient pas une des moindres causes qui contribuaient à rendre farouche le caractère de ce

---

(a) (Genes. xv.) — Plusieurs Publicistes ont pensé que la peine de mort semble être proscrite par l'un des préceptes du Décalogue , auquel ils n'admettent aucune restriction (*non occides* , vous ne tuerez pas ) , et qu'elle est réprouvée par la pure doctrine évangélique , pour laquelle le sang est en horreur. — Pendant longtemps aucun juge ecclésiastique ne pouvait condamner un criminel à mort ou à la perte de quelque membre , sans tomber dans l'irrégularité ; et un Ecclésiastique qui avait été lésé en sa personne , ne pouvait demander de réparation qu'après avoir protesté devant le juge séculier que sa demande n'avait pour objet aucune peine afflictive. ( Voy. entre autres FRA PAOLO , *Droits des souverains défendus.* )

peuple. On frémira sans doute de cette sorte d'indifférence avec laquelle nous envoyons les coupables à la mort, si l'on parvient un jour à se convaincre que cette peine est en effet plus dangereuse qu'utile pour la Société. Or M. de Montesquieu a dit : « Il est souvent à craindre que les lois n'aient un résultat tout-à-fait contraire à celui qu'elles sembleraient devoir atteindre » (a); et c'est ici que cette réflexion judicieuse doit s'appliquer dans toute sa force.

» L'expérience a fait remarquer, dit-il encore, que, dans les pays où les peines sont douces, l'esprit du citoyen en est frappé, comme il l'est ailleurs par les grandes..... Quelque inconvénient se fait-il sentir dans un Etat, un Gouvernement violent veut soudain le corriger; et, au lieu de songer à faire exécuter les anciennes lois, on établit une peine cruelle qui arrête le mal sur-le-champ. Mais on use le ressort du Gouvernement; l'imagination se fait à cette grande peine, comme elle s'était faite à la moindre; et, comme on diminue la crainte pour celle-ci, l'on est bientôt forcé d'établir l'autre dans tous les cas. Les

---

(a) Esprit des Lois, liv. xxix.

vols sur les grands chemins étaient communs dans quelques Etats ; on voulut les arrêter ; on inventa le supplice de la roue , qui les suspendit pendant quelque temps. Depuis on a volé comme auparavant sur les grands chemins. De nos jours , la désertion fut fréquente ; on établit la peine de mort contre les déserteurs , et la désertion n'est pas diminuée. » (a).

---

(a) (Esprit des Lois , liv. vi , chap. xii.) — « Charondas , élevé dans l'école de Pythagore , et qui donna des lois à la ville de Thurium dans la 84<sup>e</sup> olympiade , au lieu de punir de mort les déserteurs et ceux qui quittaient leurs rangs et fuyaient dans le combat , se contenta de les condamner à paraître , pendant trois jours , dans la ville , revêtus d'un habit de femme , persuadé que la crainte d'une telle honte ne produirait pas moins d'effet que celle de la mort , et voulant aussi réserver aux lâches un moyen de réparer leur faute à la première occasion. » (ARISTOTE , *Polit.* , liv. ii , chap. xii.)

— A la Chine , on n'eut long-temps que des peines infâmantes , et l'usage des peines capitales y fut surtout très-rare avant le neuvième siècle de notre ère. Sous le règne de *Chun* , dit un édit de l'empereur *Ouan-ty* , un bonnet coloré , des habits extraordinaires étaient la punition des coupables , et le peuple intimidé n'osait violer la loi ; et maintenant que la loi condamne aux supplices , les crimes ne tarissent pas. (*Mémoires concernant les Chinois* , tom. i , pag. 181. — PASTORET , *Lois pénales* , iv<sup>e</sup> part. , chap. xi , pag. 68.)

Vattel a dit : « Si vous multipliez les supplices terribles , les peuples en seront de jour en jour moins frappés. Ils contracteront enfin , comme les Japonais, un caractère d'atrocité indomptable. Ces spectacles sanglans ne produiront plus l'effet auquel ils sont destinés , ils n'épouvanteront plus les méchans..... Il en est de ces exemples comme des honneurs : un prince qui multiplie à l'excès les titres et les distinctions les avilit bientôt ; il use mal habilement l'un des plus puissans et des plus commodes ressorts du Gouvernement. » (a). « Les peines plus ou moins sévères , dit M. de Réal , ne font pas qu'on obéisse mieux aux lois ; et dans les pays où les châtimens sont modérés , on les craint comme dans ceux où ils sont affreux.... Les hommes attachent un certain degré de crainte à un certain degré de peine , et chacun la partage à sa façon. Huit jours de prison ou une légère amende frappent autant l'esprit d'un Européen nourri dans un pays où les hommes sont gouvernés doucement , que la perte d'un bras intimide un Asiatique toujours traité comme un esclave. La honte de l'infamie désole un Français condamné

---

(a) Droit des gens, liv. I, chap. XIII, § 171.

à une peine qui n'ôterait pas un quart-d'heure de sommeil à un Turc..... » (a). « L'atrocité même de la peine, dit encore Beccaria, fait qu'on ose davantage pour s'y soustraire, et qu'on commet plusieurs crimes pour éviter la punition due à un seul. Les pays et les temps où les supplices les plus cruels ont été mis en usage sont ceux où l'on a vu les crimes les plus atroces. Le même esprit de férocité qui conduisait la main du Législateur guidait celle de l'assassin et du parricide... A mesure que les supplices deviennent plus cruels, les ames, se mettant, pour ainsi dire, au niveau de la férocité des lois, s'endurcissent ; et la force toujours vive des passions fait qu'au bout de cent ans la roue n'effraie pas plus qu'auparavant la prison. » (b).

« Il existe une liaison étroite entre la douceur des châtimens et la rareté des crimes , dit M. de Pastoret : les peines sont douces dans l'Inde , et les crimes y sont rares ; *les mœurs et la loi y ont également horreur de l'effusion du sang humain.* Au Japon, les supplices sont horribles ; les Japo-

---

(a) Science du Gouvern., tom. vi, chap. 1, sect. 1, § 80, pag. 186.

(b) Traité des Délits et des Peines, chap. xv.

nais sont féroces. En Perse , un boulanger ou un rôtiisseur , vendant au-dessus de la taxe prescrite , sont , l'un jeté et consumé dans son four , l'autre attaché et rôti à sa broche : ces sortes de délits n'en sont pas moins fréquens. D'ailleurs , une loi trop sévère peut être exécutée dans un pays livré au despotisme et à l'ignorance ; mais elle ne le sera presque jamais dans un pays monarchique si la nation est éclairée. Les magistrats entraînés et par leur conscience et par l'opinion publique , chercheront toujours à l'adoucir ; et alors leur humanité rendra la législation arbitraire. » (a).

« Les *Lois*, dit un autre écrivain , ne peuvent avoir qu'un but en punissant, c'est de donner un exemple capable de contenir par une impression vive et *durable*. Dès qu'elles ont atteint ce but , leur pouvoir cesse. Or , lorsque je vois autour de leurs punitions un appareil sombre , lugubre , menaçant, et, dans les punitions même, une sainte modération, une douce ignorance de toute cruauté , l'épouvante descend dans mon ame sans la déchirer ; et l'humanité de la justice me fait mieux

---

(a) (PASTORET, *Lois pénales*, tom. II, IV<sup>e</sup> partie, chap. II, pag. 70.) — Montesquieu a dit aussi « *que la sévérité des peines conduit souvent à l'impunité.* »

sentir encore la férocité du crime. Si les lois veulent sortir de ces principes, qu'elles ne nous trompent plus par de faux noms, qu'elles ne s'appellent plus la *Justice*, mais la *Vengeance*. » (a).

« Augmenter, dit Bentham, la force des sentimens de bienveillance, en régler l'application sur le principe de l'utilité, voilà les deux objets du Législateur : veut-il inspirer l'humanité aux citoyens, il faut qu'il leur en donne l'exemple, qu'il montre le plus grand respect, non-seulement pour la vie des hommes, mais pour toutes les circonstances qui influent sur leur sensibilité. Des lois sanguinaires ont une tendance à rendre les hommes cruels, soit par crainte, soit par imitation, soit par vengeance. Mais des lois dictées par un esprit de douceur humanisent les mœurs d'une nation, et l'esprit du Gouvernement se retrouve dans celui des familles. Le Législateur doit même interdire tout ce qui peut servir d'acheminement à la cruauté. Les spectacles barbares des gladiateurs, introduits à Rome vers les derniers temps de la République, contribuè-

---

(a) LACRETELLE aîné, Discours sur les peines infâ-  
mantes, pag. 283.

rent sans doute à donner aux Romains cette férocité qu'ils déploierent dans leurs guerres civiles. Un peuple qui s'est accoutumé à mépriser la vie humaine dans ses jeux , la respectera-t-il dans la fureur des passions ? » (a).

« Après l'expulsion des Décemvirs, dit M. de Montesquieu, presque toutes les lois qui avaient fixé les peines furent ôtées ; on ne les abrogea pas expressément ; mais la loi *Porcia* ayant défendu de mettre à mort un citoyen romain, elles n'eurent plus d'application. Voilà le temps auquel on peut rapporter ce que Tite-Live dit des Romains : *Que jamais peuple n'a plus aimé la modération des peines....* (b). Que l'on ajoute à la douceur des peines le droit qu'avait un accusé de se retirer avant le jugement , on verra bien que les Romains avaient suivi cet esprit que j'ai dit être naturel à la République. » (c).

Il n'en fut pas de même , par la suite , sous les empereurs ; « la vue continuelle des combats

---

(a) Princ. du Cod. pén., iv<sup>e</sup> part., chap. xvi, tom. III, pag. 123.

(b) TITE-LIVE, livre I.

(c) Esprit des Lois, liv. vi, chap. xv. *Des Lois des Romains à l'égard des peines.*



de gladiateurs, dit ailleurs M. de Montesquieu, rendait les Romains extrêmement féroces. On remarque que Claude, qui était d'un naturel doux et qui fit tant de cruautés, devint plus porté à répandre le sang à force de voir ces sortes de spectacles. » (a).

L'ande de Rome *six cent cinquante-cinq* (quatre-vingt-dix-sept ans avant Jésus-Christ), sous les consuls Cn. Cornelius Lentulus et P. Licinius Crassus, un sénatus-consulte défendit les sacrifices de victimes humaines; mais cette défense ne suffit pas pour les abolir. Dion nous apprend que César en renouvela l'exemple (b); et Pline rapporte que le siècle où il vivait avait été plus d'une fois témoin de ces horreurs (c). — « La mort faisait partie de tous les plaisirs de ce peuple. Pour mettre plus de vérité dans les représentations tragiques, on égorgeait sur la scène; on y voyait Hercule brûlé vif, et Orphée déchiré par des ours chargés du rôle des Bacchantes. Enfin, l'homme était devenu si vil qu'on le tuait

---

(a) Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence, chap. xv.

(b) *Lib. xciii.*

(c) *Lib. xxxiii.*

pour égayer les festins, pour passer le temps, et nul ne s'en étonnait. On sacrifiait à l'ennui des victimes humaines. Mais voici quelque chose de plus incroyable peut-être. Ephorion de Calcide rapporte (a) que, chez les Romains, on proposait quelquefois cinq mines de récompense à celui qui voudrait souffrir qu'on lui tranchât la tête, en sorte que la somme offerte devait être touchée par ses héritiers; et souvent, ajoute le même auteur, plusieurs concurrens se disputaient la mort à ce prix. Qu'on juge de la détresse des familles dont un membre se dévouait ainsi pour arracher les autres aux horreurs de la faim, *et de l'atrocité d'un peuple* chez qui l'indigence était réduite à mendier la préférence de ces exécrables transactions. Il se rencontrait des hommes qui achetaient la volupté des meurtres; on n'en trouvait point de sensibles aux jouissances de la pitié. » (b).

Sous l'empire de Maximien, le Sénat apprenait chaque jour, dit Capitolin, que les uns avaient été mis en croix, les autres exposés aux bêtes ou enfermés dans des peaux d'animaux ré-

---

(a) *Apud Athen., lib. 11.*

(b) Essai sur l'indifférence en matière de religion, tom. 1, pag. 373.

cemment tués ; d'autres étaient plongés dans des chaudières d'huile bouillante , ou revêtus de résine et de matières combustibles pour être ainsi brûlés vivans.

Les Juifs broyaient les criminels sous des chariots armés de fer , les taillaient en pièces avec des haches ou des couteaux , les jetaient dans des fourneaux où l'on cuit la brique ; ils les plongeaient aussi dans des chaudières d'huile bouillante , les écrasaient sous des épines , sous des pieds d'animaux , les précipitaient dans un fleuve ou les engloutissaient dans des cendres. A Babylone , on précipitait dans une fournaise embrasée les jeunes Israélites qui refusaient d'adorer la statue de Nabuchodonosor ; on jeta dans une poêle ardente, par les ordres de ce même Nabuchodonosor , Achab , fils de Colias , et Sédéchias , fils de Maazias , ces deux vieillards qui , étant épris de la beauté de Suzane , et n'ayant pu la corrompre , l'accusèrent faussement de s'être rendue coupable du crime qu'ils voulaient lui faire commettre , et la condamnèrent à être lapidée.

Dans les temps plus modernes , on a brûlé vifs certains criminels , en les renfermant dans une chemise de soufre ; ceux-ci ont été tenaillés ,

écartelés , dépouillés , écorchés vivans ; ceux-là ont été sciés entre deux planches ; d'autres ont été enduits de liqueurs douces et de miel , et ainsi abandonnés aux mouches (a) ; du plomb fondu a été coulé dans les veines , ou versé dans le corps du coupable , après lui avoir fait ouvrir la bouche par un bâillement forcé , en entourant son cou d'un linge qu'on serrait des deux côtés.

En Angleterre , le criminel d'Etat était suspendu vivant à une potence où on lui arra—

---

(a) On prenait deux auges parfaitement semblables , et après avoir étendu le coupable dans l'une d'elles , on déposait l'autre par-dessus , de manière que tout le corps fût pris , excepté la tête , les mains et les pieds. Il recevait dans cet état une nourriture qu'il ne pouvait refuser sans qu'on lui perçât les yeux à l'instant ; on lui faisait boire aussi du lait mêlé avec du miel , ou plutôt on le versait sur sa figure qu'on plaçait ensuite au soleil pour que les mouches alléchées vinssent couvrir et tourmenter son visage. Forcé d'ailleurs de satisfaire là tous les besoins de la nature , la putridité dévorait insensiblement ses entrailles ; et , l'homme expiré , en ôtant l'auge supérieure , on trouvait toujours le cadavre rongé par les insectes que la putréfaction avait fait naître... » (PASTORET, *Lois pénales*, tom. I, 1<sup>re</sup> partie, chap. v, pag. 53. — PLUTARQUE, *Vie d'Artaxercès*, tom. v, pag. 293.)

chait le cœur et les entrailles pour en battre ses joues (a).

En France, Labarre fut d'abord appliqué à la question ordinaire et extraordinaire ; il eut ensuite les poings coupés, la langue arrachée avec des tenailles ; on le précipita enfin dans un bûcher ardent. Montbailly fut également condamné à la question ordinaire et extraordinaire, à avoir les poings coupés, à être rompu et jeté, vif encore, dans les flammes. Une foule d'autres tourmens plus atroces, plus cruels les uns que les autres, dont la seule pensée révolte la nature et fait frissonner d'horreur, ont été soigneusement recherchés et mis en pratique dans un grand nombre de siècles et chez presque tous les peuples de la terre, à la honte de l'humanité.

La guerre et le despotisme, les deux plus grands fléaux que les hommes se soient faits à eux-mêmes dans leur délire, introduisirent ces supplices et ces tourmens horribles ; et on s'est imaginé revenir à une juste et nécessaire modération en ne prononçant que la peine de mort, sans s'apercevoir que l'on outre-passe encore le droit que la

---

(a) On l'étrangle, aujourd'hui, avant de le suspendre.

nature et la Divinité ont donné aux hommes les uns sur les autres (46).

autres inconnus de la mort.

Mais, à ces graves inconvéniens que déjà nous venons de signaler, il faut joindre un inconvénient plus grand et plus terrible, résultant de ce que la condamnation, dans une Société nombreuse et étendue, n'est pas prononcée par la Société entière, mais par quelques hommes qui n'ont point été témoins du crime, qui n'en obtiennent souvent que des indices ou des preuves imparfaites, plus d'une fois trompeuses, mensongères; par quelques hommes qui ne sont ni infailibles, ni exempts d'erreurs, de faiblesses, de passions. « La culpabilité d'un accusé ne peut jamais acquérir le même degré d'évidence qu'une démonstration de géométrie; on ne peut même pas se flatter d'arriver à la certitude physique: car, pour l'atteindre, il faudrait au moins que les magistrats ou les jurés eussent été témoins oculaires du crime sur lequel ils ont à prononcer, ce qui n'arrive jamais; leur conviction ne peut s'opérer que par l'ensemble des indices, des probabilités, des présomptions, des témoignages, des écrits qui sont produits, etc. » (a).

---

(a) M. BOURGUIGNON, ancien juge au tribunal criminel

Et, ici, se présente naturellement à la pensée cet adage qui devrait n'en sortir jamais : Il vaut mieux sauver un coupable que de perdre un innocent. *Satius rectè est impunitum relinqui facinus nocentis, quam innocentem damnare* (a).

— « La nature a certains droits que la nécessité même de punir ne permet pas de violer sans modération. Ce serait un moindre inconvénient de laisser un crime impuni que d'envelopper des innocens dans le châtimement du coupable. » (b). —

« Il est certain, disait un vertueux et digne magistrat (M. le président de Lamoignon), que, entre tous les maux qui peuvent arriver dans la distribution de la justice, aucun n'est comparable à celui de faire mourir un innocent, et qu'il vaudrait mieux absoudre mille coupables. » (c).

— « La peine, dit Bentham, doit être remissible;

de Paris. — *Deuxième Mémoire sur l'Institution du jury*, imprimé en 1804, pag 8.

(a) (L. 5, ff. de *Pœnis*.) — « *In ambiguis, Dei judicio reservetur sententia.* » (*Capitul., lib. VII, cap. 186.*)

(b) *Esprit des Lois* quintessencié, lettre 29<sup>e</sup>, tom. II, pag. 7.

(c) Procès-verbal de l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670.

il faut que le dommage n'en soit pas absolument irréparable dans le cas où l'on viendrait à découvrir qu'elle avait été infligée sans cause légitime. Tant que les témoignages sont susceptibles d'imperfection, tant que les apparences peuvent être trompeuses, tant que les hommes n'auront aucun caractère certain pour distinguer le vrai du faux, une des premières sûretés qu'ils se doivent réciproquement, c'est de ne pas admettre, sans une nécessité démontrée, des peines absolument irréparables. N'a-t-on pas vu toutes les apparences du crime s'accumuler sur la tête d'un accusé, dont l'innocence fut démontrée quand il ne restait plus qu'à gémir sur les erreurs d'une précipitation présomptueuse ? Faibles et inconséquens que nous sommes ! nous jugeons comme des êtres bornés, et nous punissons comme des êtres infailibles ! » (a).

« Si la liberté vous a été ravie par une injustice, on peut et vous la rendre et vous dédommager. L'honneur même, si vous avez subi une condamnation infamante, l'honneur peut

---

(a) Princip. du Cod. pén., III<sup>e</sup> part., chap. VI, tom. II, pag. 406.



vous être rendu , et une réparation solennelle vous faire oublier un malheur qui ne subsistera dans la mémoire des hommes que pour affermir davantage la gloire de votre innocence et de vos vertus ; mais si on s'est trompé , vous rendra-t-on jamais la vie ? vous dédommagera-t-on de l'avoir perdue ? Ai-je besoin de rappeler ici la faillibilité de l'homme , l'incertitude des preuves , les erreurs des jugemens ? La justice peut retrouver le coupable fugitif ; elle ne retrouve pas l'innocent égorgé. » (a).

On sait que , peu de temps avant la révolution , le président Dupaty imprima le plaidoyer le plus énergique en faveur de trois accusés condamnés au supplice de la roue , et dont l'innocence fut reconnue après leur mort.

Malheureusement cet exemple n'est pas le seul que l'on pourrait citer relativement aux méprises déplorables dans lesquelles sont tombés les tribunaux. Deux témoins firent condamner Sirven et Langlade. Dans l'affaire célèbre de La Pivardière , deux témoins avaient vu le crime ;

---

(a) PASTONET , Lois pénales , tom. 1 , 11<sup>e</sup> part. , chap. 1 , art. vii , pag. 50.

un autre avait entendu les gémissemens de la victime expirante ; d'autres encore avaient entendu le coup de fusil ou vu le linge ensanglanté : cependant aucun de ces faits n'était véritable , et La Pivardière vivait.

« Il serait sans doute bien difficile de calculer le nombre des condamnés dont l'innocence a été tardivement reconnue , depuis le supplice de la maréchale d'Ancre , jusqu'à l'époque de l'établissement du jury ; mais , il faut le dire avec courage , le nombre des innocens suppliciés en faveur desquels personne n'a réclamé est bien plus considérable encore ; il est vraiment incalculable. Ces exemples , disait M. de Voltaire , ont été si fréquens , qu'il ne m'a pas paru plus nécessaire de mettre un frein aux crimes qu'à la cruauté arbitraire des juges..... — Quel cœur ne serait attendri par le récit de la vieille histoire du malheureux boulanger de Venise , qui , s'étant le premier approché pour secourir un homme assassiné , fut arrêté , condamné , et puni de mort sur quelques indices ! Son innocence ayant été reconnue trop tard , il fut ordonné par une loi que toutes les fois que les juges seraient dans le cas de prononcer un arrêt de mort , un offi-

tier leur ferait entendre ces paroles simples et touchantes : *Recordate vi del povero fornaro* ; souvenez-vous du pauvre boulanger. » (a). Ne réduisons donc pas les magistrats à pleurer toute leur vie, comme l'a dit d'Aguesseau, un malheur que le repentir ne saurait réparer (b).

Quant aux peines corporelles qui n'entraînent pas toujours la peine de mort avec elles, et qui sont encore en usage parmi les peuples dont la civilisation est moins avancée (telles que l'application du fouet ou des coups de bambou), elles abrutissent les hommes ; elles les placent au niveau, elles les ravalent même au-dessous des bêtes ; elles les avilissent à leurs propres yeux, les rendent inaccessibles à tout sentiment d'honneur, de noblesse, de vertu, et deviennent également par là une nouvelle source de crimes (c).

---

(a) M. BOURGUIGNON, deuxième Mémoire sur l'institution du jury, pag. 78 et 105. — VOLTAIRES, deuxième Mémoire sur la malheureuse affaire de Montbailly, roué et brûlé vif à Saint-Omer. — Voy. aussi, dans l'ancien Répertoire de Jurisprudence, au mot *Publicité de l'audience*, le récit de la condamnation prononcée contre l'infortuné Cabusac, etc., etc.

(b) Disc. sur la Prévention des magistrats, t. 1, pag. 192.

(c) N'est-il pas surprenant que, d'après les lois pénales

Premiers et importants moyens de prévenir les crimes ou de les réparer.

Il est des moyens plus efficaces et plus sûrs de prévenir la corruption sociale et l'oubli des devoirs.

Le premier serait d'exciter, de toutes les manières possibles, ces nobles sentimens de bienveillance et d'honneur dont le cœur humain est toujours susceptible, et surtout ce sentiment de la religion dont les espérances et les craintes ont des effets bien plus réels, bien plus utiles que la crainte des tourmens et de la mort; et l'expérience prouve assez que l'homme, en général, est beaucoup plus disposé, dans un temps d'ordre et de calme, à en recevoir les heureuses impressions, qu'à se porter aveuglément vers les actions criminelles, qui, par elles-mêmes, répugnent à sa nature (47).

---

de plusieurs nations européennes, notamment d'après le code militaire de Wurtemberg, la peine des verges, celle des coups de bâton sous la plante des pieds ou sur quelques autres parties du corps, même, d'après le code de la marine en France, celle *des coups de corde au cabestan et à la bouline*, soient encore en usage?

— Dans la dernière assemblée des Etats du royaume de Hanovre, on a mis en délibération l'abolition *de la torture*, dont la noblesse seule a été exempté jusqu'à présent.

« La seule crainte des peines, dit encore M. de Béal, ne fait souvent que rendre les hommes plus industrieux à les éluder et à chercher les moyens de commettre des injustices sans être découverts..... Le Législateur doit prescrire aux citoyens des lois qui les mettent dans les circonstances où il est à désirer qu'ils soient pour le bien public; il doit établir un si bon ordre que les sujets se conforment aux lois par raison et par habitude, plutôt que par la crainte des peines. » (a). Et Fergusson a même dit : « Des mœurs exemptes de dispositions vicieuses sont une sauve-garde plus sûre contre les crimes que les meilleurs établissemens publics. » (b) (48).

En second lieu, l'accroissement de la Société

(a) Sc. du Gouvernement, tom. vi, § 4, pag. 13; et chap. i, sect. ix, § 67, pag. 168.

(b) (Essai sur l'histoire de la Société civile, 11<sup>e</sup> partie, chap. ii, tom. i, pag. 238.) Ce qu'il ne faut pas toutefois entendre en ce sens qu'avec des mœurs pures, les établissemens publics seraient inutiles. Quelques pures que fussent les mœurs, la Société ne saurait exister sans institutions, sans gouvernement. C'est ce que nous nous réservons de démontrer dans la seconde partie de cet ouvrage.

— Les anciens disaient : « *Quid leges sine moribus vanæ proficiunt ?* »

favorise l'oisiveté ; et comme ce vice est souvent la cause première des plus grands maux et des plus grands crimes , on ne saurait trop s'attacher à le détruire ; on ne saurait trop honorer et encourager les sciences utiles , les arts et tous les genres d'industrie. « Un des moyens les plus sûrs d'éviter les excès auxquels la misère porte le bas peuple , c'est de faire cesser cette misère , et de purger l'État de vagabonds , en forçant tout le monde de faire un métier , en établissant des manufactures , et en mettant les pauvres gens à portée de gagner leur vie. » (a).

Il faut convenir que quelquefois , et surtout lorsque les institutions sont mauvaises et les soins du Gouvernement mal dirigés ou peu vigilans,

---

(a) (Sc. du Gouvern. , chap. 1 , sect. vi , § 2. *S'il est vrai que l'Etat ait intérêt que le peuple ne soit pas trop à son aise*). — Suivant la loi d'Egypte , chaque homme était obligé de comparaitre tous les ans devant un magistrat à qui il déclarait son état et ses fonctions. (Dionoz , liv. 1 , sect. 11.) — Une loi semblable avait été donnée par Dracon aux Athéniens , et cette loi fut aussi observée à Corinthe. Plusieurs Législateurs ont ordonné par des lois expresses que les peuples s'appliquassent à l'agriculture et aux arts. — Mahomet , entre autres , avait senti la nécessité du travail des mains ; il en fait un précepte ,

Le développement de la population prive un assez grand nombre d'individus des moyens de pourvoir à leur subsistance, et que la Société se trouve être elle-même par cette cause le premier auteur des crimes qui se commettent contre elle ou dans son sein : car le sentiment du besoin est impérieux et plus fort que beaucoup d'autres dans les âmes ordinaires et communes. « L'indigence, dit l'auteur du *Traité des Lois pénales*, est une des causes les plus ordinaires du crime. Sur neuf cents condamnés en France chaque année, plus de sept cents manquaient des premiers besoins de la vie. » (a).

Ainsi les soins du Législateur, de la Société toute entière, doivent tendre à prévenir un mal

---

duquel ses successeurs eux-mêmes n'osent pas se dispenser. Tout sultan, du moins pour la forme, apprend un métier. « Celui de souverain, observe judicieusement à ce sujet le baron d'Holbach, lui donnerait sans doute une occupation suffisante; mais c'est communément, ajoute-t-il encore, celle que les princes (du moins les princes despotes) trouvent la plus indigne d'eux. » *Système social*, III<sup>e</sup> part., chap. VI. — Voy. aussi, *ibid.*, chap. II, tit. I.

(a) PASTORET, *Lois pénales*, tom. II, III<sup>e</sup> part., chap. VI, pag. 130.

dont la Société elle-même peut être l'une des causes.

« Qui prévient le besoin, prévient souvent le crime. » (a).

Xénophon fait un grand éloge des lois des Perses, qui eurent pour premier Législateur Zo-roastre, fils d'Oromase, et dit que les autres Législateurs n'ont fait que décerner des châtimens pour les crimes commis, sans prendre soin d'empêcher qu'on ne fût tenté de les commettre ; au lieu que le but des lois des Perses était d'inspirer aux hommes l'amour de la vertu et l'horreur du vice, indépendamment des châtimens et des récompenses (b).

Ne serait-ce point, par exemple, une chose éminemment utile que de supprimer les maisons de jeux, les loteries (c), les maisons de débauche ; de créer, au contraire, des établissemens réellement productifs pour la Société, où tout homme pourrait au besoin, dans les cas d'infortune et de détresse par suite de ses spéculations particu-

---

(a) DELILLE, *Géorgiques françaises*, chant 1.

(b) *Cyropédie*, liv. 1.

(c) Le rapport officiel du ministre des finances, le duc de Gaëte, a appris qu'en 1814 les frais de ces établissemens ont excédé leurs produits de 584000 fr.



nières, trouver sans déshonneur un moyen d'assurer son existence et celle de sa famille? « Je ne sais, dit M. Say dans son excellent *Traité d'économie politique*, pourquoi je mettrai ces établissemens au nombre des charges de la communauté : du moment qu'ils produisent autant qu'ils consomment (ce qu'il démontre clairement), ils ne sont plus à charge à qui que ce soit ; ils sont un bienfait immense dans une Société nombreuse, où, parmi la multitude des occupations, il est impossible qu'il n'y en ait pas quelques-unes en souffrance. Un commerce qui change de cours, des procédés nouvellement introduits, des capitaux retirés des emplois productifs, des incendies et d'autres fléaux, peuvent laisser quelquefois sans ouvrage beaucoup d'ouvriers : souvent, avec la meilleure conduite, un homme laborieux peut tomber au dernier degré du besoin ; il trouve dans une maison de travail les moyens de gagner sa subsistance, si ce n'est précisément dans la profession qu'il a apprise, au moins dans quelque autre travail analogue, etc. » (a).

---

(a) Liv. v, chap. viii. *Dépenses des établissemens de bienfaisance.*

« La jonction des rivières et la construction des chemins royaux qui facilitent la communication , soit des différentes provinces , soit des différentes parties d'une même province entre elles , sont peut-être les deux plus importants objets dont un sage gouvernement puisse s'occuper en temps de paix. En y employant ou les troupes inutiles alors (ainsi que le faisaient les Romains), ou ce nombre prodigieux de mendiants qui le sont en tous temps pour l'État , on trouverait à la fois le moyen de faire ces sortes d'ouvrages à peu de frais , et de bannir l'oisiveté, qui ne fait ordinairement de ces derniers que des voleurs et des brigands, en même temps qu'on introduirait par là le commerce dans toutes les parties du royaume. » (a).

Les loteries , les maisons de jeu et de débauche sont , dit-on , nécessaires dans un Etat déjà dépravé et corrompu ; et cependant elles y augmentent encore la corruption et les vices , tandis qu'en les supprimant par degrés , on ramènerait insensiblement les hommes au travail, aux bonnes œuvres , et à la vertu. « Les loteries et les jeux

---

(a) Sc. du Gouv., tom. vi, pag. 127.

sont d'ailleurs, dit encore M. Say, un impôt qui, quoique volontaire, porte presque entièrement sur la classe nécessiteuse, à qui le besoin seul fait braver la défaveur d'un jeu inégal. C'est presque toujours le pain de la misère qu'on porte chez le buraliste, quand ce n'est point le fruit du crime. » (a). — Un noble pair disait récemment, dans son rapport sur la loi des finances : « A côté d'une institution utile et bienfaisante, se trouve placé, par un singulier contraste, le plus fâcheux et le plus immoral de tous les impôts. Pour fournir au trésor une somme de huit millions, et qui, en 1817, n'a pas été au-dessus de six, les loteries arrachent tous les ans aux folles espérances de la cupidité une somme de quarante millions. Offrir aux indigens l'appât d'un gain qui n'est point acheté par le travail, c'est réveiller celle de leurs passions qui est le plus contraire à l'ordre social. D'un autre côté, un profit aléatoire, calculé sur une trop inégale répartition des chances, est, par la jurisprudence de tous les tribunaux, réputé illicite et condamnable. La morale et l'humanité n'ont cessé de réclamer contre ce dangereux éta-

(a) *Traité d'Économie politique*, liv. v, chap. xi.



blissement. Il a été répondu que c'était un mal nécessaire, et que si les loteries autorisées n'existaient pas, ceux qui se livrent à ce jeu porteraient leurs mises aux agens secrets des loteries étrangères. Voilà le seul prétexte qu'on ait pu trouver pour justifier la honte d'une telle institution, et ce frivole argument compose tout le préambule de l'édit de *dix-sept cent soixante-seize*, qui établit la loterie royale de France. Mais ne serait-ce pas déjà beaucoup gagner que de faire cesser un grand scandale public, en forçant ces odieuses spéculations à se cacher dans l'obscurité qui leur convient, et de sauver au Gouvernement le reproche de provoquer dans ses propres sujets une passion désastreuse? Et si l'on suppose qu'une police vigilante ne puisse venir à bout de réprimer les manœuvres secrètes des loteries clandestines, il est bien permis de croire que le peuple serait moins exposé à de funestes tentations lorsque l'étalage et l'annonce de ces dons aveugles de la fortune ne viendraient pas, à jour fixe, éblouir ses yeux et frapper ses oreilles. » (a).

Cette sorte d'impôt, et quelques autres de même

---

(a) Moniteur du vendredi 15 mai, n° 135. Séance du 12.

nature, plus immoraux encore peut-être, sont d'autant moins profitables et d'autant plus nuisibles, qu'ils peuvent aussi, pour la plupart, donner lieu à de faciles dilapidations; que leur immoralité même empêche d'en faire rendre un compte exact, et d'en vérifier les produits : tant il est vrai que l'on ne peut éviter d'en rougir et s'en dissimuler la honte.

La Société peut-elle donc bien s'attribuer le droit de mort sur quelqu'un de ses membres, lorsqu'elle-même les attire dans le piège, les pousse dans le précipice, et les provoque, par tous les moyens qui sont en sa puissance, à l'inconduite, à l'oisiveté, et à tous les crimes qui en sont la suite ? Erasme, parlant de Gerodas le Spartiate, dit qu'il comprit très-bien que les vices ne pouvaient pas naître dans les endroits où ils n'avaient point été semés, et qu'ils s'affaiblissent partout où, au lieu d'être honorés, ils sont punis par l'ignominie : et c'est là, ajoute-t-il, la façon la plus douce et la plus sûre de corriger les mauvaises mœurs et d'exciter à l'amour de la vertu. « *Prudenter intellexit ibi non posse nasci vitia, ubi non admittuntur vitiorum seminaria, atque ubique jacere quibus pro ho-*

*nore tribuitur ignominia. Atque hæc est clementissima ratio medendi pravis moribus, excitandique virtutis studium. » (a).*

« Au lieu d'adoucir le sort du cultivateur, afin de l'exciter au travail, dit le baron d'Holbach, au lieu d'occuper utilement le pauvre, au lieu de l'attacher à son pays par des terres qui répondent de sa conduite, au lieu de veiller à l'instruction du peuple, au lieu d'empêcher les vices et les crimes de germer et d'éclore, un mauvais gouvernement ne fait qu'augmenter de jour en jour la misère du malheureux ; il force le laboureur d'abandonner une terre maudite qui l'expose à des oppressions sans fin ; il l'oblige de chercher dans la mendicité une subsistance moins pénible ; il étouffe en lui le sentiment de la honte et de l'attachement à son pays. On jette ainsi les semences du vice, de la paresse et du crime ; on les nourrit, on leur laisse pousser de profondes racines, on leur oppose ensuite des châtimens peu capables d'en imposer à des êtres dépravés, à qui le crime est devenu nécessaire. Que de supplices cruels et multipliés une admi-

---

(a) *Apophthegm., lib. 1.*

nistration équitable et vigilante ne s'épargnerait-elle pas ! Ne serait-il donc pas plus sage d'empêcher les crimes de naître , que de se mettre dans le cas de les punir et sans cesse et sans fruit ? » (a).

« S'il y avait pour le pauvre un travail certain et des récompenses pour ce travail ; si nous avions des encouragemens pour l'agriculture, quelques avantages liés à la population, une instruction simple et morale pour l'enfance, des asiles honnêtes et salubres pour la vieillesse ; si la glèbe nourrissait celui qui la cultive, tandis qu'il y est attaché en esclave et la féconde pour un autre, nous ne serions pas en proie à tant de maux et à tant d'injustices. Hélas ! quand une fois ils sont entrés dans l'ame, l'endurcissement à la honte de la mendicité, le goût entraînant d'une paresse qui n'en excitera pas moins la bienfaisance, l'indifférence pour la patrie, et une sorte d'aversion raisonnée pour des nœuds touchans ; quand le cœur s'est fermé à l'espoir de renaître dans un fils, de recevoir d'une épouse les consolations, la tendresse, la confiance et le

---

(a) *Système social*, III<sup>e</sup> partie, chap. iv.

bonheur , déjà le vice est né ; son germe se développe ; il croît , se fortifie ; et le crime n'est pas loin. L'annonce d'un châtiment sera impuissante ; on brave aisément une punition éloignée quand on s'est roidi à une honte toujours présente..... Si du moins vous dérobiez vos jouissances , votre faste aux hommes à qui tout est refusé ; mais ils ont encore à souffrir de votre insultante ostentation. — Vous insultez même l'indigent par votre morale maladroite. Ne lui dites-vous pas que tous les hommes sont frères ? et il n'a aucun des avantages dont vous jouissez. Ne lui dites-vous pas qu'il doit être juste , modéré ? et vos propres exemples l'environnent de cupidités et d'injustices. Ne lui dites-vous pas que le travail est l'élément de l'homme ? et il vous voit ami nonchalant d'une paresse éternelle. Si l'injustice des rois produit enfin l'indépendance des peuples , l'injustice des riches et des grands produit enfin les crimes du désespoir et de l'indigence. On promet au pauvre de le venger , et on l'opprime ; de le protéger , et on l'écrase ; il ne connaît de la protection légale que le prix qu'elle lui coûte. La loi est donc doublement partielle en prononçant des peines rigou-



reuses sur les crimes qu'elle n'a cherché aucun moyen de prévenir. » (a).

Un empereur chinois, rencontrant un malheureux que l'on menait au supplice , s'en prenait à lui-même de ce que , sous son règne , il se commettait des crimes dignes de mort.

Un autre, voyant la Chine affligée d'une longue stérilité , se condamna , si l'on en croit l'histoire de ce pays , à porter les crimes de son peuple, comme s'en estimant seul coupable ; il voulut se dévouer à la mort , et se sacrifia à l'esprit du ciel , le *Grand-Fo*, vengeur des crimes des rois.

« On ne peut , dit l'auteur des *Délits et des Peines* , appeler précisément *juste* , ou , ce qui est la même chose , *nécessaire* , la punition d'un crime, tant que la loi n'a pas employé pour le prévenir les meilleurs moyens possibles dans les circonstances données dans lesquelles se trouve une nation. » (b).

(a) PASTONET, Lois pén., tom. II, IV<sup>e</sup> part., chap. XIII, pag. 82 et suiv.

(b) Traité des Délits et des Peines , § 37. — Voy. aussi BENTHAM , Princip. du Cod. pén., IV<sup>e</sup> partie. *Des Moyens indirects de prévenir les crimes* , tom. III.

Quelles doivent être les bornes et la nature des peines.

Si pourtant , après s'être appliqué à mettre soigneusement en usage tous les moyens possibles d'éloigner jusqu'à la tentation même des crimes, il en restait encore quelques-uns à punir ; s'il fallait surtout assurer la réparation des torts et des dommages qui en seraient résultés , on pourrait le faire en condamnant les coupables , dans une proportion exacte entre la gravité de leurs fautes et l'intensité de leurs peines , à la réclusion , et toujours à l'assujettissement aux travaux plus ou moins pénibles que l'existence de la Société nécessite ; et de plus , à des dommages et intérêts destinés , si la partie lésée refusait de les recevoir , à secourir les familles pauvres et indigentes.

« La plupart des monumens de l'Egypte ont été faits par des hommes condamnés au supplice (a) ; mais que de travaux plus utiles auxquels on pourrait les employer ! la construction des chemins , leur entretien , le nettoisement des ports , des fosses d'aisance , la fouille des terrains fangeux , le dessèchement des marais , le défrichement des terres , des landes , les corderies , les arsenaux ,

---

(a) DION. de Sicile , liv. 1 , § 65.

les canaux des provinces, les mines, les forges, les carrières, les salines. On pourrait les charger d'élever des forteresses, des chaussées, de creuser ou construire des ports, de bâtir ou réparer des édifices publics; leur confier enfin tous les travaux abandonnés à des hommes utiles, et qui sont trop pénibles ou trop dangereux. On les classerait aisément pour fixer avec la proportion du crime celle de leurs peines et de leur danger. Le voleur nocturne, le voleur de grand chemin, le voleur avec effraction seraient condamnés à des occupations plus rudes que le contrebandier et le filou. Ceux-ci ne seraient chargés que de la construction des chemins, des ports, des canaux ou des édifices publics. — Il en résulterait un avantage moral, celui de séparer l'homme profondément corrompu, le scélérat, de l'homme qui n'aurait commis qu'un délit ordinaire; et ce dernier du coupable dont le délit serait encore plus léger. Réunis d'ailleurs au moment du travail, mais sous une inspection salutaire, ils seraient isolés avec soin dès qu'ils auraient fini ce travail..... — Leur solitude, utile à l'ordre public, serait une expiation de plus des forfaits qu'ils auraient eu le malheur de com-

mettre ; elle ferait descendre dans leur ame le remords, ce terrible vengeur des crimes....» (a). « Dans de certains cas, comme si l'offensé est pauvre ou laisse des enfans pauvres, si la mort ne suit pas l'assassinat et qu'il resté pourtant à la personne assassinée, ou des blessures incurables, ou un état corporel qui ne lui permette plus un travail nécessaire à sa subsistance, ne serait-il pas utile de condamner le coupable à des travaux dont le profit journalier, quelque léger qu'il fût, allégerait toujours le fardeau des besoins de l'offensé ? » (b).

Nous disons que l'intensité des peines doit toujours être graduée dans la proportion la plus exacte possible avec la gravité des délits ; car il n'y a en effet que le despotisme le plus sanguinaire qui puisse penser, avec Dracon, que toute peine est juste lorsque le coupable a pu savoir d'avance quel est le châtement auquel il s'ex-

---

(a) PASTORET, Lois pénales, tom. II, IV<sup>e</sup> partie, chap. XXII, pag. 135 et 138. — Voy., dans cet excellent ouvrage (même chap.), la réfutation des objections faites par Mably contre la condamnation aux travaux publics.

(b) *Ibid.*, tom. I, II<sup>e</sup> partie, chap. I, pag. 46.

pose. « C'est, dit Vattel, par le fondement du droit de punir, par la fin légitime des peines, qu'il faut les retenir dans leurs justes bornes. Puisqu'elles sont destinées à procurer la sûreté de l'État et des Citoyens, elles ne doivent jamais s'étendre au-delà de ce qu'exige cette sûreté. Dire que toute peine est juste quand le coupable a connu d'avance le châtimement auquel il s'est exposé, c'est tenir un langage barbare, contraire à l'humanité et à la loi naturelle, qui nous défend de faire aucun mal aux autres, à moins qu'ils ne nous mettent dans la nécessité de le leur infliger pour notre défense et notre sûreté. Toutes les fois donc qu'une espèce de délit n'est pas fort à craindre dans la Société, que les occasions de le commettre sont rares, que les sujets n'y sont pas enclins, etc., il ne convient pas de le réprimer par des peines trop sévères. On doit encore faire attention à la nature du délit, et le punir à proportion de ce qu'il intéresse la tranquillité publique, le salut de la Société, et de ce qu'il annonce de méchanceté dans le coupable. Non-seulement la justice et l'équité dictent ces maximes, la prudence et l'art de régner ne les recommandent pas moins forte-

ment. » (a). « Celui qui commet un crime pour ajouter à ses richesses , et celui qui , par malheur , manquant de pain pour lui , sa femme et ses enfans , se détermine , après de longs combats , à demander , par la force , des alimens sans lesquels ils vont tous descendre au tombeau , n'ont pas commis une action également coupable..... Les crimes nés de la corruption sont les plus vils ; ceux que les passions produisent sont les plus dangereux ; ceux qui naissent des besoins , les plus excusables. » (b).

Pour que la condamnation aux dommages-intérêts ne pût jamais être illusoire , il faudrait essentiellement que toutes les prisons , sans exception , fussent transformées en ateliers , en manufactures , dont la partie lésée , la Société et le détenu lui-même pourraient retirer un avantage très-réel , et qui , en habituant les hommes condamnés , au travail et à l'activité , contribueraient efficacement à la réforme des mœurs , à leur bien-être , au lieu de provoquer (comme aujourd'hui le séjour de toutes les maisons de dé-

---

(a) Droits des gens , liv. 1 , chap. xiii , § 171.

(b) Lois pénal. , tom. 11 , III<sup>e</sup> part. , chap. vi , pag. 130.

tention) l'accroissement du vice et la propagation de la corruption (49).

Nous avons déjà eu l'occasion de citer plus d'une fois, dans ce paragraphe, l'opinion de l'auteur du *Traité des Délits et des Peines*; mais comme on ne saurait rien dire de plus concluant que ce qu'a dit encore ce véritable législateur, cet ami de l'humanité, nous n'hésitons pas à mettre ici dans son entier, sous les yeux de nos lecteurs, les passages suivans :

« Ce n'est pas l'intensité de la peine qui fait le plus grand effet sur l'esprit humain, mais sa durée; parce que notre sensibilité est plus facilement et plus durablement affectée par des impressions faibles, mais répétées, que par un mouvement violent, mais passager..... La mort d'un scélérat sera, par cette raison, un frein moins puissant pour le crime, que le long et durable exemple d'un homme privé de sa liberté, et devenu un animal de service pour réparer, par les travaux de toute sa vie, le dommage qu'il a fait à la Société. — Ce retour fréquent du spectateur sur lui-même, *si je commettais un tel crime, je serais réduit toute ma vie à cette malheureuse condition*, fait une bien plus vive impres-

sion que l'idée de la mort , que les hommes voient toujours dans un lointain obscur. — La terreur que cause l'idée de la mort a beau être forte , elle ne résiste pas à l'oubli si naturel à l'homme , même dans les choses les plus essentielles , surtout lorsque cet oubli est appuyé par les passions..... La peine de mort infligée à un criminel n'est , pour la plus grande partie des hommes , qu'un spectacle ou un objet de compassion ou d'indignation. Ces deux sentimens occupent l'ame du spectateur , bien plus que la terreur salulaire que la loi prétend inspirer ; mais pour celui qui est témoin d'une peine continuelle et modérée, le sentiment de la crainte est le dominant , parce qu'il est le seul. Dans le premier cas , il arrive au spectateur du supplice la même chose qu'au spectateur d'un drame ; et comme l'avare retourne à son coffre , l'homme violent et injuste retourne à ses injustices. »

« Afin qu'une peine soit juste, elle ne doit avoir que le degré d'intensité qui suffit pour éloigner les hommes du crime. Or , je dis qu'il n'y a point d'homme qui , avec un peu de réflexion , puisse balancer entre le crime , quelque avantage qu'il s'en promette , et la perte entière et perpétuelle



de sa liberté. Donc l'intensité d'un esclavage perpétuel a tout ce qu'il faut pour détourner du crime l'esprit le plus déterminé, aussi bien que la peine de la mort : j'ajoute qu'elle produira cet effet encore plus sûrement. Beaucoup d'hommes envisagent la mort d'un œil ferme et tranquille, les uns par fanatisme, d'autres par cette vanité qui accompagne même au-delà du tombeau, d'autres par un dernier désespoir qui les pousse à sortir de la misère ou à cesser de vivre. Mais le fanatisme et la vanité abandonnent le criminel dans les chaînes... , et le désespoir ne termine pas ses maux, mais les commence. Notre âme résiste plus à la violence et aux dernières douleurs, qui ne sont que passagères, qu'au temps et à la continuité de l'ennui, parce que, dans le premier cas, elle peut, en se rassemblant, pour ainsi dire, toute en elle-même, repousser la douleur qui l'assailit; et, dans le second, tout son ressort ne suffit pas pour résister à des maux dont l'action est longue et continuée. — Dans une nation où la peine de mort est employée, tout exemple de punition suppose un nouveau crime commis, au lieu que l'esclavage perpétuel d'un seul homme donne des exemples fréquens

et durables. S'il est important que les hommes aient souvent sous les yeux les effets du pouvoir des lois, il est nécessaire qu'il y ait souvent des criminels punis du dernier supplice. Ainsi la peine de mort suppose des crimes fréquens, c'est-à-dire, que, pour être utile, il faut qu'elle ne fasse pas toute l'impression qu'elle devrait faire...»

D'un autre côté : « C'est encore, pour la Société, dit toujours Beccaria, un avantage de la peine de l'esclavage (*ou des fers*), que cette peine effraie plus celui qui en est le témoin que celui qui la souffre, parce que le premier considère la somme de tous les momens malheureux, et le second est distrait de l'idée de son malheur futur par le sentiment de son malheur présent. Tous les maux s'agrandissent dans l'imagination, et celui qui souffre trouve des ressources et des consolations que les spectateurs de ses maux ne connaissent point et ne peuvent croire, parce que ceux-ci jugent d'après leur propre sensibilité de ce qui se passe dans un cœur devenu insensible par l'habitude du malheur..... — Celui qui voit un grand nombre d'années, ou même tout le cours de sa vie, à passer dans la servitude et dans la douleur, esclave de ces mêmes lois dont il est

protégé, et cela sous les yeux de ses concitoyens, avec lesquels il vit actuellement libre et en société, fait une comparaison utile de tous ces maux, de l'incertitude du succès du crime et de la brièveté du temps pendant lequel il en goûterait les fruits, avec les avantages qu'il peut s'en promettre. L'exemple continuellement présent des malheureux qu'il voit victimes de leur imprudence, le frappe plus que celui du supplice qui l'endurcit au lieu de le corriger. — La peine de mort est encore un mal pour la Société, par l'exemple d'atrocité qu'elle donne. Si les passions ou la nécessité de la guerre ont enseigné aux hommes à répandre le sang humain, au moins les lois, dont le but est d'enseigner la douceur et l'humanité, ne doivent pas multiplier les exemples de cette barbarie, *exemples d'autant plus horribles que la mort légale est donnée avec plus d'appareil et de formalité.* — Il me paraît absurde que les lois, qui ne sont que l'expression de la volonté publique, laquelle déteste et punit l'homicide, en commettent un elles-mêmes, et que, pour détourner les citoyens du meurtre, elles ordonnent un meurtre public..... — Que doivent penser les hommes en voyant de sages

magistrats et les ministres sacrés de la justice faire traîner un coupable à la mort en cérémonie, avec indifférence et tranquillité ; et , tandis que, dans l'attente du coup fatal , le malheureux est en proie aux convulsions et aux dernières angoisses , le juge qui vient de le condamner quitter son tribunal pour goûter les plaisirs et les douceurs de la vie , et peut-être s'applaudir en secret de son atrocité ? Ah ! diront-ils , ces lois , ces formes cruelles et réfléchies ne sont que le manteau de la tyrannie ; elles ne sont qu'un langage de convention , un glaive propre à nous immoler avec plus de sécurité , comme des victimes dévouées en sacrifice à l'idole insatiable du despotisme. L'assassinat qu'on nous représente comme un crime horrible , nous le voyons pratiquer froidement et sans remords. Autorisons-nous de cet exemple ; la mort violente nous paraissait une scène terrible dans les descriptions qu'on nous en faisait ; mais nous voyons que c'est l'affaire d'un moment. Ce sera moins encore dans celui qui , en allant au-devant d'elle , s'épargnera presque tout ce qu'elle a de douloureux. — Tels sont les funestes paralogismes que font , au moins confusément , les hommes disposés au crime ,

sur lesquels l'abus *même* de la religion peut plus encore que la religion elle-même..... — Si l'on m'oppose que presque tous les siècles et toutes les nations ont décerné la peine de mort contre certains crimes, je réponds que cet exemple n'a aucune force contre la vérité, à laquelle on ne peut opposer de prescription. L'histoire des hommes est une mer immense d'erreurs, où l'on voit surnager çà et là, et à de grandes distances entre elles, un petit nombre de vérités mal connues. Presque toutes les nations ont eu aussi des sacrifices humains..... — Mais je puis me prévaloir avec bien plus de raison de l'exemple de quelques Sociétés qui se sont abstenues d'employer la peine de mort, quoique pendant un court espace de temps : car, *jusqu'à présent*, c'est le naturel et le sort des grandes vérités, que leur durée n'est qu'un éclair en comparaison de la longue et ténébreuse nuit qui enveloppe le genre-humain. *Ces temps fortunés ne sont pas arrivés encore, où la vérité sera, comme l'a été jusqu'à présent l'erreur, le partage du plus grand nombre.* — Je sens que la voix d'un philosophe est trop faible pour s'élever au-dessus du tumulte et des cris de tant

d'hommes asservis aux préjugés d'une coutume aveugle ; mais le petit nombre de sages répandus sur la terre m'entendront et me répondront du fond de leur cœur ; et si la vérité , que tant d'obstacles éloignent des Princes malgré eux , peut parvenir jusqu'à leur trône , qu'ils sachent qu'elle y arrive avec les vœux secrets de tous les hommes. Que le souverain qui l'accueillera sache que sa gloire effacera celle des conquérans , et que l'équitable postérité placera ses pacifiques trophées au-dessus de ceux des Titus , des Antonin et des Trajan..... » (a).

« Nos lois pénales , dit M. Béranger dans son *Traité de la Législation criminelle en France*, sont à mille siècles de l'époque où nous vivons.— Pour faire sentir la nécessité de les graduer sur une meilleure échelle , il faudrait montrer les causes, quelquefois lentes, quelquefois rapides, qui entraînent au crime , et qui font faire dans le mal des progrès si souvent effrayans ; il faudrait encore , en se fondant sur l'expérience et sur l'étude approfondie du cœur humain , présenter une théorie simple et claire des probabilités en matière de

---

(a) *Traité des Délits et des Peines*, § 16.

crimes; il faudrait aussi habituer les esprits à considérer un criminel, moins comme un être qui mérite d'être cruellement puni, que comme un homme atteint d'une maladie morale et qu'il faut guérir, que comme un homme le plus souvent digne de pitié, qu'il faut corriger et rendre meilleur.... (a). L'expérience du passé, dit-il encore, continuera donc à ne nous offrir que de vaines leçons ! Ces fatales erreurs dont l'histoire a conservé le souvenir, ces voix gémissantes qui semblent sortir de leurs tombeaux comme pour nous avertir à toute heure de l'incertitude de nos jugemens, seront donc inutiles ! et ces exemples récents, et cette multitude de malheureux qui réclament de toutes parts contre l'aveugle partialité dont ils ont été les victimes, nous trouveront froids au spectacle de leurs douleurs ! » (b).

« Si l'Assemblée constituante, dit madame de Staël dans ses *Considérations sur les principaux Evénemens de la Révolution française*, avait supprimé la peine de mort, au moins pour les

---

(a) BÉRENGER, de la Législat. crimin. en France, Avant-propos, pag. 111.

(b) *Ibid.*, tit. II, chap. II, § 15. *De la Révision des procès criminels*, pag. 508.

délits politiques, peut-être les assassinats judiciaires dont nous avons été les témoins n'auraient-ils pas eu lieu. » (a).

L'empereur Léopold II, comme grand-duc de Toscane, supprima la peine de mort dans ses Etats; et loin que les délits aient été augmentés par les douceurs de la législation, les prisons furent vides pendant des mois entiers, ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant. Les empereurs

(a) (Considérations, etc., tom. I, pag. 278.) « Si depuis 1789, nous eussions été dans l'interdiction de prononcer la peine de mort; si notre législation ne nous l'eût pas permis; si nos mœurs et nos habitudes l'avaient repoussée, que d'hommes illustres, de savans et recommandables citoyens la patrie compterait de plus parmi ses membres! Que de larmes épargnées aux familles qui pleurent encore ceux qui leur furent ravis, et qui, après la tourmente, eussent retrouvé un époux, un fils, un père honorés des faits mêmes qui les avaient fait condamner! » (Plaidoyer de M. BAVOUX, juge au tribunal de première instance du département de la Seine, et professeur à l'Ecole de Droit, dans sa propre cause, à la Cour d'assises.)

— « L'abolition de la peine de mort ferait disparaître sans doute le préjugé funeste du duel; car un simple citoyen, pour une offense souvent légère, ne s'attribuerait pas le droit de disposer de la vie de son semblable, quand la loi se serait elle-même dépouillée de ce droit pour les offenses les plus graves contre la Société. » (Ibid.)



Maurice, Anastase, Isaac-Lange, prirent la résolution de ne jamais verser le sang de leurs sujets. Elisabeth, impératrice de Russie, jura, à son avènement au trône, de ne jamais punir de mort, et elle n'a point été parjure. Pierre III ne ménagea pas moins le sang de ses sujets.

Enfin, jugeons-nous de bonne foi, et nous reconnâtrons que l'on serait fondé à nous adresser ces paroles : Hommes remplis de faiblesses, d'inconséquences et d'iniquité, après avoir usurpé un droit que la nature, que Dieu lui-même vous refuse, vous couvrez de votre mépris l'exécuteur passif de vos jugemens impies. Répondez. Lorsque vous reconnaissez la nécessité d'ordonner la mort d'un coupable, lorsque vous-mêmes prononcez l'arrêt qui doit le frapper, quelle est donc la véritable et juste cause de ce sentiment général, profond et involontaire, de mépris et d'aversion, qui éloigne de vous, qui repousse de toute société, les instrumens nécessaires de votre justice? Si sur votre passage s'offre à vos yeux un assassin souillé du sang de son frère, ce n'est pas seulement la main dont il s'est servi pour consommer le crime, c'est sa personne toute entière qui vous émeut et qui vous pénètre d'indi-

gnation. Cette comparaison n'est-elle pas pour vous d'une évidence assez grande.....? En vain, cependant, cherchiez-vous à en fuir l'application : ou reconnaissez que vos jugemens sont iniques, qu'ils sont contraires à la nature et ostensiblement désavoués, réprouvés par elle ; qu'ils excèdent, de votre propre aveu, les bornes du pouvoir que la Providence vous a donné, et acceptez pour vous-mêmes l'opprobre que vous vous efforcez d'en éloigner, en le déversant sur les agens de vos décrets sanguinaires ; ou soyez conséquens, et que l'estime et la reconnaissance deviennent la récompense d'un emploi dont le but est d'assurer l'exécution des lois portées par vous-mêmes ; que les titres, la noblesse et la gloire soient désormais l'apanage des bourreaux.....

Et que l'on ne considère pas ces paroles comme le pur effet, comme l'élan et la fougue d'une philanthropie peu méditée. Ces reflexions ne sont pas nouvelles, ces reproches ne sont pas supposés. « Quelles sont, dit un auteur déjà cité, les lois vraies et utiles ? Celles que tous proposeraient et voudraient observer dans ces momens auxquels se tait l'intérêt, dont la voix est toujours écoutée, ou lorsque cet intérêt parti-

culier se combine avec l'intérêt général. Or quels sont les sentimens naturels des hommes sur la peine de mort ? Nous pouvons les découvrir dans l'indignation et le mépris avec lesquels on regarde le bourreau , qui n'est pourtant qu'un exécuter innocent de la volonté publique , un bon citoyen qui contribue au bien général, un défenseur nécessaire de la sûreté de l'Etat au dedans , comme de valeureux soldats contre les ennemis du dehors. Quelle est donc l'origine de cette contradiction , et pourquoi ce sentiment d'horreur est-il ineffaçable dans l'homme , malgré tous les efforts de sa raison ? c'est que , dans une partie reculée de notre ame , où les formes originelles de la nature se sont mieux conservées , nous retrouvons un sentiment qui nous a toujours dicté que notre vie n'est au pouvoir légitime de personne , mais seulement de la nécessité qui régit l'univers. » (a).

On objecte que les hommes dont les intentions maléfaisantes se sont manifestées, et dont la So-

---

(a) (Traité des Délits et des Peines, § 16.) — Les gazettes de Saint-Petersbourg ont publié récemment que les deux bourreaux de cette résidence étant morts, et le magistrat ayant invité, par les proclamations ordinaires, les aspirans à cet emploi à se présenter, il ne s'est pas trouvé, sur l'immense population de cette capitale et de son ter-

ciété a tout à redouter d'après leur conduite passée , parviennent fréquemment à se dérober par la fuite , et deviennent alors d'autant plus dangereux. On exagère beaucoup sans doute, en parlant ainsi de la facilité que les forçats peuvent avoir à s'évader des prisons ou des galères. Cela ne doit assurément pas leur être chose aisée, et le nombre de ceux qui y réussissent est peu considérable. Mais si , d'ailleurs , la Société était moins corrompue, leur évason serait encore moins facile, et l'on pourrait même parvenir à la rendre impossible.

Dans cette vue, des Législateurs ont ordonné d'imprimer aux coupables le sceau de la honte et de l'infamie d'une manière plus ou moins ostensible , dans les mains ou sur le front , suivant la gravité de leurs crimes. Par là ils pouvaient en effet être par-tout reconnus et arrêtés ; par là ils devaient être par-tout en butte à la réprobation , au mépris universels.

---

ritoire, un seul individu qui ait voulu prendre la place d'exécuteur des hautes œuvres ; circonstance qui fait le plus grand honneur au caractère du peuple russe, et qui avait déjà eu lieu en 1815 dans la Petite-Russie, où l'on fut forcé de prendre, pour remplir cette place, un mal-facteur condamné à la peine du knout.

Nous avons vu précédemment que telle fut la nature de la punition infligée à Caïn.

Platon voulait que tout homme, soit étranger, soit esclave, qui serait surpris volant une chose sacrée, fût chassé nu du territoire de la république, après qu'on aurait gravé sur son front et sur ses mains l'empreinte de son crime (a).

A Rome, d'après la loi *Remnia*, l'injuste accusateur était noté d'infamie, et on lui imprimait la lettre *K* sur le front. Constantin défendit de marquer au visage, et ne permit plus de le faire que sur la jambe ou sur la main.

Les Chinois font graver une empreinte noire et ineffaçable sur le visage du criminel.

En Perse, on marque au front les filoux.

Chez les Gentoux, on marque aussi au front le brame adultère.

Une marque légère sur la main a été et est peut-être encore d'usage en Angleterre pour des meurtrés involontaires, pour quelques délits causés par l'imprudence ou dans un premier moment d'emportement (b).

---

(a) Des Lois, liv. ix.

(b) BLACKSTONE, chap. xiv.

Imbert rapporte qu'autrefois, en France, on imprimait par un fer chaud une fleur de lys au front du délinquant ; et l'annotateur de son ouvrage cite un arrêt du parlement de Toulouse qui y condamna un des présidens de cette cour, convaincu d'avoir fait une fausse enquête (a).

Une disposition des lois du Portugal portait : que toute personne, homme ou femme, qui aurait volé deux fois, serait exposée à demi nue dans une place publique, et qu'à la troisième fois on lui mettrait un écriteau sur le front qui apprendrait aux passans que c'était un voleur, après quoi *on le marquerait d'un fer rouge*. Jean III, roi de Portugal, abrogea cette dernière disposition, et défendit que les voleurs fussent marqués au visage, *parce qu'il est injuste, disait-il, que des personnes qui peuvent se corriger portent toute leur vie des marques de leur crime* : réflexion juste et humaine, mais dont l'application pourrait peut-être se contester lorsqu'il s'agit de coupables condamnés à être pour toujours séquestrés de la Société, et qui, sous une autre législation, auraient subi la peine de mort.

---

(a) Liv. III, chap. XXI, § 7. — Voy. PASTORET, Lois pénales, tom. I, 11<sup>e</sup> part., chap. II, pag. 76.

Bentham propose spécialement d'employer ce moyen à l'égard des faux-monnoyeurs , au lieu de les condamner au dernier supplice.

Nous sommes cependant bien éloignés de donner un semblable conseil pour quelque crime que ce puisse être ; car cette punition nous semblerait plus cruelle que la mort elle-même. Mais, hélas ! pourquoi ne fait-on rien dans la vue de mettre à exécution les plans ingénieux que ce même écrivain a tracés , pour garder les prisonniers avec plus de sûreté , d'utilité , d'économie , et pour opérer en même temps leur réformation morale (a) ? Les peuples et les princes qui parviendront à en réaliser quelques-uns auront véritablement acquis un titre à la gloire , travaillé pour leur utilité , et rempli du moins l'une des fins principales que la Société doit se proposer d'atteindre. « La possibilité de contenir les malfaiteurs sans les priver de la vie fait mieux sentir, disent les auteurs des *Maximes du Droit public français*, l'avantage de la vie sociale sur la vie solitaire et vagabonde , dans laquelle

---

(a) Voy. BENTHAM , Princip. du Cod. pén. , III<sup>e</sup> part. , chap. VII , pag. 416 ; et Panoptique , tom. III , pag. 209.

Si les *Lois pénales* étaient rédigées dans cet esprit de modération, d'humanité et de prévoyance, dont il serait bien nécessaire que le Législateur fût toujours animé, non-seulement elles auraient de plus heureux résultats qu'elles n'en ont eu jusqu'à ce jour ; les torts seraient plus souvent réparés, et la Société serait plus sûrement préservée contre le crime ; mais de plus, l'innocence méconnue et injustement condamnée pourrait encore être justifiée et fructueusement réhabilitée ; et la mort anticipée du criminel même ne mettrait point obstacle à ses remords et à son repentir.

Mais on trouve plus expéditif et plus facile de se débarrasser sur-le-champ d'un homme contre lequel l'on croit avoir eu des motifs suffisans de condamnation, au risque même de faire périr l'innocent, que de s'assujettir à une surveillance qui demande trop de soins.

Cette réflexion n'a pas non plus échappé à Bentham. « Plus on examine la peine de mort, plus on est porté, dit-il, à adopter l'opinion de Beccaria... D'où peut venir la fureur avec laquelle on a prodigué cette peine ? C'est un effet du ressentiment qui se porte d'abord vers la plus grande rigueur, et d'une *paresse d'esprit* qui fait trouver dans la



destruction rapide des coupables le grand avantage de n'y plus penser. La mort ! toujours la mort ! Cela ne demande ni méditation de génie , ni résistance aux passions. Il ne faut que s'abandonner pour aller jusque là d'un seul trait. Dira-t-on que la mort est nécessaire pour ôter à un assassin le pouvoir de réitérer ses crimes ? Mais il faudrait , par la même raison , faire périr le frénétique , les enragés , dont la Société a tout à craindre. Si on peut s'assurer de ceux-ci , pourquoi ne pourrait-on pas s'assurer des autres ? Dira-t-on que la mort est la seule peine qui puisse l'emporter sur certaines tentations de commettre un homicide ? Mais ces tentations ne peuvent venir que d'inimitié ou de cupidité. Ces deux passions ne doivent-elles pas , par leur propre nature , redouter l'humiliation , l'indigence et la captivité , plus que la mort... ? J'étonnerais les lecteurs , continue toujours cet auteur , si je leur exposais le Code pénal d'une nation célèbre par son humanité et par ses lumières. On s'attendrait à y trouver la plus grande proportion entre les délits et les peines ; on y verrait cette proportion continuellement oubliée ou renversée , et la peine de mort prodiguée pour les délits les

moins graves. Qu'en arrive-t-il ? La douceur du caractère national étant en contradiction avec les lois , ce sont les mœurs qui triomphent , ce sont les lois qui y sont éludées. On multiplie les pardons ; on ferme les yeux sur les délits ; on se rend trop difficile sur les témoignages ; et les jurés, pour éviter un excès de sévérité , tombent souvent dans un excès d'indulgence. De là résulte un système pénal incohérent , contradictoire , unissant la violence à la faiblesse , dépendant de l'humeur d'un juge, variant de circuit en circuit , quelquefois sanguinaire , quelquefois nul. Les législateurs anglais n'ont point adopté ce genre de peine si bon à tant d'égards, l'emprisonnement joint au travail. Au lieu d'une occupation forcée, ils ont réduit les prisonniers à une oisiveté absolue. Est-ce par réflexion ? Non , sans doute , c'est par habitude. On a trouvé les choses sur ce pied ; on les désapprouve, mais on ne les change point. Il faut des avances, de la vigilance, des attentions soutenues pour concilier la clôture avec les travaux. Il ne faut rien de tout cela pour enfermer un homme et pour l'abandonner à lui-même. » (a).

---

(a) BENTHAM, Princip. du Cod. pén., III<sup>e</sup> part., chap. ix, tom. II, pag. 430.

L'abbé Mably se déclare pour la peine de mort ; néanmoins il fait parler ainsi l'un de ses interlocuteurs : « Quand les punitions ordinaires semblent n'être plus capables d'empêcher les délits, je voudrais que les lois, au lieu de devenir plus *sévères*, se contentassent d'être plus *vigilantes*..... Que ne tâche-t-on, continue-t-il, de connaître la source du mal dont on se plaint. Pour n'avoir pas à punir rigoureusement les excès honteux où l'avarice et l'ambition se porteront, arrêtez par des châtimens doux et nouveaux tout ce qui peut aiguïser et favoriser ces deux passions.... Pour n'être pas réduit à la fâcheuse extrémité d'écrire des lois en caractères de sang, et de conduire les citoyens par la terreur et la crainte, que le Législateur soit assez habile pour profiter des qualités sociales que la nature nous a données. Qu'il avertisse plusieurs fois avant que de punir ; qu'il travaille à nous rendre honteux de nos fautes, et que le châtimement, si je puis parler ainsi, frappe l'ame plutôt que le corps..... Des peines légères, telles que de priver un chevalier de son anneau ou de son cheval, de fermer l'entrée du sénat à un sénateur, ou de faire descendre un simple citoyen dans une tribu moins honorable que celle

où il était inscrit, suffirent pendant long-temps pour ne voir à Rome aucun des délits que la corruption des mœurs y fit enfin paraître , et dont nos supplices atroces n'ont pu arrêter le cours..... Voilà , si je ne me trompe , la seule méthode qu'un Législateur doit employer pour nous corriger. Le sang des hommes est assez précieux pour devoir l'épargner. A mesure que les vices deviennent plus audacieux et plus entreprenans , si les lois s'arment d'une sévérité nouvelle , il faudra donc ne donner aucune borne à notre cruauté. Vous substituerez la roue au gibet ; mais qu'ajouterez-vous bientôt à la roue ? Vous étonnerez les esprits , et vous ne les corrigerez pas. Ce n'est point en étouffant les sentimens d'humanité que la nature nous a donnés que vous contraindrez les hommes à devenir meilleurs. Des lois sangui- naires hâteront la décadence que vous voulez suspendre. En voulant effrayer les coupables , vous abrutissez les gens de bien. Des hommes qui ne sont retenus que par la crainte se familiariseront peu à peu avec l'idée des nouveaux supplices , et leur ame deviendra atroce..... Il y a long-temps que je suis scandalisé que les lois infligent la peine de mort contre les coupables. J'ai beau me

demander à quel titre nous osons avoir envers nos pareils une barbarie dont la nature a cherché à nous éloigner par les sentimens de tendresse, de sensibilité et de pitié qu'elle a gravés dans notre cœur.... je sais que les lois seraient inutiles si nous n'étions pas soumis à des châtimens en les violant : nous avons besoin de cette sanction pour mettre une barrière entre nos passions et nous, et opposer un contre-poids aux plaisirs qu'elles nous promettent et qui nous séduisent ; je sais tout cela : aussi respecterai-je cette puissance tant qu'elle se tiendra dans les bornes qui lui sont naturellement prescrites, et que ses punitions ne seront que des avertissemens plus ou moins sévères pour nous rendre meilleurs et plus heureux. Mais dès que je vois le Législateur et les Magistrats armés de l'épée, je sens une indignation secrète dont je ne suis plus le maître. Qui leur a donné ce droit funeste ? Les citoyens, me direz-vous. Je le nie, et j'insiste, en disant que si les citoyens ont fait cette concession odieuse, ils ont fait ce qu'ils n'avaient pas droit de faire. C'est un axiome trivial, que personne ne peut donner à un autre ce qu'il n'a pas : or, puisque personne n'a le droit de disposer de sa vie, la

peine de mort ne peut se justifier par le pacte qui a formé la Société..... Nous n'aurions donc rien gagné à vivre en Société, et le sort des citoyens serait peut-être pire que celui des hommes qui vivraient dans l'état de nature. » (a).

« C'est la vigilance et l'impartialité des lois, dit M. de Pastoret, qui diminuent les crimes, et non pas l'atrocité des peines ; mais la sévérité étant plus facile à établir, on espère qu'elle deviendra le supplément de la vigilance, et on oublie que par là même elle devient une censure perpétuelle du Législateur..... Voulez-vous prévenir les crimes, *ne favorisez pas plus de certains hommes que les hommes en général, ou chacun en particulier* ; qu'on ne puisse jamais craindre une autre disgrâce que celle de la loi ; *que les sciences se répandent davantage, et que l'entendement s'éclaire* ; et ce qui est le plus difficile, mais le plus sûr des moyens, instruisez dès l'enfance, par une éducation soignée, au patriotisme et à la vertu ; que cette vertu ait ses récompenses ; créez un

---

(a) MABLY, de la Législat. ou Princip. des lois, liv. I, chap. IV, pag. 326 et suiv.

grand intérêt à être bon et sage ; n'en laissez aucun à aimer le vice et à lui céder. *Donnez moins d'avantage à l'avidité ;* et pour cela , que les revenus d'un seul homme n'absorbent pas la subsistance de deux mille citoyens : étouffez l'indolence , la paresse ; et pour cela , aiguillonnez par des récompenses les hommes engourdis ; que des ateliers publics dispensent même de l'embarras de chercher des travaux : diminuez les prétentions de l'orgueil et les humiliations insultantes dont il aime à nous environner ; et pour cela , rapprochez les citoyens , laissez entre eux toute l'égalité civile que permet un ordre bien établi , et cimentez l'union de toutes les classes par des intérêts et des besoins : mettez un frein à l'ambition , si fière d'avoir acheté par des bassesses les honneurs dont elle est indigne ; et pour cela donnez au talent , au savoir et à la modestie les espérances qu'on leur refuse : n'oubliez plus cette vérité si triviale et si méconnue , les premiers droits sont ceux d'un mérite réel , et les places appartiennent aux hommes qui les ont conquises par des connaissances préliminaires et des travaux constans. Alors vous n'aurez pas besoin de ces peines sanguinaires ,

souvent préférées parce qu'il est plus aisé de punir fortement les crimes que de trouver les vrais moyens de les prévenir..... On va toujours chercher dans la législation criminelle les moyens de prévenir les crimes : elle n'en renferme qu'un seul , la douceur des peines. Pour trouver des moyens féconds , adressez-vous aux lois civiles ; cherchez-en surtout dans les lois sur les propriétés , les successions , les mariages , la puissance paternelle , dans la destruction de ces droits oppresseurs de vasselage et de féodalité qui souillèrent si long-temps la France avilie et l'humanité dégradée. Rendez le sort du peuple heureux , et vous aurez moins de crimes ; élevez son ame jusqu'à la dignité civique ; encouragez et honorez l'agriculture. Que des mains avides ne disputent pas au pauvre laborieux une portion de ses alimens pour nourrir l'orgueilleuse oisiveté du puissant et du riche. *Que le poids de la fiscalité n'écrase pas l'indigence.* Accordez au mariage une considération dont il a surtout besoin chez les peuples corrompus , où les mœurs générales semblent ne la lui accorder qu'à regret. Au lieu d'arrêter la population par un accroissement certain de charges et de besoins ,



excitez - y, par une grande considération et des prérogatives honorifiques ou pécuniaires. Redoublez les impôts sur la tête des célibataires inutiles. Créez dans les campagnes une éducation simple, mais vertueuse ; établissez des hospices pour l'indigence ; et alors entourez la mendicité de la surveillance active d'une police salubre , ou plutôt osez la détruire. Vous la détruirez sans crainte et sans regrets quand elle aura des asyles décens et des ressources assurées. Ne laissez pas flétrir le cœur du pauvre par l'humiliation, et ne l'offensez jamais par un luxe coupable ou les apparences d'une supériorité dédaigneuse. Depuis que le grand - duc de Toscane a détruit les privilèges , encouragé le travail et les mœurs , assuré à l'indigent une retraite et des secours , amélioré l'éducation , etc. , les crimes sont beaucoup moins fréquens ; chaque année , les galères offrent un tiers de moins de captifs. Auparavant on y envoyait à-peu-près dix coupables tous les six ans ; depuis , dans le même espace de temps , on n'y a envoyé qu'un seul homme..... »

« Oui , la législation criminelle est plus liée qu'on ne le pense à la législation civile ; la liaison

qui existe entre elles est même fort étroite. Que de passions, que d'intérêts divers n'excite pas la manière dont les lois partagent les différens pouvoirs, domestiques ou publics, sur lesquels la Société repose ! Comment espérer l'absence des crimes là où une éducation mensongère flétrit d'erreurs et de préjugés les premiers développemens de l'ame et de la raison ; où le Gouvernement ne rougit pas de s'alimenter des vices ; où les mœurs protègent la perfidie, la prostitution et l'adultère ; où l'égoïsme arme tous les intérêts pour se heurter et se combattre ; là où il existe, dans les rangs et dans les fortunes, une trop grande inégalité ; où le pauvre mendie et le riche opprime ; où les productions de la terre sont esclaves et celles de la mer tributaires ; où dix enfans sont des victimes que l'orgueil immole à un seul ; là où le lien conjugal est trop resserré, et là où il est trop détendu ; là où le pouvoir paternel est trop dépendant, et là où il est sans bornes ?... Il est même plusieurs délits qui sont le produit d'une impérieuse nécessité, et l'on dirait que la loi civile veut forcer à les commettre..... La détermination des rapports du père au fils, du monarque aux sujets, de la république en-

vers ses membres , du mari à la femme , du citoyen au citoyen , en changeant les intérêts , changent nécessairement la conduite civile. Les mœurs seront pures dans un pays où on récompensera les actions vertueuses ; elles ne le seront pas si on a pour le vice une tolérance coupable , si on accorde même les places à la faveur et à l'intrigue. Les lois dirigent les passions , et les mœurs les emploient. Les mœurs sont des habitudes , et ces habitudes sont aisément le fruit de l'intérêt , qui est toujours créé ou modifié par les lois. Les mœurs des peuples sont différentes des mœurs privées : celles - ci prennent leur source dans les affections et dans les lumières ; celles - là , dans l'opinion et dans la loi..... Les vertus publiques n'influent pas seules sur le bonheur et la morale des peuples ; ils tirent de grands avantages des vertus privées. Si la bonne foi est connue et chérie , on ne verra plus un négociant coupable , par une faillite scandaleuse , entraîner un négociant malheureux à violer ses engagements , parce qu'on viole ceux qui garantissaient sa fortune et ses promesses. Si la pudeur est honorée , le viol , le rapt , la séduction , l'adultère , ne profaneront plus les en-

ceintes domestiques. On aura moins de vols si l'indigence, au lieu du mépris, excite un intérêt fraternel, si les richesses sont moins inégales, si la Société est moins avare de jouissances que de besoins. Le crime est bien plus rare dans les pays où les mains sont laborieuses et où les habitudes générales se dirigent vers un travail utile ; en Hollande, par exemple, où on est instruit dès l'enfance aux avantages d'un commerce qui assure des ressources multipliées, qu'en Italie, où ces ressources sont peu nombreuses, où il n'existe point d'esprit national ni d'occupation universelle. De même, les crimes et les peines seront moins fréquens dans un pays où l'inégalité des conditions est moins sensible, *où la naissance ne divise pas les hommes en deux castes, dont l'une est supérieure sans l'avoir mérité, où le talent et la vertu donnent seuls les places que donne ailleurs le crédit....* » (a).

Précautions à  
prendre pour l'a-  
mélioration des  
Lois pénales.

Du reste, on conçoit bien qu'il est en effet tel état de la civilisation, tel état d'immoralité et de dépravation, où l'amélioration des *Lois pénales*

---

(a) Lois pén., tom. II, IV<sup>e</sup> part., chap. XI, pag. 68; *ibid.*, tom. I<sup>er</sup>, I<sup>re</sup> partie, chap. II, pag. 18; *ibid.*, tom. II, III<sup>e</sup> part., chap. V, art. IV, pag. 157; *ibid.*, chap. VIII, art. IV, pag. 175 et suiv.

ne peut être effectuée que par degrés et avec une extrême prudence , en prenant en considération et le caractère actuel des peuples et leurs diverses situations intérieures , extérieures et politiques. Un changement trop prompt vers le bien pourrait, en ceci , produire un grand mal. Lorsque l'équilibre est déjà rompu , et que les justes bornes ont été dépassées , toutes révolutions subites , toutes secousses violentes pour y ramener les choses , accroissent le désordre au lieu de donner naissance à d'heureux résultats. C'est ici surtout que l'on peut avec certitude appliquer cette réflexion : *que l'on ne saurait passer brusquement et sans transition progressive d'un état extraordinaire à un état parfaitement régulier, et que la marche de la législation doit se conformer à celles des choses mêmes (a)*. Il faut de loin entrevoir le but qu'il est nécessaire d'atteindre, y tendre avec persévérance et en approcher insensiblement. On ne peut réparer qu'avec lenteur et circonspection. C'est la marche de la nature lorsqu'elle répare, ou même qu'elle édifie : on ne saurait trop

---

(a) Disc. de M. le comte DECAZES, Ministre de la police générale, à la Chambre des Députés, Session de 1816.

l'étudier et l'imiter. « Par l'esprit qui doit toujours régner dans le gouvernement domestique, n'aurait-on pas pu juger, dit M. de Montesquieu, de celui qu'on devait porter dans le gouvernement politique et civil? Un Législateur sage aurait cherché à ramener les esprits par un juste tempérament des peines et des récompenses; par des maximes de philosophie, de morale et de religion..... par la juste application des règles de l'honneur; par le supplice de la honte; par la jouissance d'un bonheur constant et d'une douce tranquillité: et s'il avait craint que les esprits, accoutumés à n'être arrêtés que par une peine cruelle, ne pussent plus l'être par une plus douce, il aurait agi d'une manière sourde et insensible; il aurait, dans les cas particuliers les plus gracieux, modéré la peine du crime, jusqu'à ce qu'il eût pu parvenir à la modifier dans tous les cas. » (a) (50).

Conditions in-  
variables qui  
doivent servir  
de bases.

Espérons que ces conseils seront entendus et appréciés des Législateurs, que les mœurs, que

---

(a) *Esprit des Lois*, liv. vi, chap. xiii. — « Mais, continue M. de Montesquieu, le despotisme ne connaît pas ces ressorts; il ne mène pas par ces voies; il sait abuser de lui, mais c'est tout ce qu'il sait faire. » (*Ibid.*) — « Les lois pénales du despotisme portent surtout l'empreinte

la législation criminelle s'adouciront ainsi, par degrés, avec le temps. Mais, en attendant, fixons-nous du moins sur les conditions invariables qui doivent servir de bases à cette législation, et dont on ne devrait jamais s'écarter; reconnaissons comme certain que les Lois pénales, de même que les Lois civiles, doivent être :

*Premièrement*, autant qu'il est possible, mises en harmonie avec les principes du Droit public, générales, uniformes, sans aucune exception fondée sur la différence des professions, des titres et des rangs (a);

*Secondement*, sans aucun effet rétroactif;

*Troisièmement*, personnelles et directes dans leur application, c'est-à-dire, dégagées de tout

de son caractère emporté; elles sont communément atroces; son principe est d'inspirer la terreur..... Les tyrans sont trop paresseux, trop indolens, trop privés de lumières pour chercher des moyens doux de ramener les hommes ou de les empêcher de nuire; ils ne corrigent qu'avec fureur et en détruisant tout d'un coup; ils semblent toujours vouloir trouver des coupables et craindre de trouver des innocens. » (*Système social*, III<sup>e</sup> part., chap. IV. — *Voy.* aussi ci-après, II<sup>e</sup> partie, liv. I, chap. II, tit. I.)

(a) — Il fut un temps où un gentilhomme polonais pouvait tuer un paysan, et se mettre à couvert de tout

esprit d'extension et de réversibilité du criminel sur ses amis, sa famille, ou la corporation à laquelle il appartient.

Quant à ces conditions, elles ne peuvent être l'objet d'aucun doute; elles ne doivent donner lieu à aucune incertitude raisonnable; elles ne doivent jamais varier; et, s'il en était autrement, s'il existait dans l'application des peines ou d'injustes et arbitraires distinctions ou un effet rétroactif quelconque, le principe de l'*Egalité sociale*, ce principe si nécessaire, si indispensable à l'union, à la prospérité, à la conservation d'un Etat, se trouverait encore dangereusement ébranlé, et la sûreté personnelle serait compromise.

---

châtiment en déposant un ducat sur le corps du mort. (Voy. SIDNEY, Disc. sur le gouvern., tom. III, chap. III.) — Des usages et des lois aussi barbares ont été en vigueur dans tous les pays où il a existé une noblesse formant corps dans l'Etat, une noblesse tyrannique et héréditaire. On s'en étonne peut-être aujourd'hui en France; on peut à peine y croire. La France elle-même n'en a cependant pas été exempte. Les mœurs y sont changées; mais si l'opinion et la législation permettaient aux privilèges, à l'ancien ordre de choses, de se rétablir soudainement, il ne serait pas impossible de les voir redevenir ce qu'elles furent autrefois.



En vain, pour renverser un principe aussi sacré, alléguerait-on que cette égalité des peines ne saurait jamais exister ; que les mêmes peines seront toujours différentes, en raison de l'état, du rang, de l'éducation, de la fortune de ceux auxquels elles seront infligées ; qu'une peine légère sera beaucoup plus vivement sentie par celui que la fortune et l'éducation placent dans un rang plus élevé, que ne le serait une peine beaucoup plus sévère par celui qui n'aura jamais joui de ces avantages, et dont les occupations habituelles auront naturellement dû endurcir le corps et émousser la sensibilité ; en telle sorte que cette identité de peine serait précisément subversive de l'équité, bien loin de lui être favorable.

Cet argument ne serait ni fondé, ni même spécieux : car, s'il est vrai que l'homme le plus favorisé de tous les avantages que peuvent procurer la Société, l'éducation, la fortune, se trouve être frappé d'une manière plus sensible par l'application d'une peine, que ne le sera l'homme privé de ces mêmes avantages, n'est-il pas évident que le degré de culpabilité n'est pas non plus parfaitement semblable, quoique le délit soit le même, et qu'assurément le moins coupable n'est pas

que celle d'un agent subalterne de l'administration.... ? Le faible et l'indigent ne peuvent être les égaux du puissant et du riche que devant la loi : laissons-leur au moins cette égalité. » (a).

Les peines que les lois infligent doivent être personnelles et ne point retomber sur les enfans innocens du crime de leurs pères : car on n'est pas naturellement solidaire d'un fait auquel on n'a pris aucune part , et que l'on ne pouvait empêcher. Il serait , jusqu'à un certain point , plus juste de considérer ceux-ci comme responsables des crimes de leurs enfans ; car ils peuvent y avoir contribué en négligeant leur éducation. Mais quant aux enfans , selon Platon , au lieu de les punir , il faut les louer de ne point ressembler à leurs parens (b).

Injustice et dangers des lois qui ordonnent la confiscation des biens.

*Quatrièmement*, les lois qui ordonnent la confiscation des biens sont donc d'une injustice bien grande : c'est une conséquence de la dernière vérité que nous venons de développer.

---

(a) Lois pén., tom. II, III<sup>e</sup> part., chap. II, art. VI, pag. 156; *ibid.*, IV<sup>e</sup> partie, chap. VIII, pag. 53.

(b) Des Lois, liv. IX. Voy. aussi Max. du Droit publ. fr., tom. IV, chap. VI.

Ces lois sont évidemment contraires au principe du Droit de Propriété (a).

Ces lois , sous un autre rapport encore , ne sont pas moins dangereuses : en laissant les enfans dans le besoin , elles les provoquent à de nouveaux crimes , et les exposent à la tentation , nous dirions presque à la nécessité d'imiter la conduite de leurs pères.

Il existait une loi romaine qui vouait les enfans des criminels d'Etat à un tel degré d'abjection et de pauvreté , que la vie fut pour eux un supplice et la mort un bienfait. « *Mors solatium et vita supplicium.* » (b).

Une loi d'Angleterre , par une fiction barbare de la corruption du sang , rend le fils d'un homme frappé de confiscation , inhabile à succéder , non-seulement à son père , mais même à son aïeul (c).

La confiscation des biens avait été originairement admise par le Code pénal présentement en vigueur en France ; et lorsque la loi qui y était

---

(a) *Voy.* tit. 1, ci-dessus , pag. 81 et suiv.

(b) *Leg. quisquis* 5, *Cod. ad leg. Jul. majest.*

(c) BLACKSTONE , traduit par Ludot , Lois de police et criminelles de l'Angleterre , chap. xii.

relative fut proposée au Corps-législatif, le conseiller d'Etat, orateur du souverain despotique et temporaire qui ne négligeait aucun moyen de tout envahir et d'accumuler dans ses mains l'argent et la puissance, avait dit, pour motiver cette loi de tyrannie, que les enfans de celui qui avait vendu son bien, *de l'homme qui a consommé tout son patrimoine par des spéculations insensées, ou par des voies encore plus répréhensibles*, ne se trouvaient pas dans une position plus favorable que ceux d'un condamné contre lequel la confiscation a été prononcée (a).

Mais on sent assez combien un tel motif est dénué de raison, de justice et d'humanité.

Le père qui a vendu son bien a dû en recevoir l'équivalent, qui se retrouvera peut-être dans sa succession, et profitera à ses enfans; ou, s'il l'a, au contraire, indiscretement dissipé, il a manqué à un devoir sacré; il a commis, envers ceux-ci et envers la Société, un véritable délit, dont on ne doit point supposer que

---

(a) TREILLARD, Discours prononcé au Corps-Législatif, lors de la présentation du livre premier du Code pénal, séance du 1<sup>er</sup> février 1810.

la Société puisse elle-même se rendre coupable.

« C'est la fureur despotique, dit au contraire très-bien M. de Montesquieu, qui a établi que la disgrâce du père entraînerait celle des enfans. Ils sont déjà assez malheureux, sans être encore criminels..... (a). On est fatigué, dit-il ailleurs, de voir, dans l'histoire des empereurs, le nombre infini de gens qu'ils firent mourir pour confisquer leurs biens..... (b). Dans les Etats modérés, les confiscations rendraient la propriété incertaine; elles dépouilleraient des enfans innocens; elles détruiraient une famille, lorsqu'il ne s'agit que de punir un coupable.... » (c).

« Arrêter les crimes par des lois féroces, c'est endurcir les imaginations plutôt que contenir les passions; c'est rejeter sur les lois une partie de l'horreur qu'inspire le crime; c'est souvent les rendre si odieuses, qu'elles n'osent plus faire leur office. *Etendre sur des innocens le châtiment des coupables* pour attirer plus de surveillance sur les

---

(a) Esprit des lois, liv. v, chap. xv.

(b) Grandeur et décadence des Romains, chap. xv.

(c) Esprit des Lois, liv. v, chap. xv.

actions d'un homme dangereux , c'est jeter une foule de désordres dans la Société, c'est confondre dans les esprits toutes les idées de justice. » (a).

« La peine ainsi détournée de son cours naturel n'a pas même , dit Bentham , l'avantage d'être conforme au sentiment public de sympathie et d'antipathie. Quand le délinquant a payé sa dette personnelle à la justice, la vengeance publique est assouvie et ne demande rien de plus. Si vous le poursuivez au-delà du tombeau, sur une famille innocente, bientôt la pitié publique se réveille, un sentiment confus accuse vos lois d'injustice, l'humanité se déclare contre vous, et donne chaque jour de nouveaux partisans à vos victimes. Le respect et la confiance pour le Gouvernement s'affaiblissent dans tous les cœurs; et tout ce qu'il retire de cette fausse politique, c'est de paraître imbécille aux yeux des sages, et barbare à ceux de la multitude.

» Les liaisons d'individus à individus sont tellement compliquées, qu'il est impossible de séparer entièrement le sort de l'innocent d'avec celui

---

(a) LACRETELLE aîné, Discours sur les peines infamantes, pag. 240.

du coupable. Le mal que la loi destine à un seul s'extravase et se répand sur plusieurs, par tous ces points de sensibilité commune qui résultent des affections, de l'honneur et des intérêts réciproques. Une famille entière est dans la souffrance et dans les larmes pour le délit d'un individu ; mais ce mal attaché à la nature des choses, ce mal que toute la sagesse, que toute la bienveillance du Législateur ne sauraient prévenir en entier, ne tourne point en reproche contre lui, et ne constitue point une peine mal assise. Si le père est mis à l'amende, on ne peut empêcher que cette amende ne tourne au préjudice du fils (a) ; mais si, après la mort du père coupable, on ravit au fils innocent la succession paternelle, c'est un acte volontaire du Législateur, qui fait déborder la peine hors de son lit naturel.

» Le législateur, dans cette partie, a deux devoirs à remplir : d'abord, il doit s'abstenir de toute peine qui, dans sa première application,

---

(a) En Angleterre, par une sorte de contradiction bizarre de la Législation, l'amende prononcée contre le coupable ne peut excéder le revenu d'une année, tandis qu'en certains cas, la confiscation qui frappe sur ses enfants peut les dépouiller de tout et les réduire à la mendicité.

serait improprement assise. Le fils innocent du plus grand criminel doit trouver dans la loi une égide aussi inviolable que le premier citoyen. En second lieu, il faut réduire à son moindre terme cette portion de peine aberrante qui tombe sur des innocens en conséquence d'une peine directe infligée au coupable. Un rebelle, par exemple, est-il condamné à l'emprisonnement perpétuel, à la mort, on fait contre lui tout ce qu'on peut faire. Une confiscation totale, au préjudice de ses propres héritiers, serait un acte tyrannique et odieux. Les droits d'une famille malheureuse qui vient d'être frappée dans la personne de son chef sont plus sacrés que jamais ; et un trésor national composé de pareilles dépouilles est comme ces exhalaisons impures qui portent dans leur sein des germes de contagion..... » (a).

---

(a) (Princip. du Cod. pén., III<sup>e</sup> part., chap. IV ; *des Peines aberrantes ou déplacées*, tom. II, pag. 394.) — Voy. aussi le Discours prononcé à la Convention, dans la séance du 30 ventose, an 3 (20 mars 1795), par M. Boissy d'Anglas, depuis comte et pair de France, sur la nécessité d'annuler ou de réviser les jugemens rendus par les tribunaux révolutionnaires, et de rendre aux familles des condamnés les biens confisqués par ces jugemens ; et l'écrit intitulé : *Le cri des familles*, par M. l'abbé Morellet.



*Cinquièmement enfin*, il nous reste encore à indiquer, avant de terminer ce paragraphe, une dernière condition sur laquelle doit reposer le véritable esprit de la Législation pénale; c'est la juste indemnité à accorder à l'accusé dont l'innocence est démontrée. « Qu'un innocent, dit Bentham, ait souffert par une erreur des tribunaux, qu'il ait été arrêté, retenu, rendu suspect, condamné à toutes les angoisses d'une procédure et d'une longue captivité, ce n'est pas seulement pour lui, c'est pour elle-même que la justice lui doit un dédommagement. Instituée pour la réparation des torts, voudrait-elle que les siens fussent privilégiés? Cependant les Gouvernemens n'ont pourvu à aucune de ces indemnités : seulement, en Angleterre, il s'est fait quelques associations volontaires pour y suppléer. » (a).

Nécessité d'  
dernier l'  
cisé reconnu  
nocent.

« Dans les affaires civiles, dit M. de Pastoret, on accorde souvent des dommages et intérêts, et on les refuse presque toujours dans les affaires criminelles, où l'attaque, au lieu de se borner à notre fortune, met en danger notre liberté, notre hon-

---

(a) Principes du Code pén., iv<sup>e</sup> part., chap. xxii, tom. III, pag. 296.

neur, notre vie. On prétend que ce malheur, indispensablement lié à l'ordre social, est à l'existence morale des citoyens ce qu'une grêle ou un orage est à leur existence physique. Mais d'abord il serait moins grand si l'accusateur, au lieu d'être toujours un magistrat dont le ministère, excité par la loi, n'est presque jamais atteint par elle s'il succombe, était un citoyen ordinaire (a) : ensuite, si on peut consentir à supporter un malheur passager, il est au moins de la justice publique d'environner de considération et d'estime celui que ce malheur a rendu la victime de l'intérêt social. Il a expié l'imperfection des lois ; que les lois lui assurent un dédommagement. Tout citoyen le devrait : ce qui est juste pour les individus cesserait-il de l'être pour la Société ? et

---

(a) Cette première observation du judicieux auteur de l'autorité duquel nous nous félicitons de pouvoir nous appuyer, semblerait proscrire la recherche des délits et des crimes à la diligence du Ministère public, au nom et dans l'intérêt de la Société ; mais nous avons démontré au commencement de ce paragraphe quels étaient l'imperfection, les inconvénients, les dangers des usages conformes au système contraire suivi chez les peuples barbares ou peu avancés encore dans l'état de véritable civilisation.

ne devrait-on pas aussi un dédommagement aux enfans du condamné qui a perdu la vie? » (a).

M. Lacretelle , dans un ouvrage sur la Législation pénale , où il a tracé un plan général pour la réforme des lois criminelles , a examiné quelles réparations pouvaient être dues par la Société à ceux qu'elle aurait injustement accusés.

C'est en effet une monstruosité révoltante que de voir souvent un père de famille attaqué dans son honneur et dans sa fortune , privé , pendant un temps indéfini , de sa liberté et de tous ses moyens d'existence , et dont l'innocence est enfin reconnue sans qu'il lui soit accordé aucune réparation ni indemnité.

« Quand on voit un malheureux accusé , après plusieurs mois , peut-être des années entières de prison , sortir des mains de la justice avec une santé ruinée et le visage encore chargé de ses longues humiliations , pour rentrer dans une famille livrée depuis son absence à tous les tourmens réunis de l'inquiétude , de la honte , de la misère , le cœur se déchire à ces lamentables objets , et il lui échappe des accusations contre la

---

(a) Loix pén. , tom. II , IV<sup>e</sup> part. , chap. XX , pag. 118.

loi. Il importe donc que le Législateur tourne promptement ses regards vers cette insuffisance, vers cette criante imperfection des Lois pénales. » (a).

L'estimable écrivain que nous venons de citer, après avoir posé en principe, que l'ordre social réside tout entier dans cette double obligation, de la part de la Société, de protéger la vie, l'honneur et les biens des citoyens; et de la part des citoyens, de servir la Société de leurs biens et de leurs personnes....., que chaque citoyen doit, par conséquent, consentir à venir rendre compte de sa conduite à la justice lorsqu'elle cherche l'auteur d'un crime; que ce devoir de l'état social, qui devient souvent un malheur, est compensé par l'avantage de pouvoir aussi appeler toute la force publique à la réparation de nos outrages, se demande : « Pourquoi la Société paierait-elle un service que le citoyen lui devrait, et qui est d'ailleurs acquitté par tous les bienfaits de l'ordre social....? ». Mais il répond : « Cette question peut se décider par un seul

---

(a) LACRETELLE aîné, Disc. sur la réparation due aux accusés reconnus innocens.

principe , celui même d'où nous venons de la voir sortir. Communément le même principe donne la solution de la difficulté qu'il fait naître , lorsqu'on le saisit tout entier , et qu'on l'applique bien. Je viens de dire que la Société est fondée sur un contrat réciproque entre elle et le citoyen. Le citoyen doit obéissance ; la Société doit protection. Tout consiste ici à ne pas séparer ces deux choses , à les faire , au contraire , concourir ensemble. Ne croyons pas que le citoyen doive obéissance dans une chose , la Société protection dans une autre : ces obligations sont indivisibles. Que le citoyen obéisse dans tout ce qui importe à la Société ; que la Société le secoure dans tout ce qui le fait souffrir , même dans cette obéissance qu'il lui doit : voilà le véritable ordre. C'est par là que la Société arrivera à ce qui doit être son unique but ; le plus grand bien de tous avec le moindre mal de chacun. Tout est renversé quand on ne rassemble pas , sous le même point de vue , les devoirs et les droits de la Société ; c'est là une grande source d'erreurs et de malheurs. Une règle aussi nécessaire , aussi évidente que celle-ci , peut avoir été violée dans quelques lois , dans quelques institutions ;

mais on doit la retrouver, et on la retrouve effectivement dans la plupart des institutions et des lois. Le premier devoir des citoyens, sans doute, est la défense de la patrie. Eh bien ! quel est le pays qui ait fait marcher le citoyen contre l'ennemi sans lui accorder, de quelque manière, un dédommagement ou une récompense ? Ceux où le soldat ne recevait pas de solde étaient ceux où il était le mieux traité. Citoyen généreux, il faisait la guerre à ses dépens ; mais c'était pour conserver une patrie dans laquelle il trouvait tout, bonheur et gloire..... Si on a besoin de mon champ pour en faire un chemin public, il faut que je donne mon champ, par la bonne raison que l'intérêt particulier doit céder à l'intérêt général. Cependant on ne me prive pas de mon champ sans me le payer ; on n'a pas cru que les droits du bien public pussent aller jusque là (a). Dans plusieurs pays, on arrache les habitans pauvres aux travaux qui les nourrissent pour les occuper aux chemins publics ; mais, d'un autre côté, dans ces mêmes pays, lorsque la justice a besoin du témoignage d'un homme, elle

---

(a) Voy. ci-dessus, chap. II, tit. I, pag. 102 et suiv.

évalue cette perte de temps ; et les frais d'un voyage plus ou moins dispendieux , et elle indemnise le citoyen : ainsi on observe , dans une chose , la règle qu'on semble méconnaître dans l'autre. La Société s'est donc par - tout imposé comme un devoir de payer souvent les services qu'elle commande.

» Mais il est encore ici un second principe , non moins simple , non moins évident , qui résulte de celui-ci même , et qui ajoute à sa force. Si la Société doit un dédommagement pour le sacrifice qu'elle était fondée à commander , à plus forte raison doit - elle réparer un mal qu'elle a fait. Il conviendrait à la loi d'être , dans son exécution , et dans ses plans , exempte d'erreurs comme de passions. Mais , faite et administrée par des hommes , elle participe de leurs imperfections. Il faut donc qu'elle se soumette à la double obligation qu'elle a imposée au citoyen , de corriger ses vices , et de réparer les maux qui en ont résulté. L'erreur des ministres des lois met la Société dans la position d'un simple citoyen à qui il est arrivé de causer quelque dommage à un autre , et que l'on rend responsable de ses fautes les plus involon-

taires. La Société a ici une obligation d'autant plus forte, qu'elle a moins d'excuses dans les malheurs dont elle est la cause, et plus de moyens de les réparer.

» Si cette réparation ne sortait pas des principes mêmes de la constitution sociale, la Société la devrait encore à un autre titre ; à celui de réparatrice des grandes infortunes. Mère vigilante et sensible, ses entrailles doivent s'émouvoir ; ses soins doivent s'étendre par-tout où ses enfans éprouvent soit des dangers, soit des souffrances. Elle les engage à se protéger, à se secourir entre eux ; mais elle se réserve pour ces misères extrêmes au soulagement desquelles elle seule peut suffire. Toutes celles qui passent la bienfaisance particulière tombent à sa charge : l'intérêt même ici lui commande d'être généreuse. Elle ne pourrait abandonner ces malheureux sans perdre des membres utiles : son absurde inhumanité tournerait contre elle-même. Or, qui refuserait de comprendre parmi les grandes infortunes la destinée de cet homme qui a été longtemps arraché à tout ce qu'on chérit le plus dans la vie pour gémir dans la triste et humiliante solitude des prisons ? Heureux encore s'il n'a sup-



porté que les malheurs inévitables dans cette destinée ! Et quel plus grand désastre un citoyen peut-il éprouver que de mourir innocent dans l'infamie des supplices ? La Société peut-elle trop faire pour réparer un tel malheur ? — Et , sans cette réparation , où serait l'honneur de la justice ? Quel respect, quelle confiance, quel amour peut-elle espérer des citoyens , tant que nos lois n'adouciront point le sort de ces hommes qui ont été les victimes de leurs erreurs ? Voici ce qu'elles leur disent tacitement , après les avoir long-temps détenus dans les fers , et quelquefois torturés : vous n'êtes pas coupables , nous vous faisons grâce ; nous n'avons plus besoin de votre personne pour la faire passer par toutes nos épreuves : sortez des cachots ; il vous est permis maintenant de changer d'infortune ; allez-vous-en avec votre triste innocence ; contristez vos concitoyens en leur racontant vos désastres ; faites-leur peur de la justice, en leur disant comment elle vous a traités. Voilà tout ce que nous vous accordons , voilà tout ce que nous attendons de vous... » (a).

---

(a) LACRETELLE aîné, Disc. sur la réparation due aux accusés reconnus innocens.

Le résumé des deux derniers points que nous venons d'examiner se trouve dans ce peu de paroles de l'auteur du *Système social*.

« Les enfans innocens, dit-il, sont punis pour les délits d'un père coupable ; une confiscation aussi injuste que barbare les prive de tout et les réduit à la mendicité, dans la vue sans doute de les forcer à devenir eux-mêmes des malfaiteurs.

» L'innocent, après avoir beaucoup souffert, l'innocent, que sa détention a ruiné, n'obtient aucun dédommagement.

» Voilà ce qu'on appelle encore *rendre la justice* chez bien des nations ! » (a).

*Nota.* Si le Code civil n'a pas atteint, en France, le degré d'ordre et de perfection qu'il serait à désirer de lui voir acquérir un jour, ce défaut de perfection et de méthode se rencontre bien davantage encore dans la rédaction du Code pénal. Le législateur, pour y opérer la classification des délits, commence par fixer sa pensée sur les plus grands crimes, auxquels il applique de suite la plus grande peine. Cependant, les grands crimes sont les moins fréquens et les moins présumables. Il eût donc été plus raisonnable de déterminer d'abord les délits les plus communs, et qui

---

(a) Syst. soc., III<sup>e</sup> part., chap. iv.

CHAP. II, TIT. II. *Conséquences, etc.* 369

supposent le moins de dépravation, le moins de perversité dans le caractère de l'homme, afin de remonter ensuite, par degrés, dans un seul et même titre, des plus simples contraventions jusqu'aux crimes de meurtre, d'assassinat, d'empoisonnement, d'incendie, etc., en proportionnant toujours la nature, la durée, l'intensité de la peine, à la nature et à la gravité du délit.

C'est ainsi qu'il eût été possible de connaître le point fixe auquel doit naturellement s'arrêter l'échelle proportionnelle des peines, mise en rapport avec celle des contraventions, des délits et des crimes.

En s'appliquant à suivre, avec une rigoureuse exactitude, cette marche qui semble devoir être la plus simple, le Législateur rendrait au moins plus manifestes et plus sensibles les sentimens de justice et d'humanité dont il doit être animé.

Il existe malheureusement peu d'ouvrages, à l'exception de ceux que nous venons de citer, ou dont nous avons pris le soin de transcrire le texte, dans ce paragraphe, qui puissent être consultés avec fruit sur cette matière.

Cependant ce n'en est pas moins une vérité trop constante (et que l'on ne saurait taire, surtout aux Législateurs, puisqu'enfin c'est une vérité éminemment utile à connaître), les Lois pénales et criminelles existantes en ce moment en France, et bien davantage encore celles des autres nations euro-

péennes, doivent être nécessairement refaites sur des bases différentes, et dans un tout autre esprit que celui par lequel la plupart des Criminalistes de tous les pays paraissent eux-mêmes avoir été mus jusqu'à ce jour.

Mais il n'y aura jamais, d'ailleurs, pour arriver à ce but, qu'un seul chemin praticable; et c'est celui que ce traité a pour objet principal de faire bien connaître, et que, dès ce moment, nous allons indiquer (a).

(a) On peut, au surplus, voir *Airault*, en son Instruction judiciaire; les *Institutes au Droit criminel*; le *Traité des crimes*; l'*Instruction criminelle par Muyart de Vouglans*; le *Traité de la justice criminelle de France*, par *Jousse*, et celui des matières criminelles par *du Rousseau de la Combe*; l'*Esprit des ordonnances de Louis, XIV*; le *Discours sur l'administration de la justice criminelle*, par *Servan*; les *Discours prononcés au Corps-Législatif* par MM. les conseillers d'état *Treilhard*, *Berlier*, *Faure*, *Portalis*, *Corvetto*, etc.; les *Observations critiques sur la procédure criminelle*, par M. *Breton*; de l'*Instruction criminelle* par M. *Carnot*; le rapport au Roi par M. le comte *Decazes*, ministre de l'intérieur, relativement à l'établissement de la Société royale pour l'amélioration des prisons, et les rapports faits par la commission au conseil général, les 25 mai, 2 et 8 juin 1819, etc. (*Voy.* aussi ci-après, 11<sup>e</sup> part., liv. II, chap. II, tit. I, § 1, *Dispositions constitutionnelles relatives à la limitation des attributions du Pouvoir législatif*, etc.)

CONSIDÉRATION GÉNÉRALE

*Concernant les trois paragraphes qui précèdent.*

SOMMAIRE. Antécédent indispensable pour assurer la propagation des saines idées de Religion, et l'amélioration des Lois civiles et des Lois pénales.

« Nulle Société ne peut tendre utilement à ses fins, si elle  
« n'est organisée pour cela. » JOHN-ADAMS.

« L'homme, comme être physique, dit M. de Montesquieu, est, ainsi que les autres corps, gouverné par des lois invariables. Comme être intelligent, il viole sans cesse les lois que la nature a établies, et change celles qu'il établit lui-même : il faut qu'il se conduise, et cependant il est un être borné : il est sujet à l'ignorance et à l'erreur, comme toutes les intelligences finies ; les faibles connaissances qu'il a, il les perd encore. Comme créature sensible, il devient sujet à mille passions. Un tel être pouvait, à tous les instans, oublier la divinité ; Dieu l'a rappelé à lui par les lois de la religion. Un tel être pouvait, à tous les instans, s'oublier lui-même ; les philosophes l'avertissent par les lois de la morale. Fait pour vivre dans la Société, il y pouvait ou-

Nécessité d'une  
bonne organisation.

blier les autres; et les Législateurs doivent le rendre à ses devoirs par les lois civiles et pénales.» (a).

Mais, il faut encore ajouter à ceci que la Religion, les Lois civiles, les Lois pénales ne pourront produire tous les résultats que l'on pourrait en espérer, qu'autant que l'Organisation, le mécanisme physique et pour ainsi dire purement matériel des gouvernemens, sera lui-même perfectionné et assis sur des bases constantes, conformes aux lois prescrites par la prudence et appropriées à la faiblesse de la nature humaine; beaucoup d'auteurs ont dit avec raison, et il n'est aucun esprit clairvoyant qui ne le sente, que *lorsqu'un peuple est mal gouverné, c'est encore plus par le vice de la forme du Gouvernement, que par la faute de ceux qui gouvernent.*

L'Organisation du Gouvernement est au corps social ce que la Constitution physique est au corps humain. S'agit-il de courir aux armes, de prendre la défense de l'Etat, de remplir quelque autre de ses devoirs envers la Société, les actions

---

(a) Esprit des Lois, liv. 1, chap. 1.

de l'homme vigoureux et bien constitué répondent mieux à sa volonté que celles des boiteux et des infirmes.

Pythagore, Socrate, Platon, Xénophon avaient pensé que le bonheur des hommes dépend de la nature des gouvernemens, et les plus habiles Publicistes modernes ont dit que tous les Législateurs doivent se persuader, comme ces philosophes, que les vertus seront toujours plutôt l'effet que la cause d'une bonne constitution; qu'aucune Société ne peut atteindre son but, si elle n'est organisée pour cela; que rien ne saurait facilement se perfectionner tant au physique qu'au moral, que souvent même les progrès de l'esprit humain sont de très-loin rejetés en arrière, lorsque les rouages de l'organisation ne sont pas bien combinés, lorsque toutes choses ne sont pas placées suivant leur nature, et constituées pour la place même qu'elles doivent occuper, en un mot que toute organisation sociale imparfaite se rapproche plus ou moins de l'anarchie, et ne peut guère avoir pour résultat que désordre et injustice (a).

---

(a) (*Voy.* entre autres JOHN-ADAMS, *Défense des Consti-*

« Dans un Gouvernement où je ne puis être heureux que par le malheur des autres, dit Helvétius, je deviens méchant. Nul remède à ce mal qu'une réforme dans le *Gouvernement*..... Si la morale, dit-il ailleurs, a jusqu'à présent peu contribué au bonheur des hommes, ce n'est pas qu'à d'heureuses expressions, à beaucoup d'élégance et de netteté, plusieurs Moralistes n'aient joint beaucoup de profondeur d'esprit et d'élévation d'ame; mais quelque supérieurs qu'aient été ces Moralistes, il faut convenir qu'ils n'ont point assez souvent regardé les différens vices des Nations comme des dépendances nécessaires de la différente forme de leurs Gouvernemens. Ce n'est cependant qu'en considérant la morale sous ce point de vue qu'elle peut devenir réellement utile aux hommes.

» Qu'ont produit jusqu'ici les plus belles maxi-

---

*tutions américaines*, tom. II, pag. 422.) — « Lorsque la sécurité n'est attachée qu'aux personnes, le Gouvernement peut faire, d'hommes bons, des méchants. Lorsque la sécurité dépend, au contraire, de la forme du Gouvernement, le Gouvernement, par sa forme même, rend les méchants des hommes probes, honnêtes et bons. » (HARRINGTON, *Aphorismes polit.*, chap. XI et dern.; § 15.).



mes de morale? Elles ont corrigé quelques particuliers des défauts que peut-être ils se reprochaient d'ailleurs ; elles n'ont produit aucun changement dans les mœurs des Nations. Quelle en est la cause? C'est que les vices d'un peuple sont , si j'ose le dire , toujours cachés dans le fond de sa législation (a).

» C'est là qu'il faut fouiller pour arracher la racine productrice de ces vices. Qui n'est doué ni des lumières ni du courage nécessaires pour l'entreprendre , n'est , en ce genre , de presque aucune utilité à l'univers. Vouloir détruire des vices attachés à la législation d'un peuple sans faire aucun changement dans cette législation , c'est rejeter les conséquences justes des principes qu'on admet..... On ne peut se flatter de faire aucun changement dans les idées d'un peuple qu'après en avoir fait dans sa Législation , et c'est par la réforme des lois (b) qu'il faut commencer la réforme des mœurs. Que de déclama-

---

(a) Il eût été encore plus exact de dire *au fond de sa Constitution* ; et l'on doit de même lire *Constitution* au lieu de *Législation* dans toute cette citation.

(b) C'est-à-dire des *Lois organiques ou constitutionnelles*.

tion<sup>s</sup> contre un vice utile peut-être dans la forme actuelle d'un Gouvernement, seraient politiquement nuisibles, si elles n'étaient vaines ! mais elles le seront toujours, parce que la masse d'une nation n'est jamais remuée que par la force des lois.... Ce principe posé, il est évident que la morale n'est qu'une science frivole, si on ne la confond avec la politique et la législation : d'où je conclus que, pour se rendre utile à l'univers, les Philosophes doivent considérer les objets du point de vue d'où le Législateur les contemple. Sans être armés du même pouvoir, ils doivent être animés du même esprit. C'est au Moraliste d'indiquer les lois dont le Législateur assure l'exécution par l'apposition du sceau de sa puissance. » (a).

---

(a) *De l'Esprit*, disc. II, chap. XV, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 262 et 270 ; et tom. V, pag. 179.

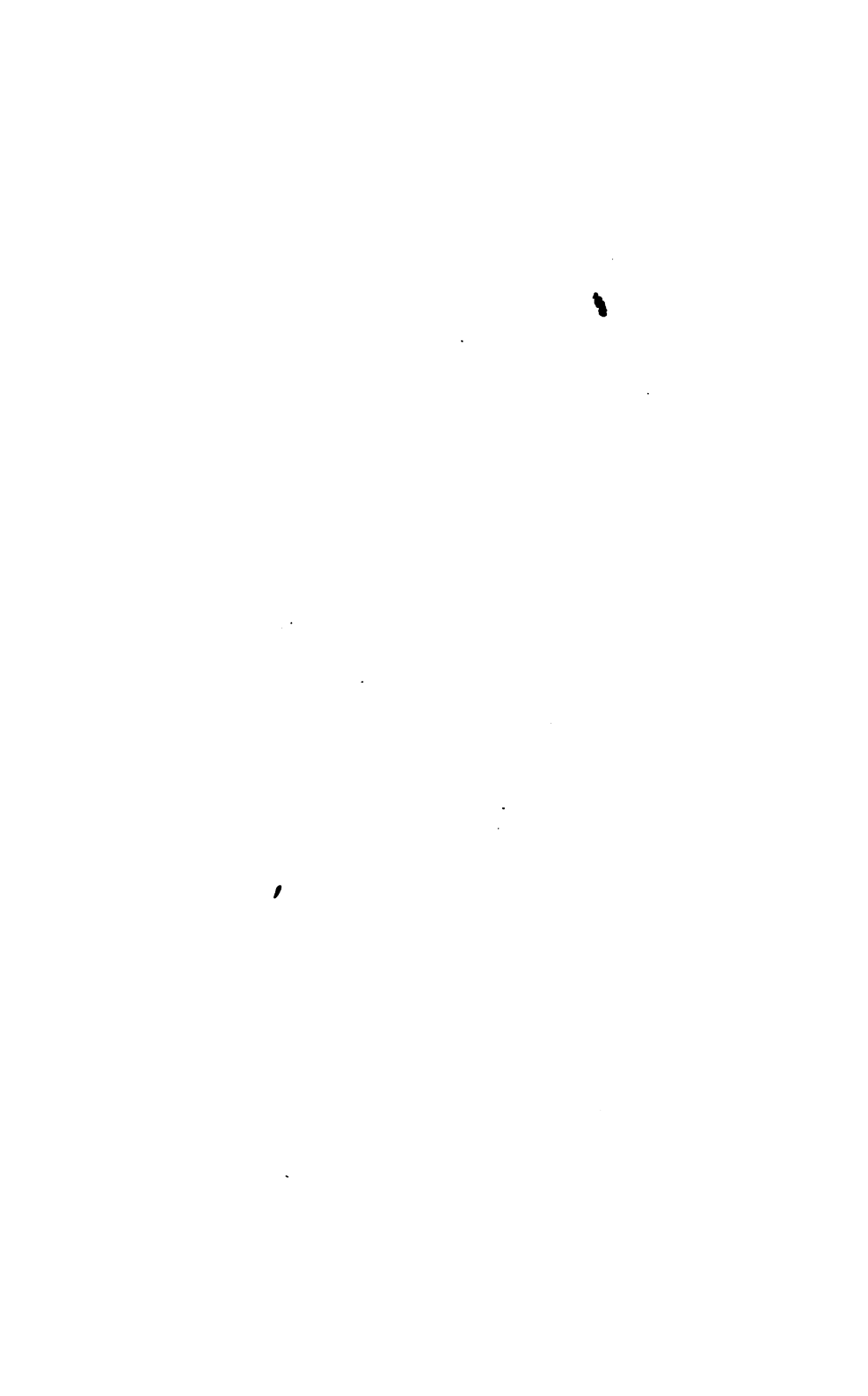
## FAUTES D'IMPRESSION

*essentiellés à corriger dans quelques exemplaires  
du premier volume.*

*Pag. xxi, lig. 2 : il n'y en a ; lisez : il n'en est.*

|                               |   |                                              |
|-------------------------------|---|----------------------------------------------|
| xxix, — 21 : Coccejus ;       | — | Coccéius.                                    |
| xxxvi, — 1 : intérieur ;      | — | intérieur , .                                |
| xxxvii, — 15 : sapper ;       | — | saper.                                       |
| xlvi, — 16 : Portius ;        | — | Porcius.                                     |
| lviii, — 13 : état ;          | — | Etat.                                        |
| xcii, — 5 : MONARCHIE ;       | — | MONARCHIE <i>représenta-</i><br><i>tive.</i> |
| c, — 12 : vol. ii ;           | — | vol. iii.                                    |
| 32, — 8 : multiplié ;         | — | multipliée.                                  |
| 53, — 27 : Coccejus ;         | — | Coccéius.                                    |
| 143, — 22 : Réal ;            | — | De Réal.                                     |
| 161, — 12 : d'insectes ;      | — | de reptiles.                                 |
| 163, — 17 : désinfecté ;      | — | nettoyé.                                     |
| 182, — 19 : Cardinal D. ;     | — | Cardinal Duc.                                |
| 185, — 27 : St.-Augustinius ; | — | St.-Augustinus.                              |
| 244, — 23 : Réal ;            | — | De Réal.                                     |





1









THE UNIVERSITY OF CHICAGO